

La Collaboration Économique des Nations de l'Europe Centrale

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le samedi 30 mai 1931, à 2 heures

PAR

Auguste LELEK

Président : M. OUALID, professeur

*Suffragants : { MM. LESCURE, professeur
MAUNIER, professeur*

PARIS

JOUE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1931

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552224_0003

La Collaboration Économique des Nations de l'Europe Centrale

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le samedi 30 mai 1931, à 2 heures

PAR

Auguste LELEK

Président : M. OUALID, professeur

*Suffragants : { MM. LESCURE, professeur
MAUNIER, professeur*

PARIS

JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1931

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



La Collaboration économique des Nations de l'Europe Centrale

INTRODUCTION

L'Europe centrale, qui forme par ses éléments géographiques une parfaite unité économique, a été déjà organisée dans sa plus grande partie en un ensemble économique. L'Autriche-Hongrie, sous son aspect économique, le représentait jusqu'à la fin de la guerre mondiale. Seules les raisons politiques ont amené le démembrement de cet ensemble économique, car son organisation politique ne respectait guère le caractère spécial de l'Europe centrale. Elles firent disparaître l'Autriche-Hongrie en tant qu'organisation politique surannée, en tant que construction dynastique, dont l'organisation administrative ne répondait nullement aux besoins et aux réalités, en même temps elles détruisirent l'Autriche-Hongrie au point de vue économique.

Ainsi l'organisation économique de l'Europe centrale, qui représentait le bon côté de son évolution générale au cours de longs siècles, fut détruite par l'effet d'une fausse politique. En se proposant d'organiser l'Europe centrale en un Etat d'abord, en deux Etats ensuite, politiquement uniformes, ce qui ne correspondait point au caractère spécial de l'Europe centrale, destinée à prendre la forme d'un Etat de type fédéral, cette politique avait fait dévier l'idée, juste au fond, qui était d'organiser l'Europe centrale en un ensemble économique. L'influence puissante des éléments politiques sur l'organisation économique n'a pas manqué d'y donner des preuves indéniables et sans doute le caractère politique de cette partie de l'Europe exercera, même à l'avenir, un rôle d'une importance profonde sur le terrain économique et déterminera la forme de l'évolution économique de façon non moins efficace.

L'unité politique n'existe plus en Europe centrale et l'ensemble économique sous la forme de l'Autriche-Hongrie d'avant-guerre y a disparu en même temps, mais il faut relever que les causes naturelles qui étaient à la base de cet ensemble, et qui la favorisaient sans cesse, y persistent et persisteront toujours, en se présentant comme des éléments importants de l'organisation économique de l'Europe centrale d'après-guerre.

Il est tout naturel que, l'organisation politique ainsi que l'organisation économique de l'Europe centrale d'avant-guerre une fois disparues, une nouvelle organisation politique et une nouvelle organisation économique de l'Europe centrale doivent les remplacer.

Laissant de côté l'organisation politique à établir, dont la Petite Entente jette des bases solides, de la communauté politique centroeuropéenne, on ne veut se préoccuper ici que de l'organisation économique de l'Europe centrale dans les années d'après-guerre et de son évolution future.

L'état de choses d'après-guerre a montré que l'organisation politique sur les bases les plus solides et les plus justes ne peut se réaliser que sur la base de collaboration politique entre les nations de l'Europe centrale et il en est de même sur le terrain économique où la collaboration entre les Etats en question est appelée à l'avenir à donner des résultats encore plus heureux que ceux qu'elle a donnés dans les dix années d'après-guerre.

La présente étude, en se proposant de se préoccuper de la collaboration économique entre les Etats de l'Europe centrale, s'efforcera donc de *rechercher et de développer tous les éléments économiques qui nécessitent une collaboration de plus en plus intensive sur lesquels cette dernière repose* ; on montrera ensuite *comment la dite collaboration se révèle dans la dizaine d'années d'après-guerre*, comment elle s'agrandit et quels sont ses résultats atteints. Puis, on cherchera à *montrer quel sera son avenir dans la vie économique de l'Europe centrale et quelles sont les formes en matière politico-commerciale qu'elle pourrait prendre dans le cadre de la vie économique de l'Europe entière*.

En dernier lieu, on présentera *comment l'idée de la collaboration économique se manifeste dans la politique des gouvernements des Etats de l'Europe centrale et des mouvements officiels*.

PREMIÈRE PARTIE

- I. Quelques indications sur l'Europe centrale. — La détermination de la notion de l'Europe centrale envisagée dans cette étude. — Délimitation de l'Europe centrale ; ses frontières. — Le climat. — La superficie et les populations.
- II. Le réseau fluvial comme l'un des éléments importants de l'unité géographique et économique de l'Europe centrale. — Les canaux et leur rôle économique. — Le Danube dans l'histoire et la politique économique de l'Europe centrale, notamment au ^{xix}^e siècle. — L'état de choses actuel et ses conséquences pour la navigation danubienne. — Progrès de la liberté de navigation et de celle de collaboration sur le Danube. — Les principales marchandises transportées. — Leur volume toujours croissant. — Aperçu de l'importance du Danube pour la Tchécoslovaquie et du développement de la navigation tchécoslovaque sur ce fleuve à titre d'exemple. — Quelques indications sur la navigation yougoslave.

I

L'Europe centrale se trouve placée entre la grande zone de l'Europe occidentale et celle de l'Europe orientale. Sa grande mission historique, c'est d'établir une liaison, d'être un trait d'union entre elles ; elle est appelée à faciliter la pénétration de la civilisation latine et de la civilisation byzantine et à contribuer ainsi à créer une civilisation européenne. Elle se distingue par une certaine individualité et une originalité qui peut-être n'apparaissent pas à première vue. Mais, après un examen plus approfondi, on arrive à dégager le cadre géographique de l'Europe centrale, dans une sorte de quadrilatère irrégulier. Ses contours sont formés par deux lignes idéales, l'une tirée des bouches du Niémen jusqu'aux bouches du Danube, l'autre allant du port maritime allemand de Brême vers Gênes. Le reste des contours s'identifie au Sud avec les côtes de la Méditerranée et de l'Adriatique, et au Nord avec celles de la Mer du Nord.

L'Europe centrale peut être divisée en deux zones politiques, l'occidentale et l'orientale. La première se distingue déjà au début des temps modernes par sa population homogène, toute germanique et étant apte à former un grand Etat national ; elle est devenue le cadre de l'Allemagne moderne.

L'autre, au contraire, qui est parcourue par le Danube, abrite des peuples ou fragments de peuples, parfois de race différente, qui n'ont pu arriver à créer un ensemble national. La zone germanique

était prédestinée à former une unité nationale, tandis que l'autre, que l'on peut appeler danubienne, conserva son caractère spécial jusqu'à présent. La forme de l'Etat que cette dernière semblait vouée à prendre fut plutôt celle d'un Etat de type fédéral.

De Dantzig et de Léninegrad au Nord jusqu'à Trieste, Salonique et Constantinople au Sud, se trouvent groupées un grand nombre de petites et moyennes nations qui étaient sous la domination des monarchies européennes disparues du fait de la guerre mondiale : de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie, de la Turquie et de la Russie. La question de la langue et des nationalités y joue un rôle prédominant au point de vue politique ; ici la réorganisation politique complète, sur le principe de la nationalité, fut la clef d'une saine solution des problèmes qui s'étaient posés dès le début du xix^e siècle.

Laissant de côté la partie située au Nord des Carpathes, la Pologne avec les Etats baltes, à cause de ses caractères un peu différents et de ses intérêts d'ordre spécial, nous allons nous préoccuper en particulier des problèmes de la partie placée au Sud des Sudètes et des Carpathes qui se présente comme l'Europe centrale au sens étroit, dans notre étude, comme l'Europe centrale tout simplement. Cependant en ce qui concerne la première partie, on observe tout de suite que sa participation à la formation d'un tout économique de l'Europe centrale n'est nullement éliminée et ne le sera d'ailleurs jamais. La Pologne et les Etats baltes y joueront un rôle considérable. Leur adhésion, utile à eux-mêmes ainsi qu'aux Etats successeurs de l'Autriche-Hongrie, est désirable et l'avenir la montrera nécessaire. La seule raison qui nous amène à ne pas faire d'elle l'objet de l'étude au même titre que les pays spécialement visés, c'est qu'une telle étude aurait un cadre trop large et devrait par conséquent s'en tenir de beaucoup aux généralités (1).

1. La meilleure preuve que l'Europe centrale au sens de cette étude, d'une part, et la Pologne avec les Etats baltes, d'autre part, constitue un grand ensemble avec les intérêts économiques spéciaux, est présentée par la Conférence agricole internationale qui s'est tenue à la fin du mois d'août 1930 à Varsovie. Tous les Etats du bassin danubien et ceux situés au Nord des Carpathes jusqu'à la Baltique se sont réunis à cette conférence pour chercher des remèdes efficaces à la solution d'une crise agricole dont souffrent presque tous les Etats européens.

Comme les problèmes économiques entraînés par la crise agricole atteignent dans leurs conséquences presque toute l'Europe et sont donc de caractère européen, on n'a nullement l'intention de s'occuper ici largement des résolutions prises par cette conférence, ni de l'exactitude de ces dernières au point de vue des Etats industriels de l'Europe et au point de vue de l'Europe entière ; mais on relève que les Etats représentés à cette conférence (la Pologne, la Roumanie, la Yougoslavie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Lettonie, l'Estonie et la Finlande) sont tous situés dans le bassin danubien et au Nord des Carpathes, et que ce sont avant tout leurs importants intérêts économiques qui sont le plus gravement atteints par la crise agricole.

D'après la résolution de la Conférence de Varsovie, les Etats en question se sont réunis en octobre 1930 à la Conférence de Bucarest et plus tard en novembre à la Conférence de Belgrade pour continuer, d'après le programme

Ayant délimité la partie de l'Europe qu'on s'est proposé d'examiner, on aborde un examen plus détaillé de cette partie de l'Europe en recherchant tous les éléments géographiques démontrant l'individualité spéciale et l'unité économique de l'Europe centrale.

Le territoire de l'Europe centrale, délimité par les Sudètes, les Carpathes d'un côté et par les Dolomites, les Alpes, le Kras et les Balkans de l'autre, forme une sorte de barrière aussi bien entre le Nord et le Sud qu'entre l'Est et l'Ouest du continent européen. On voit bien que, sauf la Bohême, c'est le bassin du Danube, grande artère de l'Europe centrale, qui se dessine à nos yeux avec une clarté singulière. La position exceptionnelle de la Bohême semble bien plutôt affirmer l'unité géographique que la contester : les passages par le Plateau tchéco-morave vers le Danube sont d'une facilité très grande et, en outre, quatre grandes lignes de chemin de fer, dont trois viennent directement de Prague, du centre de la Bohême et dont, de même, trois aboutissent à Vienne, au centre de la monarchie ancienne, rattachent ce pays à la vallée du Danube. La technique moderne cherche à corriger le caprice de la nature qui d'ailleurs n'avait jamais joué un rôle de quelque importance (1). Il est

accepté à la Conférence de Varsovie, les travaux se référant à la solution des problèmes économiques, causés par la crise agricole.

En ce qui concerne les résolutions prises par lesdites Conférences agricoles, on remarque que le problème agricole en Europe et surtout en Europe centrale est beaucoup plus compliqué qu'il ne pourrait sembler l'être à première vue. Son caractère européen, comme on l'a dit ci-dessus, nous amène à ne pas nous en occuper au même titre que des problèmes centre-européens, et on se borne donc à constater qu'on comprend bien que les Etats agricoles européens cherchent à assurer une certaine protection de leurs produits agricoles contre la concurrence d'outre-mer. Il nous semble aussi qu'en ce qui concerne les produits industriels, les Etats industriels ont des intérêts analogues, de sorte qu'on peut prévoir que les intérêts communs des deux catégories d'Etats européens (c'est-à-dire des Etats agricoles et des Etats industriels) feraient apparaître une défense commune de la production européenne, et que cette dernière aboutirait plus ou moins tardivement à un système préférentiel européen où les Etats industriels appliqueraient les droits préférentiels aux produits agricoles de provenance européenne et, qu'en revanche, les Etats agricoles appliqueraient de leur côté les droits préférentiels aux produits industriels de provenance européenne.

En ce qui concerne la solution des problèmes agricoles de l'Europe centrale, il convient de remarquer que la situation des Etats agricoles de l'Europe centrale pourrait être sensiblement améliorée avant tout par l'accord des crédits agricoles et par une meilleure organisation du commerce avec les produits agricoles, notamment avec les céréales.

1. D'ailleurs, l'histoire même confirme le fait que la Bohême appartient par sa position plutôt à l'Europe danubienne : Charles IV, roi de Bohême et en même temps empereur du Saint Empire Romain Germanique, avait projeté en 1375 une liaison entre le Danube et la Vltava. Il envoya des ingénieurs pour rechercher les endroits convenables à la réalisation du projet. « C'aurait été une œuvre utile pour tout le royaume, si elle avait pu être accomplie. » (Fluss, *o. c.*, p. 39). Aux temps modernes, ce projet trouva une réalisation partielle, si l'on peut dire, dans l'établissement du Canal Schwarzenberg qui sert au transport vers Vienne du bois provenant de la Forêt de Bohême.

Il est même intéressant à relever que, d'après les recherches scientifiques

vrai qu'au Sud, le bassin du Danube s'étend très largement dans la péninsule des Balkans, mais si l'on ne veut pas couper en deux parties ce qui appartient physiquement à un ensemble, on doit comprendre dans l'Europe centrale toute la partie de la péninsule des Balkans dont les eaux confluent dans le Danube. De cette sorte on s'approche beaucoup de la limite entre la flore et le climat de la zone méditerranéenne et ceux de la zone centre-européenne, car cette limite se confond avec celle du bassin du Danube et ce n'est qu'en Macédoine que cette dernière s'étend un peu plus au Sud que la première.

Entre les Alpes et les Carpathes se trouve la large plaine de Hongrie, encerclée par de hautes chaînes, qui unit et rassemble dans son aire presque toutes les races, les civilisations et les religions principales de l'Europe. Et puis, entre les Alpes de Transylvanie et les Balkans, s'étend une autre plaine non moins fertile et rassemblant également des races et des religions aussi mêlées que dans les pays Hongrois.

À l'est, la Mer Noire et, à l'ouest, la Mer Adriatique baignent les côtes de l'Europe centrale. Comme ce sont des mers fermées, l'une naturellement et l'autre par le fait des circonstances politiques (1), elles ne sont pas à même de la faire jouir des avantages que procure une mer ouverte. En outre, le royaume de Yougoslavie, Etat qui est appelé à exercer un rôle important dans la collaboration économique de l'Europe centrale, n'a obtenu aucun des ports importants de l'Adriatique et il se voit ainsi contraint de chercher à en établir dans un proche avenir. On peut conclure de ces faits que les territoires littoraux, privés de relations libres avec les pays d'outremer, se sentent plus attachés à l'intérieur du pays. Les forces centrifuges, que nécessairement cause la présence de la mer, sont pour ainsi dire paralysées, et le centre de la vie économique se trouve rejeté plus à l'intérieur. Du côté de la mer Egée, on trouve la même situation : le port de Salonique dont l'hinterland comprend la grande partie de la péninsule balkanique est situé sur les côtes habitées par les Grecs. Il est vrai que ceux-ci se sentent attirés vers une collaboration de plus en plus intime avec les autres pays de l'Europe centrale, mais pendant quelque temps on y a rencontré des dissensions gênant le développement des relations commerciales.

En ce qui concerne le climat de l'Europe centrale, celui-ci est d'un caractère relativement égal. Il est intermédiaire entre le rude climat de la Russie et le climat tempéré et maritime de l'Europe occidentale et du bassin de la Méditerranée.

modernes, la direction du courant de la Vltava avait été jadis celle du Sud et que ce fleuve avait été l'affluent du Danube.

1. L'Italie tient en sa possession l'île de Vis, très importante au point de vue stratégique, et peut fermer l'Adriatique du côté de sa ville d'Otrante et du côté de l'ilôt albanais de Sasena qu'elle n'avait pas manqué d'occuper et de fortifier solidement. D'ailleurs l'Italie tend à consolider toujours davantage son influence en Albanie.

L'Europe centrale, au sens de cette étude, est formée actuellement par les territoires de l'Etat tchécoslovaque, autrichien, hongrois, roumain, yougoslave, bulgare et on peut même dire de l'Etat grec.

Quant à l'étendue et la population, on s'en tiendra aux indications suivantes : le territoire qu'on va envisager spécialement est d'une superficie de 835.500 kilomètres carrés avec une population de 53.809.000 habitants. L'étendue des Etats qui dès à présent se déclarent ouvertement partisans résolus d'une étroite collaboration économique, c'est à-dire le territoire de Roumanie, de Tchécoslovaquie et de Yougoslavie, est de 683.500 kilomètres carrés avec une population de 41.881.000 habitants. (L'ancienne Autriche Hongrie avait un territoire de 676.000 kilomètres carrés avec une population de 51 millions d'habitants.) On voit ainsi que c'est de beaucoup la plus grande partie du territoire et de la population qui se prononce en faveur de l'entente mutuelle. Et il convient de relever que l'autre partie, moindre dans son territoire et sa population, ne s'y oppose guère par principe, mais surtout pour des considérations d'ordre politique qui sont appelées, il faut l'espérer, à disparaître.

En ce qui concerne la Bulgarie et la Grèce, la même raison constatée déjà plus haut à propos de la Pologne nous a amené à ne pas parler de ces deux Etats au même titre qu'à propos des Etats spécialement envisagés. D'ailleurs la participation de ces deux Etats à la collaboration économique des Etats de l'Europe centrale n'est pas jusqu'à présent relativement très grande à cause d'une moindre étendue et d'un moindre développement de leur économie nationale.

Cependant on relève au moins à propos de la Bulgarie que celle-ci est la première qui, par sa position géographique, soit prédestinée à collaborer sur le terrain économique de plus en plus avec les Etats spécialement envisagés ; de sorte qu'avec le développement du rapprochement économique des Etats de l'Europe centrale la participation de la Bulgarie à l'économie de l'Europe centrale ne peut que s'accroître.

II

Le réseau fluvial de l'Europe centrale devrait être logiquement examiné après la description du caractère du sol, mais cependant on se propose à le traiter maintenant dans un chapitre spécial, en raison de l'importance extraordinaire qu'il présente à tous les égards : le système fluvial en question, spécialement le Danube, est l'un des facteurs principaux de la collaboration économique des Etats riverains, du fait qu'il leur est commun comme voie naturelle et qu'il les force à s'en servir pour leurs rapports commerciaux réciproques ; l'intensité des échanges qu'il permet traduit les possibilités de coopération mutuelle.

Avant d'aborder l'examen du Danube, on observera qu'on n'envisagera pas ici l'importance économique du Danube pour l'Europe entière, mais qu'on ne s'en tiendra qu'aux problèmes intéressant spécialement l'Europe centrale, sans nullement diminuer les intérêts du reste de l'Europe, intérêts dont l'importance remarquable a suscité la création de la Commission européenne du Danube en 1856.

L'Europe centrale est admirablement douée au point de vue de son réseau fluvial qui est caractéristique pour son unité géographique et économique. C'est un chaînon agrégatif qui unit étroitement tous les Etats riverains. Ce réseau offre un heureux moyen d'entente et de pénétration réciproque entre les peuples danubiens, qui facilite le développement d'une vraie civilisation danubienne avec un caractère propre bien défini (1).

C'est un fait connu que l'importance des fleuves et des rivières est entièrement due à l'établissement des groupements humains fixés le long de leur cours. De cette façon, l'importance remarquable du Danube, fleuve principal du système fluvial de l'Europe centrale, s'explique bien par la présence des nombreux Etats situés sur son cours sur une longueur totale de 2 900 kilomètres : le Danube parcourt 125 km. en Allemagne, 350 km. en Autriche, 172 km. en Tchécoslovaquie, environ 450 km. en Hongrie, 593 km. en Yougoslavie, environ 450 km. en Bulgarie et environ 1.200 km. en Roumanie. A partir d'Ulm, le Danube devient navigable pour les radeaux et pour les petits bateaux et à partir de Passau, situé sur la frontière austro-bavaroise, il est accessible aux bateaux de 100 à 200 et 250 tonnes. Il est alors navigable sur tout son parcours à travers le territoire de

1. Voir l'article de M. Dascovici : *De Donau als Verschnungsweg Europas* (Le Danube, chemin d'Entente européenne), publié dans le numéro spécial de la *Prager Presse i Das Königreich Rumänien*, du 5 mai 1929.

l'Europe centrale, soit environ 2.250 kilomètres, et sous l'Autriche-Hongrie, il était la principale voie de transports intérieurs et servait aussi pour les rapports avec les pays balkaniques. Dans son cours supérieur et moyen il reçoit de nombreux affluents, dont plus de 60 sont flottables et navigables. Ce fait augmente de beaucoup son importance économique et favorise considérablement son action de pénétration économique dans les diverses régions. On ne nommera que les principaux de ses affluents : l'Inn, le premier des affluents importants venant des Alpes, se jetant dans le Danube à la frontière austro-bavaroise, la Morava, importante pour l'accès qu'elle ouvre vers le bassin de l'Oder et navigable sur 100 kilomètres de son cours, la Drave, navigable sur 600 kilomètres, la Save sur 678 kilomètres, la Tisa, l'affluent le plus important du Danube, accessible aux bateaux déjà à partir de Tokay au nord de l'Etat magyar, et enfin le Prout avec 270 kilomètres navigables.

En outre, il y a trois canaux sur le territoire de la Yougoslavie : celui du roi Pierre I^{er}, présentant une longueur de 117 kilomètres, celui du prince héritier Alexandre, et celui de Béga d'une longueur de 105 kilomètres.

Il est hors de doute que cette grande étendue du réseau navigable dans l'Europe centrale est l'un des facteurs constitutifs de son unité géographique et économique. Le fait que la Société autrichienne pour la navigation sur le Danube desservait avant la guerre, avec ses bateaux, tout le Danube et tous ses affluents navigables, soit une voie de plus de 4.000 kilomètres de longueur, atteste, à lui seul, la valeur magnifique du réseau en question pour l'activité économique de l'Europe danubienne.

Et il est à remarquer encore qu'il existe beaucoup de projets d'aménagement de nombreux affluents, dont quelques-uns sont en voie de réalisation. De nouveaux canaux étaient projetés déjà avant la guerre mondiale : celui entre le Danube et la Tisa dont tous les projets prennent comme point de départ le port de commerce de Budapest et comme point d'arrivée Szolnok, centre du commerce pour le Nord-Est de Hongrie ou Csongrad ou enfin, Szegedine, la deuxième ville de la Hongrie actuelle. Le changement survenu dans la situation politique a fait tomber les deux premiers projets. Quoique le tracé du canal doive être allongé en passant par Szegedine, situé non loin de la frontière yougoslave et roumaine, il semble bien que cette ville soit toute désignée comme point d'aboutissement, puisqu'elle est située au confluent du Muras, la grande artère de la Transylvanie et de la Tisa. Par l'établissement de ce canal, et par la régularisation du Muras, serait ainsi créée une nouvelle voie artificielle qui ouvrirait l'accès aux richesses naturelles de la Transylvanie et trouverait de cette sorte une possibilité de trafic considérable.

Sur le territoire du royaume de Yougoslavie, on projette un canal entre le Danube et la Save, canal dont la longueur ne serait que de 57 kilomètres, tandis que la distance de son point de départ, Voukovar par voie naturelle de navigation en aval du Danube jusqu'à l'embou-

chure de la Save près de Zemun et de là en amont de la Save jusqu'à Samac, est d'une longueur huit fois plus grande, soit 477 kilomètres. L'abrègement de 420 kilomètres par l'établissement de cette voie artificielle de navigation ne resterait certainement sans une influence appréciable sur le commerce de l'Europe centrale. Car le charbon polonais et tchécoslovaque serait susceptible de faire une concurrence plus grande au charbon anglais, importé dans ces régions par l'Adriatique. Ce canal présenterait le même avantage pour le fer provenant surtout de Tchécoslovaquie.

Une autre tâche non moins importante au point de vue économique consiste pour la Yougoslavie dans l'établissement d'un canal qui relierait directement le Danube avec le port de Salonique, situé sur la côte de la Mer Egée.

Un autre canal, qui sera peut-être le premier dont on abordera la réalisation, mettra en liaison le Danube et l'Oder. On se servira sur une grande partie de son parcours du lit de la Morava et son établissement ne trouvera ainsi aucun obstacle technique important. Dans le grand projet du ministre Korber, sanctionné par la loi autrichienne du 11 juin 1901, il devait être le premier qui fût pris en considération. Son établissement vivifierait beaucoup la navigation du Danube par les transports de charbon provenant des bassins de Tesin et de Pologne, comme le font les bassins de la Ruhr pour le Rhin.

Les milieux économiques de l'Autriche prévoient que le canal de Danube-Oder sera établi avant celui de Rhin-Main-Danube et en attendent une diminution des prix de transport. En 1925, on a transporté à Vienne environ 1.700.000 tonnes de charbon provenant d'Ostrava, de la Pologne et de la Haute Silésie, dont la moitié emprunterait, on le prévoit, le nouveau canal.

En examinant le système fluvial d'une façon plus détaillée, on n'a d'ailleurs nullement l'intention d'exagérer le rôle des voies navigables dans la vie économique de l'Europe centrale. Au temps de la construction précipitée des chemins de fer vers 1850, les voies de navigation intérieure semblaient perdre toute importance à l'avenir. Mais plus tard, on a reconnu qu'un bon développement économique n'exige nullement l'élimination progressive des voies navigables par les chemins de fer, mais, au contraire, exige une collaboration de ces deux sortes de moyens de transport. En présence des progrès énormes du commerce intérieur et du commerce extérieur toujours croissant, il était de bonne politique ferroviaire de décharger la voie ferrée du transport des marchandises onéreuses et de lui réserver un trafic plus rémunérateur. Dans ces conditions, les voies navigables reçoivent de plus en plus le transport des produits agricoles et forestiers, des matières premières et des produits semi-ouvrés. Car ce sont ces matières-ci qui, à l'époque actuelle, causent assez souvent des entraves sensibles à la marche normale des chemins de fer quoiqu'elles jouissent pour la plupart de tarifs spéciaux.

L'histoire de l'Europe centrale montre bien que le Danube, majestueuse artère internationale, a joué toujours un rôle prépondérant

aussi bien dans le mouvement politique et économique que civilisateur. Déjà au cours du ^{vi}^e siècle avant J.-C., les Grecs de Milète pénétrèrent en amont du Danube jusqu'aux Portes de Fer, qu'ils appelèrent Istros d'après la dénomination d'une colonie fondée par eux. Ils échangeaient avec les Scythes leurs tissus, leurs armes, et même le vin, contre les peaux, la laine, le chanvre, l'or et les esclaves. A l'époque de l'empereur Auguste, le cours du Danube forma la frontière de l'empire romain. Après la conquête de la Dacie par les Romains, la Porte de Fer avec une garnison fut un des points importants, sur lesquels s'appuya la puissance romaine.

Plus tard, au ^{viii}^e siècle Charlemagne entreprit ses expéditions dans les régions du Danube pour y combattre les Avars. Au ^{ix}^e siècle apparurent en Pannonie (la Hongrie actuelle) les Magyars qui s'y établirent et fondèrent l'Etat de la Couronne de Saint-Etienne. En même temps, du côté de l'Allemagne les commerçants allemands, surtout ceux de Ratisbonne, pénétraient sans obstacle jusqu'au cœur du bassin de la Hongrie, favorisés même par les rois hongrois qui leur avaient octroyé divers privilèges importants.

On connaît bien aussi le rôle important du Danube dans la pénétration des Turcs dans l'Europe centrale et dans la formation de leur empire. Ceux-ci, après la conquête de Bude en 1540 devinrent les maîtres de ses deux rives jusqu'à Kamarno, et le Danube perdit alors beaucoup de son importance commerciale. A cause du manque de confiance, inspiré par leur régime, le commerce de ces régions sur le Danube tendait à se réduire au seul trafic avec le reste de l'empire turc et spécialement avec Constantinople. Au moins au début de la domination ottomane, le Danube devint ainsi dans son cours moyen et inférieur un fleuve entièrement turc. Plus tard, pendant le recul des Turcs, la liberté de navigation fut stipulée à diverses reprises dans les conventions de plus en plus larges conclues avec les Etats européens.

L'empereur Joseph II parvint enfin à assurer à ses sujets, dans la convention commerciale de 1784, la liberté de navigation même sur le Bas-Danube au delà de Vidine et de Rouchtchouk et à faire supprimer les mesures injustes et restrictives dont les bateaux autrichiens avaient été l'objet de la part des Turcs. Beaucoup plus tard, en 1854, deux années seulement avant le traité de Paris de 1856 qui marque le début d'une ère nouvelle dans l'histoire du Bas-Danube, les Turcs étendirent à tous les bateaux les mêmes avantages que ceux accordés à l'Autriche.

En 1856, un nouveau régime fut établi pour les Bouches-du-Danube. La Commission européenne du Danube, chargée de faire respecter les intérêts de l'Europe, a réalisé une œuvre technique remarquable. Son action heureuse a largement contribué à l'augmentation de la valeur économique du Danube pour l'Europe centrale. Les événements historiques, modifiant parfois la situation politique d'une façon profonde, la conquête de Bude par exemple, ne manquèrent pas d'exercer une influence considérable. Même dans les

cinquante dernières années, on a été de nouveau témoin dans la question du Danube d'un exemple classique de phénomène qui démontre clairement le rôle éminent du Danube pour l'Europe centrale.

L'unité politique des pays allemands a été suivie immédiatement de leur renaissance économique, dont l'idée caractéristique est celle de l'indépendance absolue dans toutes les branches de l'activité économique. Le littoral maritime du Nord, qui n'est tributaire d'aucun autre Etat, a été appelé à servir de base d'opérations pour les exportations et les importations de l'Empire allemand. Cette orientation nouvelle du trafic fit momentanément passer l'importance du Danube au second plan. Celui-ci fut considéré comme ne présentant aucun intérêt pour le commerce et le développement économique et comme présentant un certain danger pour l'expansion maritime. L'expression fidèle de ce point de vue est reflétée dans l'opinion de Bismarck, souvent invoquée en Allemagne, à savoir que le commerce allemand ne peut trouver dans le Danube aucune artère importante (1).

Mais déjà avant la guerre mondiale, un revirement complet se produisit dans la conception indiquée : l'Allemagne allait se servir du Danube pour son expansion vers l'Est, pour son « Drang nach Osten ». La nécessité d'exploiter la navigabilité du Danube au plus haut degré dans le délai le plus court devient particulièrement urgent en raison des nouveaux buts de la politique centro-européenne (2). M. Jannasch (3), en invoquant des arguments très intéressants, se dresse avec vigueur contre l'erreur de l'ancienne politique impériale, contraire à l'esprit de recherche positive. M. Heiderich (4) se préoccupe même de la différence entre le prix de transport de Galatz à Ratisbonne, s'élevant à 2,78 mark pour 100 kilogrammes et le prix de transport de Galatz à Rotterdam ou Hambourg par la voie de mer qui, bien que trois fois plus longue, ne montait qu'à 1,20 m. pour 100 kilogrammes. Quand on ajoute le prix de 0,4 à 0,6 m. pour le transport sur le Rhin, à la remontée, il reste encore une différence d'un mark. Mais en dépit de cette constatation. M. Heiderich, invoquant l'augmentation probable des tarifs de transport par voie de mer par suite de l'enchérissement du charbon et

1. Eugen von Kvassay, o. c., p. 29-30, cite plusieurs opinions caractéristiques à ce point de vue : « Dans son numéro du 25 novembre 1915, « Daheim » présente l'opinion du grand économiste allemand List sur le Danube de façon suivante : Quand on avait parlé, il y a trois quarts de siècle, du rétablissement du canal, par lequel Charlemagne avait autrefois relié le Rhin avec le Danube, la Mer du Nord avec la Mer Noire, List remarqua que la Mer du Nord et la Mer Noire déjà sont reliés depuis longtemps par un canal naturel. Celui-ci passe par Gibraltar et Constantinople, aucune voie de navigation intérieure ne peut jamais lui faire concurrence »...

Bunsen prétendit, il y a juste 30 années, que Londres est plus proche du Bas-Danube que ne l'est Ratisbonne.

2. Heiderich, o. c., p. 49.

3. M. Jannasch dans l'article « Zur Weltwirtschaft hinauf », paru dans la *Revue Export*, nos 6-9, 1915, et largement cité par Baicioianu, o. c., p. 189 et suiv.

4. Heiderich, o. c., p. 43-44.

d'autres circonstances d'ordre divers, conclut avec fermeté que, par des mesures convenables, la différence de 40 % peut progressivement être diminuée et même abolie, sans grande difficulté (1).

Rien d'étonnant qu'un trafic plus considérable n'ait pu s'établir entre les pays du bassin du Bas-Danube et de l'Allemagne et que l'importance du Danube comme artère commerciale se soit vue ainsi réduite.

D'après les auteurs allemands, cet état de choses devait changer après la guerre. Pour eux, l'Autriche-Hongrie, par sa politique agraire, sa politique de transport et sa politique fiscale en matière de chemins de fer, était la seule responsable de tous les obstacles possibles.

Personne n'hésite à reconnaître que, le Danube étant un fleuve éminemment autrichien qui confirmait l'unité géographique et économique de tout l'Etat, l'Autriche-Hongrie poursuivait toujours une politique danubienne propre et plus ou moins égoïste en cherchant à réduire la liberté de la navigation sur le Danube à son profit excessif. C'était l'Autriche-Hongrie par exemple qui voulait introduire dans l'Acte de navigation de 1857 une distinction entre la navigation intérieure du Danube qui devait être l'objet d'un monopole au profit des Etats riverains, et la navigation extérieure qui s'exerçait entre les ports de la haute mer et entre les ports danubiens en majeure partie par les bateaux des Etats non situés le long du Danube. L'Autriche-Hongrie voulait les éliminer de la navigation intérieure et puisqu'elle-même était la seule organisée pour exercer ce trafic, l'intention poursuivie était manifeste : Etablir par l'acte de navigation des riverains de 1857 sa suprématie de droit et de fait. De cette façon, la prépondérance autrichienne sur le terrain politique et économique devait triompher au détriment de la liberté de la navigation préconisée formellement par le traité de Paris.

Plus tard, le Congrès de Berlin, en confiant à l'Autriche-Hongrie l'exécution des travaux qu'il y avait lieu de réaliser aux Portes de Fer, favorisait encore la tendance de l'Autriche qui était de faire du Danube une voie de navigation autrichienne sous tous les rapports possibles. Après l'exécution de ces travaux, le gouvernement a établi des taxes sur les bateaux passant les Portes de Fer en amont ou en aval du Danube.

Les Etats du Bas-Danube, particulièrement la Roumanie, se montrèrent toujours hostiles à ces taxes en prétendant que le nouveau régime entravait de beaucoup la liberté de navigation sur le Danube et ce fait démontrait nettement la tendance à mettre cette voie fluviale au service de seuls intérêts de la politique commerciale de l'em-

1. Le commerce entre Mitteleuropa et les Etats balkaniques empruntera de plus en plus la voie fluviale du Danube. Le commerce se rendra bientôt compte que la voie du Danube présente encore d'autres avantages appréciables sur la voie maritime, consistant avant tout dans une sûreté plus grande contre les accidents de mer et contre les inconvénients des transbordements plus fréquents. Heiderich, o. c., p. 45.

pire dualiste. Quant à l'Autriche-Hongrie, elle invoqua de son côté, d'ailleurs avec raison, son droit de percevoir des taxes pour couvrir les intérêts et l'amortissement des capitaux investis ainsi que les frais d'entretien et d'administration; et, en raison de ces circonstances, elle ne violait en principe aucune des règles résultant des conventions internationales sur la navigation du Danube.

Les auteurs allemands, après le changement de la politique allemande sur le Danube, ne s'en tiennent pas à constater que les taxes de navigation perçues aux Portes de Fer présentent un grand obstacle au développement du trafic sur le Danube; ils demandent tout simplement leur suppression. La Hongrie, à leur avis, ne se serait pas opposée à le faire contre une contribution offerte par les autres Etats riverains pour couvrir les investissements, et cela d'autant plus que les sommes perçues ne représentaient qu'un intérêt de 1 %.

La Hongrie aurait fait peut-être mieux, pensait-on souvent, d'abaisser ou même de supprimer simplement les taxes en cause parce que la valeur pratique des travaux effectués est du reste insignifiante et que leur perception est une source d'inconvénients.

Les observations indiquées ici étaient justes, mais on s'illusionnait sur les intentions de l'Autriche-Hongrie et sur sa politique. Car c'était justement la crainte d'une concurrence industrielle plus intensive de la part de l'Allemagne qui avait poussé la politique autrichienne à conserver les taxes de navigation et aussi à ne pas faire les travaux susceptibles de diminuer les difficultés semées par la nature dans le parcours du Danube. Les agrariens austro-hongrois de leur côté ne craignaient guère moins la concurrence des pays agricoles du Bas-Danube que les agrariens allemands, et ceci explique même au moins en partie la politique danubienne de l'Empire allemand jusqu'à la guerre mondiale. Et en outre, il est bien connu que l'Autriche-Hongrie cherchait plutôt à orienter toute son activité vers la mer Adriatique; et son trafic, même celui de sa région du Sud-Est qui, par sa nature, était tributaire du Bas-Danube, fut dirigé, par la politique suivie en matière de chemins de fer, vers Trieste et Fiume.

Par suite de cette politique, on ne pouvait se procurer régulièrement et en temps voulu les produits agricoles et les articles manufacturés en quantité suffisante et il n'était alors pas possible d'établir des tarifs avantageux. Ce fait explique parfaitement les différences si élevées entre les frêts danubien et maritime.

On peut dire que le parcours du Danube par le territoire austro-hongrois était assez grand pour permettre un développement considérable de la navigation fluviale à l'intérieur de l'empire et, quant au Danube en tant que voie du trafic international, l'expression la plus nette du point de vue officiel en cette matière est présentée par l'ancien président de la Chambre de commerce de Vienne, M. Bernhard Singer (1) : la liberté de navigation, à son avis, n'est qu'une phrase, le Danube sans les pays situés dans sa vallée et surtout à son

1. Dans le livre : *Unsere Orient-interesse*, cité par M. Baicoianu, o. c., p. 197.

embouchure ne signifie rien ; seul le pays qui détient l'embouchure est maître de tout ce fleuve. Comme l'Autriche-Hongrie alors n'avait aucun intérêt spécial à favoriser la prospérité des bouches du Danube, elle se servit de cette artère que comme simple voie de transport intérieur et y chercha plutôt à paralyser le trafic international.

En réalité, la tâche de faire du Danube une voie de transport international est passée aux Etats successeurs de l'ancienne Monarchie qui s'en rendent de plus en plus compte et qui, à coup sûr, s'en acquitteront au mieux de tous les intérêts en cause.

Le nouvel état de choses, créé par la guerre mondiale, n'est pas resté sans influence profonde sur le Danube et sur la politique danubienne des Etats riverains. Tout d'abord en matière de droit, tandis que la Conférence de Paris de 1856, pour mettre fin à la situation anarchique au Bas-Danube, n'avait internationalisé que les Bouches du Danube, la Conférence de Paix de 1919 a internationalisé tout le parcours du Danube à partir d'Ulm et quelques affluents parcourant plusieurs Etats. Le Danube, commun par la nature à tous les Etats riverains, le devient désormais juridiquement.

Jusqu'à présent, on a constaté que, à cause de la politique intérieure et économique des divers Etats riverains, entravant la liberté de la navigation danubienne, le fleuve en question n'arrivait pas à devenir l'artère commerciale qu'il aurait dû constituer par sa situation. Mais après la guerre, le principe posé par le traité de 1856, la liberté de navigation marque un nouveau progrès et la nouvelle situation politique sur le Danube en est un des gages les plus solides. En effet, les Etats riverains, voulant profiter au maximum de la valeur économique du Danube, se voient poussés par l'état de choses actuel à propager, à respecter et à défendre la liberté de navigation. C'est le seul mode d'action qui, du reste, s'impose souverainement du fait que chaque Etat ne possède qu'une partie de ce grand fleuve, la position particulière sur le Danube de l'Autriche-Hongrie, qui avait en sa possession les deux rives sur une longueur de presque 1.300 kilomètres, ayant disparu.

Il résulte des intérêts réciproques des Etats en question, étroitement liés les uns aux autres, une solidarité de tous les riverains pour la partie du fleuve sur laquelle se portent les intérêts continentaux danubiens.

La création dans la région danubienne d'Etats moyens, à puissance économique à peu près égale, n'a pas manqué d'entraîner d'heureuses conséquences et de provoquer leur collaboration sur le pied d'une égalité parfaite : les Etats danubiens, ayant sans distinction de grands intérêts économiques sur le Danube, commencent à se rendre compte de l'avantage qui peut résulter, dans un avenir prochain, de la liaison du sort des uns avec celui des autres, s'ils veulent éviter certaines difficultés économiques et quelques autres souffrances et

privations du présent. Le progrès indiscutable d'après-guerre marque le réveil de la conscience de plus en plus intense de l'intérêt commun qui s'attache à une bonne entente et à une collaboration étroite de tous les peuples du bassin du fleuve en question.

L'idée de la collaboration sur le Danube a fait certains progrès après la guerre. Le 1^{er} octobre 1922 est entrée en vigueur la convention concernant le régime définitif danubien. En vertu de l'article XXXIV de cette convention, la Commission internationale du Danube et la Commission européenne du Danube sont appelées à prendre toutes les mesures nécessaires propres à assurer un régime unique sur le Danube. Elles peuvent établir d'un commun accord certaines règles analogues concernant la navigation et la police fluviale.

Prenant en considération les diverses propositions des Etats riverains, la Commission internationale du Danube a élaboré un règlement de navigation et de police qui doit être unique dans la mesure du possible sur tout le parcours du Danube qui est dans sa compétence (Art. XXIV). En outre, cette Commission, en vertu de l'article XXVII, créera, en vue d'accomplir les tâches dont elle est chargée par le présent statut, tous les services administratifs, techniques, financiers qu'elle reconnaîtra nécessaires. Cet article est important par le fait qu'il autorise la Commission européenne à créer les organes par lesquels doit s'exercer la collaboration des nations de l'Europe centrale en toute matière concernant le Danube.

Dans la catégorie de ces dispositions figure aussi l'article XXXII, en vertu duquel il sera constitué, d'un commun accord entre les deux Etats riverains, la Roumanie et la Yougoslavie d'une part, et la Commission internationale d'autre part, des services administratifs et techniques spéciaux afin de maintenir et d'améliorer les conditions de la navigation dans le secteur du Danube compris entre Moldava et Turn-Severin.

L'article XII décide que la Commission contrôlera l'exécution des travaux d'aménagement que chacun des Etats riverains est appelé à exécuter dans les limites de ses frontières.

L'esprit d'égalité se manifeste dans le fait que la présidence de la Commission est exercée pour une période de 6 mois par chaque délégation en vertu d'un roulement déterminé suivant l'ordre alphabétique des Etats représentés (Art. XXXV). Il en est de même avec le siège que la convention fixe pour une période de cinq années à Bratislava. Après ces cinq années, la Commission peut transférer son siège dans les autres villes situées sur le Danube, toujours pour la période de cinq années d'après les règles fixées par elle-même.

Une autre convention, intéressant tous les Etats en question, est celle qui approuve le Règlement relatif aux attributions et au fonctionnement de la Commission technique permanente du régime des eaux du Danube, qui a été instituée par l'article 293 du traité de Trianon pour les territoires de l'ancien Royaume de Hongrie formant le bassin du Danube, non compris le bassin de l'Olt. Elle est composée d'un président nommé par le Conseil de la Société des Nations et d'un

représentant de chacun des Etats territorialement intéressés, et a été chargée par ledit traité d'élaborer le Règlement relatif à ses attributions et à son fonctionnement (1).

Personne n'ose point douter des conséquences heureuses d'un parfait accord sur les questions danubiennes entre les Etats riverains. En laissant de côté l'énumération de tous les effets possibles d'un tel accord, on relève seulement que les projets tendant à un rapprochement réciproque et à une uniformisation de la navigation à tous les points de vue ne manqueront pas d'être approuvés par les sociétés de navigation de chaque Etat et cela d'autant plus qu'elles jouissent en général presque toutes de subventions d'Etat ou se trouvent dans une dépendance spéciale. Par suite, la navigation sur le Danube s'approcherait au point de vue technique de son état désirable, ainsi que laisse entrevoir M. Hines dans son *Rapport relatif à la navigation sur le Danube* (2). Dans ce rapport, solide et méthodique, l'auteur a réussi à présenter une expertise débarrassée des considérations politiques et historiques et poursuivant l'uniformisation, l'accélération et l'organisation commerciale de la navigation.

Son travail est d'une grande valeur et très instructif pour tous les

1. Voici la teneur des articles du Règlement en question, dont les dispositions résultent de l'unité géographique de l'Europe centrale :

ART. 3. — Attributions de la Commission : La commission est chargée de provoquer la conclusion, de surveiller et, en cas d'urgence d'assurer l'exécution des ententes prévues à l'article 292 du Traité de Trianon, de maintenir et d'améliorer, notamment en ce qui concerne le déboisement et le reboisement, l'unité du régime des eaux, ainsi que des services y relatifs, tel que le service hydrométrique et d'annonces des crues, de procéder à l'étude des questions connexes de navigation, à l'exécution de celles qui seraient du ressort de la Commission et de tenir compte spécialement de l'intérêt des pêcheries, d'entreprendre en outre, tous travaux et études et de créer tous services qui lui seraient confiés par l'entente unanime entre les Etats intéressés.

ART. 5. — Documents à transmettre à la Commission : Les délégués fourniront à la Commission, à titre d'information les documents suivants :

a) Un exposé annuel sommaire sur la situation technique des bassins visés à l'article 2, ainsi que, d'une manière générale, des travaux exécutés ou projets dans chaque Etat, pouvant exercer pratiquement une influence sur le régime des eaux d'un Etat voisin.

b) Les accords conclus entre les Etats intéressés avec ou sans interventions de la Commission, conformément aux stipulations de l'article 292 du Traité de Trianon.

c) Les lois et actes réglementaires relatifs au régime des eaux, au boisement, au reboisement, aux pêcheries.

ART. 8. — Mesures et travaux extérieurs.

Lorsqu'un Etat demande que certains travaux soient exécutés ou certaines mesures prises sur le territoire d'un autre Etat en vue de maintenir ou d'améliorer l'unité du régime des eaux, ce dernier Etat s'engage, en cas d'avis favorable de la Commission et sauf motif légitime d'opposition, à faciliter, par voie d'accord avec l'Etat intéressé et sans être tenu de participer aux dépenses, la réalisation de ces travaux ainsi que l'adoption desdites mesures.

2. Walker D. Hines, arbitre américain pour la répartition du matériel de navigation appartenant aux Puissances Centrales sur le Danube, le Rhin, l'Elbe et l'Oder : Rapport relatif à la Navigation sur le Danube présenté à la Commission Consultative et Technique des Communications et du Transit de la S. D. N.

Etats de l'Europe centrale, car il présente le tableau de la situation qui aurait lieu si le Danube était soumis, au point de vue technique, à une seule autorité, ce qui simplifierait toute cette navigation. On peut espérer qu'il n'est pas resté sans attirer l'attention des Etats intéressés et qu'on en constatera de bonnes conséquences dans un proche avenir.

En automne de 1930 s'est tenue à Cracovie la Conférence internationale du Danube qui a accompli une œuvre considérable, de sorte que si les Etats danubiens mettaient en œuvre les résolutions prises, la navigation sur le Danube serait considérablement facilitée et développée.

L'importance du Danube pour la vie et pour la collaboration économique de l'Europe centrale est prouvée par le trafic total atteint sur son parcours. Malheureusement, les données statistiques relatives à la navigation et au transport de marchandises, comme le constate M. Heiderich (1) dans son livre publié en 1916, manquent encore ou laissent beaucoup à désirer, et celles constatées sur les divers secteurs du Danube ne peuvent être facilement comparées les unes aux autres. A notre avis, il en est encore aujourd'hui de même à cet égard, car les Etats successeurs avaient après la guerre des problèmes beaucoup plus urgents à résoudre.

Avant la guerre, on constatait un accroissement assez considérable du trafic d'une année à l'autre. Les données statistiques de 1912 relatives au parcours entier du Danube sont, sur les secteurs : allemand de 434.000 tonnes, autrichien de 2.390.000 tonnes, hongrois de 5.093.000 tonnes, bulgare de 612.000 tonnes et enfin roumain de 5.184.000 tonnes, soit au total de 13.913.000 tonnes. En 1913, par suite de la guerre balkanique, le trafic total ne monta d'après les statistiques officielles sur le Danube allemand qu'à 560.000 tonnes, autrichien à 2.190.000 tonnes, hongrois à 4.740.000 tonnes (2), roumain 5.538.000 tonnes. Pendant la guerre et les premières années d'après-guerre, le trafic danubien a marqué un fléchissement considérable par suite de la diminution temporaire du commerce de l'Europe centrale. Mais depuis quelques années, la reprise de l'activité économique se traduit par un relèvement toujours croissant des transports des marchandises. Voici les chiffres : La navigation danubienne est tombée en 1923 à 60 %, en 1924 à 64 % du trafic d'avant-guerre et une amélioration essentielle a eu lieu en 1925, partout sauf en Roumanie.

Les principaux produits et matières premières qui alimentent le trafic sur le Danube sont les suivants :

En aval, c'est le charbon qui occupe la première place dans le transport. Cette circonstance montre de quelle importance sera pour les Etats agrariens du Danube moyen et inférieur, pauvres en géné-

1. Heiderich, o. c., p. 37.

2. Sur le Danube hongrois, le chiffre indiqué ne tient compte que du transport de marchandises effectué par les entreprises de navigation régulière.

ral en charbon, le canal Danube-Oder, ainsi que celui Danube-Rhin, aboutissant tous les deux dans les bassins houillers.

Il sera ainsi remédié à l'absence de charbon le long du fleuve, absence qui se ferait de plus en plus sentir, les besoins desdits Etats allant en croissant par suite de leur industrialisation successive et du développement de leurs chemins de fer.

La deuxième place dans le transport par les Portes de Fer était prise avant la guerre par les objets manufacturés puis, le bois, le ciment, les produits métallurgiques et enfin le sucre.

En amont, les produits agricoles tiennent toujours une place prépondérante malgré d'importants fléchissements ; en premier lieu vient le maïs, puis le blé. Ce sont surtout les travaux effectués aux Portes de Fer qui contribuent considérablement à l'accroissement du commerce du blé vers l'Europe centrale par le Danube, car c'est surtout après leur accomplissement qu'en présence des changements de prix, on a été assez souvent témoin du changement de direction vers l'Europe centrale (c'est-à-dire en amont du Danube) des remorqueurs dont la première direction avait été celle de la Mer Noire (c'est-à-dire en aval du Danube) (1).

Les possibilités du développement du trafic en amont du fleuve sont satisfaisantes. Car une partie des produits exportés via Sulina par mer peut prendre la direction en amont du fleuve et satisfaire les besoins de l'Europe centrale. De cette sorte la dépendance réciproque des Etats de l'Europe centrale se verra accrue à leur profit et en parfaite harmonie avec leur unité économique (2).

On a déjà remarqué que les statistiques actuelles ne nous permettent pas de dresser un tableau indiquant le rôle économique total du Danube avec ses affluents, les données statistiques relatives aux divers secteurs du fleuve ne se prêtant pas à une comparaison facile à établir. Mais, pour donner au moins partiellement une idée plus claire, on s'étendra un peu sur l'activité économique du Danube tchécoslovaque, sur laquelle on possède des renseignements statistiques suffisants. Ce choix n'est peut-être pas des plus heureux pour caractériser le mieux sous tous les rapports possibles l'importance du Danube dans son ensemble, mais, à notre avis, il souligne l'importance de ce fleuve pour les divers Etats en question.

La Tchécoslovaquie, Etat tout à fait neuf parmi les riverains, a en sa possession la rive gauche à partir de l'embouchure de la Morava jusqu'à celle de l'Ipola sur une longueur d'à peu près 172 kilomètres.

Le port le plus important sur ce secteur est Bratislava, ancien Presbourg, port de second ordre avant la guerre.

1. Heiderich, o. c., p. 42.

2. Pour appuyer cette opinion, au moins partiellement, par des chiffres, voici un tableau comparatif de 1926 emprunté à l'*Annuaire de navigation de l'Office central de Navigation de Prague*, 1928, p. 306, relatif aux données statistiques du transbordement des marchandises dans les ports tchécoslovaques, situés sur l'Elbe et sur le Danube, et où sont marquées d'un astérisque ou de

De 1920 à 1923, on a effectué dans ce port tous les travaux nécessaires pour le moderniser et pour l'adapter aux exigences de la navigation intérieure. On commença les travaux d'établissement d'un port d'hivernage et d'une zone libre et on continua à achever la construction du réseau de chemins de fer.

A l'heure actuelle, pour ses ouvrages, ses installations et pour son outillage, il peut être comparé aux plus grands ports danubiens.

Quant aux autres ports tchécoslovaques sur le Danube, on les élargit, on les améliore et on les modernise pour les adapter aux exigences économiques du pays.

Pendant les premiers mois qui suivirent la guerre, la Tchécoslovaquie a assuré la navigation sur le Danube avec les bateaux qu'elle avait loués à la Première Société de navigation sur le Danube. A ce sujet, on a créé le Service tchécoslovaque de la navigation danubienne, dont tous les droits et obligations ont été transférés par la loi du 21 décembre 1921 n° 493 R. L. D. à la Direction de la navigation danubienne de l'Etat tchécoslovaque à Bratislava, qui est jusqu'à présent chargée de la navigation commerciale sur le Danube.

A l'exemple des autres Etats danubiens, on a fondé même, avec la participation des principales banques tchécoslovaques, la Société anonyme de navigation tchécoslovaque sur le Danube, dont l'activité permet de présumer un grand développement pour l'avenir. Cette fondation a été approuvée par la loi du 13 juin 1922, n° 188 R. L. D.

L'évolution de la navigation danubienne après la guerre exige une

deux astérisques d'après le degré de la possibilité les marchandises que la Tchécoslovaquie pourrait acheter, éventuellement écouler, dans les autres Etats de l'Europe centrale.

	L'Elbe		Le Danube	
	En chiffres absolus	En pour- centage	En chiffres absolus	En pour- centage
Le sucre	507.537	13,83	4.751,7	0,55
La mélasse	275.337		14.905	
Le blé, la farine	185.759	5,05	243.869,7	28,20
Le légume	374.136		307.037	
Le bois	360.639	9,38	41.517	4,80
	454.041		56.129,8	
Le charbon	600.935	16,37	292.184,5	33,80
Le coke	253.874		508.019	
Les huiles	29.238	0,8	11.271,5	1,30
Les huiles minérales	29.238	0,8	11.271,5	1,30
	8.898		33.436,5	
Le Verre	50.947	1,38	6.228,3	0,70
Articles de verre	47.576		7.736,3	
Le fer	77.229	2,10	69.199,4	8,
Articles en fer	160.545		80.732	
Les Machines	2.277	0,06	2.883	0,33
	2.887		5.740,3	
Les engrais	131.424	3,58	13.282,7	1,57
	113.605		8.627,6	
Divers	1.723.148	47	179.010,4	20,75

accélération de la manutention dans les ports ainsi qu'une diminution des frais. Aussi augmente-t-on toujours le nombre des bateaux à vapeur pour le transport des personnes et des marchandises, les remorqueurs et le matériel roulant de toute sorte, pour satisfaire aux besoins de la navigation croissante. On supprime les obstacles semés dans le chenal du Danube près de Devin, Vajka et Varjas. Bref, on tend à faire du secteur en question, dont le trafic d'autrefois avait été insignifiant, une voie de plus en plus recherchée qui doit s'adapter au développement général des achats et des ventes en contribuant dans toute la mesure du possible au relèvement économique et à la prospérité du commerce international sur le Danube.

Pour démontrer les résultats de l'activité et de l'effort mentionnés, il suffit d'indiquer ici quelques données statistiques. Pour les années d'avant-guerre, il n'y a pas de statistiques spéciales pour le secteur tchécoslovaque actuel. Elles avaient été comprises dans celles relatives à tout le Danube hongrois ; pour dresser le tableau de son trafic d'autrefois, on devra se contenter d'évaluations imprécises.

Le trafic des ports de ce secteur s'est monté en 1914 environ à 46.000 tonnes, en 1917 environ à 32.000 tonnes, en 1920 à 152.000 tonnes, en 1923 à 194.000 tonnes, en 1924 à 486.000 tonnes, en 1925 à 834.000 tonnes, en 1926 à 869.000 tonnes et il s'accroît d'une année à l'autre.

Le volume de ce trafic ne s'augmente pas seulement en qualité, il s'accroît même en pourcentage du trafic total de la Tchécoslovaquie : En matière d'exportations, il faisait en 1920 par exemple 1,5 %, en 1926 déjà 4,5 % des exportations totales ; en matière d'importations, en 1920, il ne faisait que 1,5 % et en 1926 2,5 % des importations totales de l'Etat tchécoslovaque.

Le trafic effectué dans les divers ports tchécoslovaques et présenté de façon plus détaillée, dans les dernières années, s'exprime par les chiffres suivants (en tonnes).

Pays de destination ou de provenance des marchandises	Bratislava	Komarno	Autres ports tchécosl.	Total	Pourcentage du total des marchand. transportées par les entrepr. tchécosl.
ANNÉE 1924 (1).					
Chargées et destinées aux autres ports tchécosl.....	3.394	1.881		13.868	70,49 %
Chargées et destinées à l'étranger .	98.888	47.184		159.353	36,29 %
Déchargées et provenant des au- tres ports tchécoslovaques	4.820	7.890		13.866	70,49 %
Déchargées et provenant de l'é- tranger.....	244.577	50.954		302.221	9,35 %
Total en 1924	351.669	107.910		489.313	21,51 %
Total en 1925	446.943				

1. Le tableau est emprunté à l'*Annuaire de navigation*, publié par l'Office central de navigation de Prague, 1926, p. 242.

ANNÉE 1926 (1).

Chargées et destinées aux autres ports tchécoslovaques	3.596	1.248	57.493	88,8 %
Chargées et destinées à l'étranger .	170.153	270.321	446.085	26,2 %
Déchargées et provenant des autres ports tchécoslovaques	8.716	12.567	57.493	98,8 %
Déchargées et provenant de l'étranger	250.915	49.040	303.126	18,9 %
Total en 1926	433.381	333.176	864.198	32,2 %
Total en 1927	544.766	147.875		
Total en 1928	467.473	640.592		

Il ressort de ces chiffres que Bratislava est le port le plus important du secteur tchécoslovaque, et que le port de Komarno, situé près de l'embouchure du Vah dans le Danube, tend à devenir un important port d'exportation. C'est surtout le charbon provenant du bassin de Tesin et de la Pologne, autrefois exporté par Vienne, qui y compte beaucoup. Il convient même de relever que là où on trouve actuellement le port florissant de Komarno, il n'y avait sous l'ancien régime hongrois qu'une rive déserte, car depuis une dizaine d'années, des capitaux considérables ont été investis dans les travaux d'aménagement de ce port par le gouvernement tchécoslovaque qui fait tous les sacrifices nécessaires pour l'adapter aux exigences de son trafic.

En général, on peut dire que l'importance des ports tchécoslovaques sur le Danube augmentera encore avec le développement des échanges commerciaux avec les pays danubiens. La Tchécoslovaquie se rend parfaitement compte du rôle qui lui incombe et elle s'efforcera toujours, grâce à une politique tarifaire judicieuse, d'abaisser le plus possible le prix du fret, surtout pour les transports utilisant la section aval du Danube.

Pour indiquer à grands traits comment se répartissent les importations et les exportations sur le secteur tchécoslovaque, on donne ici comme exemple les tableaux relatifs aux années 1923 et 1926. Cette répartition se présente ainsi :

1923 (2).

	Exportations	Importations
Sucre, mélasse, sirop	2.992	191
Blé, légumes, farine	15.287	40.100
Bois	41.902	3.758
Charbon, coke	38.783	2.706
Huiles minérales	»	5.718
Verre et articles en verre	1.634	11
Fer et articles en fer	2.136	62
Machines	890	25
Divers	14.803	28.859
Total des exportations	118.428	
Plus total des importations	81.538	
	199.961	

1. De même, 1928, p. 274.

2. Emprunté à l'*Annuaire de navigation*, publié par l'Office central de navigation de Prague, 1926, p. 244.

1926 (1).

	Exportations	Importations	
Sucre, mélasse, sirop	4.729	22	
Blé, légumes, farine	4.793	239.076	28,2
Bois	39.100	2.417	4,8
Charbon, coke	291.363	821	33,8
Huiles minérales	174	11.097	
Verre et articles en verre	6.217	11	
Fer et articles en fer	68.616	583	8
Machines	2.654	229	
Divers	85.930	106.362	
Total des exportations		503.579	
Plus total des importations		360.619	
		864.198	
En 1927		1.175.480	

Maintenant, pour donner une idée plus complète du trafic et de son importance au point de vue du commerce centroeuropéen, il nous reste à indiquer la destination et la provenance des marchandises qui font l'objet des exportations ou des importations effectuées par les ports tchécoslovaques sur le Danube. Le volume des échanges constatés fait ressortir la collaboration économique de la Tchécoslovaquie avec les autres Etats de l'Europe centrale dans la mesure où elle se fait par la voie du Danube; cela permet même de jeter un coup d'œil rapide sur la collaboration économique de tous les Etats en question. En 1924 et 1926 ce trafic est réparti entre ces divers Etats comme suit :

ANNÉE 1924 (2).

A destination ou de provenance de :

	Allemagne	Autriche	Hongrie	Yougoslavie	Bulgarie	Roumanie
Exportations en tonnes	24.276	8.304	29.309	76.644	7.299	13.526
Importations en tonnes	1.949	6.688	84.957	118.973	18.369	71.285
Total en tonnes	26.219	14.992	114.266	195.617	25.668	84.811

	En amont du fleuve	En aval	Total
Exportations en tonnes	32.574	126.779	159.353
Importations en tonnes	293.584	8.637	302.221
	326.158	135.416	461.574

1. De même, 1928, p. 268.

2. Emprunté à l'*Annuaire de navigation*, publié par l'Office central de navigation de Prague, 1926, p. 253.

Année 1926 (1).

A destination ou de provenance de :

	Allemagne	Autriche	Hongrie	Yougoslavie	Bulgarie	Roumanie
Exportations en tonnes	22.432	4.400	207.559	123.883	26.363	61.506
Importations en tonnes	965	2.443	74.284	183.648	8.808	32.978
Total en tonnes	23.398	6.783	280.843	307.532	35.171	94.484

	En amont du fleuve	En aval	Total
Exportations en tonnes	29.058	417.027	446.085
Importations en tonnes	299.400	3.726	303.126
Total en tonnes	328.458	420.753	749.216

Il est à remarquer que le volume insignifiant des exportations et des importations tchécoslovaques à destination ou en provenance de l'Autriche et de l'Allemagne du Sud qui se font par la voie du Danube, provient du fait qu'il ne s'agit que de celles de la Slovaquie, le trafic relatif aux autres parties de la Tchécoslovaquie avec les Etats en question s'effectuant par voie ferrée.

Il convient d'observer qu'en général l'accroissement considérable du trafic dans les ports tchécoslovaques, surtout pendant les premières années qui ont suivi la guerre, s'explique en grande partie par le transfert successif de la base du trafic tchécoslovaque de Vienne à Bratislava et à Komarno. Son volume croissant prouve l'importance que présente pour les intérêts tchécoslovaques la possession d'une base sur le Danube.

Pour montrer la valeur économique du Danube pour les autres Etats, on donnera ici quelques indications sur la navigation yougoslave.

Dans le royaume de Yougoslavie, sur un réseau fluvial formé par le Danube et par ses affluents, constituant une voie fluviale de 2.074 kilomètres de longueur en exploitation, le trafic total en 1926 a atteint 2.900.000 tonnes, en chiffres ronds, dont près de 1.300.000 tonnes en transit. Plus de la moitié de ce transit constitue le transit international, c'est-à-dire le transport qui s'effectue entre Etats étrangers ; le reste est formé par les importations de l'étranger en Yougoslavie et les exportations à l'étranger (2). Le Danube concentre à lui seul sur son cours un mouvement plus important que toutes les autres voies fluviales du royaume, en servant de voie pour l'exportation et pour l'importation des marchandises et pour le transit international et en recevant, en plus, des courants de marchandises qui sont destinées aux ports des affluents ou qui en provien-

1. Emprunté à l'*Annuaire de navigation* publié par l'Office central de navigation de Prague, 1928, p. 274-275.

2. Glichitch, o. c., p. 152.

nent. Son trafic comprend beaucoup plus de la moitié de l'ensemble du trafic fluvial des marchandises : à savoir en 1923 1.750.553 tonnes et en 1926, 2.010.983 tonnes. Par ce fait, il tient forcément dans les transports liés au commerce extérieur la place prédominante qui va en se développant. Les chiffres suivants le prouvent d'une façon apparente :

Année	Les transports liés au commerce extérieur et effectués sur le Danube.	Ces derniers exprimés en pourcentage par rapport au trafic total sur toutes les voies fluviales de Yougoslavie.	Le transit international sur le Danube.	Ce dernier exprimé en pourcentage par rapport au trafic total sur toutes les voies fluviales de la Yougoslavie.
1923	740.604 tonnes	59,15 %	291.698	20,83 %
1924	1.133.540 —	67,90 %	557.323	33,42, %
1925	1.729.755 —	69,09 %	458.733	18,20 %
1926	1.937.041 —	66,41 %	687.608	23,59 %

On voit ainsi que le trafic sur le Danube augmente toujours et que le trafic international y a plus que doublé de 1923 à 1926. Parmi les marchandises transportées sur le Danube, les produits agricoles, avec 1.149.463 tonnes, tiennent la première place.

Ces quelques indications fournies sur la navigation intérieure du Royaume de Yougoslavie justifient pleinement la conclusion que les communications s'effectuant sur les voies fluviales sont appelées à jouer un grand rôle dans le développement économique du Royaume en assurant l'exportation des produits agricoles et forestiers et l'importation du charbon et des produits manufacturés étrangers.

Il ressort de tout ce qui précède que le Danube, baignant tant de rivages d'une richesse incomparable et fécondant, on peut dire, une civilisation centre-européenne dont sont porteurs les différents peuples de cette partie de l'Europe, présente pour l'Europe centrale une importance économique de premier ordre et que, réciproquement aussi bien l'Europe centrale que chacun des Etats de l'Europe centrale, est lié par ses intérêts économiques au Danube. Il convient d'ajouter qu'à l'avenir une entente entre les Etats riverains doit permettre d'utiliser cette valeur économique que représente le Danube avec ses affluents de façon plus intensive que par le passé. L'intérêt qui s'attache au développement de la navigation est commun à tous les Etats riverains. Il ne leur reste alors qu'à se mettre d'accord sur leurs intérêts de politique commerciale concernant le Danube, sur la base de la liberté absolue de la navigation danubienne.

DEUXIÈME PARTIE

- I. L'unité économique de l'Europe centrale se révèle dans les échanges économiques. — L'évolution économique d'après-guerre et ses causes. — Le plan des explications à venir.
- II. La question de l'Autriche. — L'Autriche partie intégrante de l'Europe centrale. — L'histoire de la formation de l'Autriche et ses rapports avec les autres parties de l'Europe centrale. — Son rôle dans l'organisation économique de l'Europe centrale. — La crise autrichienne d'après guerre et ses causes. — Nécessité de la transformation du mécanisme économique de ce pays. — L'évolution des banques autrichiennes d'après guerre citée à titre d'exemple. — Les progrès réalisés dans les dernières années.

CHAPITRE PREMIER

Dans les explications précédentes, on s'est attaché à mettre en relief les phénomènes qui prouvent l'unité géographique de l'Europe centrale et en même temps, on y a examiné les facteurs économiques qui créent son unité économique. Maintenant on recherchera comment cette unité économique s'exprime en pratique dans les relations commerciales.

On a déjà remarqué que la meilleure preuve de l'unité économique de l'Europe centrale était démontrée par l'existence de l'Autriche-Hongrie considérée comme un tout économique à cadre large et conforme aux tendances de la vie économique moderne qui exige la formation de grandes unités économiques. En ce qui concerne les territoires qui ne faisaient pas partie de l'Autriche-Hongrie, ils appartinrent à cette unité, sinon sur le terrain politique, au moins sur le terrain économique. Dans la Roumanie d'avant guerre, en effet, l'Autriche-Hongrie tenait la tête parmi tous les pays fournisseurs de 1860-1891, et c'est seulement à la suite d'une guerre douanière austro-roumaine, qui se prolongea pendant plusieurs années, que ce rang lui fut ravi par l'Allemagne. Ces deux puissances importèrent en 1912 dans ce pays pour 379.309.512 francs, soit 59,46 % (37,69 % et 21,77 %), en 1913 63,76 % (40,33 % et 23,43 %) de l'ensemble des importations. Mais les exportations roumaines vers les Puissances centrales, surtout vers l'Allemagne, restèrent loin d'atteindre un pourcentage si élevé. Il faut en chercher la cause, principalement dans la situa-

tion sur le Danube, traité dans le chapitre précédent, et surtout dans les tarifs élevés de transport avec le régime des Portes de Fer, peu favorables à la navigation.

En ce qui concerne l'ancien royaume de Serbie, il fut pendant longtemps sous la dépendance économique et même politique de l'Autriche-Hongrie. La cause même du conflit commercial et douanier qui éclata, en 1905, entre ces deux Etats, était l'idée de l'émancipation économique de la Serbie vis-à-vis de l'Autriche-Hongrie par l'établissement d'une union douanière avec la Bulgarie. A côté de l'idée de l'émancipation, il se manifesta même avant la guerre en Serbie un certain courant tendant à un rapprochement avec l'empire dualiste, qui se serait peut-être traduit sur le terrain économique par une union douanière. Cette dernière aurait dû être pour la Serbie, d'après les partisans de ce rapprochement, d'une utilité politique, et pour l'Autriche-Hongrie d'une utilité économique et commerciale exceptionnelle. C'est même à cette époque que l'idée du « trialisme » commença à se manifester en Autriche, en se présentant comme l'expression caractéristique d'un mouvement analogue à celui qu'on constatait en Serbie. En vertu de cette idée qui cherchait à apporter la solution au problème politique des Slaves du Sud, le dualisme établi en 1867 serait remplacé par le « trialisme », sous la forme duquel les Habsbourg devaient unir sous leur sceptre les Slaves du Sud dans un Etat qui serait mis sur le pied d'égalité avec les deux autres Etats habsbourgeois : l'Autriche et la Hongrie (1).

Après la guerre, on trouve sur le territoire de l'Europe centrale plusieurs Etats qui ont établi leurs propres économies nationales, qui se développent avec vigueur et offrent la possibilité d'avoir une existence économique individuelle, possibilité qui est démontrée par les progrès réalisés après la guerre. Cependant leurs cadres économiques sont beaucoup moins larges que celui de l'Autriche-Hongrie d'avant-guerre et ils dépendent les uns des autres dans une grande mesure pour leurs besoins. L'interdépendance économique des divers Etats du monde s'accroît d'une année à l'autre et il est hors de discussions que ce phénomène général est plus spécialement accentué en Europe centrale, région qui, jusqu'au début de la guerre, complétait son unité économique par l'unité politique.

Mais le bouleversement de la situation politique, entraîné par la guerre, a exercé et exerce encore une influence profonde sur la formation de la structure de cette unité économique. Pour se faire une idée nette de la situation actuelle de l'Europe centrale, pour la comprendre telle qu'elle est et pour pouvoir indiquer le sens de son évolution probable dans le proche avenir, il faut se livrer à un examen sérieux et à des recherches attentives sur l'évolution économique d'après-guerre, apprécier à leur propre valeur les divers phénomènes

1. Voir à ce sujet un article : L'union douanière entre l'Autriche-Hongrie et la Serbie, de M. J. Péritsch, professeur à l'Université de Belgrade, paru dans la revue *Le mouvement économique*, de Bucarest, n° 74, 1^{er} janvier 1911, vol. XIII.

dont les uns sont plus ou moins temporaires, tandis que d'autres sont destinés à persister et indiquent dans quel sens il faut travailler pour jeter les bases d'une structure solide de l'Europe centrale. Ces recherches présentent de nombreuses difficultés, car la comparaison de l'état actuel avec la situation d'avant-guerre ne peut être dégagée de façon satisfaisante (1). Le morcellement de l'Autriche-Hongrie et le fait que les Etats successeurs ont commencé leur vie économique après la guerre dans des conditions tout à fait neuves, rend difficile la comparaison des statistiques d'après guerre avec celles d'avant-guerre. En outre, les difficultés de la comparaison du commerce extérieur des diverses parties du territoire en question avant et après la guerre sont de telle nature qu'elles la rendent à peu près impossible. Le commerce entre la Bucovine et la Transylvanie, par exemple, ou entre la Slovaquie et la Bohême, entre la Slovénie et la Croatie, fut d'autrefois de caractère extérieur, tandis qu'aujourd'hui, il ne l'est plus. Mais ce commerce extérieur était cependant d'ordre spécial, car, à cause de l'unité économique des deux parties de la monarchie entre lesquelles il avait lieu, il ne trouvait aucune entrave sous forme de droits de douane. Au point de vue de cette union douanière, c'était, bien entendu, le commerce intérieur qui était seulement l'objet des constatations statistiques sur les rapports commerciaux entre les deux parties de la monarchie.

Après la guerre, au contraire, les exportations et les importations entre la Bohême et Vienne, entre la Slovaquie et Budapest ou entre la Transylvanie et la Croatie, qui avaient autrefois figuré dans le commerce intérieur de l'une ou de l'autre moitié de l'union douanière, ne le sont maintenant plus et font partie du commerce international au vrai sens du mot.

Dans ces circonstances, pour bien caractériser la situation économique après la guerre, il faut distinguer pour l'Europe centrale, au moins temporairement, deux sortes de commerce international : d'une part celui qui l'était déjà avant la guerre, c'est-à-dire avec l'étranger douanier par rapport à l'union douanière austro-hongroise, tout simplement le commerce avec « l'ancien étranger douanier », et d'autre part, celui qui l'est devenu après la guerre à la suite du morcellement de l'Autriche-Hongrie en plusieurs unités économiques à cadre moins large, tout simplement le commerce avec « le nouvel étranger douanier ».

En ce qui concerne la première sorte de ce commerce, il se développe dans son ensemble de façon satisfaisante. Mais la seconde, celle

1. Dans les derniers temps, les milieux économiques et gouvernementaux aux E. U. A. considèrent les indices se basant sur les données statistiques d'avant-guerre comme un moyen suranné ; ils pensent que la structure de l'économie américaine depuis cette époque a tellement changé que ces chiffres index ne peuvent donner une idée exacte de la situation économique (*Hospodarska Politika*, I, n° 18, p. 176). Cette opinion est d'autant plus exacte pour l'Europe centrale où des transformations de grande envergure se sont déroulées par suite de la guerre.

des échanges entre les diverses provinces de l'empire austro-hongrois qui étaient autrefois à l'abri de la concurrence étrangère, offrent un objet très intéressant à observer. Car ces échanges de seconde sorte, mis à la fin de la guerre sur un pied d'égalité avec les échanges de première sorte, ne sont devenus du commerce international qu'après la guerre et comme tels sont de plus en plus gênés par la croissante industrie qui se développe depuis une dizaine d'années de façon quelquefois précipitée dans les anciennes provinces agricoles de l'Autriche-Hongrie, c'est-à-dire dans les Etats agricoles actuels de l'Europe centrale. En outre, ces échanges de seconde sorte sont après la guerre soumis à la concurrence de l'ancien étranger douanier, de sorte qu'ils perdent leur position privilégiée d'autrefois.

Par suite de ces deux circonstances, le commerce entre les diverses anciennes provinces austro-hongroises en tant que commerce extérieur avec le nouvel étranger douanier diminue lentement d'une année à l'autre et ce processus, semble-t-il, n'est pas encore terminé.

La situation économique de l'Europe centrale ainsi présentée, il convient de remarquer que c'est la première circonstance qui sera de beaucoup un des facteurs primordiaux qui détermineront pour une certaine période tout le développement économique de l'Europe centrale ; car une fois l'Autriche-Hongrie remplacée par plusieurs Etats indépendants il ne faut pas perdre de vue que le seul fait de l'indépendance politique desdits Etats tend à favoriser leur évolution vers l'indépendance économique, en encourageant la création, parfois arbitraire, d'industries nouvelles sur un territoire où il n'y en avait guère auparavant.

Ce processus, extrêmement intéressant, attire surtout l'attention de ceux dont les intérêts se trouvent en jeu, particulièrement ceux de la Tchécoslovaquie et de l'Autriche. Ces deux Etats, de structure industrielle, ont hérité de presque la totalité des entreprises industrielles de l'ancienne Cisleithanie, à savoir la Tchécoslovaquie 56,8 %, l'Autriche 37,6 % (1) et il est tout naturel que, obligées, après la guerre, de modifier au moins partiellement l'orientation de leur industrie, elles cherchent à avoir l'idée la plus exacte possible de la situation générale et spécialement de celle de leurs industries.

Car ces dernières, facteurs importants dans la vie économique des deux Etats cités, en présence des exportations relativement satisfaisantes, vers l'étranger qui l'était déjà avant la guerre et où elles étaient à cette époque déjà soumises à la concurrence des autres Etats (c'est-à-dire vers l'« ancien étranger »), ont perdu de beaucoup leurs positions d'avant-guerre sur le territoire de l'ancienne union douanière austro-hongroise qui était le meilleur consommateur de leurs marchandises, c'est-à-dire dans le « nouvel étranger » ; et encore aujourd'hui les exportations des industries tchécoslovaques et autrichiennes,

1. D'après les statistiques de l'assurance contre les accidents, la Bohême, la Moravie et la Silésie avaient en 1913 72 % de l'industrie cisleithane et 66 % d'ouvriers.

comme d'ailleurs celles des autres Etats étrangers vers ce « nouvel étranger », diminuent par suite de la concurrence de la nouvelle industrie créée dans ce « nouvel étranger », quoiqu'on ait dû s'y faire consentir des concessions de tarifs, parfois de valeur problématique.

A côté de ces circonstances, la diminution des exportations en question tient encore à d'autres causes d'ordre divers dont une mérite d'être signalée.

Les Etats de l'Europe centrale, situés dans la zone des dommages de guerre, n'ont pas encore retrouvé le chiffre de leurs exportations d'avant-guerre. A titre d'exemple, la France a déjà pour l'année 1925 dépassé le volume de ses exportations d'avant-guerre de 12 %, l'Italie de 10 %, tandis que la Pologne présente la situation suivante : en 1924 41 %, en 1925 40 % seulement, l'Allemagne en 1924 43 %, en 1925 56 %, la Belgique en 1924 61 %, en 1925 68 %, la Tchécoslovaquie en 1924 55 %, en 1925 58 % ; et pour la Roumanie d'après-guerre, le volume des exportations ne s'éleva qu'à trois quarts des exportations d'avant-guerre de l'ancienne Roumanie, moindre de plus qu'une moitié de celle d'aujourd'hui à savoir à peine à la moitié des exportations d'avant-guerre relevant de tout territoire en question.

Les conséquences de ces circonstances ne manquèrent pas certes d'exercer une influence profonde sur la formation des rapports commerciaux entre les Etats de l'Europe centrale et sur le volume des marchandises exportées.

Les rapports commerciaux de l'Europe centrale après la guerre ont fait l'objet de recherches intéressantes. M. Uhlig notamment a étudié ces questions dans un article (1), en prenant pour base de ses réflexions, d'une part, les exportations de l'Autriche en Hongrie pendant l'année 1913, et d'autre part, les exportations de la Tchécoslovaquie et de la République autrichienne pendant les années d'après-guerre en Hongrie, Roumanie et Yougoslavie. Il s'efforce de justifier ce procédé, et arrive à la conclusion que, en 1924, la Tchécoslovaquie a exporté dans les pays susnommés pour 54 millions de dollars d'avant-guerre et l'Autriche en même temps pour 48 millions, soit au total 102 millions. Si l'on compare ce chiffre avec celui des exportations d'avant-guerre de l'Autriche en Hongrie — 300 millions de dollars — on arrive au chiffre de 34 % de la valeur des exportations d'avant-guerre, c'est-à-dire une diminution des deux tiers.

Cette conclusion, ainsi que le procédé adopté, prête à des critiques : Elle soulève des objections et elle ne peut donner qu'une approximation, ce que l'auteur d'ailleurs reconnaît expressément lui-même. Dans ces conditions, on ne fait figurer ici sa conclusion qu'à titre d'exemple intéressant ; du reste on a déjà remarqué que toute com-

1. Karel Uhlig, *Obzor Národohospodarsky* (*La Revue économique*), XXXI, 1926, n° 2, p. 69-79. « La Tchécoslovaquie retarde dans la concurrence sur le marché mondial. »

paraison de la situation actuelle avec celle d'avant-guerre est peu recommandable en raison des difficultés qu'elle présente.

En général, on admet que le volume des exportations provenant de Tchécoslovaquie et d'Autriche et à destination vers les autres provinces de la monarchie disparue a diminué et continue à diminuer lentement. Cela tient surtout aux deux causes indiquées plus haut.

Nous allons présenter un tableau des relations économiques entre les divers pays de l'Europe centrale, en indiquant leur pourcentage. A cet effet, on va examiner les rapports économiques entre chaque Etat de l'Europe centrale avec les Etats en question en vue d'en tirer ensuite des conclusions pour l'ensemble économique de l'Europe centrale ; on peut procéder par l'examen successif de la Tchécoslovaquie, de l'Autriche, Etats industriels (1), pour passer ensuite aux Etats agricoles, à la Yougoslavie, à la Roumanie et enfin à la Hongrie.

A cause de l'attitude spéciale de la Hongrie vis-à-vis des autres Etats de l'Europe centrale en matière économique, l'examen des rapports économiques de ce pays avec ces derniers sera traité en dernier lieu. Car, après la présentation du milieu économique de l'Europe centrale, on réussira mieux, à notre avis, à y encadrer la Hongrie, qui cherche, il semble, à se faire dans l'Europe centrale, une position spéciale distincte de celle des autres Etats intéressés. Les différences entre ces tendances politiques et, en même temps, économiques d'une part, et celles des autres Etats d'autre part, seront ainsi, à notre avis, mieux mises en relief et, de cette sorte, les tendances de la Hongrie se révéleront peu justifiées pour un Etat éminemment centro-européen.

Toutefois, avant de commencer cet examen, il nous semble que l'actualité du problème autrichien connu en général sous l'expression « Anschluss » nous oblige à consacrer d'abord un chapitre spécial à l'Autriche pour montrer que l'Etat qu'on comprend ici dans l'unité économique de l'Europe centrale, y appartient et y a toujours appartenu et que c'est seulement par l'effet de cette circonstance que la capitale de l'Autriche-Hongrie pouvait être située sur son territoire. D'ailleurs, l'analyse des relations actuelles de l'Autriche avec les autres Etats de l'Europe centrale démontrera suffisamment que cet Etat fait partie du système économique de cette région et qu'il y joue un rôle important pour le maintien de l'équilibre économique de l'Europe centrale d'après-guerre et même de l'Europe entière. L'attention spéciale, dont elle est l'objet dans ces explications, découle

1. Pour éviter un reproche quelconque, on remarque que la Tchécoslovaquie et l'Autriche sont nommées dans cette étude tout simplement les Etats à structure industrielle ou même les Etats industriels, et la Hongrie, la Roumanie et la Yougoslavie les Etats agricoles. On n'a nullement l'intention de dissimuler par cette dénomination les importants intérêts agricoles desdits Etats industriels ainsi que les intérêts industriels des Etats agricoles. On relève donc qu'on a choisi cette dénomination, d'une part à cause de sa brièveté et, d'autre part, à cause de ce fait que la Tchécoslovaquie et l'Autriche n'exportent dans la plus grande partie que les produits industriels et que les autres trois Etats de l'Europe centrale n'exportent en général que des produits agricoles.

de la question du rattachement inspirée par les tendances politiques et économiques qui ne sauraient, à notre avis, cadrer avec la situation de l'Europe centrale.

La question de l'Autriche.

Ce n'est pas sans raison que l'on dit que la question de l'Autriche intéresse l'Europe centrale tout entière. La transformation politique causée par la guerre a été le résultat des tendances de chaque nation dominée par l'hégémonie austro-hongroise et désireuse d'assurer son existence et son développement, mais elle n'a pas apporté de solution complète au problème de l'Europe centrale.

La communauté des divers intérêts d'ordre géographique, politique et économique a donné à cette transformation profonde le caractère d'une révolution collective : elle a mis d'accord pendant la guerre la majorité de ces nations dans leur programme négatif, visant la disparition de l'Autriche-Hongrie, mais ce but atteint, elle se manifeste nécessairement de façon plus apparente et plus forte dans leur programme positif. La libération des nations n'était et ne devait jamais être qu'une partie du problème de l'Europe centrale et une fois celle-ci réalisée, il restait à organiser l'Europe centrale de telle façon que l'exigent les besoins vitaux desdites nations dans leur ensemble. Et c'est cette nouvelle organisation de l'Europe centrale dont la mission consiste à affermir les fondements et les garanties de leur existence indépendante qui jouera un rôle économique très important dans la vie économique de l'Autriche, qui fait partie intégrante de l'Europe centrale, on peut dire, au même titre que les autres Etats en question, quoiqu'en revanche l'Autriche puisse jouer dans la nouvelle organisation de l'Europe centrale une importance assez considérable, en tout cas au moins proportionnelle à son importance économique. En d'autres termes, la nouvelle organisation de l'Europe centrale pourrait se réaliser à coup sûr sans l'Autriche, mais, à notre avis, cette dernière, qui est intégrée dans la vie économique de l'Europe centrale, a tout intérêt à participer activement à ladite nouvelle organisation de l'Europe centrale.

Il est vrai et d'ailleurs facile à expliquer psychologiquement que les Etats successeurs ont eu tout d'abord après la guerre le souci de leur propre existence et que, par suite, ils ont obéi plutôt à des forces centrifuges. Mais peu de temps après, on reconnut que parmi les éléments constitutifs de la nouvelle organisation il subsistait des liens qu'on ne devait pas rompre sans réfléchir, et qui, une

1. Dans cette étude, on comprend sous la dénomination des Etats successeurs l'Autriche, la Hongrie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, de sorte que les *Etats successeurs* sont tout simplement les *Etats envisagés* dans cette étude.

fois relâchés, demandaient un rétablissement rapide. En outre, les hommes politiques de l'Europe centrale sentirent la nécessité de lier la consolidation et la sécurité de leurs Etats à celles de leurs voisins, et c'est ainsi que l'idée de la collaboration et de l'entraide réciproque, a bientôt, dans une large mesure, paralysé lesdites tendances centrifuges.

Dans ces conditions, l'Autriche s'est vue intégrée dans l'unité économique comme un des facteurs les plus importants du commerce extérieur des Etats successeurs et la position de Vienne avec son importance de grand centre commercial et financier a été appréciée à sa valeur.

Pour être mieux à même de se rendre compte de la situation économique de l'Autriche dans l'Europe centrale, on va rappeler brièvement les traits généraux de son histoire économique et on va ainsi éclaircir son rôle dans l'unité économique de l'Europe centrale.

L'Autriche, en tant qu'Etat indépendant, sous sa forme actuelle est la résurrection de l'Autriche du Moyen Age, amoindrie des territoires cédés à l'Italie en 1918. Ses deux principales provinces, les Autriches situées le long du Danube d'une part, et la Styrie d'autre part, trouvèrent un lien économique puissant grâce au minerai de fer fourni par la Styrie et utilisé par l'industrie florissante de la Basse et de la Haute-Autriche. Au ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, Vienne, centre de la vie économique autrichienne, avait été, par sa position sur le Danube, où aboutissaient les routes commerciales traversant les Alpes, naturellement prédestinée à devenir un centre important du commerce international. Les Babenberg remarquèrent bientôt son importance pour l'avenir. Léopold VI conféra à cette ville le droit d'étape et d'entrepôt. Les Viennois en profitèrent pour barrer la route de Hongrie et, en contraignant des marchands à vendre toutes marchandises à Vienne, ils s'assurèrent de la sorte la revente des marchandises en Hongrie. Vienne ne tarda pas à prospérer comme un marché important d'échange entre l'Orient et l'Occident de l'Europe. La Hongrie allait tomber sous sa dépendance économique bien longtemps avant d'entrer sous sa dépendance politique.

En outre, Vienne située à proximité des passages des Alpes écoulait ses propres produits à Venise et y achetait les épices et les fruits du Midi pour les réexporter dans les pays situés au Nord du Danube. Les Viennois, également pour s'assurer le monopole du commerce avec le Sud, barrèrent les passages des Alpes aux marchands des pays des Sudètes pour les empêcher de trafiquer directement avec Venise. Vienne devint ainsi par sa politique et par la faveur des Babenberg le nœud commercial pour l'Europe centrale.

Les Habsbourg, remplaçant au ^{xiii}^e siècle les Babenberg, trouvèrent dans les pays autrichiens une liaison économique dans le commerce du fer, dont on s'était servi pour fabriquer les faux et les lames. Mais plus tard, parvenus au trône de la Couronne de Saint-Venceslas et de Saint Etienne, ils apprécièrent hautement son importance : le fer d'Erzberg pénétrant en Bohême, en Moravie et

en Silésie de même que le sel de Salzbourg exporté vers la Bohême et la Moravie, constituaient, tous deux des traits d'union entre la région des Sudètes et celle des Alpes. A titre d'exemple, on ne citera que l'établissement, au moins en principe, du monopole du commerce du sel dans les provinces autrichiennes et celles des Sudètes sous Ferdinand, après la prise par l'Etat des grandes salines de Styrie, de la Haute-Autriche et du Tyrol et après la suppression de la production privée du sel. Il est vrai que ledit monopole a été établi avant tout en vue de procurer de nouvelles recettes au Trésor des Habsbourg ; mais il faut avouer que son établissement a dans une large mesure concouru à l'affermissement de l'unité économique de tous les pays héréditaires.

En revanche, les pays des Sudètes fournirent de leur côté les produits de leur industrie textile florissante qui avaient trouvé au xvi^e siècle un large débouché sur les foires de Linz, qui concurrençaient celles de Vienne. Les métaux précieux et les articles de verre, provenant de Bohême, avaient été aussi des facteurs de liaison entre les deux régions en question.

Quant à la Hongrie, comprenant un vaste territoire tout agricole, elle participa à la vie économique de l'Europe centrale en fournissant des matières brutes, en particulier du bétail et des métaux précieux, et en achetant par contre des produits ouvrés en passant par l'intermédiaire de Vienne qui s'était imposée dans ce rôle.

On voit bien que certaines interdépendances économiques se firent jour dès le Moyen-Age, et qu'il y avait donc en Europe centrale un terrain assez favorable à la formation d'un ensemble économique plus large.

Au xviii^e siècle, l'indivisibilité et l'inséparabilité des pays héréditaires, proclamées par la Pragmatique sanction sur le terrain politique devaient être complétées par le renforcement de l'unité économique. Sous l'influence des idées mercantiles, l'activité économique de la population fut encouragée par des privilèges. La production nationale fut protégée par des prohibitions d'importation et des tarifs douaniers et on chercha, surtout sous Charles VI et plus tard, à assurer une libre circulation des produits à l'intérieur de toute l'étendue de la monarchie. Le germe de l'idée de la suppression des douanes intérieures et de l'union douanière apparaît.

A cette époque-là on peut constater de nombreux symptômes des tendances unificatrices dont il sera peut-être intéressant de citer à titre d'exemple l'effort de diriger le commerce de Bohême vers l'Adriatique à travers les pays des Alpes et de le détourner de la direction du Nord. En outre, il convient de présenter ici un autre exemple intéressant : La dynastie cherchait à éviter de prendre toutes les mesures d'ordre divers par les édits spéciaux à chaque province comme l'exigeait l'individualité politique de toutes les provinces habsbourgeoises. En matière économique, elle a donc bientôt commencé à prendre les diverses mesures qui, quoique uniformes pour la monarchie entière, étaient cependant publiées par les édits spéciaux

à chaque province. Mais les Habsbourg n'allaient pas se contenter longtemps de cette pratique et s'efforçaient de prendre les mesures d'ordre économique par les édits qui seraient tout à fait communs à toutes leurs provinces héréditaires.

C'est dans cette intention que Marie-Thérèse sépara les fonctions économiques d'avec l'administration proprement politique. Elle constitua un « Directoire universel du commerce » relevant directement du souverain et un « Conseil aulique du commerce ». La mission du Directoire était de soumettre chaque année à l'impératrice un plan d'opérations industrielles concernant tous les pays héréditaires. D'après ces plans, la production devait être répartie rationnellement entre les provinces d'après leurs aptitudes naturelles : la Hongrie, par exemple, devait fournir aux provinces occidentales des produits agricoles et des matières premières.

De la sorte, l'unité économique de l'empire devait sortir de la collaboration de toutes les forces économique-politiques. Chaque province devait être appelée à mettre en valeur ses richesses naturelles, une sursaturation industrielle, entraînant les difficultés de débouchés, devait être évitée et les pays héréditaires, par l'effet d'une localisation judicieuse de diverses industries, devaient finir par se souder de plus en plus et former une unité économique.

Pendant toute la formation de l'unité politique et économique de l'empire hasbourgeois, les provinces de l'Autriche actuelle furent favorisées aux dépens des autres provinces, en particulier tchèques, comme l'exigeaient les prétendus intérêts dynastiques. Elles s'habituaient à cette situation privilégiée, nullement conforme à leur puissance économique et politique et le fait que Vienne, sa capitale, était devenue la résidence de la dynastie, des pouvoirs centraux et des autorités communes à la monarchie entière, était, en outre, la source de grands avantages matériels. L'effort de la dynastie pour unir ses territoires de façon toujours plus étroite impliquait l'augmentation de l'importance économique et politique de Vienne et avec elle de toute l'Autriche actuelle. Cela explique le fait que la dynastie confondait son propre intérêt avec celui des provinces de l'Autriche actuelle.

On voit dans cet aperçu qui ne relève que quelques traits généraux de l'évolution économique dans le passé que l'Autriche joua dans l'organisation de l'Europe centrale, un rôle peut-être plus important que celui que lui aurait assigné sa puissance économique.

Le rôle et la mission de l'Autriche présentaient toujours un caractère spécial, c'est-à-dire centre-européen au sens de cette étude. La meilleure preuve est donnée par le fait que, si l'on avait respecté suffisamment dans le passé ladite situation avec ses obligations particulières, on serait, à coup sûr, arrivé à une autre organisation politique que celle de l'Autriche-Hongrie, destinée à disparaître et, sur le terrain économique, l'Europe centrale n'aurait pas peut-être à l'heure actuelle à s'efforcer d'établir un système d'une collaboration économique la plus étroite possible.

L'Etat d'esprit en Autriche venait, dans les premières années d'après-guerre, en grande partie de ce que les chefs politiques n'ont pas été à même de se débarrasser tout d'un coup de l'influence de leur orientation d'avant-guerre ; cela les empêchait de se rendre pleinement compte des conséquences de l'état de choses changé.

On peut dire qu'on n'a pas eu le courage de faire loyalement la paix avec une nouvelle Europe centrale démocratique et on a recouru à la thèse de la non-vitalité de l'Autriche, cette solution du problème paraissant plus facile. L'expérience des dernières années nous montre d'une manière évidente que cette thèse ne pouvait s'expliquer que par les causes politiques, c'est-à-dire par l'absence de la volonté d'indépendance d'une partie considérable de la population autrichienne (1).

En ce qui concerne l'évolution du problème de l'Ausschluss dans les dernières années, il est à remarquer qu'il est resté toujours vivant quoiqu'il semblât pendant quelque temps perdre son actualité politique. Cependant, au mois de mars 1934, malgré les affirmations des gouvernements allemand et autrichien, qu'il ne s'agit que des questions d'ordre économique, il a réapparu, semble-t-il, en pleine vitalité par la conclusion de l'accord économique sur l'union douanière germano-autrichienne.

En présence des améliorations successives de la vie économique à partir de 1925 dans l'Autriche actuelle, cette dernière a donné des preuves toujours plus manifestes d'une parfaite vitalité économique et les causes de sa crise économique se sont montrées toutes provisoires. Son économie avait, après la guerre, à adapter à une situation changée sa structure qui avait été établie sur le vaste territoire de l'Empire. La volonté et l'effort nécessaires à entreprendre une tâche d'une telle envergure manquèrent en général longtemps. L'état d'esprit de ce pays et la situation économique gênée favorisèrent en partie la politique de non exécution d'un programme économique avisé. Certaines activités de l'organisme économique du pays étant en parties paralysées ou au moins ralenties, il fallait mettre sur pied une nouvelle organisation économique avec des ressources en partie nouvelles. Un grand effort et un travail systématique acharné se montraient nécessaires pour surmonter les difficultés d'après-guerre.

A côté des causes d'ordre politique, ce sont encore les causes économiques qui ne pouvaient qu'aggraver la situation. On en distingue trois sortes : en premier lieu celles qui relèvent de la situation de l'Europe entière ; ce sont les effets de la guerre, les troubles de la vie économique et la rupture des blocs économiques d'avant guerre. En second lieu, il faut citer la cause qui relève de la situation de l'Europe centrale, c'est-à-dire le déséquilibre momentané de la situation économique dans l'Europe centrale. En fin de compte restent enfin à citer les causes propres à l'Autriche elle-même découlant dans

1. Dans l'article très intéressant : Le problème autrichien et l'Europe centrale » de M. J. Chmelar, dans le *Monde Slave*, décembre 1928.

une proportion considérable de sa politique financière et économique.

Il est à relever que l'inflation, l'une des principales causes propres à l'Autriche elle-même, ayant atteint des proportions considérables, retardait la solution du problème économique. En présence de la conjoncture générale favorable et des apparences de prospérité économique, entraînées par l'inflation, la réorganisation ne paraissait pas si urgente qu'elle l'était en réalité ; au contraire, on était témoin d'une extension de certaines branches d'industrie, de la métallurgie par exemple. Il s'était produit également une multiplication de l'appareil commercial et bancaire, bien que les organisations existantes fussent déjà supérieures aux nouveaux besoins de l'Autriche et tout ce déséquilibre a été la cause d'une consommation accrue et d'une grosse perte de capital (1).

De cette sorte, l'inflation énorme, résultant en grande partie de l'impossibilité de pratiquer une saine politique financière et monétaire dans des difficultés sociales assez considérables, a compliqué et même rendu plus malaisée la solution ultérieure indispensable. Elle a voilé, pour ainsi dire, pour un temps l'image réelle des choses, mais elle n'a pas pu faire éviter la nécessité finale de la modification du mécanisme économique.

Pendant toute la période de l'inflation, le chômage fut presque nul et le marché intérieur présenta une grande capacité de consommation. Une grande disproportion se produisit entre la consommation et les revenus et on consomma le capital productif. La situation économique fut même tellement artificielle que, encore à la fin de 1923, deux ans après la stabilisation des changes qui fut suivie d'une grosse hausse des valeurs avec une nouvelle conjoncture favorable sur le marché intérieur, l'Autriche n'est pas arrivée en grande partie à l'adaptation de son organisme économique à sa nouvelle situation. Pour résoudre le problème en question, il lui fallait déployer un effort énergique et un courage considérable, qualités qui lui faisaient en partie défaut.

Mais, depuis trois ou quatre ans, on constate une amélioration sensible et on peut féliciter l'Autriche des résultats obtenus. L'adaptation est en progrès et sera bientôt au point (2).

A titre d'exemple, il convient de citer le cas de l'appareil bancaire. Pendant la période d'inflation, provoquant une prospérité apparente des banques, un grand nombre de banques moyennes ont pris naissance et les établissements moyens d'autrefois devinrent de grandes banques. Ce fut seulement pendant la période de déflation qu'on se rendit compte du nombre exagéré de banques dans la nou-

1. A. Basch., o c., p. 36 de l'édition tchèque.

2. Il est intéressant de dire que ce fut justement l'échec de la spéculation sur le franc français qui fut le signal du revirement. Vienne a perdu une quantité considérable de capitaux et une baisse des valeurs s'est produite en bourse. L'Autriche ainsi appauvrie a été nécessairement amenée à procéder à de grandes économies, même au prix de difficultés considérables.

velle Autriche aux cadres plus étroits. Une grande élimination a eu lieu et le résultat a été la disparition des banques nouvelles, disparition qui n'a pas été sans causer des pertes à leurs créanciers. Même les grandes banques de création récente subirent le même sort ou fusionnèrent avec d'autres banques de sorte qu'aujourd'hui ne subsiste plus guère que la solide armature des banques anciennes (1). Ces grands établissements sont d'une utilité énorme pour l'évolution économique de la nouvelle Autriche par leur étendue et par leur renommée de grandes banques européennes.

Les grandes banques autrichiennes possédaient sur tout le territoire de la monarchie des succursales nombreuses. Après la guerre, pour la plupart, elles ont fondé, dans les Etats successeurs c'est-à-dire en Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie et Pologne, des établissements spéciaux où elles ont cédé leurs succursales ainsi que leur participation dans les entreprises industrielles aux banques avec lesquelles elles étaient en correspondance. Mais cela ne diminue nullement leur grande importance dans l'Europe centrale ; Vienne a assuré de cette sorte une liaison économique avec les Etats successeurs et les Balkans, les actions de ces banques se trouvent dans le portefeuille de ces pays.

En ce qui concerne la participation dans les cartels industriels, les banques autrichiennes ont liquidé une partie de leurs positions dans les Etats successeurs. En particulier en Tchécoslovaquie, les banques du pays ont acquis par voie d'ententes, d'octrois de crédit ou par cession d'actions, des positions solides et décisives. Mais les banques viennoises exercent en général, dans les autres Etats successeurs, une influence assez considérable.

L'Autriche actuelle, on le voit, a un organisme bancaire très développé qui fait de Vienne un centre financier de premier ordre.

La transformation nécessaire du mécanisme économique a fourni l'occasion de moderniser les entreprises. La rationalisation a entraîné

1. Parmi les grandes banques qui procédèrent à des liquidations figurent l'Allgemeine Depositenbank, Zentralbank der deutschen Sparkassen, et la banque moyenne Lombar und Escomptenbank, la Neue Wiener Bankgesellschaft, Wiener Bank, Internationale Bank, Austriakank, Bauerbank, Mercantilebank, Industrie-und Handelsbank, Continentale Bank, Handelscreditbank, Allgemeine Industriebank, Nordisch-Osterreichische Bank, Centralbodenbank, Austro-Holländische Bank, Deutsche Bodenkank, enfin en dernier temps Treuga und Verkehrreditbank, toutes ces banques à Vienne. Au mois de septembre 1929 enfin, Allgemeine Osterreichische Bodencreditanstalt a fusionné à cause de sa situation pénible avec Osterreichische Credit-anstalt.

Voici les anciennes banques qui ont survécu : Osterreichische Credit Anstalt für Handel und Gewerbe, Wiener Bank Verein, Niederösterreichische Escomptengesellschaft, Unionbank, Allgemeine Verkehrsbank, Merkurbank. Osterreichische Länderbank et Anglobank n'arrivent pas en ligne de compte dans cette énumération, car la dernière a passé tout entière aux mains des Anglais ; d'ailleurs son siège central avait été toujours à Londres, à Vienne il ne s'agissait que d'une succursale. Quant à la Länderbank, elle a transféré son siège social à Paris, la Zentraleuropäische Länderbank n'est que sa succursale. On a fait figurer ces indications détaillées pour donner une idée plus exacte sur la modification de l'organisme économique tout entier en Autriche.

une augmentation considérable de l'intensité de travail. Au cours de ces cinq dernières années, le rendement a augmenté dans certains établissements d'après des sources tout à fait sûres, de 42, 55, 59 %.

Le maintien, au même degré, de l'activité économique en Autriche en dépit de toutes les difficultés d'après-guerre est dû justement presque exclusivement au fait qu'on a procédé à temps à une rationalisation méthodique de l'activité économique et qu'on continue.

Les progrès dans le domaine agricole sont d'une importance spéciale pour l'Autriche et confirment hautement sa vitalité. L'augmentation de la production agricole fait prospérer le marché intérieur et contribue au développement des débouchés pour l'industrie du pays en même temps qu'elle améliore la balance commerciale. De même l'utilisation des forces hydrauliques et l'électrification conduisent à des économies appréciables de charbon, ce qui fait diminuer les dépenses du pays à l'étranger.

En général, toutes les branches de l'activité économique paraissent leur adaptation à des conditions nouvelles. Partout, on remarque des progrès remarquables. Les revenus publics sont en progression, le volume du trafic augmente, bref tous les éléments de la vie économique contribuent à la consolidation économique qui n'a fait que progresser. Le pronostic des experts de la Société des Nations sur la vitalité de l'Autriche, exprimé en 1925, s'est révélé parfaitement exact et aujourd'hui, on ne trouve nulle part, même en Autriche, de sceptiques sur cette question.

Dans ce chapitre, on a cherché à montrer ce qu'était l'Autriche pour l'Europe centrale dans le passé et quelles conséquences économiques a amenées pour elle la disparition de l'unité politique de l'Europe centrale, conséquence naturelle de la politique séculaire erronée de la cour de Vienne. Dans un des chapitres suivants on étudiera quel rôle joue et est appelée à jouer l'Autriche dans l'organisation nouvelle de l'Europe centrale en examinant l'évolution d'après-guerre (1).

On se propose de dire ici quelques mots sur la situation que provoquerait le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Pour éviter de bâtir sur des données imaginaires, on s'en tiendra à l'examen des conséquences immédiates et de toute évidence.

Politiquement et économiquement la réalisation du rattachement est pour l'Autriche un problème, sur lequel elle-même doit réfléchir avec beaucoup de prudence. Ce n'est pas seulement son intérêt qui est en jeu, mais aussi celui de l'Europe centrale, c'est aussi celui de l'Italie qui est engagé sur le terrain économique, sans vouloir énumé-

1. On relève que ce chapitre sur l'Autriche veut démontrer seulement que ce pays fait partie de l'Europe centrale. Quelques traits caractérisant la vie économique de l'Autriche d'après guerre, ci-dessus cités ne prétendent nullement à traiter la question de l'équilibre économique de l'Autriche et en conséquence à la question que l'Autriche constitue une unité économique parfaitement vitale. A ce dernier égard, on recommande l'étude intéressante faite par M. A. Basch sous le titre : « L'Autriche et son existence économique ».

rer tous les intérêts économiques en cause et en laissant entièrement de côté les intérêts politiques des autres pays, de la France par exemple, et de l'Europe entière qui n'entrent pas spécialement dans le cadre de notre examen.

Tout d'abord, pour l'Autriche elle-même, on ne voit pas bien ce qu'elle aurait à gagner à devenir une province de l'Allemagne industrielle et à perdre en compensation sa liberté et son indépendance actuelles. En n'envisageant que sa culture propre, ses traditions séculaires, son penchant vers le fédéralisme, dont sa constitution actuelle est la meilleure preuve vis-à-vis du centralisme prussien de Berlin qui prend de plus en plus le dessus sur le penchant fédéraliste sud-allemand, sa mentalité spéciale, etc., on peut raisonnablement se demander ce qu'apporterait à l'Autriche, en partant du point de vue de son intérêt économique d'après-guerre, la subordination de son économie nationale au grand cadre de l'économie allemande. Les intérêts industriels et agricoles du pays sont presque partout en concurrence aiguë avec ceux du Reich. C'est surtout l'industrie autrichienne qui souffrirait beaucoup et courrait de grands dangers. En ce qui concerne les grandes banques de Vienne, qui contrôlent la plupart des entreprises industrielles, elles ont beaucoup à perdre au sacrifice de l'indépendance autrichienne. Cela explique bien l'extrême réserve observée jusqu'à présent par les milieux bancaires viennois à l'égard de l'agitation rattachiste.

On peut dire que le rattachement ferait courir un grand danger à l'Autriche au point de vue économique et qu'il ne constituerait pas une solution aussi heureuse que le ferait un rapprochement plus étroit avec les autres Etats de l'Europe centrale. L'Autriche attachée à l'Allemagne devrait forcément perdre la place spéciale qu'elle tient dans la situation politique et économique de l'Europe centrale actuelle, et où elle ne peut pas être remplacée par l'Allemagne, puissance économique très supérieure aux Etats de l'Europe centrale, l'instinct naturel de conservation de ceux qui sont moins grands s'y opposant avec force et résolution.

Il est vrai que l'attitude de toute l'Europe, hostile à l'idée du rattachement, entraîne une restriction du principe de libre disposition, mais la portée pratique de cette attitude est presque nulle : L'Autriche ne se trouve pas soumise à une domination étrangère, on lui demande seulement de rester libre et indépendante et de garder sa souveraineté dont le côté économique deviendra avec le temps de plus en plus importante pour l'équilibre économique de l'Europe entière ; bref, on lui demande de renoncer pratiquement à son rattachement politique ainsi que économique à l'Allemagne afin de rendre un service considérable à la politique pacifiste et à la paix de l'Europe. Tout le monde, y compris l'Autriche elle-même, doit reconnaître qu'une politique de non rattachement ne heurte pas de front ses besoins et ses intérêts, mais qu'elle les respecte. Toutes ces considérations prouvent bien qu'il est souhaitable que l'Autriche prenne conscience de sa position envers l'Europe centrale et qu'elle se rende

compte de tout le rôle que l'Europe centrale joue dans la politique européenne.

La publication de l'accord sur l'union douanière germano-autrichienne qui a eu lieu le 24 mars 1931 ne modifie nullement notre point de vue contre l'Anschluss. Malgré les affirmations des Gouvernements allemand et autrichien, ledit accord se présente beaucoup plus comme une étape sur la voie de l'Anschluss que sur celle des accords régionaux, comme une étape vers la réalisation de la Mitteleuropa allemande qu'une étape vers la reconstruction économique de l'Europe entière.

Il est hors de doute qu'il s'agit dans ce cas d'une question éminemment européenne et que l'Europe a accepté ledit accord comme un acte avant tout d'ordre politique. Les diverses circonstances, comme par exemple la manière de la présentation, le temps choisi pour la publication, la situation générale de la politique européenne, la préparation de l'accord par les hommes politiques à l'insu des autres Etats européens et de la Société des Nations et à l'insu même de leurs Gouvernements et autres encore, semblent confirmer que l'Europe ne se trompe pas sur le vrai caractère dudit accord.

Jusqu'à présent, il est difficile d'en prévoir les conséquences pratiques pour l'Europe centrale et pour l'Europe entière. D'ailleurs, le cadre de cette étude nous oblige à ne pas nous préoccuper des questions d'ordre politique et à laisser même à part tous les problèmes économiques d'ordre européen qui n'entrent pas dans nos explications. On se bornera donc à dire quelques mots sur des problèmes d'ordre spécialement centre-européen.

En premier lieu, on constate que, par la conclusion dudit accord, un Etat européen, dont la puissance économique dépasse de beaucoup celle de l'Europe centrale, intervient directement dans le cadre de l'économie centre-européenne. L'importance de l'accord en question ne peut qu'accroître par la circonstance que, même sans sa conclusion, le développement général irait augmenter l'influence économique de l'Allemagne en Europe centrale.

Les Etats centre-européens ne se rendent pas — semble-t-il — jusqu'à présent suffisamment compte de l'importance de leurs propres intérêts vitaux directement engagés par le plan germano autrichien, mais on est d'accord que sa réalisation entraînerait certains changements considérables dans l'équilibre économique actuel et qu'il ne comporterait aucun avantage au profit d'un quelconque des Etats centre-européens.

En ce qui concerne spécialement l'Autriche, il est certain que son union douanière avec l'Allemagne, même avec le maintien des droits de douane d'ordre intérieur, entraînerait une nouvelle modification de sa structure économique qui serait cette fois beaucoup plus grave que l'était la première, qui s'est présentée comme la conséquence de la guerre. Il est à remarquer que cette seconde modification serait presque exclusivement dictée par les intérêts économiques de l'Allemagne, car l'Autriche devrait s'adapter au cadre de l'économie alle-

mande. On est loin d'exagérer la portée pratique de ladite union douanière, mais on peut prévoir avec juste raison que l'Autriche perdrait beaucoup de son importance économique et qu'elle serait absorbée après un temps plus ou moins long par l'Allemagne, bien que, d'après les affirmations, la base de l'accord envisagé soit le maintien de la souveraineté et de l'indépendance entière des deux Etats.

TROISIÈME PARTIE

Aperçu de la situation économique de l'Europe centrale, sa capacité économique. — L'agriculture. — L'industrie agricole. — Les matières premières. — Les produits miniers. — L'industrie métallurgique. — L'industrie textile. — L'industrie du papier. — L'industrie des cuirs. — L'industrie du verre. — L'industrie chimique. — L'industrie du caoutchouc. — Quelques mots sur la situation financière de l'Europe centrale.

CHAPITRE PREMIER

Avant d'examiner les rapports économiques de chacun des Etats de l'Europe centrale avec les autres Etats en question, il faut au moins passer en revue la situation économique de ces divers Etats pour permettre de se rendre compte de l'étendue et de l'importance des échanges économiques réciproques, et en même temps de l'accroissement possible de ces derniers.

On a déjà parlé de l'étendue territoriale de la partie de l'Europe en question. Il s'agit d'un territoire d'une superficie de 855.500 kilomètres carrés avec une population de 55.809.000 habitants. Si l'on tient pour exactes et pleinement justifiées les idées de M. Jacques Seydoux sur la formation des nouvelles grandes unités économiques en Europe (qu'il convient de nommer les systèmes et dont l'un devrait embrasser la France et l'Allemagne), rien ne s'oppose à ajouter à l'Europe centrale le territoire de la Pologne actuelle avec 385.000 kilomètres carrés et une population de 27.160.000 habitants. Pour cette raison, on envisagera en dernier lieu aussi la Pologne dans cette description sommaire de la situation économique, bien que celle-ci n'arrive pas dans notre ordre d'idées en considération au même titre que les autres Etats. Mais on peut être d'accord que, au point de vue en question, la Pologne et l'Europe centrale se trouvent toutes deux dans une position analogue à celle des deux grandes économies précitées de l'Europe occidentale et le fait qu'on envisage la Pologne, au moins dans cet aperçu de la situation économique, au même titre que les Etats de l'Europe centrale démontre bien qu'on se rend parfaitement compte des grands intérêts économiques communs qui unissent tous ces Etats en un ensemble économique plus large.

L'occupation principale de la population de l'Europe centrale est l'agriculture. La Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie et la Pologne

sont des Etats agraires au vrai sens du mot, mais l'agriculture tient également une place importante en Tchécoslovaquie et en Autriche.

L'étendue du sol ensemencé, diminuée pendant et après la guerre, a retrouvé bientôt sa superficie d'avant-guerre. En 1925, le froment fut cultivé sur une étendue totale de 8.440 hectares (1) dont 3.300 en Roumanie (en 1927, 3 100 seulement) ; le seigle sur 7.284 (dont 4.900 en Pologne) ; l'orge sur 4.539 mille dont la plus grande partie en Roumanie, en 1927, 1.764 milliers d'hectares, en Pologne et en Tchécoslovaquie ; l'avoine sur 5.557 principalement en Pologne, et enfin le maïs sur 7.378 hectares dont 3.900 en Roumanie (en 1927 déjà 4.200 mille hectares), 2.100 en Yougoslavie et presque tout le reste en Hongrie. Le total de l'étendue du sol ensemencé représente 33 millions d'hectares.

Dans les Balkans, on pratique principalement encore la culture extensive. La productivité moyenne par hectare y est relativement assez faible. Le rendement de la culture du blé, par exemple, ressort en Roumanie à 860 kilogrammes par hectare, en Yougoslavie et en Hongrie à 1.260, en Pologne à 1.440, en Autriche à 1.650 et en Tchécoslovaquie à 1.730. Pour les autres cultures, il en est à peu près de même ; pour le maïs cependant la première place est tenue par la Hongrie avec 2.250 kilogrammes, puis viennent l'Autriche et la Tchécoslovaquie et en fin de compte, après la Yougoslavie, la Roumanie avec 1.330 kilogrammes. Si la production de l'Europe centrale entière était de la même intensité qu'en Tchécoslovaquie, ce qui d'ailleurs est très désirable, on récolterait à peu près 50 % de plus qu'on ne récolte actuellement.

Le volume de la production totale varie selon les conditions climatiques des différentes années. La production normale des céréales, qui est de plus de 40 millions de tonnes par année, baissa, par exemple, en 1925 à 31,7 millions de tonnes. Le tableau suivant présente le pourcentage et la production normale de l'Europe centrale en comparaison avec celle de l'Europe entière, y compris la Russie, et la récolte de blé, de pommes de terre et de betteraves en milliers de tonnes obtenue en 1925.

On voit la Pologne produire la plus grande quantité de céréales, mais elle en consomme beaucoup et n'exporte que du seigle et de l'orge. Le plus grand exportateur de blé est aujourd'hui dans l'Europe centrale la Roumanie, dont les céréales forment un quart de ses exportations ; puis viennent la Hongrie et la Yougoslavie.

Par contre, la Tchécoslovaquie et l'Autriche doivent importer des céréales, la première environ 7 millions de quintaux et l'autre environ 6 millions dont une partie des importations du froment provient des pays d'outre-mer. La Tchécoslovaquie assure par sa propre produc-

1. La plupart des chiffres et des indications dans la partie qui va suivre sont empruntés à un article de M. Valdimir Nosek, paru dans le *Obzor národohospodársky*, XXXII, n° 9, octobre 1927, sous le titre « La capacité économique de l'Europe centrale ».

POURCENTAGE DE LA PRODUCTION DE L'EUROPE CENTRALE
ET DE LA POLOGNE

par rapport à la production de l'Europe entière.

(En milliers de tonnes).

En 1925.	Roumanie	Yogo- slavie	Hongrie	Tchéco- slovaquie	Autriche	Pologne	Total
Froment 20 %	2.847	2.240	1.839	1.067	326	1.573	9.892
Seigle 19 %	206	214	794	1.476	123	6.539	8.852
Orge 24 %	1.036	400	492	1.246	329	1.677	5.080
Avoine 17 %	764	368	341	1.304	485	3.312	6.574
Maïs 60 %	4.457	4.015	2.349	306	120	88	11.335
Total des céréales	9.310	7.237	5.815	5.399	1.783	13.189	42.733
Pomme de terre 28 %	1.546	1.027	2.305	7.497	2.230	29.106	43.711
Betteraves 32 %	1.177	726	1.525	9.075	547	3.211	16.261

tion 86 % de sa consommation de froment et de seigle, tandis qu'elle produit plus d'orge et d'avoine qu'elle n'en a besoin. Quant à l'Autriche, elle a atteint en 1927 dans sa propre production de seigle et de pommes de terre la possibilité de couvrir sa consommation entière de ces produits. En outre, elle a produit 65 % de sa consommation de froment, 65-70 % de celle d'orge et de sucre.

La Roumanie produit beaucoup de maïs, qui est une nourriture populaire dans les Balkans. Il serait préférable de remplacer sa production par celle du froment qui se prête mieux à l'exportation. Cela sera rendu plus facile par l'abaissement graduel — d'ailleurs en partie déjà réalisé — des droits d'exportation sur les produits agricoles spécialement sur le froment, et leur abolition totale dès que la situation financière du pays rendra cette suppression possible.

Le plus grand producteur et en même temps exportateur de pommes de terre est la Pologne. La culture du tabac augmente surtout en Yougoslavie et en Roumanie; elle a dépassé déjà 100.000 tonnes. La production du vin, pour laquelle la Roumanie vient en premier lieu, est d'une importance restreinte. Celui-ci, quoique produit en Roumanie en quantité considérable, ne se prête pas à l'exportation à cause de sa qualité.

On cultive sur tout le territoire de l'Europe centrale les fruits et les légumes; la spécialité de la Yougoslavie est la culture des prunes, qui y est très développée.

La Tchécoslovaquie se consacre beaucoup à la culture des plantes industrielles, donnant naissance aux industries agricoles; elle occupe la première place dans la production des betteraves avec 58 % de la récolte totale des autres Etats en question, la Pologne y comprise, et en outre dans celle du houblon.

En ce qui concerne le cheptel, l'Europe centrale est bien pourvue

et sa production dépasse ses besoins. Les exportations de bétail et de porcs vers les autres parties de l'Europe proviennent de tous les Etats, sauf de l'Autriche et de la Tchécoslovaquie qui importent des Etats en question, surtout de la Pologne, presque la totalité du bétail importé. Le plus grand exportateur de bétail est la Roumanie, avec plus de 80.000 tonnes par an.

On voit à la suite de ces sommaires indications que le caractère de l'Europe centrale est en majeure partie agricole. L'intérêt général exige de faire de l'agriculture, qui est un élément constitutif de premier ordre, l'objet d'une attention constante dans la politique économique qui doit s'efforcer d'intensifier cette sorte de production. C'est surtout dans les Balkans que les mesures favorisant l'amélioration de la production agricole sont désirables et s'imposent de plus en plus pour élever le niveau général de vie de la population agricole. Celle-ci représentait en Hongrie d'avant-guerre 69,7 % de la population totale.

Actuellement, on est témoin de progrès considérables réalisés par les réformes agraires dans presque tous ces Etats, mais un grand problème reste encore à résoudre dans les pays à production extensive, celui d'assurer l'éducation qui manque aux masses paysannes.

Le progrès de l'agriculture favoriserait fortement l'industrie agricole, qui constitue un élément non moins important dans l'activité économique de l'Europe centrale que l'agriculture elle-même. Parmi les principales branches de cette industrie, il faut nommer en premier lieu la fabrication du sucre et la meunerie, puis la production de la bière, de l'alcool, la fabrication des conserves de fruits, de viande, etc. Les Etats à caractère agricole possèdent une meunerie si développée qu'ils sont à même, surtout la Hongrie, où le blé, la farine représentent un cinquième de la valeur des exportations, d'exporter la farine en quantité considérable. Il est à remarquer qu'après la guerre, la concurrence américaine s'est fait sentir en gênant surtout les exportations de la farine hongroise, mais cette situation peut s'améliorer.

La fabrication du sucre dans l'Europe centrale est très développée dans tous les Etats en question. Même l'Autriche, qui naguère était en cette matière en grande partie le client de la Tchécoslovaquie, assure aujourd'hui presque 60 % de sa consommation, et sa production marque de tels progrès qu'elle pourra à l'avenir couvrir la totalité de la consommation du pays (1). La Tchécoslovaquie est de beaucoup la plus grande productrice de betterave et, partant, de sucre dans l'Europe centrale et la plus grande exportatrice dans l'Europe entière avec près de 10 millions de quintaux d'exportation annuelle. La Pologne et la Hongrie exportent la moitié de leur sucre et les autres Etats, quoique en produisant relativement peu, couvrent presque leur consommation.

1. La production autrichienne de sucre a assuré en 1922-1923 22 %, en 1924 déjà 24 %, et en 1925 enfin 43 % de la consommation du pays.

En 1925-1926, la campagne de sucre de l'Europe centrale a fourni environ un tiers de la production européenne, en atteignant 2.520.000 tonnes de sucre brut, dont 1.520 en Tchécoslovaquie, 570 en Pologne, 465 en Hongrie, 123.000 tonnes en Roumanie. Après la guerre, la fabrication du sucre a fait partout des progrès considérables; la Tchécoslovaquie, par exemple, avait produit jusqu'à l'année 1923, en moyenne, seulement 7 millions de quintaux et les autres pays de l'Europe centrale ont beaucoup augmenté cette branche de production dans les années d'après-guerre. La production de sucre de canne ayant à l'heure actuelle de beaucoup dépassé celle d'avant-guerre et la production de sucre de betterave se développant dans les pays qui ne l'avaient pas encore pratiquée, une surproduction mondiale de cet article s'est produite, et en posant un problème ardu à résoudre, elle occasionne à l'Europe centrale, spécialement à la Tchécoslovaquie, de graves difficultés. En 1924, la Tchécoslovaquie a exporté au total 7,3 millions de quintaux de sucre pour 73 millions, un quintal pour 331 couronnes tchécoslovaques. En 1925, 9 millions de quintaux pour 70 millions, 1 quintal pour 257 couronnes tchécoslovaques, en 1926, 10 millions de quintaux déjà, mais pour 66 millions; 1 quintal pour 219 couronnes tchécoslovaques. Cette dépression successive amena une réduction partielle de la production de betterave. Cependant, le sucre exporté représente dans ce pays une somme très importante dans le commerce extérieur.

En outre, la Tchécoslovaquie tient la première place dans la production de la bière, environ 9 millions d'hectolitres par an. Mais son exportation dans les Etats successeurs diminue à cause de leur protection douanière. L'Autriche et la Pologne assurent actuellement presque toute leur consommation. Les autres Etats produisent plutôt du vin.

Quant à l'alcool, on le fabrique surtout en Pologne et en Tchécoslovaquie. La pleine capacité de fabrication de ces deux pays étant 2 millions, et 1,2 millions d'hectolitres d'alcool, la production d'aujourd'hui est restreinte, faute de débouchés, à 50 % et ne fournit plus d'excédents considérables pour l'exportation.

Après avoir donné ces indications nécessaires sur la production agricole et sur les industries qui s'y rattachent, on va aborder un bref examen des matières premières pour passer ensuite aux autres branches d'industrie (sauf celles relevant de l'agriculture).

Tous les pays de l'Europe centrale, sauf la Hongrie, présentent une grande richesse en forêts. Leur étendue embrasse 30 % de la superficie totale, à savoir en Pologne 10, en Tchécoslovaquie 4,6, en Autriche 3,2, en Yougoslavie 7,6 et en Roumanie 7 millions d'hectares. Dans les trois premiers pays, ce sont des forêts conifères, dans les deux autres, ce sont des forêts aux essences variées. La production n'est pas assez rationnelle; elle fournit principalement le bois de chauffage et non ouvré (en tronc) et en partie seulement le bois équarri et scié. Le volume des exportations dépend des besoins du

marché mondial, en général, il s'accroît d'une année à l'autre. En Pologne, par exemple, en 1923 seulement 2,6 et en 1926 4.7 millions de tonnes; en Autriche, où la production est devenue plus rationnelle dans les dernières années, en 1922 seulement 0,78, en 1925 déjà 1,77 millions de tonnes. De même en Roumanie dont la production annuelle s'élève à 8 millions de tonnes, en 1922, le volume des exportations de bois a atteint 1,9 et en 1928, où sa valeur représentait un cinquième du total des exportations, 2,4 millions de tonnes, dont 60 % de bois de chauffage. En Yougoslavie, où les exportations sont gênées, comme d'ailleurs aussi en Roumanie, par les difficultés de transport, elles atteignent 1,9 millions de tonnes par an. Quant à la Tchécoslovaquie dont les exportations, en 1924, atteignent 4 millions de tonnes (soit le premier rang en Europe), elle n'a exporté en 1926 que 2,4 millions de tonnes. Les causes du fléchissement de cette exportation sont à chercher particulièrement dans la demande croissante de la consommation intérieure du pays et on n'est pas ainsi obligé de vendre aux prix mondiaux, relativement assez bas, dans les Etats occidentaux de l'Europe, qui d'ailleurs, s'approvisionnent ailleurs.

La Hongrie assure ses besoins avec 2 millions de tonnes importées de ces pays; 10 millions de tonnes sont importées par les pays d'Europe, en particulier l'Angleterre, la France, l'Allemagne et l'Italie.

La grande production de bois sert de base à l'industrie du papier, développée particulièrement en Autriche et en Tchécoslovaquie, et à la fabrication des meubles et des autres produits en bois.

Au point de vue de la houille, l'Europe centrale avec la Pologne n'est pas si bien dotée que l'Angleterre ou l'Allemagne. Cependant, l'extraction de la houille en Pologne atteint environ 31 millions de tonnes en moyenne par an et celle de Tchécoslovaquie 13,6 millions de tonnes de houille et presque 20 millions de tonnes de lignite en moyenne par an. Dans les autres Etats, l'extraction est beaucoup moindre et ne fournit que du lignite, à savoir : en Hongrie 7,8, en Yougoslavie 4, en Autriche 2,9, en Roumanie 2,6 millions de tonnes par an. Cependant cette faiblesse relative est d'une importance restreinte par suite de leur caractère agricole. Quant à l'Autriche, elle a augmenté sa production, et diminué ses importations; en même temps elle procède à l'exploitation de sa houille blanche. En 1925 26 %, en 1926 39 % de sa consommation charbonnière ont été assurés par le charbon indigène.

L'exportation du charbon polonais (environ 12 millions de tonnes par an) et tchécoslovaque (en 1926 environ 2,6 millions de tonnes de houille et à peu près la même quantité de lignite avec une importation, par contre, d'un million de tonnes de houille) est beaucoup gênée par la concurrence de la houille allemande.

A cause du développement industriel restreint de l'Europe centrale, la production totale du charbon est suffisante et on a encore un excédent de 8 millions de tonnes pour l'exportation. On peut même

parler d'une surproduction relative, due à la crise européenne de charbon et ayant sa cause dans la diminution de la production du fer, dans une consommation moindre par les chemins de fer et la marine marchande, et enfin dans l'exploitation croissante de la houille blanche. Le remède doit être cherché dans le développement de la vie économique de l'Europe et dans une organisation plus rationnelle de l'extraction de la houille restreinte aux houillères les plus productives.

L'extraction de minerai de fer a lieu seulement en Tchécoslovaquie (1,1 million de tonnes) et en Autriche (1,2 millions de tonnes). en Pologne seulement environ 0,2 millions de tonnes. La Tchécoslovaquie en importe environ 0,7 millions de tonnes de la Suède, où l'industrie métallurgique tchécoslovaque possède des mines. La Yougoslavie exporte presque la totalité de sa production qui est encore restreinte, et on en extrait une certaine quantité en Roumanie.

En outre, on extrait en Autriche la magnésite, le cuivre et le plomb ; en Yougoslavie le plomb, la bauxite et le cuivre (ce dernier, quant à l'abondance des gisements, tient la première place en Europe) ; en Pologne, le zinc, le plomb, l'argent ; en Tchécoslovaquie, le plomb, l'argent, le kaolin, la magnésite et le plomb. Le sel est extrait en Pologne, en Autriche, en Tchécoslovaquie, en quantité restreinte en Roumanie et Yougoslavie.

Très importante est l'extraction du pétrole en Roumanie et en Pologne. En 1923, en Roumanie, elle a dépassé déjà celle d'avant-guerre avec 2,3 millions de tonnes et elle monta en 1926 à 3,3 millions de tonnes de pétrole. La Roumanie en consomme beaucoup elle-même ; toutefois, elle exporte aujourd'hui plus de 8 millions de quintaux par an d'huiles minérales raffinées. Par les traités de paix, elle a acquis 51 % des actions des sociétés allemandes participant à l'industrie pétrolifère et, après la guerre, elle chercha à acquérir une influence prépondérante dans toute cette industrie. Mais la nouvelle politique économique, s'efforçant d'attirer les capitaux étrangers dans le pays, a renoncé à ces intentions primitives.

Beaucoup moins satisfaisante est la situation de cette industrie en Pologne qui n'a pas atteint la production d'avant-guerre. Elle exporte 3-4 millions de quintaux d'huiles raffinées, surtout en Tchécoslovaquie, en Allemagne et en Autriche. La Tchécoslovaquie, dont l'extraction est insignifiante, se procure le pétrole principalement en Pologne, en Autriche, en Roumanie, surtout pour la benzine et les huiles légères. Les importations provenant des autres pays sont restreintes et ne comprennent que des huiles minérales lourdes.

Il reste maintenant à esquisser dans ses traits généraux le tableau du développement de l'industrie dans l'Europe centrale. On se bornera ici à des indications sommaires sur la situation actuelle. Les considérations sur l'opportunité ou l'inopportunité du développement de telle ou telle branche de l'industrie dans un certain Etat, ou des tendances des Etats de l'Europe centrale à une indépendance économique, seront développées à propos de l'analyse des rapports

commerciaux de chacun des Etats de l'Europe centrale avec les autres.

C'est la Tchécoslovaquie et l'Autriche qui possèdent dans l'Europe centrale les industries les plus développées qui, d'ailleurs, sont en partie liées l'une à l'autre et qui se complètent. Ces deux pays sont à peu près au même stade dans leur développement avec cette différence assez caractéristique que l'industrie du premier a relativement un grand nombre de vastes entreprises, l'autre ayant plus de petites entreprises et d'ateliers. En outre, l'Autriche importe presque les mêmes matières premières que la Tchécoslovaquie, sauf le charbon : ces matières sont en majeure partie celles dont se pourvoit l'industrie allemande à l'étranger.

Après la guerre, elles ont réussi de former quelques nouvelles branches d'industrie, mais, en général, elles n'ont pas encore atteint l'intensité de la production d'avant-guerre.

Les autres Etats de l'Europe centrale et spécialement la Pologne possédaient dans une certaine mesure l'industrie déjà avant la guerre, mais c'est surtout dans les dernières années qu'ils ont favorisé son développement d'une façon parfois précipitée et inorganique.

Quant aux conditions pour le développement industriel de ces pays, on peut affirmer que la Pologne, riche en houille, offre relativement les conditions les plus favorables ; puis viennent la Roumanie et la Yougoslavie, riches en matières premières.

La Hongrie enfin, qui n'en possède pas, présente un caractère essentiellement agricole et semble le moins destinée au développement industriel.

Entre les deux pays précités dont les industries exportent une grande partie de leurs marchandises et les trois autres, à caractère agricole, dont l'industrie n'est pas à même d'assurer toute la consommation des articles industriels du pays, existe un certain équilibre économique dans les échanges des marchandises ; en d'autres termes, ces deux groupes d'Etats se complètent réciproquement et font un tout économique plus large.

L'industrie métallurgique ne présente pas un si haut degré de développement qu'en Allemagne. Elle est à présent le plus développée en Tchécoslovaquie, pays qui cependant importe les machines spéciales et les machines électriques : dans la fabrication de ces dernières l'Autriche est plus spécialisée. La Tchécoslovaquie a produit en 1925 environ 1,16 million de tonnes de fer brut et 1,3 million de tonnes d'acier ; l'Autriche 0,35 million de tonnes de fer et 1,4 million de tonnes d'acier ; la Pologne environ 0,4 million de tonnes de fer et 0,8 million d'acier (1). La Hongrie a un haut fourneau et doit importer du fer brut. La Roumanie en possède six, mais sa production n'est pas grande : quant à la Yougoslavie, elle ne possède pas de hauts fourneaux.

1. Les principales indications sur la puissance industrielle de l'Europe centrale sont empruntées à un article comparatif de M. V. Nosek, paru dans l'*Obzor Národohospodársky*, année XXXII, n° 9, octobre 1927.

A la fin de 1926, les représentants de la métallurgie tchécoslovaque, autrichienne et hongroise ont adhéré à l'Entente internationale pour l'acier. Le contingent à produire par groupe centroeuro-péen a été fixé à 2.179.000 tonnes, soit 7,27 % de la production contrôlée par le Cartel. Pour le premier trimestre 1927 la portion de la Tchécoslovaquie a été de 1.430.000, soit deux tiers, celle de l'Autriche (420.000) et celle de la Hongrie a été d'environ 310.000 tonnes.

Dans l'industrie textile, la Tchécoslovaquie, qui est économiquement le plus important Etat industriel de l'Europe centrale, tient aussi la première place dans l'exportation des fils et des tissus. L'Autriche dans cette branche d'industrie ne peut jusqu'à présent égaler proportionnellement la puissance tchécoslovaque. Cependant elle exporte des fils et se distingue dans l'industrie des vêtements, du linge et des chapeaux. L'industrie cotonnière à Lodz, en Pologne, est bien connue et approvisionne beaucoup le marché roumain. Celle de Yougoslavie et de Roumanie se développe depuis quelques années. L'industrie textile de la Hongrie prend d'une année à l'autre plus d'importance ; elle a assuré en 1926 environ 55 % de la consommation totale de fils et 60 % de celle de produits finis.

Sur le territoire de la Roumanie, de la Yougoslavie et de la Hongrie, les manufactures de textiles ont été après la guerre en partie détruites et en partie ont souffert du manque de capitaux et même de matières premières. Mais les filatures ont atteint déjà en 1921 la capacité d'avant-guerre ; en 1925, leur production a doublé et en 1927, peut-être triplé. La production des tissus s'y pratique, surtout sur le territoire de la Roumanie et de la Yougoslavie, non seulement dans les entreprises, mais aussi en grande partie à domicile. En 1924, elle a atteint celle d'avant-guerre et en 1927, elle a déjà doublé. Il est à noter que jusqu'à présent la consommation de ces pays, sauf la Hongrie, reste encore peu développée.

Le tableau comparatif sur le nombre de broches et de machines à tisser dans les quatre principaux Etats permet de se faire une idée sur l'étendue de la fabrication des tissus.

Pays	En milliers de pièces	Coton	Laine	Lin	Chanvre	Jute
Tchécoslovaq.	Broches	4.000	650	225	70	35
	Machines à tisser	140	43	17		3,5
Autriche.....	Broches	1.180	190	8,6	36	17
	Machines à tisser	16	2	9		0,8
Hongrie.....	Broches	93	10	2	20	1
	Machines à tisser	8	1,13	0,9		0,7
Pologne.....	Broches	1.340	550	27,8	30	17,3
	Machines à tisser	43	17	1,1		0,87

Il résulte de ces chiffres que la branche cotonnière est de beaucoup la plus développée. Elle consomme approximativement par an en milliers de tonnes : en Tchécoslovaquie 150, en Autriche 36, en Yougoslavie 6, en Hongrie 3, en Roumanie 1 et enfin en Pologne 60 mille tonnes de coton brut. L'Autriche n'est pas à même presque

dans toutes les branches de textile, excepté l'industrie du vêtement, d'assurer sa propre consommation et cherche un remède à cette situation dans la protection douanière. En ce qui concerne la Tchécoslovaquie, elle réussit à compenser la valeur des importations de coton non ouvré et des tissus de coton par les exportations de tissus, et elle fait en outre figurer pour 1928, par exemple, plus d'un milliard de couronnes tchécoslovaques dans l'actif de la balance commerciale. Quant à la production textile alimentée en partie par les matières premières indigènes, ce pays a des excédents assez considérables pour l'exportation.

L'industrie du papier dont l'Autriche possède presque les deux tiers de celle de l'ancienne monarchie présente une grande prospérité. En 1926, elle a exporté environ 150 mille tonnes de papier et de produits de papeterie valant 15 millions; la même année en Tchécoslovaquie on a exporté environ 130 mille tonnes représentant 11 millions. En Roumanie et en Yougoslavie cette industrie s'accroît et celle de la Pologne fournit plus de 80 mille tonnes de produits par an. En général, les conditions pour son développement sont favorables dans tous les Etats de l'Europe centrale, excepté la Hongrie où manque le bois.

Dans ces dernières années, l'industrie des cuirs a fait de tels progrès en Tchécoslovaquie que ce pays a conquis une position très importante sur le marché mondial. Il envoie de la chaussure en quantité considérable dans presque tous les pays du monde, et des gants en particulier en Allemagne, en Angleterre et en Amérique. L'excédent des exportations en 1928 a représenté 1.400 millions de couronnes tchécoslovaques à l'actif de la balance commerciale. Cette industrie marque aussi des progrès assez considérables en Autriche, dont les exportations de cuir et d'articles de cuir s'élèvent presque à 12 millions. Elle s'est spécialisée surtout dans la fabrication de la chaussure de première qualité. La Hongrie produit plus de 20 % de la consommation indigène en cette matière, mais cette branche d'industrie ne semble pas prospérer beaucoup. La Roumanie et la Yougoslavie sont obligées d'importer les peaux brutes du fait de l'exportation du bétail de meilleure qualité. La production polonaise n'assure pas la totalité de la consommation d'articles de cuir.

La fabrication du verre, de la porcelaine et de la céramique a trouvé en Tchécoslovaquie des conditions favorables à son développement. Bénéficiant d'une tradition ancienne, cette industrie présente pour la Tchécoslovaquie une importance de premier ordre.

Quoique gênée sur les marchés extérieurs par la concurrence étrangère, elle ne cesse d'apporter à l'actif de la balance commerciale des sommes élevées. En 1925 et 1926, elle figure après le sucre en deuxième place parmi les exportations. En 1928, le volume des exportations a augmenté.

L'Autriche a commencé ces derniers temps à créer chez elle une industrie de la verrerie et la protège par des droits de douane assez élevés; cependant les conditions pour son développement ne sem-

blent pastres favorables. Celle de Roumanie et de la Pologne n'a pas atteint jusqu'à present une importance considerable. La Tchecoslovaquie exporte de la porcelaine blanche a bon marche dans les autres Etats de l'Europe centrale, et la porcelaine colorée de premiere qualite aussi sur les autres marches etrangers.

Enfin, quant aux industries chimiques, elles se developpent en general de facon peu considerable. Parmi les articles exportes par l'Autriche figurent par exemple de la chaux, des cirages, de la glycerine, des bougies, de la ceruse, des crayons ; parmi ceux exportes par la Tchecoslovaquie, du mercure, des vernis, de l'encre et des crayons, des allumettes. En revanche, la premiere importe une plus grande quantite qu'elle ne l'exporte de couleurs et de superphosphates et l'autre de salpêtre et de soude, de savons, de couleurs, de parfums, de bougies et d'engrais artificiels.

Dans l'industrie du caoutchouc, la Tchecoslovaquie traite presque la meme quantite de ce produit brut (1.000 tonnes) que l'Autriche, sur le territoire de laquelle se trouvaient avant la guerre pres des trois quarts de cette industrie de l'ancienne monarchie. Parmi les autres Etats, seule la Pologne possede une entreprise de cette sorte d'industrie. Partout en Europe centrale la production n'est pas suffisante pour assurer les besoins de la consommation locale.

En general, on constate dans l'Europe centrale une diminution des exportations de tous les Etats successeurs. Cela est vrai, non seulement pour les Etats industriels, mais au meme degre pour les Etats agricoles, quoique la production agricole se soit rétablie plus facilement que l'industrielle. L'indice des prix de gros est plus bas que celui de l'Europe occidentale ou de l'Amérique ; l'appauvrissement et l'endettement se presentent comme un phenomene general ; les frais de production au detriment du niveau general de la vie, qui est relativement bas, ne sont pas éleves. Les salaires ne sont pas éleves et le niveau general de la vie en Europe centrale est relativement bas. Le volume des exportations ne s'agrandit avec le temps qu'assez lentement. Pour compléter le tableau de la situation économique de l'Europe centrale dressé dans ses traits generaux, il convient de dire quelques mots au moins sur la situation financière des pays intéressés.

La guerre a entrainé par ses effets désastreux de multiples difficultés d'ordre financier qui ne sont pas restées sans provoquer des contre-coups sérieux sur toute l'économie des Etats de cette partie de l'Europe. Cette situation s'est d'ailleurs produite dans presque tous les Etats qui ont participé à la guerre et où ses conséquences n'ont pas manqué de se faire sentir plus ou moins tardivement de facon grave après la guerre. Toutefois la situation financière de l'Europe centrale était d'autant plus difficile que la plupart des Etats de cette partie de l'Europe, sinon tous, avaient à accomplir des tâches spéciales : ils avaient avant tout à mettre sur pied leur propre organisation complète et à organiser le fonctionnement régulier des divers services d'Etat et la sûreté publique, qui sont les premières conditions nécessaires de la vie de chaque Etat.

Encore aujourd'hui la situation financière laisse beaucoup à désirer, mais elle présente cependant une consolidation et une stabilité des changes, toujours plus fermes. Les budgets nationaux sont depuis plusieurs années en équilibre avec une exactitude toujours plus grande. Mais les dettes publiques sont partout relativement trop considérables. En regard des revenus qui sont très bas, le poids des impôts constitue des charges considérables, aussi bien pour les consommateurs que pour les producteurs.

A côté de l'appauvrissement général, causé par la guerre, il y a encore une disproportion entre les revenus et les prix; les premiers n'ont pas encore atteint le niveau d'avant-guerre, mais les prix sont de 20 à 50 % plus élevés. Le taux de l'escompte est relativement encore assez élevé, mais il tend à s'abaisser. Avant la crise économique actuelle, une amélioration de la situation financière se dessinait et tendait à entraîner des conséquences heureuses dans toutes les branches de l'activité économique, où on constatait partout un retour progressif à des conditions normales. L'intérêt de l'Europe centrale exige que ladite crise de caractère mondial prenne bientôt fin, pour que le processus de la consolidation économique de l'Europe centrale puisse continuer.

A la fin de cette description de la situation économique de l'Europe centrale, on relève encore une fois qu'elle ne prétend nullement être complète; elle se contente de dresser les traits généraux pour présenter l'importance et l'intensité des rapports économiques entre les Etats envisagés. Elle permettra, à notre avis, de se faire plus facilement une idée des possibilités du développement des rapports commerciaux et de leur nature, à l'occasion de l'examen de ces premiers qui fera ressortir le côté réel de la collaboration économique des nations de l'Europe centrale telle qu'elle est pratiquée depuis la fin de la guerre jusqu'à aujourd'hui.

CHAPITRE II

Mesures qui ont constitué la base commune des rapports économiques parmi les Etats de l'Europe centrale après la guerre.

LA TCHÉCOSLOVAQUIE. — La politique commerciale de la Tchécoslovaquie. — Les traités commerciaux avec les autres pays de l'Europe centrale. — La nature du commerce extérieur avec les Etats en question. — La répartition des exportations tchécoslovaques dans lesdits Etats d'après le pourcentage de la valeur des exportations totales. — L'évolution de l'approvisionnement en textiles des pays du Bas-Danube. — La répartition des importations tchécoslovaques en provenance des Etats en question d'après le pourcentage de la valeur totale des importations tchécoslovaques. — Le commerce spécial de la Tchécoslovaquie avec l'Autriche ; — avec la Hongrie ; — avec la Yougoslavie ; — avec la Roumanie.

Avant de parler des relations commerciales de chacun des Etats de l'Europe centrale avec les autres Etats en question, il convient de dire quelques mots des mesures qui ont constitué et constituent encore la base commune de tous leurs échanges économiques réciproques dans la période d'après-guerre. Ce sont en particulier les diverses dispositions des traités de paix qui ont réglé en grande partie les rapports économiques et financiers de la République autrichienne et de la Hongrie avec les Puissances Alliées et Associées, notamment avec les autres Etats successeurs. De cette façon ces traités ont créé ou au moins ont contribué à déterminer pour une certaine période la base des relations économiques des deux premiers Etats avec l'étranger.

Tout d'abord, ils ont assuré aux Puissances Alliées et Associées, en matière d'importation et d'exportation, le même traitement que l'Autriche et la Hongrie accorderaient à n'importe quels autres Etats (1). Cette obligation a concerné non seulement les tarifs douaniers, mais aussi les autres droits et taxes intérieurs ainsi que toutes les prohibitions et restrictions d'exportation et d'importation. Elle ne pouvait être invoquée après l'expiration d'un délai de 3 ans à dater de la mise en vigueur des Traités de paix par les Puissances en question qui n'accorderaient pas à la Hongrie et à l'Autriche un traitement corrélatif. Après un nouveau délai de deux ans, l'obligation citée a perdu toute valeur pratique : elle ne pouvait être invoquée même en cas de concession d'un traitement corrélatif. Un des articles sui-

1. Articles 217-219 du Traité de Saint-Germain, et les articles correspondants 200-202 du Traité de Trianon.

vants (1) contient la clause que, pendant six mois à dater de la mise en vigueur des Traités de paix, les droits de douane sur les exportations des Puissances Alliées et Associées ne devaient pas être supérieurs aux droits de douane imposés aux importations de l'ancien Empire dualiste au moment de la déclaration de la guerre en 1914. L'article suivant (2) impose, cette fois à deux Etats des Puissances Associées, la Pologne et la Tchécoslovaquie, l'obligation de ne pas frapper pendant une période de quinze années à dater de la mise en vigueur des Traités de paix les exportations du charbon extrait des houillères se trouvant sur leurs territoires, dirigées en Autriche et en Hongrie, de droits d'exportation supérieurs, ni d'autres taxes ou limitations d'exportation que de ceux atteignant les mêmes exportations vers l'un des autres Etats étrangers.

On voit que toutes ces mesures sont d'ordre économique et qu'elles ont été prises pour faciliter la transition de la situation économique, créée par une évolution de plusieurs dizaines d'années dans un état nouveau, créé par les Traités de paix. Elles sont toutes d'ordre provisoire, mais, à notre sens, il était nécessaire de les faire figurer ici pour donner une idée précise sur les circonstances communes aux échanges économiques entre tous les Etats de l'Europe centrale dans la période des premières années d'après-guerre et même plus tard.

Maintenant, il convient de dire au moins quelques mots de la politique commerciale envisagée au point de vue général de l'Europe centrale.

Dans le premier temps d'après-guerre, la politique commerciale de l'Europe centrale résultait dans une large mesure d'un manque considérable des denrées alimentaires, des matières premières et même des produits finis. Toutes les tendances de cette époque visaient avant tout à satisfaire les importants besoins vitaux des Etats de l'Europe centrale. Les moyens de transport fonctionnaient en général très lentement et le commerce international a été limité pour diverses raisons politiques, financières et économiques. C'est la période où les relations commerciales ont été effectuées sur la base des traités de compensation qui, à la suite de l'amélioration de la situation économique, se sont vus plus tard remplacés par ceux du contingentement. Une base plus solide pour les relations commerciales a fourni le complément des traités de contingentement au moins par l'application partielle de la clause de la nation la plus favorisée pour certaines sortes de marchandises, mais en général ces traités ne pouvaient satisfaire les besoins économiques de plus en plus croissants.

C'était enfin la Conférence de Portorose, ayant lieu du 27 octobre au 27 novembre 1921, qui signifie pour l'Europe centrale le point de départ d'une nouvelle période de politique commerciale. Sur la propo-

1. Article 223 du Traité de Saint-Germain et l'article correspondant 206 du Traité de Trianon.

2. Article 224 du Traité de Saint-Germain et l'article correspondant 207 du Traité de Trianon.

sition de la Tchécoslovaquie et de l'Autriche, le Comité économique de ladite Conférence a accepté à l'unanimité la suppression de la limitation des exportations et des importations et a donné les directions à suivre dans les futures négociations commerciales entre les Etats de l'Europe centrale en vue de rétablir les relations économiques normales.

Dans cette nouvelle période la clause de la nation la plus favorisée s'est vue appliquée en général, sauf certaines exceptions d'importance minime.

Plus tard, on s'est mis à conclure les traités tarifaires basés sur la clause de la nation la plus favorisée et existant actuellement presque entre tous les Etats de l'Europe centrale.

A la suite de la crise agricole actuelle, on parle en Europe centrale et de plus en plus depuis quelques temps des contingentements et de l'établissement des droits préférentiels (d'ailleurs on n'a jamais cessé de parler de ces derniers depuis la guerre), et l'on constate les différents symptômes qui peuvent avoir pour conséquence l'engagement dans de nouvelles voies de politique commerciale comprenant l'abandon au moins partiel de la clause de la nation la plus favorisée.

La Tchécoslovaquie.

Les échanges des marchandises entre la Tchécoslovaquie et les autres Etats sont réglés, en matière douanière, sur la base du tarif douanier de 1906, repris de l'ancienne Autriche, et cela sans grands changements dans la nomenclature. Naturellement, on a cherché dans les premières années d'après-guerre à remédier aux effets de la dépréciation de la monnaie en élevant les taux par des coefficients. Le coefficient actuellement en vigueur, celui de 1922, a été abaissé plus tard dans des cas nombreux, en particulier par l'effet des traités de commerce. Il y a des cas où il est, si l'on se place sur la base de l'indice de la valeur, moins élevé qu'avant la guerre, mais il y a des articles qui, n'étant pas visés par les traités commerciaux, jouissent, du fait des coefficients, d'une protection douanière plus élevée. Eu égard à la situation exceptionnelle d'après-guerre qui imposait une politique d'approvisionnement toute particulière, on a établi sur les produits agricoles, des droits de douane mobiles. Mais le 14 juillet 1926, on a rétabli les droits de douane fixes pour faire disparaître le déséquilibre entre la protection agricole et celle de l'industrie. Ainsi, avec la consolidation économique de l'Europe centrale, on n'est revenu à ce point de vue qu'à la situation d'avant-guerre, pour satisfaire mieux aux besoins spéciaux de l'agriculture. D'ailleurs, les tendances protectionnistes se faisant jour dans les Etats intéressés aux exportations de leurs produits agricoles en Tchécoslovaquie, le rétablissement de la protection agricole devenait de plus en plus désirable en vue d'avoir des concessions à offrir en compen-

sation des avantages obtenus en matière industrielle de la part des Etats agricoles. On ne conteste pas que le tarif douanier de 1906, calculé sur un plus vaste territoire douanier, habité par une population de 50 millions d'âmes, ne répond plus à beaucoup d'égards à la situation actuelle et on prépare avec beaucoup de circonspection un nouveau tarif douanier. En général, il y a une tendance à l'abaissement progressif de la protection douanière, mais, jusqu'à présent, elle n'a pas trouvé un succès considérable auprès des autres Etats successeurs.

Quant au rapport avec les autres Etats de l'Europe centrale, voyons d'abord les relations avec l'Autriche.

Déjà, au temps de transformations politiques dans l'Europe centrale, le gouvernement tchécoslovaque se rendit compte que la situation pénible de son voisin exigeait des égards particuliers. A cette époque la Tchécoslovaquie souffrait d'une insuffisance, d'ailleurs commune à presque tous les pays, de charbon et de coke, mais cependant elle en fournit à l'Autriche pour éviter un arrêt de toute sa vie économique. Plus tard, le 12 mars 1919, on conclut une convention de compensation, en vertu de laquelle l'Autriche s'engageait à fournir à la Tchécoslovaquie les matières premières, d'une grande importance à cette époque, les produits chimiques et les métaux, en échange du sucre et de la mélasse. Aux conférences tenues à Prague du 10 au 13 janvier 1920, on a consenti à élever les livraisons de houille à 500 wagons par jour et plus tard à 510 wagons. Toutes ces marchandises ont été fournies de la part de la Tchécoslovaquie en général à des prix inférieurs à ceux du marché international et en plus on n'a pas exigé de l'Autriche le paiement en valeur non dépréciée, mais on s'est contenté de celui en couronnes tchécoslovaques, même en couronnes autrichiennes.

Des mesures douanières diverses ont facilité essentiellement les exportations tchécoslovaques en Autriche ; la situation pénible de ce dernier pays en matière d'approvisionnement les favorisait d'ailleurs de façon non moins efficace. Dans ces conditions, on a renouvelé les anciennes relations commerciales sans grandes difficultés.

La situation économique, entrant peu à peu dans les voies normales, n'a pas manqué de montrer la nécessité d'abandonner le système des conventions de compensation et de chercher une nouvelle base pour des relations normales. Le résultat des négociations, déjà ouvertes au début de l'année 1920 et poursuivies au début de l'année 1921, a été le traité commercial du 4 mai 1921, entré en vigueur le 14 novembre 1922, où s'est vu appliquer le principe de la clause de la nation la plus favorisée. Il convient de relever qu'on s'est entendu sur le système du traitement national dans tous les cas où les intérêts de deux parties ou leurs besoins vitaux l'exigeaient. A ce traité a été joint un procès-verbal sur les exportations et les importations, assurant aux deux parties contractantes la liberté d'exporta-

1. Entré en vigueur le 14 novembre 1922.

tions, ou au contraire fixant certains contingentements, ou enfin édictant des mesures destinées à faciliter les exportations sur le territoire de l'autre partie.

A partir du 1^{er} janvier 1925, un nouveau tarif douanier est entré en vigueur en Autriche. Pour le maintien et le développement des relations économiques, une convention tarifaire complétant le traité du 4 mai 1921 a été signé le 27 novembre 1924 et est entré en vigueur à partir du 2 janvier 1925.

Au début de l'année 1926, le gouvernement autrichien s'est attaché à augmenter la protection douanière et il s'est engagé dans la voie des amendements au tarif général. Cette attitude a provoqué, dans les relations austro-tchécoslovaques, la conclusion d'un deuxième et quelque temps après d'un troisième arrangement additionnel. Au printemps de 1926, le gouvernement autrichien a demandé une révision générale des rapports politico-commerciaux entre les deux Etats. Une nouvelle convention complémentaire a été conclue et signée le 21 juillet 1927 et est entrée en vigueur à partir du 10 août 1927. Elle a été élaborée déjà sur la base de la proposition qui est devenue le troisième amendement au tarif douanier de 1923.

A cause des augmentations graduelles des droits de douane, résultant du quatrième amendement tarifaire, mis en vigueur en 1930, et du cinquième amendement, préparé par le Gouvernement autrichien en 1931, l'Autriche a demandé une nouvelle révision du traité commercial.

Les pourparlers préliminaires, ont eu lieu à Vienne au mois de février 1931, où la délégation autrichienne a remis à la délégation tchécoslovaque la liste des revendications autrichiennes. Du 12 au 14 mars 1931 se sont réunis à Vienne les représentants de l'industrie textile des deux Etats, mais, à cause des grandes dissensions entre les deux délégations industrielles, les négociations n'ont pas abouti, ce qui n'était pas un bon signe pour les négociations qui ont commencé le 20 mars 1931. On a pu prévoir que celles-ci seraient âpres et pénibles, car l'Autriche, à côté de l'augmentation de ses droits de douane sur les exportations tchécoslovaques, demande certains abaissements des droits de douane sur ses propres exportations vers la Tchécoslovaquie sans offrir des compensations proportionnelles. Cependant on a espéré qu'on aboutirait à un accord conforme aux vrais intérêts économiques des deux Etats.

Cette étape des négociations s'est terminée après quelques jours et la délégation tchécoslovaque est rentrée à Prague, ce qui était déjà après la publication de l'accord économique sur l'union douanière germano-autrichienne. Des négociations furent ouvertes à nouveau le 13 avril 1931 et l'Autriche a dénoncé le 15 avril le traité complémentaire conclu en 1927. La situation actuelle semble être telle qu'il est difficile de prévoir quelle sera l'issue des négociations et sur quelle base se dérouleront les relations commerciales entre les deux pays.

En ce qui concerne l'accord sur l'union douanière germano-autri-

chienne, il convient de remarquer que les différentes circonstances semblent confirmer que ledit accord comporte certains éléments de politique européenne qui n'entrent pas dans le cadre de nos exportations ; on se borne à constater qu'en ce qui concerne les rapports politico-commerciaux entre la Tchécoslovaquie et l'Autriche, ledit acte des gouvernements allemand et autrichien modifierait de façon fondamentale, même en cas de son application partielle, les relations économiques entre les deux Etats.

La Tchécoslovaquie n'a eu assez longtemps avec la Hongrie aucune entente sur les échanges de marchandises. Il est vrai que les pourparlers en vue d'un traité commercial ont été entamés déjà en juin 1921 à Budapest ; mais les propositions tchécoslovaques n'ont pas été acceptées à cette époque, de sorte qu'on n'a réussi à se mettre pleinement d'accord que sur un arrangement du 2 juillet 1921 concernant les échanges de marchandises. Celui-ci, modifié peu de temps après et prorogé plus tard, ne visait que quelques articles : la Hongrie a assuré à la Tchécoslovaquie un certain contingent de farine et la Tchécoslovaquie de son côté un certain contingent de charbon et de coke.

Lors des pourparlers réouverts seulement le 10 octobre 1922, un traité commercial à clause générale, sans partie tarifaire, a été examiné et signé, mais un accord définitif sur les échanges de marchandises n'ayant pu intervenir, on a conclu un arrangement provisoire sur lesdits échanges économiques, car à cette époque la conclusion d'un traité définitif s'est montrée impossible.

La Hongrie ayant en mains, avec son nouveau tarif douanier mis en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1925, un bon moyen de négociation, passa dès cette époque à des traités tarifaires. La réouverture des négociations avec la Tchécoslovaquie eut lieu en décembre 1924 en vue de régler avant tout les questions tarifaires concernant les échanges réciproques. C'est là qu'on se heurtait toujours à des difficultés. Car la Hongrie tenait principalement à pouvoir continuer ses exportations de produits agricoles vers la Tchécoslovaquie, ce qui lui était très facile de faire en présence du régime des droits de douane mobiles qu'appliquait la Tchécoslovaquie sur les produits agricoles. Par contre, en compensation de ces avantages précieux, la Hongrie, en se préoccupant trop de ses tendances à créer sa propre industrie, ne se montrait nullement disposée à abaisser sensiblement ses droits de douane sur les produits manufacturés tchécoslovaques.

Mais l'établissement des droits de douanes fixes sur les produits agricoles en Tchécoslovaquie a amené un changement essentiel dans les négociations hungaro-tchécoslovaques. La possibilité d'appliquer des tarifs plus élevés sur les importations provenant de la Hongrie du fait de l'absence d'un traité commercial et en représailles de l'application en Hongrie des droits de douane plus élevés sur les exportations tchécoslovaques que ceux perçus sur les produits des autres Etats, avec lesquels la Hongrie avait conclu les traités commerciaux, a fait arriver le 8 août 1926 à la conclusion d'un traité commercial

provisoire contenant la clause de la nation la plus favorisée. Le traité tarifaire définitif a été conclu le 31 mai 1927 et est entré en vigueur le 8 août 1927 pour être appliqué jusqu'au 15 décembre 1930.

Après la conclusion de ce traité, les milieux économiques hongrois ont affirmé pendant quelque temps que ledit traité n'était conclu qu'au profit de la Tchécoslovaquie. Mais ces craintes et ces affirmations se sont montrées tout à fait injustifiées, car le commerce réciproque entre les deux pays s'est développé pendant l'application dudit traité au profit de la Hongrie.

Pour diminuer les mauvais effets de la crise agricole, la Tchécoslovaquie a pris au printemps de 1930 de nouvelles mesures concernant la protection de l'agriculture et le relèvement de cette dernière, qui d'ailleurs sont sensiblement plus modérées que celles auxquels ont recouru les autres pays comme l'Allemagne et l'Autriche. Pour mettre le traité tarifaire du 31 mars 1927 en harmonie avec sa nouvelle législation, la Tchécoslovaquie a dénoncé ledit traité et a demandé sa révision. Les Hongrois ayant formulé l'objection que les nouveaux droits de douane appliqués par la Tchécoslovaquie à l'importation de la farine ne sauraient constituer une base acceptable pour les négociations, les pourparlers relatifs à la révision du traité n'ont pas abouti.

La délégation hongroise a proposé de se mettre d'accord sur un arrangement provisoire, mais sur la plupart des points, elle a demandé des concessions sans contre-partie et qu'il n'est d'ailleurs pas d'usage d'accorder dans un arrangement provisoire. En outre, il est à marquer que la délégation hongroise a eu peu d'empressement à négocier un nouveau traité de commerce définitif et elle a refusé d'admettre que le *modus vivendi* puisse être fondé purement et simplement sur la clause de la nation la plus favorisée.

Dans ces conditions, l'aboutissement des négociations à un accord s'est montré impossible et, depuis le 15 décembre 1930, date de l'expiration de la validité du traité commercial du 31 mai 1927, il n'y a plus de relations contractuelles entre les deux Etats.

Après le 15 décembre 1930, la Hongrie a pris certaines mesures qui frappent avant tout les exportations tchécoslovaques, et les échanges économiques entre les deux Etats sont minimes. Les deux parties se sont déclarées disposées à rouvrir les négociations et, en mars de 1931, on a entamé les pourparlers préliminaires à Vienne. L'incertitude de la situation politico-commerciale en Europe centrale, augmentée d'ailleurs par la convention sur l'union douanière germano-autrichienne, ne laisse pas à l'heure actuelle prévoir l'époque où les relations contractuelles seront renouvelées.

On va examiner maintenant les relations de la Tchécoslovaquie avec la Yougoslavie et tout d'abord les traités conclus entre les deux Etats.

La Tchécoslovaquie a eu dès son origine, avec la Yougoslavie, des relations commerciales très étroites et tout de suite après la guerre elles les ont réglées de façon contractuelle. Dans le premier traité, signé le 30 mars 1919 comme un traité de compensation, les parties

s'engagent à ne pas limiter en principe les rapports commerciaux réciproques ; sauf en ce qui concerne les marchandises qui étaient soumises au régime de la réglementation et dont on a fixé les contingents à exporter.

Un nouveau traité est conclu le 9 septembre 1919, dans lequel la Tchécoslovaquie consent à la Yougoslavie les taux de droits de douane qui étaient en vigueur en Autriche-Hongrie le 1^{er} juillet 1914 et payables en or et la Yougoslavie de son côté le tarif minimum.

Le 19 octobre, les deux Etats ont conclu un nouveau traité de commerce, basé sur la clause de la nation la plus favorisée et entré en vigueur le 4 décembre 1920. En même temps, on s'est mis d'accord sur la conclusion d'un nouveau traité de compensation analogue à celui de 1919, mais c'était déjà en 1921 que la consolidation graduelle de la situation économique dans les deux Etats a fait suspendre ce deuxième traité de compensation.

Un avenant, éventuellement une explication du traité commercial du 9 octobre 1920, contient une décision de la Commission mixte du 29 avril 1924, statuant sur les conditions exigées pour l'application à certains vins venant de Yougoslavie des tarifs conventionnels tchécoslovaques. Par l'effet de cette décision, tous les produits venant de Yougoslavie étaient soumis aux taux conventionnels attribués par la Tchécoslovaquie aux autres Etats tiers et, en revanche, les marchandises tchécoslovaques importées en Yougoslavie étaient taxées d'après les taux conventionnels et, en leur absence, d'après le tarif minimum.

L'augmentation des droits de douane opérée par le tarif douanier yougoslave en 1925 rendit plus nécessaire la conclusion d'un traité tarifaire.

Les négociations commerciales ont été entamées en vue de la conclusion d'un traité tarifaire, mais, malgré les intentions sincères des deux Etats, on n'a abouti le 14 novembre 1928 qu'à la conclusion du traité commercial à clauses générales, sans partie tarifaire, qui est entré en vigueur le 26 novembre 1929. A cette époque-là, la conclusion d'un traité tarifaire s'est vue ajournée, car la situation de la politique commerciale n'était en général nullement favorable à la conclusion des traités tarifaires. On se souvient bien que c'est justement à cette époque-là que l'Allemagne s'est mise à appliquer une politique d'un protectionnisme accru, ce qui n'est pas resté sans conséquence pour les Etats centre-européens, lesquels à cause des tendances à augmenter à leur tour au moins certains droits de douane, voulaient s'assurer une pleine liberté de prendre diverses mesures de politique douanière.

Le traité de commerce du 14 novembre 1928 a favorisé d'une façon considérable l'intensification des relations commerciales, mais les deux parties contractantes n'ont nullement perdu de vue la nécessité d'un traité tarifaire.

Il est à noter que les exportations yougoslaves vers la Tchécoslovaquie, ne jouissent de taux contractuels que par l'application de la clause de la nation la plus favorisée, de sorte que la disparition

de certains taux contractuels qui ne figuraient que dans le traité tarifaire hungaro-tchécoslovaque atteignaient au moins d'une façon partielle les exportations yougoslaves. La conclusion d'un traité tarifaire est donc devenue plus urgente et, le 20 janvier 1934, ont commencé à Prague les nouvelles négociations commerciales qui, au mois de mars, ont abouti à la conclusion du traité tarifaire.

Par ce traité tarifaire les deux parties contractantes se sont accordées diverses facilités et les réductions des droits de douane sur les produits de leur commerce réciproque ; c'est-à-dire d'une part, les porcs, les pruneaux, les fruits secs, les raisins, les haricots, la volaille, les plantes médicinales, le tannin, etc... et d'autre part certaines sortes de tissus de laine, les tapis ; la porcelaine et la céramique ; le verre, les produits métalliques, la bière, les instruments de musique et autres encore, de sorte qu'on peut donc espérer que le commerce réciproque peut atteindre une nouvelle augmentation au profit des deux Etats.

Quant à la Roumanie, la Tchécoslovaquie a conclu avec elle un accord commercial sur la base de la clause de la nation la plus favorisée. En général, jusqu'à 1930, ce pays n'a pas passé de traités commerciaux tarifaires, attendant d'avoir élaboré son propre tarif douanier définitif. Ce dernier n'est entré en vigueur que le 1^{er} septembre 1930 et le Gouvernement roumain a procédé en vertu de son programme politico-commercial bien défini — comme on le verra dans le chapitre consacré à la Roumanie —, dès le début de l'année 1930, à des négociations tarifaires avec les autres Etats et notamment avec la Tchécoslovaquie.

Un nouveau traité de commerce et de navigation entre la Tchécoslovaquie et la Roumanie a été paraphé à la Conférence de la Petite Entente à Strbské Pleso le 27 juin 1930. Ledit traité est conclu pour une période de trois ans pour lesquels se voient ainsi stabilisés les rapports économiques entre les deux pays au point de vue politico-commercial. En outre, ce traité, conclu, bien entendu, sur la base de la clause de la nation la plus favorisée, apporte pour les deux pays de nombreux avantages tarifaires appelés à ranimer les rapports réciproques qui ont reconnu depuis deux années, par l'effet d'un ralentissement des affaires, certains abaissements d'ordre temporaire.

On espère bien que le nouveau traité ne manquera pas d'apporter dans un bref délai des résultats désirables, car les réductions ou les facilités accordées concernent avant tout les principaux articles du commerce réciproque, c'est-à-dire d'une part le maïs, les haricots, les porcs et les produits pétroliers, le vin et le tabac, et d'autre part les articles textiles, les produits métallurgiques, le verre et la verrerie et les articles en cuir.

Les rapports commerciaux de la Tchécoslovaquie avec les autres Etats successeurs présentent une intensité considérable et un développement multilatéral. Les nouvelles frontières douanières n'ont en grande partie nullement empêché la reprise des relations écono-

miques, gênées et presque étouffées pendant la guerre. Il est naturel qu'elles aient dû subir des modifications remarquables, mais cependant elles se développent dans des conditions nouvelles et d'une façon assez satisfaisante.

La valeur totale de son commerce extérieur est la plus grande de celle des autres Etats successeurs. En 1920-1922, les exportations tchécoslovaques ont été presque égales aux exportations de tous les autres Etats en question. En 1926, leur valeur a été trois fois plus grande que la valeur des exportations roumaines, presque quatre fois plus grande que celle de la Hongrie et quatre fois supérieure à celle de la Yougoslavie ; elle a été plus que double de la valeur des exportations autrichiennes (1).

Les effets de la situation privilégiée dont jouissait la Tchécoslovaquie par suite de la consolidation en matière économique et financière, disparaissent au fur et à mesure que s'accomplit la consolidation des autres Etats de l'Europe centrale. Ceux-ci tendent de plus en plus à fermer leur marché national aux exportations tchécoslovaques qui, en conséquence, ne se développent plus si rapidement qu'au premier temps d'après-guerre.

Le caractère industriel de la Tchécoslovaquie explique la répartition des principales marchandises exportées, dont le pourcentage de l'année 1926 était le suivant : les tissus de coton 17 %, les tissus de laine 9,50 %, le sucre 12 % de la valeur des exportations totales ; puis viennent le charbon et le bois, le fer, le verre, le houblon et le malt, les machines, les articles de cuir, le papier, les allumettes et autres produits finis.

En ce qui concerne le total des exportations tchécoslovaques vers les Etats successeurs, la répartition, d'après les principales catégories de marchandises en 1926, se présente comme suit : les produits textiles 45 %, le charbon et le bois environ 13 %, les machines et les articles de fer 9 %, le sucre environ 7 % et les autres produits environ 26 %.

Par contre, la Tchécoslovaquie achète dans les Etats successeurs, la Pologne y comprise, plus de la moitié des importations de farine, de blé, la totalité des animaux vivants et presque la totalité (80-90 %) des huiles minérales. Mais ces catégories ne forment qu'une partie des principales marchandises importées dont voici quelques-unes : le blé et la farine (en 1926 environ 14 %), les animaux vivants (9 %), le coton brut et les fils de coton (18 %), la laine et le filé (10 %), etc., du total des importations tchécoslovaques.

Un aspect assez juste de la puissance des rapports économiques

1. Voici la valeur des exportations de ces Etats en question (en millions de dollars d'avant-guerre).

	Tchécoslovaquie	Autriche	Hongrie	Yougoslavie	Roumanie
1921...	248	124	34	40	66
1923...	267	154	46	56	80
1926...	360	165	100	92	125

entre la Tchécoslovaquie et les autres Etats de l'Europe centrale peut être présenté dans un tableau donnant le pourcentage de la valeur que représentent les exportations et les importations entre les Etats en question dans le total du commerce extérieur tchécoslovaques et où quelques autres Etats les plus importants figurent à titre de comparaison, dans le but de donner une idée plus claire de la situation économique (1).

EXPORTATIONS DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Valeur totale en millions Kc.	18,086	12,573	17,035	18,798	17,856	20,135	21,229	20,229
Dont vers :	%	%	%	%	%	%	%	%
Allemagne	18,84	20,35	19,49	22,53	19,9	24,1	22,1	19,4
Autriche.....	21,95	20,99	20,68	17,29	16,3	15,2	14,7	15
Hongrie	8,76	5,68	6,66	6,26	6,9	8,1	6,7	6,4
Yougoslavie.....	4,32	4,36	4,87	4,36	5,4	4,6	4,5	5,6
Roumanie	2,89	3,22	4,67	4,47	4,7	4,5	4,1	3,8
Pologne	3,34	2,85	3,28	3,5	2	3,3	4	4,3
Bulgarie		0,5	0,6	1,2	0,6	0,7		
Grande-Bretagne ...	7,45	9,70	9,31	8,16	8,6	7,6	7	6,9
France	4,80	2,41	1,71	1,42	1,4	1,2	1,3	1,6
U. S. A.	5,15	4,43	4,2	4	4,7	5	5,5	7,2
Total en % vers les Etats successeurs .	37,92	34,25	36,88	34,38	33,3	32,3	30,0	30,8

1. Il est à rappeler que la vraie nature et l'intensité des relations économiques réciproques entre les Etats de l'Europe centrale serait sans doute mieux mise en relief par le pourcentage que ces dernières représentent dans la balance *des comptes* de chacun des Etats de l'Europe centrale. Mais, à cause des grandes difficultés à établir de tels pourcentages, on est amené à se borner à présenter les pourcentages de valeur qui résultent de la *balance commerciale* desdits Etats.

Néanmoins, on cherchera à relever les diverses circonstances pour diminuer les insuffisances desdites données statistiques de la balance commerciale.

En outre, il serait parfois intéressant de compléter les données statistiques *de la valeur* par celles *du poids*, car, à cause des changements des prix de diverses marchandises, la valeur n'exprime pas toujours avec assez de précision les divers changements qui se produisent dans les relations entre les divers Etats.

On en donne ici au moins un exemple : En 1925, la Tchécoslovaquie a importé 2.197.039 quintaux de coton brut représentant une valeur de 2.631 millions de Kc et en 1926 seulement 997.390 quintaux pour 1.674 millions de Kc, ce qui représente une valeur relativement beaucoup moindre. Ledit pays a importé les mêmes années 129.389 quintaux de laine brute pour 475 millions de Kc et en 1926, 136.590 quintaux, ce qui a représenté une valeur de 401 millions de Kc.

Cette remarque concerne avant tout ces dernières années, où on est partout témoin de l'abaissement graduel des prix.

On remarque que le volume des exportations tchécoslovaques vers les Etats successeurs est considérable et qu'il représente à peu près un tiers de la valeur du total. Cependant, pour des raisons qu'on a déjà examinées dans leurs traits généraux et qui découlent tout simplement de la situation générale de l'Europe centrale actuelle, la lente diminution du pourcentage de la valeur totale de ces exportations en présence de l'augmentation considérable du *total des exportations vers tous les pays étrangers*, marque bien que les *exportations vers les autres Etats successeurs* se développent moins rapidement et qu'elles tendent à rester stationnaires. Un tableau (1), exprimant cette évolution générale avec d'autres chiffres que celui qui figure plus haut, le met encore mieux en relief, en ne représentant que l'exportation des produits finis.

EXPORTATIONS TCHÉCOSLOVAQUES DES PRODUITS FINIS
(En millions Kc.)

Année	Autriche	Hongrie	Yougoslavie	Roumanie	Total vers les Etats successeurs	Total vers l'autre étranger	Pologne	Allemagne
1925	2.029	812	759	809	4.394	7.476	504	1.800
1927	1.957	1.036	884	823	4.700	8.491	485	2.085
1928	2.074	903	895	817	4.698	9.873	661	2.136

A l'époque actuelle, c'est l'industrie textile qui joue dans le processus envisagé un rôle de premier ordre et le plus caractéristique.

M. Uhlig étudie (2) de façon plus profonde la situation de l'industrie textile dans les Etats agricoles de l'Europe centrale et l'évolution des exportations de textile vers ces pays. On fait figurer ici sommairement ses explications, qui n'examinent pas seulement la situation de la Tchécoslovaquie, mais aussi celle de la Hongrie, de la Roumanie et de la Yougoslavie, de sorte qu'on épuiserait dans ce chapitre une partie des explications sur ces pays. L'importance pour l'Europe centrale de l'industrie textile tchécoslovaque, qui est obligée d'exporter 3/5 de sa production, s'y présente en pleine lumière. Les pays du Bas-Danube furent autrefois le principal débouché de ses exportations. Dans les premiers temps d'après-guerre la consommation du coton de ces pays a d'abord diminué et est tombée à la moitié de celle d'avant-guerre, puis elle s'en est rapprochée en 1924 et enfin elle l'a dépassée en 1927.

1. Ce tableau est emprunté dans la première partie à un tableau qui figure à la page 244 de l'*Obzor Národohospodársky*, année XXXIV, n° 3, mars 1929.

2. Dans l'article paru sous le titre : « La participation de la Tchécoslovaquie dans l'approvisionnement en marchandises de coton des pays du Bas-Danube », dans l'*Obzor národohospodársky*, XXXIII, n° 2, février 1928, p. 120-127.

On a déjà remarqué que le trait caractéristique des trois Etats est l'émancipation progressive en matière de produits finis, favorisée par tous les moyens d'appui de la part de l'Etat, en particulier par la protection douanière. Dans l'industrie textile, cette émancipation s'accomplit en grande partie, non par l'établissement d'entreprises, industrielles du premier degré de la production, c'est-à-dire de filatures, mais par l'installation de celles du deuxième et troisième degré de la production, c'est-à-dire de l'industrie qui traite le fil importé de l'étranger ; cela non seulement est vrai pour les ateliers, mais aussi en grande partie pour la fabrication à domicile (1). Il en résulte que la consommation est assurée de plus en plus par la production du pays, le fil, bien entendu, étant importé de l'étranger (2), tandis que l'importation des produits finis tend à diminuer. En 1927, la production des tissus dans les pays agricoles de l'Europe centrale est montée à 60.000 tonnes et c'est elle qui gêne très sensiblement les exportations tchécoslovaques. Celles-ci ont résisté et résistent avec succès à la concurrence des autres pays et c'est seulement la politique protectionniste des Etats agricoles qui leur dresse des

LE COTON DANS L'ÉCONOMIE DE LA HONGRIE, DE LA ROUMANIE
ET DE LA YOUGOSLAVIE

(En milliers de tonnes).

Année	Consomma- tion totale des tissus de coton	Production indigène du filé de coton	Excédent des imp. du filé de coton	Production indigène des produits finis	Importation des tissus de coton provenant	
					de la Tchécoslo- vaquie	des autres pays
1912	92	6	25	31	52	9
1920	44	2	9	11	2	31
1921	74	6	17	23	12	41
1922	66	8	15	23	11	34
1923	73	9	19	28	12	36
1924	82	9	24	34	18	35
1925	83	12	25	37	21	25
1926	84	13	29	42	24	18
1927	103 (env.)	16 (env.)	43 (env.)	58 (env.)		

Il faut remarquer que les chiffres indiquant l'importation des tissus de coton provenant des autres pays sont les chiffres du total des importations, défalcation faite des importations provenant de la Tchécoslovaquie. Sans doute, on ne peut de façon si primitive obtenir le volume exact des exportations des autres pays. Cependant, les chiffres servent au moins partiellement à relever le mouvement général de ces exportations.

1. Les indications nécessaires sur la production du fil de coton et des produits textiles dans ces pays ont été déjà données à propos de l'explication sommaire réservée sur la capacité industrielle de l'Europe centrale.

2. Les importations du fil se sont relevées en 1924 au niveau de celles d'avant-guerre et en 1927, elles ont déjà presque doublé.

obstacles insurmontables (1). Comme près de 90 % des métiers à tisser et 85 % d'autres machines servant à l'achèvement des produits textiles se trouvaient avant la guerre dans les provinces qui constituent à l'heure actuelle la Tchécoslovaquie, on peut supposer que 85 % à peu près des importations de textile, non compris le filé, vers les territoires faisant partie autrefois de la monarchie disparue, provenaient de la Tchécoslovaquie actuelle, et il est même possible de supposer que les importations des autres parties de la Roumanie et de la Yougoslavie étaient de la même provenance. Par des calculs très compliqués, on peut constater qu'avant la guerre approximativement 52.000 tonnes de tissus de coton (non compris le filé) provenant des provinces qui constituent actuellement la Tchécoslovaquie, se dirigeaient vers les trois Etats en question.

En 1920, la Tchécoslovaquie, gênée par le manque de capitaux et de matières premières et ayant en outre à satisfaire aux grands besoins du marché du pays, n'en a exporté dans ces trois Etats que 2.000 tonnes. Les exportations se sont élevées à 12.000 tonnes en 1921, mais, dans les deux années suivantes, en raison d'une crise de déflation en Tchécoslovaquie, accompagnée en même temps par la crise d'inflation dans les Etats danubiens, elles sont restées stationnaires. A partir de l'année 1924, la Tchécoslovaquie tend à reprendre ses anciennes positions, en 1926, elle en a regagné presque la moitié et en 1927 elle en a déjà retrouvé plus que la moitié.

Mais il est évident — et personne n'en doute — que la Tchécoslovaquie ne pourra jamais à l'avenir exporter à nouveau autant de tissus de coton dans les pays du Bas-Danube qu'avant la guerre. On en signale comme le principal obstacle l'industrie nouvelle qui a été créée dans ces Etats après la guerre.

Le volume total des importations de cotonnade provenant de l'étranger, y compris celles de la Tchécoslovaquie qui étaient importées dans les pays du Bas-Danube, a été en 1912 de 61.000 tonnes, en 1920 seulement de 33.000 tonnes et en 1921 et puis en 1924 de 53.000 tonnes, chiffre qui représente le maximum d'après-guerre et qui n'était même plus atteint en 1927. A partir de 1921 les importations de cotonnade tendent à baisser et l'augmentation de la consommation des tissus de coton, qui s'est accrue dans les années 1921 à 1927 de 30.000 tonnes, a été alors pleinement assurée par la production augmentée des pays du Bas-Danube.

La Tchécoslovaquie, qui est la mieux située pour les importations dans ces pays, ne peut dans ces conditions que rabaisser dans la mesure du possible les importations provenant des autres pays étran-

1. Dresser un tableau présentant tout à fait exactement cette situation est une tâche extrêmement difficile, les données statistiques de ces différents Etats ne se prêtant pas aisément à une comparaison. Le présent tableau, qui figure à la page 121 de l'*Obzor Národohospodarsky*, XXXIII, n° 2, sert de base aux explications qui suivront et qui cherchent à donner une idée aussi exacte que possible sur la modification graduelle du commerce international des produits de coton sur le marché danubien.

gers à une part minimum. Cette dernière sera à l'avenir toujours plus grande qu'avant la guerre où les importations provenant de la Tchécoslovaquie profitaient de la protection douanière.

On peut dire que la Tchécoslovaquie tend à abaisser le volume des importations provenant des autres pays étrangers et fait son possible pour satisfaire au mieux les besoins spéciaux du marché danubien en fournissant des produits de qualité solide, à des prix modérés et à des conditions de vente avantageuses.

Quant aux importations de tissus de coton, provenant des autres pays, il est vrai qu'elles ont obtenu, dans les premiers temps d'après-guerre, de très grands succès sur le marché danubien, mais elles ont décliné plus tard assez rapidement. De cette sorte, ces succès temporaires apparaissent comme une sorte de victoire par surprise sur quelqu'un qui, ayant repris ses forces, regagne peu à peu le terrain perdu. Mais le nouveau rival apparaît dans la nouvelle industrie textile des pays du Bas-Danube qui oblige les importations de produits textiles, en provenance de Tchécoslovaquie, à rester pour les proches années à peu près stationnaires, pour se rabaisser, ainsi que celles en provenance d'autres pays, au fur et à mesure du développement de l'industrie textile dans les pays du Bas-Danube.

L'évolution de la provenance des produits textiles de toutes sortes sur le marché danubien est, on peut dire, tout à fait analogue à celle examinée plus haut. Pour la présenter au moins avec quelque clarté quoique, bien entendu, seulement de façon approximative à cause du manque des données statistiques facilement comparables, on fera figurer ici un autre tableau qui ne fait que marquer, en pourcentage, les modifications successives dans la provenance des *produits textiles* consommés dans les trois Etats agricoles danubiens. Leur consommation a été approximativement comme suit :

Année	Pourcentage que représente la production propre des 3 pays danubiens dans leur consommation totale des produits textiles	Pourcentage de la consommation des produits textiles fabriqués du filé produit dans les 3 pays en question	Importations des produits textiles provenant	
			de la Tchécoslovaquie en %	des autres pays en %
1913	33 %	7 %	57 %	10 %
1920	25 %	5 %	5 %	70 %
1921	15 %	8 %	16 %	69 %
1922	23 %	12 %	17 %	60 %
1923	26 %	11 %	16 %	58 %
1924	41 %	11 %	22 %	31 %
1925	44 %	15 %	25 %	31 %
1926	50 %	15 %	28 %	22 %
1927	56 %	16 %	—	—

Ces chiffres révèlent la modification qui s'est produite dans l'approvisionnement du marché danubien en matière de produits tex-

tiles et ils font ressortir les mêmes conclusions qu'on a déjà faites à propos des explications sur l'approvisionnement en produits du coton.

Ayant donné ces brèves explications sur les exportations tchécoslovaques vers les autres Etats successeurs, on va maintenant aborder l'examen des importations tchécoslovaques, provenant des Etats successeurs.

Celles-ci marquent une croissance constante dès les dix dernières années, mais jusqu'à ici, elles n'ont pas en général la valeur des exportations tchécoslovaques vers ces pays. L'explication en est très simple : la Tchécoslovaquie, Etat industriel, envoie sur le marché danubien un grand nombre de produits différents, tandis que les autres Etats de l'Europe centrale (sauf l'Autriche) ne fournissent comme contrevaletur que des produits alimentaires, dont une partie considérable est produite pour la consommation du pays par la Tchécoslovaquie elle-même.

Mais une analyse de ces importations, dont on donne ci-dessous un tableau comparatif en pourcentage, révélera une certaine augmentation de celles provenant des autres Etats de l'Europe centrale.

IMPORTATIONS DE LA TCHÉCOSLOVAQUIE

	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Valeur totale en millions de Kc.	12.695	10.222	15.855	17.618	15.276	17.962	19.196	19.987
Provenant de	%	%	%	%	%	%	%	%
Allemagne	27,86	40,42	35,22	31,3	21,2	20,9	24,8	25
Autriche.....	7,77	6,52	7,84	7,4	7,4	7,1	7,5	7,8
Hongrie	5,39	3,45	5,5	6,4	6,7	5,4	4,4	4,8
Yougoslavie.....	2,11	2,72	2,63	2,9	3,82	3,3	2,4	1,7
Roumanie.	3,39	1,82	2,95	2,1	3,2	3,7	2,8	2,4
Pologne	2,55	3,68	4,56	7,0	7,1	5,7	6,6	6,5
Bulgarie		0,1	1,0	0,4	1,3	0,6		
Grande-Bretagne ..	5,14	3,29	2,83	3,7	4,0	4,5	4,3	4,1
France	3,5	3,46	3,38	3,9	4,4	4,4	4,3	3,8
U. S. A.	18,1	6,99	5,61	6,4	5,0	6,8	6,0	5,5
Total en % provenant des Etats successeurs	18,66	14,51	18,97	18,8	21,12	19,5	17,1	16,7

Les chiffres indiqués dans ce tableau font ressortir que la valeur des importations provenant des Etats successeurs s'élève presque à un cinquième de la valeur totale des importations, tandis que celle des exportations vers eux s'élève à un tiers du total des exportations.

On peut dire en général que la Tchécoslovaquie aura toujours besoin d'importer une partie des produits alimentaires qu'elle consomme, car sa production agricole, bien qu'assez intensive, ne suf-

fira jamais à satisfaire ses besoins. De cette façon, en échange de ses produits industriels dont ont besoin les Etats agricoles de l'Europe centrale, elle peut importer et importera toujours les produits agricoles desdits Etats agricoles à condition — bien entendu — que ceux-ci ne soient pas plus chers que les produits agricoles en provenance d'autres pays. Ce fait démontre l'interdépendance de la Tchécoslovaquie avec les autres Etats de l'Europe centrale et il se présente dans la politique de l'Europe centrale comme un des principaux facteurs conduisant à une étroite collaboration économique dans les relations commerciales. On croit intéressant de faire figurer ici un tableau donnant les produits agricoles et alimentaires importés par la Tchécoslovaquie et d'indiquer la valeur de ceux provenant des Etats de l'Europe centrale et de ceux provenant d'autres pays étrangers.

La provenance des produits agricoles d'après leur valeur en millions de Kc.

Animaux vivants			Céréales (II ^e groupe de l'indice international)		
Etats de l'E. c.	Pologne	Autre étranger	Etats de l'E. c.	Pologne	Autre étranger
1925	269	402	100		
1926	345	260	3	1.447	154
1927	414	291	20	1.411	70
1928	288	409	21	983	83
					1.818
					2.270
					2.427

Ayant donné dans ce tableau la valeur des produits agricoles et alimentaires qu'exportent les Etats successeurs en Tchécoslovaquie, on peut en faire une comparaison avec la valeur des produits finis (1) qu'envoie la Tchécoslovaquie dans les autres Etats successeurs. De cette sorte, on relèvera l'interdépendance économique des Etats successeurs telle qu'elle se traduit en pratique après la guerre et on verra qu'elle est susceptible de rendre les échanges économiques plus nombreux, surtout en matière de céréales dont la Tchécoslovaquie importe une grande partie des pays d'outre-mer.

Ayant examiné jusqu'ici le commerce extérieur de la Tchécoslovaquie surtout avec l'ensemble des autres pays de l'Europe centrale, il est utile de dire maintenant quelques mots sur celui-ci avec chacun des autres Etats de l'Europe centrale en relevant ce qu'il est intéressant d'en dire.

On va commencer par l'Autriche, le second Etat industriel de l'Europe centrale, avec lequel les rapports commerciaux atteignent le plus grand volume. Il est à noter que, malgré un grand développement industriel de part et d'autre, les deux pays demeurent l'un pour l'autre d'excellents clients de sorte que, quoique l'étendue de son économie nationale soit beaucoup moindre que celle de la Tchécoslovaquie, elle a toujours figuré à la deuxième place dans les

1. La valeur de ceux-ci est donnée dans le tableau figurant à la page 96.

exportations et les importations de sa voisine. C'est seulement depuis deux ans qu'elle a été dépassée en matière d'importations par la Pologne.

Les produits finis constituent environ 70 % des exportations autrichiennes vers la Tchécoslovaquie, tandis que la Tchécoslovaquie ne lui fournit en produits finis qu'environ 59 % de ses exportations vers l'Autriche. Il convient de chercher la cause du pourcentage moins élevé des produits finis parmi les exportations tchécoslovaques vers l'Autriche dans les grandes fournitures de charbon, de produits bruts et semi-ouvrés, d'orge, de houblon et jusqu'il n'y a pas longtemps, de lait pour Vienne, produits qui tous ne figurent pas parmi les produits finis et que l'Autriche se faisait toujours fournir. Ces deux catégories d'exportations, les matières premières et les produits semi-ouvrés d'une part et les produits alimentaires d'autre part, ont constitué en 1925, la première 22 %, la seconde 19 % de la valeur des exportations tchécoslovaques vers l'Autriche.

La même année, les produits textiles exportés en Autriche ont représenté 70 % de la valeur des produits finis y exportés. Elle en a introduit en 1925 environ pour 1.420, en 1927 pour 1.457 et en 1928 pour 1.503 millions de Kc ; bien entendu, sûrement plus de la moitié de ses importations fait l'objet d'une réexportation, le plus souvent sans avoir fait l'objet de travail complémentaire.

Il est à remarquer que même une partie des importations tchécoslovaques en provenance de l'Autriche n'est pas vraiment d'origine autrichienne, par exemple le blé ; mais ces quantités sont d'une importance insignifiante en comparaison des réexportations de marchandises tchécoslovaques expédiées par l'Autriche dans les autres Etats. On analysera de façon plus détaillée ces réexportations à propos de l'examen spécial des rapports commerciaux de l'Autriche avec les autres Etats de l'Europe centrale, où se dégagera le caractère commercial de l'Autriche sur le terrain du commerce extérieur de l'Europe centrale.

Quant à la balance commerciale, elle est encore maintenant favorable à la Tchécoslovaquie, mais elle évolue au profit de l'Autriche. Au cours des quatre dernières années, les exportations autrichiennes vers la Tchécoslovaquie ont augmenté de 50 %, tandis qu'en sens inverse, elles ne passaient que de 554 à 591 millions de schillings.

En ce qui concerne les relations commerciales avec la Hongrie, elles sont, toutes proportions gardées, presque aussi développées que celles avec l'Autriche.

La Tchécoslovaquie a acheté à ce pays en 1925 du blé, de la farine et des légumes pour 697 millions de Kc, c'est-à-dire à peu près un septième de la valeur des importations tchécoslovaques de ces produits, ce qui représentait plus d'un tiers des exportations hongroises des marchandises en question.

Le total des marchandises de provenance hongroise importées en Tchécoslovaquie se répartit la même année ainsi : blé 62 %, animaux

vivants 9 %, graisses 7 %, laine 5 % ; ces quatre articles représentent alors 83 %, du total de ces importations.

La Tchécoslovaquie, de son côté exporte vers ce pays environ 70 % des produits finis ou semi ouvrés, dont 41 % de produits textiles en 1928 et 36,5 % seulement en 1929 ; le reste comprend le charbon et le bois et seulement 3 % des produits agricoles et alimentaires.

Les principaux objets d'exportation tchécoslovaques sont dans les dernières années les articles figurant au tableau ci-dessous, qui donne en même temps leur valeur en millions de Kc.

	Produits textiles	Charbon	Bois	Verre	Fer et articles de fer	Machines	Papier
1923	276	120	156	24	36		12
1925	709	105	162	48	49		36
1928	602	138	267	59	53	28	75
1929	472,8	158	232	54			(avec articles de papier)

La Hongrie a fourni en compensation de ces exportations pour millions de Kc :

	Blé et farine	Animaux vivants	Graisses	Fruits et légumes
1925	—	98	—	—
1927	586	112	76	—
1928	480	94	43,3	44,4

Pendant les trois dernières années, les rapports commerciaux entre les deux pays se sont développés, du moins quant à la valeur, au profit de la Hongrie, car les exportations tchécoslovaques vers ce pays étaient en baisse et celles de la Hongrie vers la Tchécoslovaquie allaient en augmentant.

Le commerce spécial entre ces deux pays s'est présenté pendant ces trois dernières années comme suit :

	Exportations tchécoslovaques vers la Hongrie			Importations tchécoslovaques en provenance de Hongrie		
	En milliers de tonnes	En millions de Kc	En % du total	I	II	En % du total
1927	2.680	1.622	8,1	444	962	5,4 %
1928	2.628	1.468	6,9	449	849	4,4 %
1929	2.627	1.306	6,4	525	967	4,8 %

Ce développement favorable à la Hongrie se poursuit même pendant l'année 1930. L'actif au profit de la Tchécoslovaquie, qui était en 1928 de 619 millions de Kc, s'est abaissé en 1929 à 339 millions de Kc seulement, ce qui n'est — on peut dire — qu'un actif plus ou moins apparent, car une grande partie desdites exportations tchéco-

slovaques est constituée par les produits textiles qui sont fabriqués avec des matières premières achetées par la Tchécoslovaquie à l'étranger.

Le cas typique de la diminution graduelle des sorties tchécoslovaques vers la Hongrie représente les produits textiles qu'on a exportés vers ce pays en 1927 pour une valeur de 731,5 en 1928 pour 602 et en 1929 pour 472,8 millions de Kc, ce qui constituait 10,5 %, 8,5 % et en 1929 seulement 6,7 % du total desdites exportations tchécoslovaques. En outre, il a été exporté en Hongrie moins de machines et d'appareils (40 %), de cuir et d'articles de cuir (27 %), de verre (8,50) ainsi que de poterie, de quincaillerie, de comestibles et d'autres encore. En ce qui concerne le bois, la diminution des exportations de 13 % par rapport à l'année 1928 a en partie ses causes dans l'accroissement de consommation du marché tchécoslovaque.

C'est seulement le charbon et le coke dont les sorties vers la Hongrie ont augmenté de 15 %. Une légère augmentation a marqué les exportations de papier, de produits chimiques et de tissus en soie.

En ce qui concerne les entrées tchécoslovaques en provenance de la Hongrie, elles étaient en hausse comme suit : animaux de boucherie de 150 %, tabac en feuilles de 400 %, laine de 60 %, vins de 100 %, peaux brutes de 50 %, fourrures apprêtées de 200 %, saucissons de 85 %, etc..., tandis que les entrées de céréales et de produits de minoteries ont, par contre, légèrement diminué.

En 1929, la Tchécoslovaquie a exporté vers la Hongrie 38 % du total des exportations du bois, 25 % de celles des minerais, 16 % du charbon, 16 % du papier, 10 % des produits alimentaires, 9 % des produits de coton, 7 % de celles de laine, 5 % de lin, de chanvre et de jute et 2,4 % des autres produits du total des sorties de tel ou tel produit. En revanche, la Tchécoslovaquie a importé 70 % du total des exportations hongroises du saindoux et du lard, 50 % du maïs, 4,7 % de la laine, 47 % des graines oléagineuses, 44 % du millet, 34 % des fruits, 30 % des animaux vivants, 24 % du froment, 23 % du saucisson, 21 % de la farine, 20 % du vin, etc., du total de tel ou tel produit d'exportation.

On voit donc que, par suite des baisses graduelles de l'exportation des principaux produits tchécoslovaques, la Hongrie cesse d'être le grand débouché pour la Tchécoslovaquie, tandis que cette dernière représente depuis quelques années un débouché de plus en plus important pour les exportations hongroises.

En général, on peut dire que les relations commerciales entre les deux pays sont considérables. La Hongrie, quoique ayant un commerce extérieur beaucoup moindre que celui de la Tchécoslovaquie, a figuré jusqu'à 1928 au quatrième et en 1929 au cinquième rang dans les exportations, et au cinquième rang dans les importations tchécoslovaques. Il est, en outre, à noter qu'il a semblé pendant les dernières années, que, malgré les grandes difficultés en matière de

politique commerciale, les idées sur l'utilité et la nécessité de l'approfondissement des relations économiques entre les deux pays, ont commencé à faire certains progrès dans les milieux commerciaux, surtout parmi les commerçants hongrois, mais en général les résultats sont encore désirables.

Pour se faire une opinion exacte sur les échanges commerciaux entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, il ne suffit pas de consulter seulement les statistiques du commerce extérieur entre ces deux pays ; l'Autriche y joue en grande partie un rôle d'intermédiaire. Les tableaux des exportations tchécoslovaques en Autriche contiennent beaucoup d'articles qui n'y sont introduits que pour être réexportés plus tard en Yougoslavie. Il en est de même pour une partie des exportations yougoslaves vers l'Autriche. La Tchécoslovaquie, qui vient maintenant au premier rang dans les importations yougoslaves, a occupé, avec les réexportations autrichiennes, sûrement cette place même pendant les années où elle venait au second rang et où la différence entre le pourcentage de l'Autriche et le sien n'était pas grande.

Pendant les dernières années, les échanges entre les deux pays en question tendent à se stabiliser. Des changements plus marqués n'ont lieu qu'à l'occasion d'un accroissement des besoins réciproques ou d'une période de prospérité.

Cependant, en présence de l'accroissement constant du volume du commerce extérieur tchécoslovaque, le pourcentage de ces exportations en Yougoslavie étant pour les dernières années le même, on doit conclure à une légère augmentation des exportations tchécoslovaques en Yougoslavie.

Le principal objet que la Tchécoslovaquie exporte, ce sont toujours les produits textiles qui constituent trois cinquièmes du total des exportations des produits finis : 62,7 % (555 millions de Kc) en 1927 et 59,5 % en 1928 (533 millions de Kc) ; puis viennent fer et articles en fer (en 1928 pour 140 millions de Kc), peaux (43 millions de Kc), verre (29 millions de Kc), etc.

La Yougoslavie, pays agricole, introduit sur le marché tchécoslovaque des produits agricoles et alimentaires dont deux catégories présentent la valeur suivante en millions de Kc.

	Blé et farine	Animaux vivants	Graisses	Fruits et légumes	Tabac
1924	»	60	»	»	»
1927	239	138	5	»	»
1928	124	87	»	36	23

Des deux côtés, on constate des tendances à développer et intensifier les relations commerciales. La Yougoslavie figure au quatrième ou cinquième rang dans les exportations et au huitième ou neuvième rang dans les importations tchécoslovaques.

On va dire quelques mots sur les rapports commerciaux de la Tchécoslovaquie avec la Roumanie. Le rôle de la Roumanie est

analogue à celui de la Yougoslavie. Les exportations tchécoslovaques surpassent les importations. La Roumanie fournit au marché tchécoslovaque les mêmes produits que la Yougoslavie et en outre un article très important, l'huile minérale. La Tchécoslovaquie vend sur le marché roumain les produits finis de divers ordres, dont les principaux se répartissent ainsi, d'après la valeur en millions de Kc.

	Coton, fils et articles en coton.	Laine, fils et articles de laine.	Fer et articles en fer.	Machines et appareils en fer, en métal, en bois.	Lin, chanvre, jute et autres.	Articles en argile et céramique	Verre et articles en verre	Cuir et articles en cuir
1926	335,4	82,2	213,6	27,4	20,9	21	14	11,7
1927	387	96,6	190,7	31,3	28,7	24,7	13	25,6
1928	382	79	176,2		24		12,2	26
1929	339,4	64,4	176,5		17,5		9,1	

Viennent ensuite les produits chimiques, le charbon, les articles confectionnés, les machines électriques, le sucre, le papier, etc...

Les produits de l'industrie textile occupent le premier rang et représentent plus des trois cinquièmes de la valeur totale des exportations tchécoslovaques en Roumanie, en 1927 63,5 % et en 1928 61,4 %.

Parmi les pays qui importent les produits textiles tchécoslovaques, ce pays se place au cinquième rang après l'Autriche, l'Allemagne, la Hongrie et la Yougoslavie.

Les importations provenant de Roumanie ont monté dans les dernières années, d'après les statistiques tchécoslovaques, aux chiffres indiqués ci-dessous (en millions de Kc).

	Blé et farine	Animaux vivants (porcs et bœufs)	Graisses	Fruits, légumes et plantes	Tabac	Huiles minérales, goudron	Total en millions de Kc.
1923	»	»	»	»	»	»	»
1925	»	183	»	»	»	»	369
1926	220	153	»	53,3	»	22,3	480,9
1927	360	162	»	28,6	»	69,3	662,8
1928	219	116	»	102	7,5	»	538,6
1929	60,2	152,4	—	»	»	160,2	471,8

On voit donc que le volume des céréales importées qui ont représenté, par exemple en 1927, plus de la moitié des achats tchécoslovaques en Roumanie, se voient de beaucoup abaissés les années suivantes; mais que ce sont par contre les achats de produits pétroliers qui marquent une tendance constante à s'accroître, de sorte que la catégorie de ces derniers avec celle d'animaux vivants représentent

en 1929 chacune un tiers du total des exportations roumaines en Tchécoslovaquie. L'importance de ces deux catégories dans les rapports réciproques résulte même du fait que la Roumanie a fourni la même année à la Tchécoslovaquie quatre cinquièmes de bœufs et une moitié de pétrole et de ses dérivés que la Tchécoslovaquie a achetés à l'étranger.

Malgré ces circonstances, la Roumanie n'occupe pas encore dans le commerce tchécoslovaque le rang où elle pourrait figurer du fait de son importance dans l'économie centro-européenne. Cependant la bonne volonté et les tendances à développer et à intensifier les relations commerciales réciproques, qu'accusent les deux pays en cause, laissent espérer une amélioration à ce point de vue ; comme le fait d'ailleurs prévoir le dernier traité de commerce et l'esprit de conciliation dans lequel se sont déroulées les négociations en vue de la conclusion dudit traité.

CHAPITRE III

La politique commerciale et la législation sur le commerce extérieur de l'Autriche. — Les traités commerciaux conclus avec les autres Etats de l'Europe centrale sauf la Tchécoslovaquie. — L'analogie de la situation économique de l'Autriche avec celle de la Tchécoslovaquie vis-à-vis du deuxième groupe des Etats de l'Europe centrale. — Le commerce extérieur de l'Autriche avec les autres Etats de l'Europe centrale. — La répartition des exportations autrichiennes dans lesdits Etats en pourcentage de la valeur des sorties totales. — La répartition des importations autrichiennes en provenance desdits Etats, en pourcentage de la valeur des entrées totales. — Le caractère commercial de l'économie autrichienne. — Le rôle d'intermédiaire de l'Autriche pour le commerce tchécoslovaque examiné à titre d'exemple. — Le commerce spécial de l'Autriche avec la Tchécoslovaquie ; — avec la Hongrie ; — avec la Yougoslavie ; — avec la Roumanie.

Après avoir donné les explications sur les rapports économiques de la Tchécoslovaquie avec les autres Etats de l'Europe centrale, on cherchera maintenant à présenter les relations économiques de l'Autriche avec les Etats en question et à caractériser le rôle que l'Autriche joue en Europe centrale.

En matière de protection douanière, l'Autriche a repris la législation cisleithanienne. On en a déjà parlé un peu à propos de la Tchécoslovaquie qui se trouvait dans la même situation ; on se bornera ici à compléter ces indications par celles concernant spécialement l'Autriche.

A des abaissements de tarif portant surtout sur les produits alimentaires, pendant la guerre, l'Autriche a été contrainte d'ajouter des suspensions de droits, entraînées par les difficultés de l'approvisionnement du pays. En outre, elle a abaissé quelques tarifs. Plus tard, pour quelques produits, les taux suspendus ont été rétablis au niveau d'autrefois. En général, pendant les premières années d'après-guerre, l'Autriche n'a pas été trop protectionniste, comme d'ailleurs l'exigeait et l'exige encore aujourd'hui le caractère spécial de l'économie autrichienne.

Un projet de nouveau tarif douanier, porté devant le Conseil fédéral au mois de mai 1924, est entré en vigueur comme loi à partir du 1^{er} janvier 1925. A la différence du tarif douanier de 1906, qui se distinguait par les droits spécifiques, le nouveau tarif contient dans les articles importants une certaine combinaison des droits spécifiques et de ceux *ad valorem*.

Mais la période de la politique commerciale libérale devait se terminer à la fin de l'année 1925 et l'Autriche allait alors s'engager dans

la voie de la protection douanière de sa production agricole et aussi industrielle. Il faut en chercher la cause dans les tendances protectionnistes des agrairiens autrichiens dont le protectionnisme était d'ailleurs au moins en partie appuyé par le gouvernement autrichien, car celui-ci voulait augmenter en matière de produits alimentaires le pourcentage de la consommation du pays assuré par la production nationale.

Les milieux industriels n'ont pas laissé échapper cette occasion pour demander l'augmentation de la protection industrielle. Les milieux commerciaux ont vivement protesté en relevant le danger qui en découlait pour l'importance commerciale de l'Autriche, surtout celle de Vienne, car chaque entrave apportée aux rapports commerciaux entraîne nécessairement une diminution de l'activité du commerce intermédiaire.

Le résultat des tendances protectionnistes a été l'adoption du premier amendement tarifaire au mois de mars 1926 et, dès le mois d'août de la même année, une nouvelle augmentation des droits de douane portant sur un nombre plus grand d'autres articles.

Le pouvoir donné par le Parlement au Gouvernement autrichien et autorisant le Conseil fédéral à modifier par voie de décret les taux du tarif autonome dans le cas où la production nationale serait menacée par les importations étrangères, ou en cas de nécessités dictées par des considérations de politique commerciale, est d'une grande importance pour l'évolution de la politique commerciale de ces dernières années.

Les modifications des tarifs n'ont pas pris fin lors des deux premiers amendements. Pendant le deuxième semestre de 1927, le gouvernement autrichien a préparé et fait accepter le troisième amendement tarifaire qui augmente de nouveau sensiblement les droits de douane en matière de production agricole et industrielle.

Le but de ce changement de la politique commerciale d'Autriche, envisagé du point de vue nettement autrichien, était double : tout d'abord il devait procurer à l'Autriche une base plus favorable aux négociations commerciales et puis les droits de douane plus élevés devaient protéger de façon plus efficace la production du pays contre la production étrangère et faciliter le développement de sa capacité de production et d'exportation.

Quoique lesdits amendements aient sensiblement augmenté les droits de douane, la série d'amendements ne s'est pas terminée en 1927, car l'Autriche s'engage de plus en plus dans les voies d'un protectionnisme douanier. C'est en 1930 qu'elle a mis en vigueur le « quatrième amendement tarifaire » pour préparer au mois de février 1931 le « cinquième amendement tarifaire », qui concerne une grande partie de produits faisant l'objet du commerce autrichien avec les autres Etats de l'Europe centrale.

Pour donner une idée de son importance, on fait remarquer que la nouvelle augmentation des droits de douane concerne deux cinquièmes d'articles en provenance de Tchécoslovaquie et qui repré-

sentent dans les exportations tchécoslovaques vers l'Autriche une valeur de 800 millions de Kc.

Le cinquième amendement n'augmente pas les droits de douane sur les huiles minérales, sur la chaussure et sur les produits de coton et de jute, mais l'augmentation de ces derniers est envisagée dans la révision générale du tarif douanier qui devait devenir dans un bref délai, d'après les intentions du Gouvernement autrichien, le couronnement de toutes les mesures protectionnistes, prises depuis 1926.

Il était tout naturel que ce protectionnisme autrichien entraînerait des modifications considérables sur le terrain des relations contractuelles avec les Etats voisins, de sorte que, par exemple, au printemps de 1930, on est témoin des négociations commerciales avec trois Etats voisins, la Hongrie, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie.

Telle apparaissait la situation politico-commerciale jusqu'au jour de la publication de la convention sur l'union douanière germano-autrichienne qui envisage l'établissement d'une législation douanière commune et d'un tarif douanier commun, ce qui se traduirait pratiquement par la réception de toute la législation douanière allemande par l'Autriche.

Comme les différentes circonstances comportent dans une certaine mesure les éléments politiques d'ordre européen, on n'a pas l'intention de s'en occuper largement. En remarquant d'ailleurs que la situation actuelle ne laisse pas prévoir exactement les résultats pratiques, spécialement sur le terrain économique, on se borne donc à constater qu'il s'agit d'une union douanière de caractère spécial qui, d'après ce qu'on a dit à propos de l'explication concernant l'union douanière, peut être caractérisée comme une union douanière partielle.

Il est hors de doute que ladite convention a fait entrer beaucoup d'incertitude dans la politique commerciale et il est difficile de prévoir le développement des relations politico-commerciales de l'Autriche avec les autres Etats de l'Europe centrale.

Au point de vue de l'Europe centrale tout entière, les conséquences desdites tendances protectionnistes gênaient beaucoup les échanges économiques entre les diverses provinces de l'Europe centrale qui sont devenues après la guerre les Etats indépendants. Il est à relever que ces conséquences pour l'Europe centrale seraient d'autant plus graves que l'Autriche a joué depuis plusieurs siècles et joue encore un rôle important d'intermédiaire en matière d'échanges économiques entre les diverses provinces de l'Europe centrale.

La situation politico-commerciale, présentée ci-dessus, semble modifiée vers le 20 mars 1931 d'une façon considérable par la publication de la convention sur l'union douanière germano-autrichienne qui envisage l'établissement d'une législation douanière commune et d'un tarif douanier commun aux deux pays, ce qui se réaliserait pratiquement par la réception de toute la législation douanière allemande par l'Autriche.

Comme les diverses circonstances semblent confirmer que ladite convention comporte dans une certaine mesure les éléments poli-

tiques d'ordre européen, on n'a pas l'intention de s'en occuper ici trop largement. Quoique l'acte du gouvernement allemand et autrichien touche d'une façon fondamentale les intérêts économiques de l'Europe centrale, on remarque cependant que l'état de choses actuel ne laisse pas exactement prévoir les résultats pratiques sur le terrain économique, et on se borne à constater qu'il s'agirait d'une union douanière de caractère spécial qui, d'après ce qu'on a dit à propos des explications concernant l'union douanière, peut être caractérisée comme une union douanière partielle.

Il est hors de doute que ladite convention a fait entrer beaucoup d'incertitude dans la politique commerciale de l'Europe centrale et il est donc difficile de prévoir le développement des relations politico-commerciales de l'Autriche avec les autres Etats de l'Europe centrale.

On a déjà parlé des accords commerciaux de l'Autriche avec la Tchécoslovaquie à propos des relations commerciales de ce dernier pays avec les autres pays de l'Europe centrale.

Quant à la Yougoslavie, l'Autriche a conclu avec elle le 27 juin 1920, un accord réglant provisoirement leurs relations commerciales. Il contenait la clause de la nation la plus favorisée et il a été prolongé en juillet 1923 pour rester en vigueur jusqu'à la conclusion d'un traité de commerce normal avec une partie tarifaire. En été de 1925, les négociations ouvertes à cet effet ont abouti le 3 septembre 1925 à la conclusion d'un accord douanier tarifaire qui n'a pas manqué d'exercer une heureuse influence sur le développement des relations entre les deux pays.

En 1928, ce traité a été l'objet d'une révision et à cette occasion, les deux parties contractantes se sont déchargées par la convention supplémentaire du 9 juillet 1928 d'une partie de leurs engagements, contenus dans le traité tarifaire de 1925.

La politique d'un protectionnisme renforcé, reprise par l'Autriche à partir de la mise en vigueur du quatrième amendement, a fait ouvrir de nouvelles négociations entre les deux pays. Un nouveau traité de commerce n'était pas encore conclu, de sorte que la tendance de l'Autriche à mettre en vigueur les nouveaux droits de douane sur les produits agricoles à partir du 1^{er} juillet 1931, amènera l'expiration du présent traité de commerce.

En présence des divers symptômes de la possibilité d'un engagement des Etats agricoles de l'Europe centrale dans les voies d'un rapprochement plus étroit avec les Etats industriels, il serait difficile de prévoir sur quelle base pourraient se faire les relations commerciales entre la Yougoslavie et l'Autriche dans un avenir plus ou moins lointain ; mais il nous semble que l'accord sur l'union douanière germano-autrichienne a sensiblement compliqué la politique commerciale de l'Europe centrale et qu'il a fait entrer beaucoup de considérations politiques dans les relations commerciales.

1. Le 1^{er} avril 1931, le Gouvernement autrichien a dénoncé les traités de commerce actuellement en vigueur avec la Hongrie et la Yougoslavie.

Les relations économiques de l'Autriche avec la Hongrie se développent d'une façon analogue à celles avec la Yougoslavie. Cependant elles présentent un important élément de complication, à savoir que la Hongrie, à cause de ses tendances à créer une économie nationale la plus indépendante possible, cherche à limiter le développement des échanges commerciaux.

Elle a conclu avec l'Autriche, le 8 février 1922, un accord commercial fondé sur la clause de la nation la plus favorisée, entré en vigueur depuis le 2 mars 1923. Pour protéger la naissance et le développement de ses nouvelles industries, elle a fortement relevé en 1925 le taux des droits de douane, ce qui n'a nullement favorisé les relations commerciales entre les deux pays en question. Le 2 avril 1926, l'Autriche a réussi à conclure avec la Hongrie un accord tarifaire qui est entré en vigueur le 14 août 1926.

Le 10 mai 1926, les deux Etats se sont mis d'accord sur un protocole supplémentaire et, le 14 juin 1928, sur un second protocole supplémentaire. Enfin en 1930, on a conclu l'accord commercial du 16 juin 1930 qui n'est pas encore entré en vigueur.

Au début de l'année 1931, la Hongrie se trouve parmi les Etats avec lesquels l'Autriche a ouvert les négociations en vue de conclure un nouveau traité de commerce. Afin de développer les relations commerciales entre les deux pays, on a proposé la conclusion d'un traité de contingentement qui obligerait les deux Etats à s'acheter réciproquement certaines quantités de marchandises, mais à cause de difficultés d'exécution, il semble qu'on préférera la politique des crédits d'exportation.

D'après M. Schober, il s'agirait de créer dans lesdits Etats des syndicats d'importation et d'exportation, organisés sur la base privée et appelés à faciliter l'accord des crédits d'exportation. Ces syndicats concluraient entre eux des traités d'ordre privé qui assureraient l'exportation et l'importation des contingents de divers produits. Les détails de ces propositions ne sont pas encore fixés et on ne sait pas encore quel sera le résultat des négociations.

D'une façon générale, on peut dire qu'en ce qui concerne les présentes négociations, la Hongrie se trouve dans une situation analogue à celle de la Yougoslavie, car celle-ci demande à l'Autriche sensiblement les mêmes concessions et lui offre à peu près les mêmes avantages.

Pour ses rapports commerciaux avec la Roumanie l'Autriche a conclu avec elle, le 14 août 1920, un accord provisoire.

L'échange de notes en date du 5 février 1924 assure aux deux parties contractantes le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée dans les rapports commerciaux. Le nouveau programme de la politique commerciale de Roumanie et la décision de cette dernière de conclure dans un bref délai des conventions commerciales sur la base du nouveau tarif douanier de 1929 ont fait inaugurer les négociations avec l'Autriche qui, ayant progressé assez péniblement, ont abouti à un *modus vivendi*, entré en vigueur le 1^{er} septembre 1930.

La meilleure preuve que l'Autriche fait partie de l'unité économique de l'Europe centrale au même titre que les autres Etats en question est fournie par la similitude entre les relations économiques des Etats agrariens de l'Europe centrale après la guerre, avec la Tchécoslovaquie d'une part et avec l'Autriche d'autre part. M. Schüller (1), prenant pour base les calculs de la Société des Nations concernant les balances commerciales de 57 Etats du monde, est arrivé à la conclusion qu'en 1924 les exportations autrichiennes vers le nouvel étranger, c'est-à-dire vers les autres provinces de l'Autriche-Hongrie qui sont devenues après la guerre l'étranger douanier pour l'Autriche, ne s'étaient élevées qu'à 50 % de celles d'avant-guerre, tandis que les exportations vers les autres pays avaient atteint la même année à peu près le volume d'avant-guerre. Sur cette base, il évalue le total du commerce extérieur de l'Autriche en 1926 à 58 % de celui d'avant-guerre. M. Uhlig, dont on a présenté les conclusions à ce sujet, est arrivé en 1925 presque au même pourcentage pour la Tchécoslovaquie : pour l'année 1924, c'était 55 % et pour 1925 déjà 59 %. M. Schüller a conclu que le volume des exportations de l'Autriche vers le nouvel étranger s'était abaissé en 1924 à moins de 50 % de celui d'avant-guerre et, d'après M. Uhlig, celui de Tchécoslovaquie ne s'était élevé qu'à 34 % en 1924 et enfin à 33 % en 1925.

Il est à noter que ces évaluations approximatives et plus ou moins exactes démontrent, d'une part une certaine analogie de la situation économique dans ces deux Etats dans les années d'après-guerre, et d'autre part une certaine analogie de leurs relations économiques avec les autres Etats successeurs.

Les exportations de l'Autriche, qui est plus commerçante que la Tchécoslovaquie, se sont réparties en 1925 de la façon suivante : le fer constitue 9 %, le bois 9 % des exportations totales ; puis viennent les produits textiles, surtout le filé de coton et de laine, les machines, les appareils et machines électriques, le papier, les véhicules, les articles de cuir, les produits de caoutchouc, les jouets, etc... Toutes ces sortes de marchandises sont exportées dans une grande mesure vers les Etats successeurs.

Par contre, l'Autriche fait venir en compensation de ces produits exportés les produits agricoles, c'est-à-dire le blé, la farine, les animaux vivants, le sucre, etc... et les matières premières, surtout le charbon et les huiles minérales. Dans la catégorie des produits finis, ce sont seulement deux articles que l'Autriche importe en plus grande quantité qu'elle n'exporte : le verre et les tissus de coton et de laine.

On se fera l'idée assez juste de l'intensité des exportations autri-

1. Dr Richard Schüller, chef du département ministériel, a fait en 1926 dans la « Gesellschaft der österreichischen Volkswirte » une intéressante conférence sur l'évolution du commerce extérieur de l'Autriche après la guerre, conférence qui fait preuve d'une conception large et vraiment mondiale du problème économique de l'Europe centrale. On présente ici quelques-unes de ses idées, exprimées à cette occasion.

chiennes vers les autres Etats de l'Europe centrale en consultant le pourcentage de la valeur que représentent lesdites exportations dans la valeur des exportations autrichiennes.

EXPORTATIONS DE L'AUTRICHE

	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Valeur totale en milliers de Sch.	1,626	1,988	1,985	1,744	2,099	
Dont vers :	%	%	%	%	%	%
Allemagne	13,0	13,1	15,1	11,7	18,4	18,3
Tchécoslovaquie	10,3	10,9	11,1	12,1	11,7	12,5
Yougoslavie	13,2	10,3	9,0	8,9	7,6	7,5
Hongrie	8,3	8,7	8,3	10,1	9,9	8,5
Roumanie	7,5	6,6	5,9	6,5	6,2	6,0
Pologne	8	9,8	8,4	4,2	5,7	5,5
Bulgarie	1,4	1,4	1,4	1,3	1,0	
Italie	9,2	10,1	10,4	10,2	8,1	7,8
France	1,9	2,5	2,6	3,1	2,5	2,4
Grande-Bretagne	4,5	4,3	3,6	4,0	3,7	3,7
Total en % vers les Etats successeurs	39,3	36,5	34,3	37,6	35,4	34,5

Les exportations représentent, comme on le constate à la lecture de ce tableau, un tiers de la valeur des sorties autrichiennes en ne progressant qu'assez lentement en chiffres absolus.

La cause doit être cherchée en partie dans la transformation de sa structure économique, nécessitée par les conséquences de l'indépendance politique actuelle. L'économie des provinces qui constituent à l'heure actuelle la République autrichienne a été avant la guerre parmi celles des autres provinces de l'Autriche-Hongrie la plus calculée sur un marché beaucoup plus large et sa modification d'après-guerre a dû être alors plus profonde. Dans le chapitre sur le problème autrichien d'après-guerre, on a montré que l'Autriche tend à l'heure actuelle à former une économie adaptée à la situation nouvelle en devenant par l'effet du changement profond de l'organisation de l'Europe centrale un marché plus ou moins fermé, au point de vue des droits de douane. On peut dire que son évolution vers une indépendance économique plus grande, plus exactement vers une sorte d'autonomie économique, se présentait comme une conséquence d'une décentralisation partielle d'un ensemble économique qui ne perdait point pour cela son caractère d'une large unité économique.

Les exportations de l'Autriche dans les Etats successeurs sont pour l'économie du pays d'une grande importance et ne cesseront de l'être parce que l'Autriche est un Etat en grande partie industriel et commercial et que son industrie travaille dans une large mesure pour l'étranger.

Quant aux importations provenant de ces pays, elles démontrent clairement une large dépendance de l'économie de l'Autriche

par rapport au reste de l'Europe centrale. Les indications sommaires sur leur valeur par pays en question font ressortir leur importance considérable. Les voici :

IMPORTATIONS DE L'AUTRICHE

	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Valeur totale en milliers de Sch...	2,768	3,474	2,905	2,845	3,190			
								pour les 9 mois
Provenant de :	%	%	%	%	%	%	%	%
Tchécoslovaquie ..	22,9	22,4	19,5	19,9	18,3	18,3	17,8	17,3
Yougoslavie	5,1	4,4	4,6	6,0	5,7	4	»	»
Hongrie	10,8	11,6	11,0	13,1	9,7	8,6	»	»
Roumanie	2,2	2,5	3,7	4,8	5,6	4,5	»	»
Pologne	6,2	7,5	8,6	9,0	8,7	9,3	»	»
Bulgarie	1,9	2,2	1,0	0,4	0,8	»	»	»
Allemagne	17,9	14,9	15,8	15,8	16,9	19,9	»	»
Italie	7,0	7,2	5,7	4,7	4,2	3,4	»	»
Grande-Bretagne..	2,4	3,1	3,6	2,7	3,1	3	»	»
France	1,7	2,3	1,9	2,3	2,6	2,8	»	»
U. S. A.	6,3	5,5	7,7	5,4	6,2	6,7	»	»
Total en % de pro- venance des Etats successeurs	41,0	40,9	38,9	43,8	39,3	35,4		

On voit que les importations provenant des autres Etats de l'Europe centrale sont plus considérables que ne le sont les exportations, car d'une part, leur pourcentage de la valeur des entrées est relativement plus élevé que ne l'est celui des sorties, et d'autre part, la valeur absolue des importations de l'Autriche est beaucoup plus grande que celle des sorties.

La structure de chacune des économies des Etats en question détermine la nature de leurs exportations vers l'Autriche. Les Etats agricoles y envoient les produits agricoles et alimentaires qui manquent à l'Autriche. Quant à la Tchécoslovaquie, elle fournit les matières premières, mais avant tout, les divers produits finis qui représentent les trois cinquièmes des exportations tchécoslovaques en Autriche.

Il est à remarquer que les importations autrichiennes, tant agricoles qu'industrielles, sont dans une large mesure réexportées dans les Etats de l'Europe centrale et même dans les autres Etats européens. Ces réexportations sont d'une grande importance pour l'économie du pays ; elles constituent une source de gains considérables qui diminuent largement le passif de la balance commerciale du pays.

A propos de l'examen de la situation de l'Autriche, on a déjà dit que cet Etat possède une vaste organisation commerciale et bancaire qui n'a pas perdu sa grande importance pour l'Europe centrale malgré la disparition de l'Autriche-Hongrie. L'Autriche reste en grande partie toujours l'intermédiaire dans les relations économiques

entre les Etats successeurs, et Vienne ne cesse pas d'être un entrepôt naturel pour le commerce entre les Etats du Bas-Danube et l'Occident de l'Europe.

Pour présenter au moins partiellement le caractère commercial de l'Autriche, on fait figurer ici à titre d'exemple les données statistiques concernant la balance commerciale entre ces deux pays.

Les chiffres concernant le volume et la valeur des importations et des exportations tchécoslovaques en Autriche se présentent moins élevés dans les statistiques autrichiennes qu'ils ne le sont dans celles de Tchécoslovaquie (1). En 1925, par exemple, voici les importations autrichiennes de Tchécoslovaquie d'après les statistiques autrichiennes : 22.477.000 quintaux en valeur de 566.4 millions de Sch. et d'après celles de la Tchécoslovaquie 23.388.000 quintaux (804.625 pièces) en valeur de 677.2 millions de Sch. La différence s'élève alors à 911.000 quintaux, à 122.710 pièces et, en ce qui concerne la valeur, à 111 millions de Sch. La même année, les exportations autrichiennes en Tchécoslovaquie comportent, d'après les statistiques autrichiennes, 2.801.000 quintaux en valeur de 214.9 millions de Sch. et, d'après les statistiques tchécoslovaques, 4.076.000 quintaux en valeur de 269.5 millions de Sch. Dans ce deuxième cas, la différence est alors environ 275.000 quintaux, et environ 54.6 millions de Sch.

Ces différences, constatées entre les deux statistiques, s'expliquent d'une part par le fait qu'une partie des exportations et des importations tchécoslovaques n'est citée que dans les statistiques autrichiennes portant sur le transit ininterrompu ou sur les importations destinées à des réexportations, et d'autre part par le fait que les statistiques autrichiennes sur le commerce spécial ne comprennent pas les exportations et les importations temporaires (réparation ou vente incertaine, ou enfin entrepôts).

Dans ces conditions, le passif autrichien de la balance commerciale avec la Tchécoslovaquie apparaît dans les statistiques tchécoslovaques plus grand que dans les statistiques autrichiennes.

Quand on procède à une comparaison plus détaillée des deux statistiques en question, on relève des différences plus élevées sur des articles qui sont en grande partie l'objet du commerce intermédiaire viennois : les chiffres concernant les importations de cotonnades présentent en 1925 une différence de 45 millions de Sch., celles des produits de laine de 37,8 ; celles du lin, du chanvre et du jute de 5,1, celles du fer et des produits de fer 2,5, celles des produits de cuir de 4,4, celles du verre de 0,43, et celles de la poterie une différence de 2 millions de Sch.

La balance commerciale entre les deux pays présente jusqu'ici un solde actif au profit de la Tchécoslovaquie, mais la balance des

1. Tous les chiffres suivants concernant la balance des comptes entre la Tchécoslovaquie et l'Autriche sont empruntés à un article de M. V. Nosek, publié dans l'*Obzor Národohospodársky*, XXXII, janvier 1927, p. 97-98.

comptes est au contraire favorable à l'Autriche. D'après les évaluations le rendement des capitaux autrichiens engagés dans les entreprises industrielles ou commerciales de Tchécoslovaquie pour l'année 1925 est de 120 millions de cour. or, dont près de 40 millions de dividendes en 1925 ; le transit a procuré un gain de 15 millions ; le profit du commerce intermédiaire environ 100 millions ; les dépenses des Tchécoslovaques en Autriche environ 40 millions, le commerce des valeurs et les profits des compagnies d'assurance environ 10 millions ; les gains résultant des relations ferroviaires, postales et télégraphiques environ 30 millions, tout en cour. or. Tous ces profits font disparaître le passif de la balance commerciale avec la Tchécoslovaquie, qui était en 1925 de 280 millions de couronnes-or d'après les statistiques tchécoslovaques.

Quoique l'on soit loin d'exagérer la portée et l'importance de ces faits constatés, on en voit cependant des preuves suffisantes que le commerce autrichien avait après la guerre et a encore une influence tout à fait particulière sur l'économie tchécoslovaque. Les chiffres cités en donnent une idée assez claire.

Le volume du commerce extérieur de l'Autriche avec les autres Etats de l'Europe centrale et l'exemple des réexportations autrichiennes de provenance tchécoslovaque démontrent bien que l'économie de ce pays est encadrée dans l'économie de l'Europe centrale tout entière et que son intérêt général commande qu'il s'en rende parfaitement compte et respecte son lien étroit et sa large dépendance économique des Etats en question.

* * *

Après avoir parlé jusqu'ici seulement en général du commerce de l'Autriche avec les Etats de l'Europe centrale, on aborde maintenant l'examen du commerce extérieur de l'Autriche avec chacun des autres Etats de l'Europe centrale, en le présentant comme il apparaît du point de vue autrichien.

Les échanges économiques de l'Autriche, le premier Etat industriel de l'Europe centrale avec l'autre Etat industriel de l'Europe centrale, la Tchécoslovaquie, sont relativement les plus développés. Bien que la puissance économique de ce pays soit loin d'atteindre celle de l'Allemagne, autre voisine industrielle de l'Autriche, la Tchécoslovaquie cependant tient la première place dans les importations autrichiennes et quant aux exportations, elle occupe sans cesse le deuxième rang parmi tous les Etats avec lesquels l'Autriche est en relations commerciales.

Des tables statistiques officielles, dressées d'après la nomenclature de Bruxelles, nous donnent pour les exportations autrichiennes en Tchécoslovaquie les chiffres suivants (en millions de Sch.).

	Animaux vivants	Produits alimentaires et boissons	Matières premières et produits demi-ouvrés	Articles finis
1926 (1)	0,404	7	43	154
1927	0,358	7,5	48	181
1928				

Les importations autrichiennes en provenance de Tchécoslovaquie, par contre, s'y présentent de façon suivante :

1926	8,7	100	125	315
1927	8,2	99	124	335
1928				

On voit donc que, tant dans les importations que dans les exportations, les produits finis et les matières premières tiennent de beaucoup la plus grande place dans le commerce entre les deux pays.

Grâce à son organisation commerciale, l'Autriche joue un grand rôle dans l'économie nationale tchécoslovaque, comme on l'a déjà montré et comme l'atteste le fait que les produits finis tchécoslovaques représentent un pourcentage très élevé dans les importations autrichiennes en provenance de Tchécoslovaquie, aussi bien qu'une valeur absolue très grande. Il est certainement hors de doute que ces produits finis ne sont pas destinés à assurer exclusivement la consommation intérieure de l'Autriche.

En général, on peut dire que, jusqu'à présent, chacun des deux pays cherchait à donner des preuves de bonne volonté et d'assez grande compréhension des besoins économiques vis-à-vis de l'autre et qu'on peut espérer un sain développement des échanges appelé à croître encore.

* * *

Parmi les Etats agricoles de l'Europe centrale, c'est la Hongrie qui a les relations économiques les plus étendues avec l'Autriche.

Cette dernière achète à la première les animaux vivants et les produits alimentaires, en fournissant en échange les produits finis fabriqués par l'industrie du pays ou achetés ailleurs pour les réexporter ensuite.

Une idée claire sur la nature de ces rapports est fournie par les données statistiques autrichiennes sur le commerce avec ce pays.

Les exportations autrichiennes en Hongrie se répartissent en millions de Sch. comme suit :

1. Il nous semble peu recommandable de faire figurer ici les chiffres concernant les années avant 1925, car les statistiques à cette époque ont été dressées en couronnes or, ce qui rend plus difficile toute comparaison du commerce autrichien avec tel ou tel pays avant et après 1925, l'année de l'acceptation du Schilling comme unité monétaire. Pour cette raison, on ne donne que les chiffres en sch.

	Animaux vivants	Produits alimentaires et boissons	Matières premières et produits demi-ouvrés	Articles finis
1926	0,053	1,6	28	154
1927	0,067	2	36	163

La répartition des importations autrichiennes provenant de Hongrie pour les mêmes catégories de marchandises se présente pour ainsi dire de façon tout à fait inverse (en million de Sch.) :

1926	74	265	20	10
1927	57	205	23	11
1928				

Ces quelques chiffres indiquent bien la nature des relations en cause en les présentant comme typiques entre un Etat de structure agricole et un autre de structure industrielle.

Quoique le commerce extérieur de la Hongrie soit beaucoup moindre que celui de l'Autriche, la Hongrie se plaçait jusqu'à 1925 au cinquième rang pour les exportations ; puis, elle a occupé le quatrième en 1926 et même le troisième rang en 1927. En ce qui concerne les importations, elle continue à se ranger à la troisième place, qu'elle tient encore.

Les relations commerciales avec le second pays agricole de l'Europe centrale, la Yougoslavie, sont tout à fait analogues à celles avec la Hongrie.

Quelques indications sommaires sur ces relations sont cependant désirables pour permettre leur comparaison avec les autres et pour avoir de cette façon une idée plus précise de leur importance. On fait figurer ici pour cette même raison les chiffres des statistiques autrichiennes, comme on l'a déjà fait à propos des pays examinés plus haut.

Valeur des exportations en Yougoslavie en millions de Sch.

	Animaux vivants	Produits alimentaires et boissons	Matières premières et produits demi-ouvrés	Articles finis
1926	0,072	1,1	13,5	137
1927	0,070	1,5	14	140
1928				

Valeur des importations en millions de Sch.

1926	62	78	20	4,65
1927	84	65	22	5,6
1928				

On constate que le volume du commerce autrichien avec la Yougoslavie n'est pas si considérable et, en outre, que la balance n'est pas si fortement déficitaire que celle avec la Hongrie. En matière

d'exportations. la Yougoslavie tint jusqu'à 1925 la quatrième place ; elle a été repoussée à la cinquième pour les années suivantes. Quant aux importations, elle occupe en 1924 et 1925 le septième rang pour avancer en 1926 au cinquième et en 1927 au sixième rang.

Pendant les dernières années, les échanges économiques entre les pays en question ont marqué une certaine stabilité. D'une façon générale, on peut dire qu'avec le rapprochement économique de l'Europe centrale, les échanges économiques entre les deux pays, présentant toutes les conditions pour leur intensification, nous semblent destinés à s'accroître.

C'est la Roumanie, troisième pays du groupe agricole des Etats envisagés, qui possède jusqu'à l'heure actuelle les relations économiques les moins développées avec l'Autriche parmi les Etats de l'Europe centrale. Cependant, si l'on observe leur évolution dans les dernières années, on se rend compte qu'elles se développent de façon satisfaisante et que ce sont surtout les importations en Autriche provenant de ce pays qui augmentent considérablement d'une année à l'autre, de sorte qu'elles ont atteint en 1927 un tel volume qu'elles occupaient la septième place dans les entrées autrichiennes.

Les exportations autrichiennes dans ce pays se sont réparties pendant les dernières années de la façon suivante :

Années	Animaux vivants	Produits alimentaires et boissons	Matières premières et produits demi-ouvrés	Articles finis
<i>Valeurs en millions de Sch.</i>				
1926	0,097	0,579	4,6	104
1927	0,015	0,346	5,4	121
1928				

Les importations pendant ces années ont été plus volumineuses, mais il est tout naturel qu'elles aient compris avant tout des produits agricoles et alimentaires et des matières premières (le pétrole). Voici leur répartition :

<i>Valeurs en millions de Sch.</i>				
1926	61	37	31	2,027
1927	70	63	35	3,461
1928				

Le développement économique de la Roumanie, qui progresse de plus en plus, facilitera l'accroissement des échanges réciproques, car elle pourra acheter à l'Autriche et aussi à la Tchécoslovaquie les produits finis en beaucoup plus grande quantité qu'aujourd'hui ; elle leur fournira en compensation les produits agricoles et ceux de ses richesses naturelles, mises successivement en valeur. On peut donc

espérer une intensité accrue des relations économiques entre ces deux pays.

Jusqu'à l'heure actuelle, la Roumanie a figuré en matière d'exportations autrichiennes au sixième rang où elle s'était placée en 1926 et, comme on l'a déjà relevé, elle a progressé au septième rang en matière d'importations.

CHAPITRE IV

La Yougoslavie.

Le deuxième groupe des Etats de l'Europe centrale. — La politique commerciale de la Yougoslavie après la guerre. — Les traités commerciaux conclus avec la Hongrie et la Roumanie. — Le caractère agricole de l'économie yougoslave. — Le commerce extérieur de la Yougoslavie avec les Etats en question. — La répartition des exportations yougoslaves dans les Etats de l'Europe centrale d'après le pourcentage de la valeur des exportations totales. — La répartition des importations yougoslaves provenant desdits Etats d'après le pourcentage de la valeur des importations totales. — Le commerce spécial de la Yougoslavie avec l'Autriche ; — avec la Tchécoslovaquie ; — avec la Hongrie ; — avec la Roumanie.

La position et l'importance des deux pays industriels, la Tchécoslovaquie et l'Autriche, dans l'Europe centrale ayant déjà été examinée dans les chapitres précédents, il est possible de passer maintenant à l'examen de l'importance et de la position de l'autre groupe d'Etats à caractère agricole et de développer leurs rapports commerciaux avec le groupe d'Etats industriels d'une part et entre eux-mêmes d'autre part.

En parlant des rapports commerciaux du premier groupe d'Etats, on a été déjà amené à traiter en même temps des relations commerciales des Etats agricoles avec les premiers. Cependant on n'en a parlé qu'au point de vue des Etats industriels et il nous reste à examiner encore tout ce qui est intéressant à dire, en se plaçant au point de vue des Etats agricoles. Ces derniers se trouvent, par l'effet des explications précédentes, déjà en partie encadrés, dans notre étude, dans le système économique de l'Europe centrale et l'on connaît même déjà au moins en partie leurs rapports commerciaux avec le reste de l'Europe centrale, de sorte qu'il ne reste plus qu'à parler spécialement de l'importance de ces rapports pour leur économie nationale.

La politique économique du royaume de Yougoslavie après la guerre a été caractérisée par la concentration des forces pour la restauration du pays, en grande partie épuisé, même anéanti par la guerre. En matière de politique commerciale, on s'est efforcé d'assurer tout d'abord l'approvisionnement du pays et de remédier aux conséquences désastreuses de la guerre. Par une série de mesures d'ordre divers, comme les prohibitions d'exportations, le contingentement de ces dernières et les droits de douane sur les exportations,

les exportations des produits alimentaires et des matières premières devaient être enrayées. L'établissement des taxes de luxe et l'augmentation graduelle des droits de douane d'importation cherchaient à limiter les importations destinées à satisfaire les besoins de second ordre. De telle sorte, on a préparé la protection de l'industrie du pays.

Au fur et à mesure que la situation économique du pays se consolidait, on s'est trouvé devant la nécessité d'améliorer la balance commerciale et les mesures indiquées ont été abrogées. Parallèlement avec l'abaissement graduel des droits d'exportation, les droits d'importation se sont vus augmentés. La dépréciation de la monnaie a provoqué la perception de taxes de changes correspondant à l'agio.

Un nouveau tarif douanier a été mis en vigueur le 16 juillet 1921. Il a augmenté le taux des droits de douane et a établi une surtaxe de change de 300 % qui fut augmentée plus tard par suite de la dépréciation du dinar. Un nouveau tarif, celui du 25 juin 1925, qui est encore en vigueur, a augmenté de nouveau les taux de base du tarif douanier antérieur. Cette nouvelle augmentation a été en partie le résultat des considérations d'ordre politico-commercial.

Pour caractériser d'une manière générale la politique commerciale de ce pays, on peut dire que les traités de commerce conclus par la Yougoslavie après la guerre, comme d'ailleurs ceux de tous les pays de l'Europe centrale, ont été conçus sur les quatre types suivants : Dans les premiers temps d'après-guerre, on a passé des traités de compensation, ensuite des traités de contingentement, puis, du fait de l'amélioration de la situation générale, on a conclu des traités contenant la clause de la nation la plus favorisée et, finalement, on s'est mis à conclure des traités tarifaires qui correspondent même à la stabilisation affermie de la situation dans l'Europe centrale.

A l'avenir, la politique douanière de la Yougoslavie doit être établie sur des bases nouvelles. On a l'intention de fixer quelles branches de la production nationale il conviendra de maintenir et de protéger par des droits de douane, et on déterminera de quelle manière on introduira la nouvelle politique douanière. On procédera à la révision générale du tarif douanier. Il faudra remplacer celui de 1925 par un nouveau tarif définitif pour permettre à l'économie du pays de s'orienter mieux et d'y adapter son programme de travail. Les tarifs d'exportation, dans la mesure où ils existent encore, doivent être supprimés en vue de faciliter aux exportations la prise d'un plus grand essor. A côté des droits de protection, la politique des tarifs aura à jouer, comme mesure de protection de certaines industries, un rôle assez important.

La Yougoslavie est en rapports contractuels avec certains pays en vertu des traités d'avant-guerre de l'ancien Royaume de Serbie, mais, avec presque tous les Etats limitrophes, elle a conclu de nouveaux traités après la guerre, dont ceux conclus avec la Tchécoslovaquie et l'Autriche ont été déjà l'objet de nos présentes explications.

Quant aux rapports avec la Hongrie, l'échange de notes en date du 23 juin 1924 a assuré aux deux parties l'application du tarif minimum. L'accord commercial conclu déjà le 22 mars 1924 est entré en vigueur le 24 juillet 1926, ce qui est la date où s'est terminée la période de cinq années, au cours de laquelle la politique commerciale de la Hongrie était déterminée dans ses traits généraux par les dispositions du traité de paix.

Avec la Roumanie, la Yougoslavie n'a pas eu jusqu'à 1930 de relations contractuelles et on a appliqué seulement en réciprocité, d'après les notes échangées le 29 février 1925, le tarif douanier minimum.

Un *modus vivendi* a été conclu au mois de juillet 1930 à la Conférence de Sinaïa, où les représentants des deux pays intéressés se sont même mis d'accord sur les principes d'une collaboration économique plus étroite, qui pourrait peut-être un jour aboutir à l'établissement d'une union douanière.

On s'occupera de façon plus large des résultats et de l'importance de ladite Conférence dans l'un des chapitres suivants ; mais on tient à constater ici que les possibilités de la réalisation des résolutions prises sont, comme on le verra, assez grandes, de sorte qu'on puisse dire que la Conférence de Sinaïa peut devenir à l'avenir le point de départ d'une nouvelle étape politico-commerciale entre les deux pays en question.

Les rapports commerciaux de la Yougoslavie avec les autres Etats de l'Europe centrale sont basés en particulier sur la production agricole yougoslave et sur la consommation des articles industriels que ce pays ne produit pas lui-même.

Grâce à l'excellente qualité de la terre et à ses plaines fertiles, la Yougoslavie produit des quantités considérables de céréales. Parmi toutes sortes de cultures le blé et le maïs occupent la plus grande superficie, soit 70-90 % du total de la superficie arable. L'agriculture est pour le pays de telle importance que, de sa prospérité, dépend la prospérité de tout le pays et en grande partie même l'intensité de ses relations économiques avec les autres Etats en question. Car plus un pays agricole produit, plus il vend, plus il peut satisfaire à ses besoins divers et par suite faire des achats plus considérables à l'étranger. L'avenir de l'agriculture doit alors intéresser tout l'Etat, dont 85 % de la population travaille la terre et dont tout le reste vit sur la base de la prospérité de cette branche d'activité.

Le caractère agricole de ce pays se manifeste dans les statistiques du commerce extérieur ; pendant la période des 8 années d'après-guerre l'agriculture est représentée dans les exportations par un pourcentage de 46,8 % et l'industrie par 42,1 % ; on ne peut pas déterminer exactement à quel groupe appartient le reste (1). Les exportations ne comprennent qu'un petit nombre d'articles, mais

1. Glichitch, o. c., p. 104.

en grande quantité pour chacun. Pour les trois groupes de produits, les produits agricoles, le bétail et les produits forestiers, le pourcentage d'exportation est de 65 à 81 % et, avec les groupes similaires, les produits d'industrie agricole, les minerais et les métaux, ce pourcentage s'élève de 78 à 93 %. Les autres articles d'exportation ne sont représentés que par 7,22 % dans le total des exportations. Tous ces chiffres font preuve du caractère agricole de l'économie nationale yougoslave.

Une des conséquences naturelles de ce caractère est le fait que les années de bonne récolte font augmenter le pourcentage d'exportation de produits agricoles et celles de mauvaise récolte le font sensiblement diminuer.

Les produits d'importation sont constitués tout d'abord par les produits textiles (tissus de coton plus de 13 %, ceux de laine 6 %, fils de coton 6 %), par des machines, appareils et outils (environ 5 %), différents objets de fer (plus de 4 %), puis viennent le coton brut, toutes les sortes de charbon, les peaux non travaillées d'animaux domestiques.

La Yougoslavie a placé sur le marché de l'Europe centrale, dans les dernières années, plus de deux tiers de son froment, presque la totalité des porcs vivants exportés, la moitié des bœufs vivants et plus des trois cinquièmes de la viande fraîche exportée.

Par contre, elle a acheté en grande quantité en même temps dans les pays industriels de l'Europe centrale les produits industriels dont voici le pourcentage de la valeur totale des importations pour quelques articles :

	Tissus de coton	Fils de coton	Tissus de laine	Machines outils et appareils	Objets de fer	Matériel de chemin de fer
1926	57,8 %*	11,8*	69,5	28*	52*	
1927	59,5*	17,3*	73	30*	49*	
Pour les 11 premiers mois de 1928	56,5*	36,3	72	30	46*	45

Mais il convient de relever que les chiffres munis d'un astérique, obtenus par l'addition des données statistiques (1) concernant les importations yougoslaves en provenance de Tchécoslovaquie et d'Autriche ne comprennent pas le total de ces importations en question en provenance de l'Europe centrale. Car d'après les statistiques hongroises les exportations de la Hongrie en Yougoslavie se composent également d'articles de fer (en 1926 ils ont monté à 7,27 % de ces exportations), d'articles mi-fabriqués de fer (6,42 %), de machines agricoles et d'appareils électriques (3,42 %), de tissus de coton (3,21 %). L'étendue du commerce extérieur de la Yougoslavie étant plutôt plus grand que celle de la Hongrie, il convient au moins

1. Ces données statistiques figurent dans les articles : « Nos importations », publiés dans la *Revue économique de Belgrade*, III année, n° 4, avril 1928 et IV année, n° 2, février 1929.

d'ajouter le pourcentage ci-dessus cité aux chiffres indiqués dans le tableau.

Pour donner une idée exacte de l'importance des relations économiques de la Yougoslavie avec les autres Etats de l'Europe centrale, on fait figurer ici, comme dans les chapitres précédents, les tableaux donnant le pourcentage de la valeur que représentent les exportations et les importations yougoslaves vers les autres Etats de l'Europe centrale.

Voici tout d'abord celui des exportations yougoslaves :

EXPORTATIONS DE LA YUGOSLAVIE

Année	1921	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930*
Valeur totale en mil. de di- nars	2,461	8.049	9.539	8.904	7.818	6.400	6.446	7.922	6.780
Dont vers :	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Autriche	35,86	28,93	24,46	18,55	20,59	22,64	17,9	15,63	17,6
Tchécoslov. .	4,10	7,82	8,89	9,37	12,1	11,35	9,00	5,38	8,2
Hongrie	1,21	4,79	7,93	5,15	4,74	7,63	8,80	6,80	7,1
Roumanie ..	0,35	0,38	2,65	13,63	10,0	0,5	1,20		2,95
Bulgarie.....		1,0	1,44	0,83	0,11	0,2			
Pologne	0,04	0,09	0,22	1,10	0,25	0,5	1,38		1,21
Italie	23,43	28,66	28,91	25,26	25,07	24,84	26,06	24,58	28,3
Allemagne ..	16,15	4,22	4,08	7,15	9,27	10,6	12,10	18,53	11,6
France	1,66	4,33	3,8	4,0	2,41	2,76	3,63	3,99	4,1
Total en % vers les Etats successeurs.	41,52	41,92	44,93	46,7	47,34	42,12	36,90		

La Yougoslavie exporte vers les autres Etats de l'Europe centrale, sauf la Roumanie, une grande partie de ses produits dont la valeur représente plus des deux cinquièmes de la valeur totale des exportations yougoslaves. La Roumanie, qui a la même structure économique que la Yougoslavie, ne peut être prise en considération comme pays d'exportation. Les chiffres indiquant dans les statistiques yougoslaves les exportations dans ce pays en 1924-1926 représentent en réalité presque dans leur totalité les exportations vers les marchés mondiaux, effectuées par Braïla. La participation réelle de la Roumanie aux exportations yougoslaves a été à peu près la même que pendant les années précédentes et suivantes.

Du fait que les rapports économiques avec la Roumanie sont minimes, l'étendue du marché centro-européen est plus restreinte pour les exportations yougoslaves, mais cependant elles atteignent

1. Pour l'année 1930, données provisoires.

un pourcentage élevé. Et on peut dire qu'elles seraient sûrement plus importantes, si les produits yougoslaves à exporter étaient plus variés et ne se bornaient pas en particulier aux produits alimentaires et au bois. Malgré cela, elles se développent d'une façon satisfaisante en démontrant les liens économiques existants parmi les Etats de l'Europe centrale.

Les importations de la Yougoslavie provenant des Etats de l'Europe centrale sont, pour son économie, non moins importantes et atteignent toutes les années à peu près le même pourcentage que les exportations vers ces pays. Leur valeur dépasse deux cinquièmes de la valeur totale des importations. D'après les principaux pays, le total des importations se répartit comme suit :

Année	1921	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930
Valeur totale en millions de dinars	4.122	8.309	8.221	8.753	7.631	7.286	7.835	7.594	6.960
Provenance :	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Autriche	28,15	26,94	19,77	18,23	20,03	19,55	17,13	17,50	16,8
Tchécoslov. .	20,44	18,51	20,07	17,81	18,70	19,20	17,29	17,42	17,6
Hongrie	0,99	1,69	2,90	5,03	4,65	4,91	6,63	6,46	5,8
Roumanie ..	1,86	2,55	2,23	3,61	4,35	3,76	7,66	2,40	3,2
Bulgarie.....		0,23	0,1	0,14	0,1	0,1			
Pologne	0,55	0,24	0,47	0,85	1,16	1,47	2,70	2,35	1,52
Italie	20,74	17,69	20,52	18,78	13,82	12,90	11,99	10,85	12,20
Allemagne ..	4,23	8,17	8,30	9,90	12,63	12,34	15,69	15,64	15,12
France	4,56	3,25	3,36	3,69	4,63	4,37	4,48	3,96	3,60
Total en % provenant des Etats successeurs	51,44	49,69	44,97	44,68	47,73	47,42	43,71	43,78	

La comparaison du tableau des exportations et de celui des importations fait ressortir que le pourcentage des premières et celui des deuxièmes est à peu près le même, et qu'il dépasse les deux cinquièmes du commerce extérieur total. La Yougoslavie a besoin de produits industriels et en introduit une grande quantité sur son marché en provenance des autres pays de l'Europe centrale. En général, ses relations économiques avec ces pays sont très développées, étant donné que l'un d'eux, la Roumanie, a presque la même structure économique, sauf l'extraction du pétrole et du sel, que la Yougoslavie elle-même et ensuite que l'autre, la Hongrie, se présente comme un Etat agricole de premier ordre et qu'avec lui les produits agricoles qui constituent les principaux articles de l'exportation ds

deux pays en question ne peuvent être facilement échangés. Ce sont donc seulement les pays industriels de l'Europe centrale qui peuvent jouer un rôle plus important dans le commerce extérieur de la Yougoslavie. Toutefois on constate que son volume avec les pays de l'Europe centrale est plus considérable que l'on ne pourrait l'espérer.

Quant à la puissance économique actuelle, ce sont à peu près des Etats du même ordre, ce qui démontre bien que les rapports économiques de la Yougoslavie présentent une importance considérable, tant pour l'économie nationale yougoslave que pour celle des Etats en question.

* * *

Il nous reste maintenant à parler de façon plus spéciale de la nature du commerce extérieur yougoslave avec chacun des autres pays de l'Europe centrale, comme on l'a déjà fait à propos des pays industriels.

D'abord, on va commencer par les rapports économiques de la Yougoslavie avec l'Autriche, qui sont les plus intensifs. La Yougoslavie y exporte une grande partie de ses produits agricoles dont les statistiques yougoslaves permettent de donner les indications nécessaires. Les chiffres suivants donnent la valeur en millions de dinars, puis le pourcentage de la valeur totale des exportations de tel ou tel produit que représentent les exportations de ce produit vers l'Autriche.

	Porcs vivants		Bœufs vivants		Oeufs		Viande fraîche	
	Valeur en millions de dinars	% du total des exportations de cet article	I	II	I	II	I	II
1926	264,4	77,93	116,9	21,05	151,8	25,04	199,4	61,65
1927	386,9	74,69	173,9	49,05	114,2	22,97	171,9	69,48
1928	184	65,99	101,9	40,16			98,1	56,57
(11 m.)								
		Blé		Pruneaux		Maïs		
1927	24,6	12,53	22,0	14,06	65,8	19,5		

En échange, la Yougoslavie importe d'Autriche les produits industriels dont voici la valeur en millions de dinars et le pourcentage de la valeur totale de tel ou tel article que représentent seulement les importations de cet article en provenance de l'Autriche.

Les trois principaux articles d'importation ont fait en 1926 et 1927 presque le quart de la valeur de toutes les importations provenant d'Autriche : Tissus de coton 8,25 et 8,46 % ; tissus de laine 7,40 et 7,96 % ; articles en fer 7,99 et 7,60 %.

Année	Tissus de coton		Tissus de laine		Machines, outils et appareils		Divers objets en fer		Machines et objets d'électrotechnique	
	La valeur en millions de dinars	% du total des import. de cet article	I	II	I	II	I	II	I	II
1926	126,4	11,95	113,4	21,26	65,3	16,99	122,5	39,75	47,2	36,86
1927	120,5	12,34	113,3	25,05	54,7	15,79	108,2	36,13	43,2	31,87
1928	87,3	11,72	88,9	23,88	61,7	13,63	102,4	34,75		

La comparaison de ces chiffres avec ceux figurant dans le tableau ci-dessus fait ressortir qu'en présence de la tendance à la baisse de valeur des articles de textile importés, on remarque, en matière d'importation des articles textiles en provenance de l'Autriche, une hausse du pourcentage tant de la valeur totale des importations des articles textiles en provenance de tous les pays étrangers que de la valeur totale de toutes les sortes d'importations en provenance d'Autriche. Le premier fait s'explique bien par la croissance constante de l'industrie textile du pays et l'autre par l'abaissement de la valeur du total des importations découlant de la valorisation partielle du dinar.

Les échanges économiques entre les deux pays en question présentent le caractère de ceux qui ont lieu entre des pays dont l'un est agricole et l'autre industriel. La Yougoslavie n'exporte en Autriche que des produits alimentaires et n'y achète que les articles industriels dont une partie est, comme on l'a constaté, constituée par les réexportations en provenance de Tchécoslovaquie.

L'Autriche a occupé dans les dernières années, sauf en 1924 et en 1930, la première place dans les importations de la Yougoslavie et, à partir de 1924, elle ne cesse pas de tenir la deuxième place dans les exportations de ce pays qui montrent une tendance à la hausse pendant ces dernières années. Ce fait démontre bien combien il est vrai que l'Autriche fait partie de l'unité économique de l'Europe centrale et l'importance du rôle qu'elle y joue.

* * *

La nature des relations économiques yougoslaves avec la Tchécoslovaquie est tout à fait analogue à celles avec l'Autriche. La Yougoslavie, pays agricole, exporte vers la Tchécoslovaquie une grande partie de ses produits alimentaires, dont on indique ici quelques chiffres.

Année	Porcs vivants		Blés		Maïs		Pruneaux		Houblon *	
	Valeur en millions de dinars	% du total des export. de cet article	I	II	I	II	I	II	I	II
1926	70,1	20,66	261,1	30,98	278,9	20,84	36,9	15,80	69,8	33,80
1927	127,0	24,52	99,9	51,01	206,8	61,33	44,4	28,37	37,6	19,03
1928 11 mois	87,7	31,46								

Les trois cinquièmes des exportations yougoslaves vers la Tchécoslovaquie sont constitués en 1926 et 1927 par trois produits : le maïs 29,71 et 28,46 % ; les porcs 7,47 et 17,48 % ; le blé 27,92 et 13,75 %.

En échange de ses produits agricoles, la Yougoslavie introduit sur son marché les produits finis fabriqués en Tchécoslovaquie. Ils sont tous de la même nature que ceux importés d'Autriche et se répartissent de la façon suivante :

	Tissus de coton		Fils de coton		Tissus de laine		Machines, outils et appareils		Divers objets en fer	
	I	II	I	II	I	II	I	II	I	II
1926	484,6	45,82	40,5	11,84	204,5	38,34	44,6	11,61	39,2	12,74
1927	461,3	47,26	77,1	17,34	178,2	38,40	50,0	14,43	39,5	13,11
1928 11 mois	333,6	44,72	90,9	20,41	142,6	38,30	3		33,9	11,49

Plus de la moitié de la valeur de ces importations est constituée par quatre articles en 1926, les tissus de coton 33,95 % ; en 1927, 32,97 %, les tissus de laine 14,33 et 12,73 % ; les fils de coton 2,84 et 5,57 % et les machines, les outils et les appareils 3,12 et 3,57 %, au total 54,24 et 54,84 %.

Les chiffres portant sur les produits textiles accusent la même évolution qu'on a constatée à propos de l'Autriche et qui d'ailleurs ne sont qu'une confirmation des explications données à propos de la Tchécoslovaquie.

Ce dernier pays fournit à la Yougoslavie presque la moitié des tissus de coton, plus d'un tiers des tissus de laine, environ un cinquième des fils de coton, plus d'un dixième des objets de fer, etc...

L'importance du commerce extérieur avec la Tchécoslovaquie tend à se rapprocher de plus en plus de celle des relations avec l'Autriche, quoique les deux pays ne soient pas limitrophes. La Tchécoslovaquie

1. Le houblon acheté par la Tchécoslovaquie en Yougoslavie fait l'objet de réexportations tchécoslovaques vers les autres pays.

a réalisé depuis la guerre les progrès les plus marqués dans ses achats en Yougoslavie. En 1922, elle a pris la troisième place dans les exportations yougoslaves et elle continue de s'y maintenir avec des changements insensibles dans les dernières années. Pour les ventes à ce même pays, elle occupe le deuxième rang. On peut même dire que, dans certaines années, la Tchécoslovaquie a occupé certainement le premier rang, si l'on tient compte des réexportations autrichiennes. On peut le supposer pour les années 1926-1927 où les pourcentages des exportations autrichiennes et tchécoslovaques vers la Yougoslavie sont à peu près les mêmes : 1926 (20,03 % contre 18,70 %), 1927 (19,55 % contre 19,20 %) et, on constate le même fait pour l'année 1928.

* * *

Les relations économiques de la Yougoslavie avec la Hongrie sont très actives, bien que les deux pays soient agricoles, avec cette différence que la Hongrie présente une structure en partie différente par le fait qu'elle manque de matières premières et de bois d'une part, et d'autre part qu'elle possède certaines industries qui s'étaient concentrées dans la capitale de l'ancienne Hongrie et dans sa banlieue.

La Yougoslavie place sur le marché hongrois son bois et une partie de ses produits alimentaires. Dans les dernières années, elle y a exporté les articles comme l'indique le tableau suivant :

	Bois de construction		Bois de chauffage		Maïs	
	Valeurs en millions de dinars	% de la valeur totale des exportations de cet article	I	II	I	II
1926	58,2	7,25	32,9		43,8	
1927	83,6	9,44	41,5		43,8	12,99
1928	94,0	6,14				

En 1926 et 1927, ces trois articles ont représenté plus d'un tiers des exportations yougoslaves vers la Hongrie : le bois de construction 15,71 et 17,12 %, le bois de chauffage 8,88 et 8,50 % et le maïs 11,82 et 8,97 %.

En 1924 et 1927, les exportations yougoslaves en Hongrie ont marqué une plus forte valeur, mais en général elles n'ont pas accusé de grandes variations depuis 1922.

En ce qui concerne les importations yougoslaves en provenance de Hongrie, elles comprennent beaucoup d'articles manufacturés, ce qui s'explique par le fait que, dans l'ancien royaume de Hongrie, l'indus-

trie a été en majorité concentrée sur le territoire qui constitue la Hongrie actuelle.

Les chiffres qu'on fait ici figurer à propos du commerce extérieur yougoslave avec la Hongrie le démontrent d'une façon très nette.

Année	Machines, outils et appareils		Machines et objets d'électrotechnique		Tissus coton		Toutes sortes de charbon	
	Valeur en millions de dinars	% du total des export. de ce article	I	II	I	II	I	II
1926	41,5	11,70	23,7		17,3		40,2	20,17
1927	30,8	8,44	25,8		22		20,9	12,67
1928			74,3	16,41				
11 mois								

Ces quatre articles forment environ un tiers des importations en question : machines, outils et appareils ont représenté en 1926 11,70 % et en 1927 un peu moins, 8,44 %, machines et objets d'électrotechnique, 6,68 % et 7,21 % ; toutes sortes de charbon 11,34 % et 5,84 % ; tissus de coton 4,40 %.

Il est probable que la Hongrie continuera à garder la sixième place dans les exportations yougoslaves. Les importations yougoslaves en provenance de ce pays marquent une augmentation d'une année à l'autre. C'est surtout à partir de 1925 que leur pourcentage s'est sensiblement relevé et elles occupent depuis l'année indiquée le sixième rang, où elles tendent à se maintenir.

* * *

Les relations économiques de la Yougoslavie avec le cinquième pays de l'Europe centrale, telle que nous l'avons définie, la Roumanie, ne peuvent atteindre une importance considérable. Ce sont deux pays agricoles, si bien que les produits de l'un ne peuvent facilement trouver un débouché sur le marché de l'autre.

Pour les exportations yougoslaves, la Roumanie ne peut jouer qu'un rôle de transit par le Danube via Braila vers les marchés mondiaux, comme l'attestent les statistiques yougoslaves et le pourcentage relativement trop élevé des exportations vers la Roumanie de 1924 à 1926 (1). L'exportation réelle vers ce pays ne s'élève guère, en général, au-dessus d'un pourcentage du total des exportations.

La puissance des importations yougoslaves en Roumanie est plus considérable et elle peut se développer d'une façon satisfaisante à

1. Voir plus haut.

l'avenir. Dans les dernières années, ces importations se sont réparties :

Année	Sel de cuisine		Naphte brut		Pétrole		Benzine	
	Valeur en millions de dinars	% du total des importat. provenant de la Roumanie	I	II	I	II	I	II
1925	89,2				74,6		51,8	
1926	97,2	29,26	35,6	10,72	74,6	22,46	78,6	
1927	70,7	25,27	62,0	22,61	56,3	20,53		

On voit que ces trois produits constituent environ les deux tiers des importations en cause. Le sel de cuisine en représente à lui seul plus d'un quart, et il est évident qu'avec les progrès économiques du pays, la quantité du naphte et de pétrole importée ne pourra qu'augmenter. En 1927, la valeur des importations yougoslaves venant de Roumanie a atteint à peine 198.600.000 dinars et leur volume a représenté 3,79 % du volume total des importations yougoslaves. Pour deux pays limitrophes ce n'est pas, à coup sûr, grand'chose.

Mais on peut prétendre qu'il serait possible de faire venir au moins certains produits de l'industrie roumaine du Banat, et avant tout les dérivés du pétrole, sur le marché yougoslave. Il est intéressant de remarquer que le pétrole américain trouve en partie un débouché en Yougoslavie, alors que le pétrole roumain se trouve en quantité suffisante dans un pays très voisin et très proche.

Actuellement la Roumanie occupe la huitième ou la neuvième place dans les importations yougoslaves et aucun changement n'est survenu pendant ces derniers temps.

CHAPITRE V

La Roumanie.

La politique commerciale de la Roumanie après la guerre. — Le caractère de l'économie roumaine. — Le commerce extérieur de la Roumanie avec les Etats de l'Europe centrale. — La répartition des exportations roumaines dans lesdits Etats, donnée en pourcentage de la valeur des exportations totales. — La répartition des importations roumaines en provenance desdits Etats, donnée en pourcentage de la valeur des importations totales. — Le sens des Roumains pour la collaboration économique dans l'Europe centrale. — Le commerce spécial de la Roumanie avec l'Autriche ; — avec la Tchécoslovaquie ; — avec la Hongrie ; — avec la Yougoslavie.

L'évolution de la politique économique et commerciale de la Roumanie présente de nombreuses analogies avec celle des autres Etats de l'Europe centrale. L'économie nationale a beaucoup souffert du fait de la guerre, une pénible situation financière du pays a détérioré la balance des paiements. Une inflation d'envergure assez considérable s'est produite et le trésor a éprouvé beaucoup de difficultés. La politique commerciale extérieure s'est vue intimement rattachée au problème monétaire, car aussi longtemps que la monnaie roumaine fut sujette aux fluctuations, on n'a guère conclu de conventions commerciales tarifaires.

Dans ces circonstances, on a tendu à limiter les importations. Le décret royal du 1^{er} juillet 1919 a expressément défendu l'importation d'environ 70 articles différents, qualifiés comme articles de luxe, et un grand nombre d'autres articles n'ont été admis qu'avec une permission spéciale. En 1921 et plus tard, on a réduit successivement, en présence d'une certaine amélioration de la situation économique du pays, la liste des articles dont l'importation était prohibée. Mais c'est seulement le décret royal du 4 avril 1927, réglant la protection douanière qui a pleinement rétabli la liberté d'importation. En général, les chiffres indiquant l'exportation et l'importation d'après-guerre peuvent être caractérisés, comme d'ailleurs partout en Europe centrale, non comme les produits du libre jeu des forces économiques, mais, en grande partie, comme le résultat de l'intervention de l'Etat.

Après la guerre, la Nouvelle Roumanie continua à appliquer le tarif douanier de 1906, modifié par les amendements de 1911, 1912 et 1913. La dépréciation relativement grande de la monnaie a néces-

sité l'établissement de divers coefficients. L'amendement du 12 juillet 1924 a renforcé la protection douanière du pays. Les taux des droits de douane sont exprimés en lei or et le coefficient de 30, établi à cette époque, a été plus tard, le 4 avril 1925, remplacé par celui de 40.

Depuis plusieurs années déjà, on a préparé un nouveau tarif douanier qui doit répondre aux besoins économiques de la Roumanie agrandie. Le décret royal du 26 mars 1926 a mis en vigueur la partie déjà élaborée de ce tarif. Elle concerne l'industrie métallurgique et textile et présente une nomenclature plus détaillée que ne l'avait fait le tarif de 1906. Les taux ont été de nouveau augmentés, mais d'autre part, le coefficient de 30 a été rétabli, celui de 40 ne restant en vigueur que pour les autres parties, non réglées par le décret royal précité. Un nouveau décret royal, celui du 4 avril 1927, a mis en vigueur un nouveau tarif douanier qui est beaucoup plus détaillé dans toutes ces parties et qui présente des modifications considérables. A côté du tarif minimum et du tarif maximum, il y a encore les articles nommés « réservés », pour lesquels le gouvernement ne peut que s'engager à appliquer les tarifs minima, mais il a la liberté d'augmenter à toute époque le minimum de ces tarifs. Il est à remarquer que le gouvernement, ayant l'intention de réduire les exagérations de la protection douanière, n'a pas présenté le décret royal au Parlement.

L'arrivée du Gouvernement Maniu au pouvoir, en 1929, marque dans la politique commerciale roumaine une nouvelle étape, car d'après son programme, la Roumanie devait rompre avec l'inaction en matière politico-commerciale, se réintroduire dans le grand courant des échanges internationaux et conclure dans ce but un nouveau système de traités commerciaux.

D'après une des déclarations du Gouvernement Maniu, les droits de douane ne doivent plus être considérés comme une source inépuisable des revenus d'Etats. L'agriculture doit revenir le point de la base de toute l'économie roumaine en parfaite harmonie avec la structure économique et les besoins du pays. Ce point de vue entraîne une modification sensible dans la direction de la politique industrielle. On ne veut plus favoriser au même degré les tendances à l'industrialisation et à l'indépendance économique. Le gouvernement a déclaré qu'il n'avait nullement l'intention de protéger l'industrie qui ne trouve pas de conditions naturelles favorables pour son développement dans le pays et qui n'est à même de prospérer que par le secours d'une protection très élevée. Même les autres industries ne doivent jouir que d'une protection raisonnable et exigée par l'intérêt général.

Il faut remarquer que c'est un programme qui correspond aux besoins d'un pays agrarien comme la Roumanie. Le nouveau tarif douanier roumain, qui est entré en vigueur le 1^{er} septembre 1930, est le résultat des études et des enquêtes qui ont eu lieu au Ministère du commerce pendant presque neuf mois. C'est toute une série de lois

qui doivent servir de nouvelle base à l'économie roumaine. Ce tarif fait jouir l'agriculture d'un soutien particulier, tout en accordant à l'industrie un appui qui lui permet de se nationaliser et, en outre, il jette les bases pour les prochaines négociations commerciales avec les Etats étrangers. Les taux du tarif lui font garder un caractère protectionniste, mais la protection s'est vue en général abaissée et modifiée comme l'exigeaient les intérêts économiques du pays, notamment ceux de l'agriculture. Il s'agit de rationaliser la protection douanière et de la modifier de façon telle qu'elle facilite l'écoulement des produits roumains.

Le nouveau tarif assure, il est vrai, la primauté à l'agriculture, mais il présente des avantages plus grands pour l'industrie que les tarifs antérieurs qui assuraient à l'industrie une protection fausse, nuisible et entraînant l'appauvrissement de l'agriculture qui représente la plus grande partie des consommateurs.

Ce nouveau tarif mérite une attention spéciale, car il est l'un des signes de l'abandon de la protection excessive des industries factices dans les pays de l'Europe centrale et, en présence de l'importance économique de la Roumanie dans l'Europe centrale, il serait à souhaiter qu'il devint le point de départ d'une nouvelle période de la politique commerciale.

D'après le programme politico-commercial bien défini, le Gouvernement roumain a fait savoir à tous les Etats avec lesquels la Roumanie était en relations commerciales qu'il entendait conclure de nouvelles conventions sur la base du nouveau tarif de 1929 avant le 1^{er} mars 1930 et au plus tard avant le 1^{er} octobre 1930. Cette décision a fait conclure toute une série de traités ou accords commerciaux avec presque tous les principaux pays européens, c'est-à-dire avec l'Italie, l'Allemagne, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, et la Yougoslavie etc., où partout le Gouvernement roumain a cherché à appliquer avec succès les principes de sa politique commerciale.

Comme on a examiné les traités commerciaux de la Roumanie avec les pays déjà traités, il ne reste qu'à faire figurer ici ceux avec la Hongrie.

Pendant la période fixée par le traité de paix, les relations commerciales se sont vues réglées par les dispositions d'ordre économique de ce dernier.

Un accord commercial provisoire, conclu le 16 avril 1924 et entré en vigueur le 13 décembre 1924, était basé sur la clause de la nation la plus favorisée. Plus tard, un nouveau traité de commerce a été conclu le 16 avril 1925 et n'est entré en vigueur que le 24 juillet 1926, date à laquelle se terminait la période de cinq années pour laquelle la politique commerciale hongroise a été déterminée par le traité de paix.

En vertu de la décision du Gouvernement roumain de conclure de nouveaux traités commerciaux avec les Etats tiers, comme on l'a dit plus haut, un nouveau traité de commerce, d'établissement et de

navigation entre la Roumanie et la Hongrie, à la réserve d'un certain nombre de points restés en suspens, a été paraphé à Budapest au mois d'août 1930. Jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau traité, basé sur la clause de la nation la plus favorisée, les rapports commerciaux seront réglés, par un échange des notes, sur la base de la nation la plus favorisée

Il est intéressant à relever qu'à cause des résultats de la Conférence de Sinaïa et à cause des négociations à venir, qui pourraient aboutir (comme on le verra dans un chapitre suivant) à un plus étroit rapprochement politico-commercial entre la Roumanie et la Yougoslavie, le nouveau traité commercial, conclu par la Roumanie avec la Hongrie, comporte une disposition prévoyant le cas d'une union douanière, car un article dudit traité stipule que la clause de la nation la plus favorisée cesserait d'être appliquée dans le cas d'avantages accordés par les parties contractantes au sein d'une union douanière.

La Roumanie, le plus grand Etat quant à l'étendue de son territoire et quant à l'effectif de sa population parmi les Etats de l'Europe centrale, qui font l'objet de nos explications, présente une économie nationale de même structure que celle de la Yougoslavie. Mais son importance pour l'Europe centrale se voit accrue par la richesse de son sous-sol, en particulier par le pétrole.

Jusqu'à présent, elle se présente comme un état agricole de premier ordre, dont l'industrie, qui se rattache à la production agricole, n'est pas encore suffisamment développée ; de sorte que la production de cette industrie n'assure pas jusqu'à présent la pleine consommation du pays, sauf pour quelques branches qui exigent un traitement relativement simple.

Parmi les exportations du pays, viennent en première ligne les excédents de la production agricole et en grande partie aussi les produits alimentaires et le bois. La production minière fournit en outre pour l'exportation le sel et les huiles minérales. L'industrie roumaine, en raison du caractère spécifiquement agricole du pays, ne joue qu'un rôle de second ordre, mais cependant elle exporte les produits dérivés des huiles minérales, du sel, des plantes huileuses ou du bois.

Les principaux articles exportés par la Roumanie attestent bien le caractère agricole du pays ; voici le pourcentage de la valeur qu'ils représentent dans l'exportation totale :

	1923	1923	1924	1926	1929
	<u>%</u>	<u>%</u>	<u>%</u>	<u>%</u>	<u>%</u>
Animaux vivants.....	13,33	6,98	10,19	8,06	6,3
Céréales et dérivés des céréales	38,31	49,55	43,22		30,7
Légumes, fleurs, graines et parties de plantes	4,87	7,56	4,77		
Arbres, bois et industries dérivées	18,52	16,64	19,57	15,4	14,7
Pétrole et bitumes.....	18,53	13,10	11,91		32,8
Total	<u>93,56</u>	<u>93,83</u>	<u>89,60</u>	<u> </u>	<u> </u>

On voit que les produits agricoles, avec ceux du sous-sol, représentent environ neuf dixièmes de la valeur des exportations roumaines, dont presque la moitié est formée par les céréales et les dérivés des céréales.

A cause de la structure agricole les importations de la Roumanie comprennent essentiellement des produits industriels.

La tendance à concentrer les forces financières du pays pour les engager dans l'industrie a privé l'agriculture des capitaux nécessaires, ce qui ne peut pas être considéré comme un phénomène sain et recommandable pour un pays agricole quelconque et, à plus forte raison, dans un pays où les ressources financières ne sont pas en abondance.

La grande protection douanière de l'industrie roumaine, surtout de celle du textile, a provoqué la naissance de nombreuses entreprises, petites et moyennes. La plupart de celles-ci avaient été créées sans capitaux suffisants, avec l'espoir que les bénéfices considérables suffiraient pour amortir en quelques années tous les investissements nécessaires. La protection douanière a entraîné une augmentation des prix en Roumanie, de sorte que la majorité de la population du pays qui du reste, même en période normale, figura parmi les consommateurs à besoins plus restreints, ne peut plus acheter et ceux qui achètent encore préfèrent plutôt les produits importés, parce qu'ils sont d'une meilleure qualité. Dans ces conditions, on peut dire que le commerce des textiles subit une crise qui s'étend même aux autres branches d'industrie. Le manque général de capitaux dans le commerce et dans l'industrie en est la cause principale, de sorte que la crise et le manque de capitaux sont deux aspects du même problème. Tout cela se produit à l'époque où l'agriculture a besoin de crédits considérables pour ses nombreuses entreprises, en voie de développement et créées après la réforme agraire.

Il faut faciliter et assurer l'amélioration de la situation de la classe paysanne et protéger cette dernière contre les usuriers par l'octroi de crédits suffisants. Dans tous les milieux roumains pénétre de plus en plus la conviction que la classe paysanne, qui compte 15 millions d'âmes est une base solide de la force économique du pays et que son développement et son renforcement sont les seuls facteurs appelés à assurer le développement et le progrès de l'Etat entier.

Les principales catégories de marchandises importées par la Roumanie sont les produits industriels, dont les textiles et les métaux représentent à peu près les trois quarts de la valeur des importations roumaines (1).

1. Ces deux groupes se sont ainsi répartis en 1923 et 1925 : Matières textiles végétales et industries dérivées 26,28 % et 29,36 % ; laines, poils, ouvrages de ces matières 10,74 % et 6,96 % ; soies et industries dérivées 3,91 et 2,19 % et enfin les confections 3,05 et 3,46 %, et puis les métaux, ouvrages en métaux et autres produits miniers 16,86 % et 19,77 ; machines 7,78 et 6,62 % et véhicules 6,03 %. La valeur de l'importation des tissus de coton et de fils de coton s'est élevée la même année à 5.190 millions de lei, c'est-à-dire à peu près à 20 % de l'importation totale.

Pour mettre en relief comment la Roumanie est encadrée dans l'économie de l'ensemble de l'Europe centrale, on va faire ressortir dans un tableau, comme on l'a déjà fait à propos des pays traités, l'importance du commerce extérieur de la Roumanie avec les autres pays de l'Europe centrale et, en outre, avec quelques autres Etats parmi les plus importants, à titre de comparaison, en y donnant le pourcentage de la valeur du commerce extérieur avec tel ou tel pays.

EXPORTATIONS DE LA ROUMANIE

Année	1919	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926 (1)	1927	1928	1929
Autriche	5,39	7,12	4,75	7,8	10,44	13,80	14,92		13,1		
Hongrie	11,17	1,48	6,13	17,10	12,46	14,64	11,84		8,3		
Tchécoslovaq.	21,30	4,11	4,92	8,00	4,40	9,27	9,40		5,3		2,3
Yougoslavie					1,7	1,6	2,20		1,4		
Pologne	2,41	3,06	7,60	3,23	2,42	3,53	3,49		9,2		
Bulgarie.....			1,3	2,54	1,9	2,6			25,3		
Allemagne ..			4,28	5,86	7,27	5,7	8,15	20,7	18,6	27,2	29,0
France	10,24	4,00	8,82	9,65	10,62	6,27	5,72		3,6		
Italie	9,06	19,84	11,43	8,03	4,37	4,92	4,14		6,7		
Total en % vers les Etats successeurs ..	37,86	12,71	15,80	32,18	27,30	37,71	38,36				
Valeur totale en millions de lei		3.448	8.263	14.039	24.597	27.823		38.223	37.703	26	19

Mais cependant, on se rend compte que les exportations vers les autres pays de l'Europe centrale vont en croissant et que, en 1924, elles représentent les deux cinquièmes du total des exportations roumaines ; et il convient de relever ici, comme on l'a déjà constaté à propos des explications sur la Yougoslavie, que la Roumanie peut placer ses produits agricoles seulement en Autriche et en Tchécoslovaquie et ses produits forestiers uniquement en Hongrie, de sorte que le marché centro-européen se voit considérablement diminué pour les deux principales catégories des exportations roumaines.

Cependant on peut dire que le volume total des exportations roumaines en Europe centrale est considérable et, en augmentant d'une année à une autre, il se développe de façon satisfaisante et par conséquent le marché de l'Europe centrale constitue pour le commerce extérieur de la Roumanie un marché de plus en plus important.

Les importations roumaines, en provenance d'Europe centrale,

1. D'après le Mémorandum sur le Commerce international et sur les balances des paiements, 1926-1928, volume III, p. 246, paru en 1930, la distribution par pays pour 1926 n'est pas disponible.

marquent depuis 1919 des progrès très sensibles et elles présentent une importance égale à celle des exportations. En présence de leur accroissement constant, qui n'est qu'un effet heureux de la consolidation graduelle de l'économie roumaine, le pourcentage des importations provenant de l'Europe centrale s'est élevé rapidement et a atteint en 1924 presque un tiers du total des importations roumaines.

On fait figurer ici les indications nécessaires sur la valeur des importations provenant de divers pays de l'Europe centrale et, en outre, de quelques autres Etats, pour mettre en relief l'importance que présentent les Etats successeurs pour l'importation roumaine.

IMPORTATIONS ROUMAINES

Année	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Valeur totale en milliers de leis	6.980	12.145	12.325	19.516	26.192		37.135	33.429	32.145
Prov. de :	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Autriche	11,03	16,88	15,97	15,66	16,9	16,5		13,3	
Hongrie	1,09	2,15	6,72	5,04	4,2	3,9		3,7	
Tchécoslov. .	3,58	8,77	9,38	8,30	11,5	14,3		14,2	
Yougoslavie .				0,2	0,29	0,3		0,3	
Pologne	0,92	1,34	12,31	13,83	9,0	5,6		7,4	
Bulgarie.....			0,88	0,1	0,1				
Allemagne ..	1,93	8,95	19,65	22,69	19,3	16,7		22,7	
France	13,91	13,61	5,90	6,62	8,1	7,8		7,7	
Italie	24,65	17,85	5,91	7,46	10,0	11		8,7	
Total en % provenant des Etats successeurs	15,70	27,80	32,07	29,00	32,89	35,0		31,5	

La structure économique de la Roumanie, comme on l'a déjà indiqué, exige l'importation de produits finis qui peuvent être fournis par les pays industriels de l'Europe centrale. Le relèvement du « standard of life » du pays, conséquence naturelle de la consolidation économique, entraînera l'augmentation de la consommation des produits finis, ce qui ne peut que renforcer les liens économiques avec les autres Etats successeurs, en intensifiant leurs rapports économiques réciproques.

Il est vrai que jusqu'à l'heure actuelle les rapports économiques de la Roumanie avec les Etats de l'Europe centrale ne présentent pas un volume aussi considérable que celui de chacun des autres Etats avec l'ensemble de l'Europe centrale ; mais, par contre, ses relations

commerciales sont relativement les plus développées avec la Pologne, pays qui est appelé à jouer un rôle considérable dans le grand système économique de l'Europe centrale et qui correspondrait au grand système économique de l'Europe occidentale embrassant la France et l'Allemagne.

En outre, le sentiment de son adhésion à l'unité économique de l'Europe centrale est en Roumanie très développé et les milieux officiels en donnent les meilleures preuves par leur attitude et même par leur initiative dans les diverses négociations d'ordre économique avec les Etats en question (1). Cette conscience s'explique d'ailleurs par certaines conditions historiques. Il n'y a pas de mal à rappeler ici que les Roumains de Transylvanie ont essayé, déjà longtemps avant la guerre, de jeter les bases de la collaboration économique avec les autres nations de la monarchie dualiste, spécialement avec les Tchécoslovaques. Sous le gouvernement de Budapest, ils ressentirent peut-être beaucoup plus qu'il ne l'eût été le cas, sous le Gouvernement viennois, la pression économique de la nation dominante, mais ils représentèrent une unité assez fermée et économiquement assez forte pour résister. Déjà longtemps avant la guerre mondiale, ils possédèrent un certain nombre de banques provinciales qui, pour échapper à la pression de la Banque austro-hongroise, entretenaient toujours des relations commerciales avec plusieurs banques tchèques pour avoir de meilleures conditions de réescompte (2).

On voit alors que, malgré tous les entraves et obstacles des gouvernements viennois et hongrois, se dessinaient les traits de plus en plus marqués de l'autonomie nationale qui s'étendait sans cesse de plus en plus sur le terrain économique.

Comme la Roumanie est un pays agricole de premier ordre, on se préoccupera tout d'abord de ses rapports économiques avec les pays industriels de l'Europe centrale, rapports qui sont les plus considérables quant à l'importance et quant à la valeur.

Avec l'Autriche, quoique celle-ci ne constitue pas un pays limitrophe de la Roumanie, l'échange des marchandises a été très développé et ce pays se place en 1924 à la première place du commerce extérieur de la Roumanie avec les autres Etats de l'Europe centrale. Les produits agricoles et miniers y trouvent un bon écoulement, comme le prouvent par exemple les statistiques de 1924 dressées d'après les pays : les animaux vivants ont été exportés en Autriche pour une valeur de 1.334.3 millions de lei, et les céréales et dérivées des céréales pour 1.175, le pétrole et les bitumes pour 476 et enfin les produits chimiques pour 59 millions de lei.

La Roumanie a importé d'Autriche, la même année, les divers produits industriels qui se répartissent ainsi : Textiles végétaux et indus-

1. On en parlera plus loin dans les explications sur la Petite Entente économique.

2. Voir un article de M. Sip, paru sous le titre : « Notre aide financière à l'armée nationale roumaine en Sibérie », dans la revue *Notre révolution*.

tries dérivées ont représenté la valeur de 1.176 millions de lei : laine⁹ poils et industries dérivées 482 millions de lei ; métaux, ouvrages en métaux et produits miniers 681 ; soie et ouvrages en soie et industries dérivées 313 ; confections, 271 ; machines 262 ; papier 302 ; caoutchouc, gutta percha et sucs végétaux 157 millions de lei.

En résumé, parmi tous les Etats avec lesquels la Roumanie est en relations commerciales, l'Autriche occupe le quatrième rang dans les exportations et le deuxième (après l'Allemagne) dans les importations de ce pays.

Les relations économiques de la Roumanie avec l'autre pays industriel de l'Europe centrale, la Tchécoslovaquie, sont tout à fait analogues à celles avec l'Autriche.

Les exportations roumaines se composent des mêmes groupes de marchandises et, quant à leur valeur, elles se répartissent pour l'année 1924 de la façon suivante : Animaux vivants 1,374 millions de lei, céréales et dérivés des céréales 793 et enfin pétrole et bitumes 46 millions de lei. On voit que ces catégories de marchandises sont les mêmes que celles exportées en Autriche, et il est à relever que ce sont avant tout les animaux vivants et les produits pétroliers dont les ventes marquent presque sans cesse une tendance à accroître. En 1929, la Roumanie a fourni à la Tchécoslovaquie un tiers de bovins (c'est-à-dire 30.554 pièces) et une moitié de porcs (c'est-à-dire 60.708 porcs) du total de ses animaux vivants exportés par la Roumanie. En outre, elle lui a vendu 75.000 tonnes de produits pétroliers.

La même observation s'applique aux importations tchécoslovaques en Roumanie, dont la répartition en divers groupes d'articles reste d'une année à l'autre à peu près la même. Ce sont en particulier les produits textiles et les produits métalliques. La même année, c'est-à-dire 1924, elles se sont composées de textiles végétaux et industries dérivées de la valeur 960 ; de laine, de poils et industries dérivées 406 ; de confections 145 ; de métaux, d'ouvrages et de produits miniers 817 ; de véhicules 156 ; de sucre et de sucreries 68 millions de lei.

La Tchécoslovaquie y exporte en outre les machines et les appareils, le verre et les articles en verre, les articles de céramique, le lin, le jute, le charbon et le coke, les cuirs et les articles en cuirs, les produits chimiques, etc...

La valeur de deux principaux groupes de marchandises a monté pour les articles de textile, en 1926 à 1,974 et 1927 à 1,880 millions de lei ; pour le fer et les articles en fer à 1,273 et 925 millions de lei, et la valeur totale des importations provenant de Tchécoslovaquie s'est élevée en 1926 à 834,703 mille Kc, en 1927 à 907,516 mille Kc et en 1929 à 769,500 mille Kc.

En général, on peut dire que la participation tchécoslovaque sur le marché roumain et réciproquement celle de la Roumanie sur le marché tchécoslovaque ont été en voie de développement constant jusqu'à l'année 1927 où le mouvement des échanges entre les deux

pays accuse un fléchissement d'ordre temporaire qui concerne surtout les exportations roumaines en Tchécoslovaquie. L'explication de l'abaissement temporaire de la valeur des échanges réciproques doit être cherché avant tout dans la baisse de prix des produits qui font l'objet du commerce entre les deux pays.

En ce qui concerne les possibilités du développement des rapports réciproques, il faut relever que la Roumanie pourrait en outre exporter en Tchécoslovaquie beaucoup d'articles qui ne le sont pas encore, de même qu'il y a aussi de nombreux produits tchécoslovaques qui successivement deviendront l'objet de l'importation et de la consommation roumaines. De cette sorte, les deux pays, l'un agricole et l'autre industriel, peuvent se compléter facilement sur le terrain économique ; et, à coup sûr, il n'est pas sans intérêt de chercher à développer les relations économiques existantes entre eux, ce qui ne peut manquer d'avoir pour résultat de resserrer encore leurs liens économiques et par suite toute l'unité de l'Europe centrale.

En matière des importations roumaines, la Tchécoslovaquie figure depuis 1924 au troisième rang et, quant aux exportations, elle en occupe le cinquième ou sixième (en 1929, à cause d'un abaissement d'ordre temporaire des échanges réciproques, le douzième seulement.)

* * *

Bien que la Roumanie et la Hongrie soient tous deux des pays agricoles, la première joue un grand rôle dans l'économie hongroise à cause de l'abondance de ses matières premières.

La Roumanie exporte sur le marché hongrois une grande quantité de bois qui constitue le principal article de cette exportation. En 1923, elle a fourni à la Hongrie du bois scié d'essence résineuse pour une valeur de 785 et d'autres bois de construction pour 222 millions de lei. En 1924, les arbres, les bois et les industries dérivées ont représenté la valeur de 3,147 millions de lei.

En 1923, la valeur de l'essence fournie à la Hongrie a été de 132 millions de lei et celle du pétrole raffiné 91 millions de lei. Pour l'année de 1924, la valeur totale de cette catégorie de marchandises, du pétrole et des bitumes, a été de 345 millions de lei. La même année, les céréales et dérivés des céréales ont été exportés de Roumanie en Hongrie pour 649 millions de lei.

L'importance de cette exportation vers la Hongrie est démontrée d'une façon apparente par le fait qu'en 1923, les exportations vers la Hongrie ont formé 34,29 % et en 1924 déjà 40,12 % du poids des exportations totales de la Roumanie.

En ce qui concerne les exportations hongroises en Roumanie, elles sont loin d'atteindre le volume et l'importance des exportations roumaines en Hongrie. En 1923, elles ont été constituées en premier lieu par les métaux et ouvrages en métaux pour une valeur de 230 millions de lei, en 1924, pour 310 millions de lei, puis les machines pour 119 millions de lei pour chacune des années indiquées ; le sucre et

les sucreries pour 121, respectivement 238 millions de lei ; ensuite viennent les autres articles d'importations.

L'ensemble des importations roumaines en provenance de Hongrie, réparties en quatre principales catégories d'après les statistiques roumaines, se résume pour l'année 1924 dans les indications suivantes : les animaux et les produits animaux ont représenté une valeur de 65 millions de lei, les produits du sol de 475, les produits du sous-sol de 347, les produits combinés avec ceux de la 1^{re}, de la 2^e et de la 3^e catégorie des marchandises ci-citées de 207 millions de lei au total en 1924 de 1,096 millions de lei.

Pour les importations en Roumanie, la Hongrie se place à la huitième place, place qu'elle continuera d'occuper et on peut même dire qu'avec un règlement favorable, elle se verra appelée à exercer une plus forte participation au commerce extérieur de la Roumanie.

* * *

Il reste maintenant à dire quelques mots sur les échanges économiques entre la Roumanie et la Yougoslavie. On en a déjà parlé à propos de l'examen du commerce extérieur de la Yougoslavie et, pour cette raison, on ne fait figurer ici que les chiffres des dernières statistiques roumaines. Les importations roumaines venant de Yougoslavie représentent une valeur minime ; en 1923, elles n'ont représenté qu'une valeur de 38 millions de lei et en 1924 de 75 millions de lei.

Les exportations en Yougoslavie sont, comme on l'a déjà constaté, beaucoup plus volumineuses et elles présentent la possibilité d'un développement satisfaisant dans l'avenir.

En 1923, en tête des articles d'exportation roumaines dans ce pays, vient l'essence de pétrole avec 68 millions de lei ; puis suivent les autres marchandises : bois de chauffage (61 millions de lei), huiles minérales (50), pétrole raffiné (39), résidu du pétrole (35) et sel gemme (31 millions de lei). En 1924, les produits du sol ont représenté déjà une valeur de 90 et ceux du sous-sol celle de 330 millions de lei, soit au total 434 millions de lei.

CHAPITRE VI

La Hongrie.

La situation de la Hongrie dans l'Europe centrale et son état d'esprit d'après guerre. — La politique économique et commerciale de la Hongrie. — Les effets malsains de l'industrialisation précipitée. — Le commerce extérieur avec les Etats de l'Europe centrale. — La répartition des exportations magyares dans les dits Etats, donnée en pourcentage de la valeur totale des exportations magyares. — La répartition des importations magyares en provenance des Etats en question, donnée en pourcentage de la valeur des importations totales. — Le commerce spécial avec l'Autriche ; — avec la Tchécoslovaquie ; — avec la Roumanie ; — avec la Yougoslavie. — Conclusion.

Le cinquième pays de l'Europe centrale est la Hongrie. On s'est proposé de l'examiner en dernier lieu pour les raisons données ci-dessus, lors du préambule à l'examen détaillé des rapports économiques de chacun des pays de l'Europe centrale avec les autres pays, Les explications fournies sur la situation générale de l'Europe centrale, puis sur l'importance économique des Etats déjà examinés, nous permettent maintenant de caractériser de façon plus précise la position et le rôle que joue et que peut jouer la Hongrie actuelle dans l'Europe centrale.

La Hongrie actuelle, à la suite de la perte des territoires de l'ancienne Hongrie, habités par les nations non-magyares, est devenue après la guerre mondiale un Etat homogène dont la population est en majeure partie de nationalité magyare.

A côté de l'Etat autrichien auquel on s'est senti obligé de consacrer une attention spéciale, la Hongrie est le deuxième Etat qui ne semble pas accepter de son plein gré le nouveau système politique et économique.

La Hongrie au contraire ne cesse pas de se montrer hostile à la nouvelle situation. Son système politique actuel n'est qu'une continuation du système hongrois d'avant-guerre avec toutes ses ombres : l'absolutisme, les aspirations à dominer les autres nations, à les « magyariser ». La nation magyare n'a nullement participé à la destruction de l'ancienne monarchie à laquelle l'attachait la situation privilégiée dont elle jouissait et elle reste en principe adversaire des mouvements révolutionnaires qui se sont manifestés dès le début du xix^e siècle pour aboutir à la réalisation de leur programme à la suite

de la guerre mondiale. On peut dire que les Magyars ne sont pas parvenus, jusqu'à la fin de la guerre et même jusqu'à l'heure actuelle, à comprendre pleinement la lutte que menaient les peuples de l'Europe centrale pour leur libération. Et il semble qu'ils ont encore aujourd'hui à apprendre beaucoup sur l'Europe centrale nouvelle dont les contours se sont déjà esquissés nettement dans leurs grandes lignes lors de la Révolution de 1848. La majorité des Magyars, comme d'ailleurs aussi une partie des Allemands, ne parviennent pas jusqu'à présent à accepter la situation nouvelle, car ils ne la jugent pas comme une solution nouvelle du problème de l'Europe centrale, conforme aux principes modernes, mais ils persistent à la considérer de façon tout à fait inexacte, comme la conséquence de la défaite.

Il semble que la Hongrie nouvelle n'a nullement changé son état d'esprit et la meilleure preuve de son manque de compréhension de la situation actuelle est le fait qu'elle n'a pas cessé d'essayer de préparer le retour à l'état d'avant-guerre en recourant à divers moyens pour discréditer la nouvelle Europe centrale.

En général, on ne considère dans l'Europe centrale toutes les difficultés, soulevées par ce pays, que comme temporaires et on témoigne de multiples preuves de patience et de bonne volonté envers lui. Il n'est que naturel d'espérer que la Hongrie reconnaîtra plus tard ses fautes et renoncera peu à peu à son opposition et à son hostilité manifestées sans juste raison vis-à-vis de ses voisins et s'ouvrira de plus en plus à l'intelligence des idées qui ont fait naître la nouvelle Europe centrale. Sans aucun doute, elle se rapprochera ainsi de ce système dont elle fait partie bon gré mal gré et auquel l'unissent, malgré toute son opposition et malgré toute sa méconnaissance des intérêts communs avec toute l'Europe centrale, d'étroits liens économiques et même intellectuels et politiques.

Jusqu'à présent le principal obstacle à une meilleure compréhension réside dans l'orientation intérieure du pays qui demeure dirigé par les idées d'avant-guerre et, sous l'apparence de démocratie, continue à conserver l'organisation féodale (1), ce qui a des répercussions nullement négligeables sur le terrain des relations extérieures.

Il est possible qu'un changement désirable dans l'état d'esprit de toute la nation magyare se produise pendant les décades prochaines. C'est sur le temps donc qu'on doit compter et c'est lui qui apportera le meilleur remède aux divers malentendus causés jusqu'à présent par la Hongrie en Europe centrale. C'est le temps qui doit faire comprendre à la Hongrie nouvelle qu'elle ne peut pas troubler sérieusement la formation graduelle du nouveau système de l'Europe centrale, préparé par le xix^e siècle et se développant depuis dix années de façon satisfaisante. C'est le temps enfin qui l'amènera à se rendre compte qu'elle ne peut exister comme une unité spéciale ende-

1. J. Chmelar, Le problème autrichien et l'Europe centrale. *Le Monde Slav* cinquième année, tome IV, n° 12, décembre 1928, p. 414.

hors du cadre de l'Europe centrale, parce qu'elle en est une partie intégrante ; les conditions géographiques de son territoire et ses besoins, de même que ses intérêts économiques, nés de ces conditions géographiques, la lient si fortement aux autres parties de cette région que rien ne peut se substituer à ces liens naturels, toute combinaison d'union quelconque en dehors de l'Europe centrale étant par suite nécessairement artificielle.

* * *

La politique économique de la Hongrie actuelle, qui tend à organiser l'indépendance industrielle, n'est qu'une continuation de l'effort d'avant-guerre pour créer à tout prix une industrie forte et indépendante. Le système des subventions d'Etat et des commandes considérables, attirant l'industrie dans le pays et favorisant la production industrielle, était déjà pratiqué avant la guerre et si l'on considère la modification du marché centro-européen dans les dix dernières années comme une conséquence des changements politiques entraînés par la guerre ; rien que par cela on commet une erreur considérable, car il ne faut pas oublier que l'industrie des pays autrichiens et tchèques perdait lentement déjà avant la guerre le marché hongrois et que les larges subventions du gouvernement à l'industrie hongroise avaient en dernière analyse les mêmes effets qu'une protection douanière efficace. De même façon, on s'efforçait de paralyser l'union douanière avec l'Autriche dans ses effets et c'était avant tout l'industrie textile qui était favorisée et qui bénéficiait de la moitié des subventions accordées pour l'encouragement à l'industrie de 1881 à 1914. Mais cependant, on peut dire en général que la Hongrie n'a pas atteint par ces efforts les résultats voulus.

L'idée de l'indépendance économique est devenue une devise nationale. Cette idée explique le fait que, quoique la Hongrie actuelle possède relativement la plus grande superficie de terres de très bonne qualité pour cultiver le froment, la betterave de sucre, le tabac et le maïs, et que la classe paysanne représente la grande majorité de la nation, l'opinion publique ne pousse pas assez fortement le gouvernement à modifier la politique commerciale.

La Hongrie a laissé en vigueur après la guerre le tarif douanier de 1906 qui était commun aux deux parties de la monarchie dualiste. Les taux des droits de douane, exprimés en couronnes-or, ont été augmentés avec la dépréciation de la couronne magyare. Les droits sur les diverses marchandises, sur les matières premières ou même sur les articles demi-ouvrés, ont été temporairement abaissés au-dessous du niveau des tarifs-or ou même supprimés. Le marché intérieur a souffert de la situation défavorable de l'économie nationale, notamment de la dépréciation considérable de la monnaie et de la diminution de la capacité de consommation de toutes les classes de la nation.

Jusqu'à la fin de 1924, la politique hongroise a pratiqué principalement le système des licences d'exportation et d'importation et des droits d'exportation. Le « contingentement » des importations a été la principale entrave des exportations en Hongrie, car, avec la restauration graduelle de l'industrie magyare après la guerre, le nombre d'articles dont l'entrée était subordonnée aux licences d'importation, a été successivement étendu et l'importation des articles est devenue de plus en plus difficile.

Jusqu'à la fin d'octobre 1925, ce pays n'a conclu aucun traité tarifaire et a recouru en général aux accords provisoires ne concernant que quelques catégories de marchandises, ou aux accords fondés sur la clause de la nation la plus favorisée.

Une nouvelle phase de la politique commerciale s'est ouverte à partir du 1^{er} janvier 1925, par la mise en vigueur du nouveau tarif douanier qui a augmenté considérablement la protection douanière de l'industrie hongroise. Les droits de douane continuent à être fixés en couronnes-or. Les taux élevés sont calculés de telle sorte que, même avec les abaissements des droits accordés dans les accords commerciaux, une protection suffisante de la production nationale est toujours assurée. On est d'accord pour reconnaître qu'une telle politique de la part d'un Etat éminemment agricole, comme la Hongrie, ne pouvait que fortifier, au moins en partie dans les Etats industriels de l'Europe centrale, les tendances visant à augmenter la protection agricole, ce qui peut avoir par contre-coup pour la Hongrie elle-même des conséquences assez considérables.

Comme on pouvait s'y attendre, les droits de douane trop élevés ont eu pour conséquence, dans un Etat possédant une industrie relativement peu développée comme la Hongrie, un accroissement des prix des articles industriels dont a besoin la classe paysanne. La situation de l'agriculture hongroise n'est nullement favorable et les milieux agricoles insistent pour obtenir un abaissement des prix des articles industriels et, par conséquent, un abaissement de la protection industrielle.

Le fait que les prix des produits industriels sont en moyenne supérieurs de 15 à 20 % à ceux qui sont pratiqués dans les pays voisins, rend nécessaire une révision des conventions commerciales conclues entre la Hongrie et les autres pays. Une réduction des droits de douane sur certaines catégories de produits industriels est reconnue désirable, car elle faciliterait la conclusion de traités de commerce avec les divers pays industriels ce qui apporterait, à coup sûr, des avantages aux cultivateurs de blé et aux éleveurs de bétail et de volaille hongrois.

La politique hongroise visant à atteindre à tout prix l'indépendance économique la plus grande possible, n'a pas manqué de produire ses effets dans la vie économique du pays. Les tendances poursuivant l'industrialisation précipitée du pays n'ont pu aboutir qu'à la crise que doit partout nécessairement entraîner une telle politique économique qui, pratiquée d'une façon raisonnable, peut convenir aux

pays industriels, mais qui, poussée à l'excès, ne peut qu'engendrer des grandes difficultés dans les pays agricoles.

La protection douanière a été élevée à partir de 1925 pour diminuer le passif de la balance des paiements. On pensait atteindre ce résultat par une rapide industrialisation du pays qui faisait de grands progrès dans les dernières années. Le nombre des entreprises, qui avait été en 1921 de 2.115, a considérablement augmenté : en 1925, on compte 2.994 entreprises industrielles dont 754 pour l'industrie alimentaire, en 1926, 3.133 entreprises, dont 789 pour la même industrie et en 1927, 3.611 entreprises industrielles, dont 918 pour la même industrie alimentaire (1).

Contrairement au but poursuivi, l'industrialisation croissante a provoqué une augmentation des importations et par suite le passif de la balance commerciale s'est aggravé : en 1925, le passif comportait 45,9 millions de pengös, en 1926, 82,3 ; en 1927 déjà 346,3 et 1928 enfin 370 millions de pengös. Mais cet accroissement ne provient pas seulement de l'établissement des entreprises, des achats de machines et des autres investissements nécessaires, mais aussi en particulier de l'augmentation des importations de matières premières et de produits demi-ouvrés.

C'est seulement l'année 1929 qui marque une tendance changée : les exportations hongroises ont réussi à monter de 518.7 millions de pengös en 1928, à 1.042.2 millions de pengös en 1929, et la même année les importations hongroises ont descendu de 1.189 millions à 1 065 millions de pengös. Ainsi le passif de la balance commerciale, qui s'est monté en 1928 à 370 millions, est réduit à 22.8 millions de pengös. Il est à noter que ladite réduction, causée par l'augmentation des exportations et par le fléchissement des importations, semble être en relation avec la diminution de la consommation intérieure. En outre, on peut constater que la valeur globale de la production industrielle s'est diminuée en 1929 de 1,7 par exemple par rapport à 1928 et que le fléchissement porte aussi sur les quantités, fait qui n'avait pas été observé depuis 1921.

Enfin en 1930, les exportations se sont montées à 914.5 millions de pengös et les importations à 834.3 millions de pengös, de sorte que la balance commerciale se solde par un actif de 80.2 millions de pengös.

Pendant ces années envisagées, on a pratiqué malgré les protestations des agrariens une politique contraire aux intérêts de l'agriculture : on a supprimé tous les privilèges dont elle bénéficiait pour en faire jouir l'industrie. En dépit de tout cela, l'agriculture dont on ne se souciait guère, ou très peu, continue toujours à fournir plus de 80 % des exportations.

Pendant l'année 1928, l'économie hongroise a traversé une crise

1. Ces chiffres sont empruntés à l'article : « Les voies nouvelles de la politique douanière hongroise », écrit par A. Halom et publié dans le *Hospodársky archiv*, VIII^e année, n^o 11. On n'a pas encore la statistique afférente à 1928.

assez grave qui a atteint avant tout l'agriculture. L'exportation des produits agricoles, sauf la farine, a marqué un fléchissement sensible qui a été causé par une fausse spéculation des agrariens hongrois. En outre, l'exportation des produits agricoles dans les Etats voisins a rencontré des difficultés plus grandes par suite des mesures protectionnistes, provoquées en grande partie par l'excessive protection industrielle, inaugurée par la Hongrie elle-même. La production agricole hongroise est d'un coût relativement assez élevé, car les méthodes de production ne sont pas modernes, le taux agricole de l'escompte et les intérêts sont très élevés et, en outre, les transports par chemin de fer sont en général trop lents et trop chers. Naturellement, toutes ces circonstances abaissent la possibilité de lutter avec succès contre la concurrence étrangère sur les marchés voisins et surtout sur les marchés plus lointains où la concurrence du blé d'outre-mer est plus dure.

On ne peut nullement s'attendre à une amélioration à brève échéance de cette situation pénible. Les stocks de blé sur le marché mondial sont grands, car la production de 1927 a surpassé déjà la consommation, et la production de 1928, année de bonne récolte, s'est élevée déjà beaucoup au-dessus de la consommation mondiale.

Il est naturel que les milieux économiques de Hongrie se préoccupent beaucoup de la situation actuelle et de l'évolution du proche avenir de leur économie nationale. Les financiers pensent que la Hongrie a devant elle une prospérité économique et ils prétendent en voir les preuves dans l'accroissement de consommation de charbon et de force électrique, dans la construction de bâtiments nouveaux, dans l'augmentation du trafic des chemins de fer et des postes et dans le développement de la consommation des produits finis. Ces milieux optimistes reconnaissent cependant que l'année 1928 n'a pas été favorable à l'économie hongroise, qui a été une période de stagnation, tandis que l'année 1927 marquait encore des progrès sensibles. Les milieux pessimistes, par contre, considèrent l'année 1928 déjà comme une période de recul économique.

La gravité de la situation est révélée par la grande augmentation du passif de la balance commerciale jusqu'à 1928 et en même temps de la balance des paiements, par l'accroissement rapide des faillites, et enfin par la stagnation dans la création de capitaux. Il est intéressant de noter que plus de 60 % des faillites concernent l'industrie textile et que non seulement elles ont augmenté en nombre, mais que la valeur même des passifs s'est relativement accrue.

La diminution de capitaux s'est fait durement sentir à la Bourse où pendant l'année 1928 les affaires étaient relativement peu nombreuses. Le clearing a reflété une grande diminution des affaires. A la fin de l'année 1927, la valeur totale des valeurs mobilières cotées à la bourse se montait à 4.800 millions de pengös, mais le 31 décembre 1928 à environ 1.200 millions de pengös seulement.

On voit alors que la situation économique de la Hongrie n'est nul-

lement satisfaisante ; le pays s'en rend suffisamment compte et on cherche les moyens susceptibles de l'améliorer.

Les milieux économiques cherchent une solution du problème et toutes leurs catégories ont présenté leurs point de vue et leurs avis. De divers côtés, on a répondu que tout devait être fait d'une manière toute différente de celle suivie jusqu'à présent. Les agrariens, en se référant à leur expérience de ces cinq dernières années, exigent un changement dans la politique douanière ; le système de la protection industrielle doit être d'après eux remplacé par une politique favorable à l'agriculture.

* * *

Le volume du commerce extérieur de la Hongrie avec les autres pays de l'Europe centrale est relativement élevé, car jusqu'à présent il dépasse relativement celui de chacun des pays en question avec les autres Etats du système économique envisagé. Avant d'examiner les rapports économiques de ce pays, on doit noter dès maintenant que cette constatation démontre que sa politique commerciale poursuivant l'indépendance économique peut être considérée comme erronée et malhabile.

Les plaines fertiles, avec l'excellente qualité de leur terre et le manque relatif des matières premières, prédestinent la Hongrie à être un Etat agricole qui disposera toujours de beaucoup de produits du sol à exporter. Il est intéressant de relever que, quoique sur les territoires de l'ancienne Hongrie, la plupart des entreprises de l'industrie métallurgique, de machines, de confections, de cuir, d'imprimerie, chimiques — entreprises qui toutes avaient été établies avant la guerre d'après les cadres économiques plus larges de l'ancienne Hongrie — se trouvent concentrées sur le territoire habité par les Magyars, et qui constitue la Hongrie actuelle, l'industrie hongroise ne fournit cependant, quant à la valeur, qu'une petite fraction de l'exportation.

Le caractère des exportations hongroises est fortement agricole. En 1926 et en 1928, elle se sont réparties ainsi : céréales 36,4 % et 28,9 % ; animaux de boucherie et de trait 12,04 % et 9,9 % ; volailles, viande fraîche ou préparée, salami et saucisses, saindoux et lard 11 % et 7,5 % ; sucre 3,16 % et 3,36 % ; œufs 3,16 % et 3,36 % du total des exportations magyares ; et un septième au maximum était constitué par les articles industriels dont les principaux étaient : machines et appareils 1,9 % et 3,05 % ; machines et appareils électriques 2 % et 2,26 % ; articles en fer 1 % et 1,3 % ; articles mi-fabriqués en fer 1 % et 2,79 % et tissus de coton 0,60 et 1,72 %.

On constate donc que la Hongrie exporte avant tout des produits agricoles, des animaux et des produits alimentaires. Dans ces conditions, il est naturel que les importations se composent d'articles industriels et de matières premières. En 1923, en 1926, et en 1928, elles ont compris des produits textiles à concurrence de 26,9 %, de 20 % et de 16 % ; en 1926 et en 1928 des ouvrages en fer et des

métaux bruts pour 6,9 % et 6,2 % ; des machines et appareils pour 6,7 % et 8,2 % p. e. ; papier et papeterie pour 3,6 % et 3,7 % ; des cuirs pour 2,19 % et 1,85 % ; du verre et des articles de verrerie pour 1 % et 1,13 % ; des bois bruts et ouvrés pour 11,3 % et 12,2 % ; du charbon pour 5,7 %, et 5,25 %, etc.

La dépendance économique de la Hongrie vis-à-vis des autres Etats de l'Europe centrale est la plus accentuée relativement à celle des autres Etats en question, tant pour les articles qu'elle importe que pour ceux qu'elle doit exporter. Le tableau suivant concernant les exportations en donne une idée claire :

EXPORTATIONS DE LA HONGRIE

Année	1920	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Valeur totale en millions de cour. or .	164,2	330,1	338,1	575,0	*848,0	*876,7	*800,5	*818,7	
Dont vers :	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Autriche	60,6	38,1	43,6	36,5	33,5	37,0	34,8	34,0	
Tchécoslov. . .	13,6	15,0	11,7	24,1	24,1	19,5	19,6	17,74	
Roumanie . . .	1,4	11,5	8,7	5,3	4,0	4,0	4,5	5,4	
Yougoslavie . .	3,3	9,9	7,0	5,8	7,8	5,2	5,2	6,52	5,92
Bulgarie					1,0	1,0	1,1	0,8	
Pologne		2,5	1,7	2,6	4,8	1,6	3,5	3,15	
Allemagne . . .	11,1	9,1	6,2	7,9	9,9	12,9	13,3	11,66	
Italie	2,8	4,3	5,0	3,6	4,0	6,7	3,7	3,55	
France		1,1	0,5	0,4	0,5	0,5	0,7	0,87	
Total en % vers les Etat successeurs.	78,9	74,5	71,0	71,7	69,4	66,2	64,1	63,72	

La Hongrie place dans les Etats successeurs environ les deux tiers de ses exportations. Il est vrai que cette proportion tend à s'abaisser, mais ce phénomène n'est qu'une conséquence inévitable de l'établissement des frontières douanières entre des territoires où elles n'existaient pas auparavant. Personne ne doit s'étonner que les conditions économiques d'un certain territoire, qui n'était jusqu'alors qu'une partie d'un certain ensemble économique, doivent forcément subir des modifications, si ce territoire est appelé à former une unité économique plus ou moins fermée en regard des autres parties de l'ensemble économique originaire. On reconnaît que le changement de l'état général en Europe centrale doit forcément réagir par ses effets sur les circonstances économiques, mais on doit souhaiter que ces efforts sur le terrain économique se produisent de façon organique et en pleine harmonie avec les lois de l'économie politique.

1. Données provisoires en millions de pengös.

Il est probable que l'économie hongroise acquerra encore plus d'indépendance vis-à-vis des autres pays de l'Europe centrale, mais cependant, elle ne cessera pas pour cela d'appartenir à l'ensemble économique de l'Europe centrale comme l'exigent sa position géographique et ses besoins économiques.

La Hongrie se rend parfaitement compte de sa condition économique et elle suit avec grande attention toutes les tendances de concentration économique dans cette région. Elle déclare qu'elle est forcément appelée à participer à toute concentration, car, d'après elle, aucun projet de cette sorte ne peut réussir sans sa participation directe.

Il est vrai que sa position géographique la prédestine à jouer un rôle important dans le système économique envisagé et en outre il est indiscutable que la participation directe de tous les pays intéressés à l'évolution d'un système économique facilite et favorise la formation de ce système, mais la prétention que toute concentration, tout bloc économique dans l'Europe centrale sans la Hongrie serait impossible à réaliser, est, il semble bien, assez exagérée. Cette exagération trouve son explication dans le fait que les Hongrois unissent les problèmes économiques avec leurs tendances politiques dans l'intention de favoriser la réalisation de ces dernières, et de cette façon, ils rendent le rapprochement économique moins facile.

En général, il serait difficile, semble-t-il, d'admettre que la Hongrie ne souhaite pas une collaboration plus étroite en matière économique avec ses voisins immédiats, car elle sait bien qu'elle forme la transition entre les pays industriels et les pays agricoles des Balkans, qu'elle constitue un pont naturel entre les deux groupes des Etats de l'Europe centrale et que, par suite, elle serait en premier lieu appelée à bénéficier largement de la collaboration plus étroite des Etats de l'Europe centrale. Là sont les avantages et là réside l'importance de sa position.

* * *

Les importations hongroises en provenance des pays de l'Europe centrale représentent toujours plus de la moitié des importations totales et, comme les exportations, elles tendent aussi à diminuer; mais étant donné l'accroissement du volume total et de la valeur, elles augmentent légèrement en valeur ou tendent au moins à rester stationnaires.

Les indications données dans le tableau suivant confirment l'évolution ci-dessus indiquée (voir page suivante):

La comparaison des deux tableaux, celui des exportations et celui des importations, fait ressortir que les échanges économiques sont les plus intensifs entre la Hongrie et les pays industriels de l'Europe centrale, la Tchécoslovaquie et l'Autriche. La première y exporte plus de la moitié de ses produits agricoles et fait venir sur son propre marché pour plus des deux cinquièmes des produits industriels et des matières premières dont elle a besoin.

IMPORTATIONS DE LA HONGRIE

Année	1920	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928	1929
Valeur totale en millions de cour. or	417,3	539,4	423,0	702,8	742,1	820,7	1146,8	1,189	
Dont vers :	%	%	%	%	%	%	%	%	%
Autriche	50,5	29,8	25,8	23,2	22,6	19,9	17,8	16,30	
Tchécoslovaq.	18,8	23,9	24,1	25,2	24,8	23,4	24,4	22,73	
Roumanie ..	0,9	7,2	10,2	7,8	8,1	8,1	7,2	7,80	
Yougoslavie ..	0,4	2,2	3,1	4,0	3,4	3,5	4,3	4,91	5,22
Bulgarie.....					1,0	1,4	1,0	0,7	
Pologne		4,4	6,4	5,5	4,9	5,1	4,7	4,15	
Allemagne ..	8,8	16,6	14,3	12,5	15	16,6	17,8	19,45	
Italie	9,8	2,8	3,0	4,2	4,6	4,6	4,7	4,0	
France		2,6	0,8	1,6	1,8	2,8	2,8	2,57	
Total en % provenant des Etatssuccesseurs	70,6	62,2	63,2	60,2	58,9	54,9	53,7		

Les tableaux donnés ci-dessus sur l'exportation et l'importation hongroises montrent que la Hongrie est étroitement liée à l'Europe centrale, spécialement à l'Autriche et la Tchécoslovaquie.

Ayant déjà examiné ses échanges économiques avec les autres pays en question, on se bornera maintenant à donner les chiffres empruntés aux statistiques hongroises pour mettre en relief l'importance de ces relations pour l'économie hongroise.

Il est évident que les exportations de la Hongrie en Autriche ne peuvent comprendre que des produits agricoles et alimentaires qui font plus de 80 % de toutes les exportations hongroises. Les annuaires statistiques de la Hongrie donnent les chiffres suivants en milliers de pengös (voir tableau page suivante) :

On voit que les deux catégories de marchandises qu'on a indiquées représentent trois cinquièmes des exportations en Autriche ; les produits agricoles plus de 40 % et les animaux vivants plus de 15 % de ces exportations.

Les exportations hongroises en Autriche, quoique marquant une tendance à diminuer en pourcentage, comme on a pu le constater plus haut, ont doublé de valeur dans la période de 1923 à 1926 ce qui s'explique par l'accroissement considérable du volume et de la valeur des exportations totales de ce pays.

1. En millions de pengös.

2. 5,2 % d'après l'Annuaire statistique hongrois, 1927, p. 112, Budapest, 1927.

	<i>Valeurs en milliers de pengos.</i>				<i>% du total des exportations magyares en Autriche</i>	
	1925	1926	1927	1928	en 1926	en 1928
Froment	38.074	61.633	39.323	31.908	19,2	11,46
Farine de froment et de seigle	37.715	47.163	51.904	59.764	14,83	21,47
Seigle	20.089	24.435	22.086	22.646	8,10	8,14
Bêtes à cornes.....	39.590	34.882	30.888	29.128	8,86	10,47
Porcs	18.663	21.664	15.368	13.039	7,16	4,69
Volailles vivantes et mortes.....	15.033	19.974	17.711	18.145	6,25	6,52
Vins	1.177	2.458	2.993	6.305	0,75	2,26
Valeur totale en milliers de pengos des exportations en Autriche	282.916	324.758	280.621	278.391	58,90	

En matière d'importations, une circonstance tout à fait analogue fournit une explication aisée de la diminution du pourcentage des importations en provenance d'Autriche, malgré la valeur égale de ces importations dont les principaux articles sont les produits de textile, le papier et les cuirs préparés. Quant à la valeur, ils se répartissent ainsi :

	<i>Valeur en milliers de pengos.</i>				<i>% du total des exportations autrichiennes en Hongrie</i>	
	1925	1926	1927	1928	en 1926	en 1928
Tissus de coton.....	27.175	17.119	13.471	11.772	9,10	6,08
Tissus de laine	16.135	13.808	11.959	8.239	7,98	4,25
Filé et fils à coudre de coton	17.465	19.477	17.877	11.558	10,89	5,97
Papiers et articles de papier	18.105	15.776	16.897	17.294	10,29	8,93
Cuirs préparés.....	7.746	8.261	10.237	8.011	4,26	4,14
Articles en fer	4.413	4.979	6.014	5.714	3,15	2,95
Bois équarri et scié	5.751	6.113	11.277	10.454	3,24	5,40
Valeur totale des importations provenant d'Autriche en milliers de pengos.		186.092	206.848	193.747	42,52	

Les chiffres de la valeur des produits textiles donnent une idée de l'industrialisation croissante de la Hongrie. En 1926, la valeur des tissus de coton importés a baissé de plus de moitié par rapport à l'année 1922. La valeur des tissus de laine va de même en diminuant et seuls les filés et les fils à coudre de coton ont marqué dans la période envisagée une augmentation sensible. Cela démontre, comme on l'a déjà noté, que l'industrialisation se produit de façon inorganique par l'établissement d'entreprises industrielles de transformation de deuxième et troisième degré, à savoir dans le cas envisagé des entreprises de tissage et de teinture, etc. alors qu'on ne

monte que très peu de filatures, entreprises du premier degré de production.

L'importation du papier a augmenté, mais elle tendra, à coup sûr, à diminuer, car il n'y a pas longtemps, on a fondé en Hongrie une grande papeterie qui pourra produire une grande partie du papier consommé dans le pays. Même dans les autres branches de l'industrie, les tendances visant l'autarchie économique soulèvent et soulèveront encore de nouveaux obstacles à l'entrée des marchandises étrangères sur le marché magyar, mais cependant les échanges économiques entre les deux pays seront toujours très actifs et développés.

L'Autriche ne cesse pas de tenir la première place dans les exportations hongroises en faisant venir sur son propre marché plus d'un tiers des exportations hongroises. Pour les importations dans ce pays, elle se plaçait jusqu'à 1923 au premier rang pour être repoussée en 1924 au second rang.

* * *

Les relations économiques de la Hongrie avec la Tchécoslovaquie sont tout à fait analogues à celles qu'elle a avec l'Autriche.

La Hongrie exporte dans ce pays ses produits agricoles, les animaux et, d'après les statistiques hongroises, ces articles se répartissent de la façon suivante :

	<i>Valeur en milliers de pengös.</i>				% des exportations totales de la Hongrie en Tchécoslovaquie	
	1925	1926	1927	1928	en 1926	en 1928
Farine de froment et de seigle	51.938	24.676	20.621	24.699	14,29	17,01
Froment	23.662	38.003	49.051	35.340	220,3	24,34
Mais	26.865	16.069	4.465	6.601	9,64	4,55
Seigle	15.197	11.940	13.399	7.610	7,28	5,24
Porcs	5.262	7.991	14.936	16.380	4,87	11,28
Bêtes à cornes.....	8.059	5.841	1.304	590	2,90	0,40
Laine	8.299	6.716	3.946	4.917	3,72	3,39
Peaux brutes	2.873	2.578	3.060	3.331	1,45	2,29
Saindoux, lard	13.863	23.386	12.861	7.663	13,89	5,28
Valeur totale des exporta- tions en Tchécoslovaquie en milliers de pengös ...	197.928	170.762	156.728	145.220	66,18	

Il ressort de ces indications qu'en 1926, les quatre principaux produits agricoles cités dans le tableau représentent plus de la moitié des exportations totales dans le pays en question et que les porcs, le bétail, la laine et les peaux en représentent presque un septième.

La grande importance du marché tchécoslovaque pour l'économie hongroise se révèle d'une façon plus claire, quand on considère que les exportations magyares dans ce pays constituent un cinquième des exportations totales et que la Hongrie y place une grande partie de ses principaux articles d'exportation.

Les importations hongroises en provenance de Tchécoslovaquie sont constituées par les mêmes catégories de marchandises que celles provenant d'Autriche et, en outre, par le verre, le charbon et le bois.

Au cours des années envisagées, la valeur des principaux articles importés a été la suivante :

	<i>Valeur en milliers de pengös.</i>				% du total des exportations tchécoslovaques en Hongrie	
	1925	1926	1927	1928	en 1926	en 1928
Tissus de coton.....	45.404	40.186	48.252	42.219	18,14	15,62
Tissus de laine.....	21.229	14.581	24.932	19.780	8,28	7,32
Filé et fils à coudre de coton.....	10.954	8.085	13.036	10.010	4,00	3,7
Bois équarri et scié.....	16.846	18.430	32.816	24.655	7,03	9,12
Bois de construction.....	8.226	9.762	15.245	14.921	4,39	5,52
Bois de chauffage.....	5.419	11.171	13.401	16.811	5,26	6,22
Papier et articles de papier.....	6.722	9.576	12.597	12.837	4,24	4,75
Verres et verreries.....	7.904	6.230	8.503	9.835	3,22	3,64
Articles en fer.....	4.425	3.755	4.651	4.379	1,90	1,62
Machines et appareils.....	5.189	5.675	6.927	7.516	2,36	2,78
Valeur totale des importations provenant de Tchécoslovaquie.....	209.310	212.040	286.323	270.245		

Il serait possible de répéter toutes les observations qu'on a faites à propos des importations provenant d'Autriche. Il convient seulement d'ajouter que, si les produits textiles représentent encore dans les importations une valeur assez élevée, cela tient avant tout à la reconquête partielle du marché danubien par l'industrie tchécoslovaque sur la concurrence étrangère, à la consommation accrue du pays et à la demande de tissus de meilleure qualité que l'industrie magyare n'est pas encore en état de produire.

Pour le bois, la Tchécoslovaquie subit sur le marché hongrois une concurrence assez grande du bois provenant de Roumanie et de Yougoslavie et du reste ce produit a été consommé dans une mesure croissante toujours en Tchécoslovaquie, grâce à la demande plus élevée du marché intérieur.

La valeur des importations sur le marché hongrois provenant de Tchécoslovaquie monte à un quart de celle des importations totales et constitue une preuve de l'interdépendance économique qui tend à se resserrer d'une année à l'autre.

Quant au rang que la Tchécoslovaquie occupe dans le commerce extérieur de la Hongrie, il est le deuxième en matière d'exportation, et à partir de 1924 le premier en matière d'importation.

Après l'examen des relations commerciales de la Hongrie avec les deux pays industriels de l'Europe centrale, Autriche et Tchécoslovaquie, il n'est pas inutile de faire remarquer que les exportations dans

ces deux pays font plus de la moitié des exportations totales de la Hongrie et que les importations en provenance de ces deux pays représentent presque la moitié du total des importations hongroises.

Ce phénomène de la grande dépendance économique des deux pays précités s'explique par les effets naturels du développement séculaire de la Hongrie dans le grand cadre d'un seul et même empire avec le même régime douanier et sous une législation à peu près uniforme pendant le dernier siècle.

* * *

Les échanges économiques entre la Hongrie et les autres pays agricoles, la Roumanie et la Yougoslavie, sont conditionnés au moins en partie, d'une part par le fait que la plupart des branches d'industrie ont été concentrées dans la Hongrie actuelle, c'est-à-dire sur le territoire occupé par les Magyars, surtout dans la capitale et dans sa banlieue, et d'autre part par le fait que la Hongrie manque du bois, de minerai et d'huiles minérales que peuvent lui fournir la Roumanie et la Yougoslavie en quantité suffisante. Autrement, ces trois pays étant d'une structure agricole ne peuvent guère échanger réciproquement leurs principaux produits d'exportation.

Dans la période de 1924 à 1927, et on peut dire encore aujourd'hui, les exportations hongroises vers la Roumanie n'ont représenté qu'à peu près un huitième des exportations vers l'Autriche et qu'un cinquième de celles vers la Tchéoslovaquie.

En ce qui concerne la nature des sorties hongroises vers la Roumanie, on peut dire qu'elle n'est en grande partie qu'une conséquence de la politique suivie avant la guerre par le gouvernement hongrois de concentrer certaines branches d'industrie sur le territoire qui constitue la Hongrie actuelle.

La valeur des diverses catégories d'articles exportés ne peut être grande, en présence de leur variété considérable. Voici quelques indications sur leur répartition :

	<i>Valeur en milliers de pengös.</i>				% du total des exportations magyares en Roumanie	
	1925	1926	1927	1928	en 1926	en 1928
Articles en fer semi-ouvrés	2.778	4.624	3.958	10.878	13,84	24,77
Machines et appareils	4.768	4.979	5.492	7.376	13,25	16,80
Articles en fer	3.108	3.170	2.662	2.613	9,24	5,95
Articles semi-ouvrés en métaux	891	943	1.025	886	2,16	2,02
Articles en métaux	702	673	794	640	1,88	1,46
Appareils électriques	1.264	1.810	1.213	1.101	3,95	2,51
Tissus de coton	1.776	2.296	3.330	2.939	6,74	6,69
Sacs de lin, de chanvre, de jute	1.216	1.793	1.081	1.675	5,52	3,81
Valeur totale des exportations hongroises en Roumanie	34.095	35.134	37.336	43.910		

44,32 % de la valeur de ces exportations sont donc formés par les articles en fer et en divers métaux et par les machines d'ordre divers. Leur valeur totale — qui reste stationnaire dans la période envisagée — n'est pas très grande.

La Roumanie fournit au marché hongrois surtout le bois et les huiles minérales et d'autres articles dont la valeur est deux fois plus élevée que celle des exportations hongroises en Roumanie. Ce dernier pays a exporté :

	<i>Valeur en milliers de pengös.</i>				<i>% des importations en provenance de Roumanie</i>	
	1925	1926	1927	1928	en 1926	en 1928
Bois de chauffage	21.957	21.312	14.818	14.012	28,97	15,11
Bois équarri et scié	18.506	20.492	22.953	32.886	26,58	35,47
Huiles minérales.....	10.011	16.368	20.942	21.767	218,4	23,48
Son	589	1.230	2.652	3.734	1,48	4,02
Fruits frais	1.353	1.726	1.516	1.795	2,23	1,94
Valeur totale des importations en provenance de Roumanie	68.712	75.751	84.589	92.733		

La valeur du bois importé représente plus de la moitié des importations totales, la valeur des huiles minérales importées plus d'un cinquième, de sorte que les autres articles d'importation ne représentent à eux tous qu'à peu près un quart de cette valeur globale.

Dans le commerce extérieur hongrois, la Roumanie se place au cinquième, éventuellement au sixième rang pour les exportations, et tient toujours la quatrième place pour les importations.

Les rapports commerciaux avec le troisième pays agricole de l'Europe centrale, la Yougoslavie, sont en très grande partie analogues à ceux avec la Roumanie avec cette différence que la valeur des exportations dépasse en général celle des importations.

Les statistiques hongroises donnent les chiffres suivants sur les exportations en Yougoslavie (voir 1^{er} tableau page suivante) :

Le charbon que la Hongrie extrait au sud de son territoire près de Pécs, non loin de la frontière hungaro-yougoslave, représente presque un quart de la valeur des exportations vers ce pays, et les articles en fer, en autres métaux et les machines diverses, font plus d'un quart. Le reste est constitué par des articles variés.

Les importations en provenance de Yougoslavie se répartissent dans leur valeur de façon suivante (voir 2^e tableau page suivante) :

Plus d'un tiers des importations en question est formé par les diverses sortes de bois, et environ un septième par les minerais de fer et les métaux bruts, puis viennent, comme on le voit, le chanvre et étoupe de chanvre et ensuite les autres articles très variés. En général, on peut dire que la valeur totale des importations en question est en croissance.

	<i>Valeur en milliers de pengös.</i>				<i>% des exportations totales de la Hongrie en S. C. S.</i>	
	1925	1926	1927	1928	en 1926	en 1928
Houille.....	11.523	9.654	2.735	1.595	21,23	2,98
Lignite	825	1.570	853	898	3,56	1,68
Voitures de chemin de fer.	9.690	2.923	1.899	2.621	7,40	4,89
Articles en fer	3.002	2.961	2.963	3.415	7,27	6,37
Articles mi-fabriqués en fer	4.068	3.010	2.537	5.956	6,42	11,11
Machines et appareils ...		5.399	4.639	8.566		15,98
Machines et appareils élec- triques	1.353	1.855	2.036	2.434	4,11	4,54
Articles mi-fabriqués en métaux	1.329	1.115	965	1.149	2,10	2,14
Tissus de coton.....	1.521	1.475	2.789	2.704	3,21	5,05
Graines oléagineuses	2.825	1.755	3.575	1.257	3,94	2,34
Valeur totale des exporta- tions hongroises en You- goslavie	67.864	45.266	41.436	53.591		

	<i>Valeur en milliers de pengös.</i>				<i>% du total des importations en provenance de Yougoslavie</i>	
	1925	1926	1927	1928	en 1926	en 1928
Bois équarri et scié	6.400	7.176	12.076	15.491	21,43	26,54
Bois de chauffage	1.186	2.465	4.045	6.376	7,08	10,93
Bois de construction	963	1.659	1.993	2.739	4,98	4,69
Minerai de fer	273	2.290	2.013	3.191	9,67	5,47
Métaux bruts	2.105	1.559	2.684	2.032	4,50	5,20
Voiture de chemin de fer .	1.606	1.229	938	1.962	4,49	3,36
Chanvre et étoupe de chan- vre	2.762	2.176	2.597	2.697	6,77	4,62
Valeur totale des importa- tions en provenance de Yougoslavie	30.156	32.964	50.902	58.359		

Le rang que tient la Yougoslavie dans le commerce extérieur de la Hongrie est le suivant : elle occupe la quatrième place dans les exportations et à peu près la septième place dans les importations totales de la Hongrie.

Après avoir examiné dans les chapitres précédents les échanges économiques de chacun des Etats de l'Europe centrale avec les autres Etats en cause de façon détaillée, on peut conclure que ces rapports commerciaux sont d'une importance particulière pour chacun des Etats envisagés, qui forment une unité économique dont les cadres dépassent largement les frontières de chacune des économies nationales des Etats en question. Cette affirmation est confirmée par le développement économique d'après-guerre de cette partie de l'Europe prise dans son ensemble.

Quand on envisage le commerce extérieur de chacun des Etats en

question avec les quatre autres Etats de l'Europe centrale, on constate qu'il constitue une partie importante du commerce extérieur total en s'élevant jusqu'à plus de la moitié dans le cas de la Hongrie et atteignant un peu plus qu'un quart, au minimum, dans le cas de laTchécoslovaquie.

Il convient de relever, pour des explications comprises dans cette partie de la présente étude, que les besoins économiques des divers pays de l'Europe centrale se compensent réciproquement et que, dès lors, ils peuvent trouver leur satisfaction dans le cadre d'une étroite unité économique ; que par suite tous les efforts tendant à la réalisation d'un régime qui faciliterait les échanges économiques réciproques à l'intérieur de cette unité ne sont pas seulement pleinement justifiés, mais encore nettement désirables en raison de l'importance qu'ils présentent pour la prospérité de cette partie de l'Europe.

QUATRIÈME PARTIE

La collaboration économique envisagée du point de vue de l'Europe centrale entière.

Les circonstances favorisant la collaboration des Etats de l'Europe centrale. — La politique protectionniste de ces dernières années d'après-guerre. — La collaboration économique de l'Europe centrale est dans une certaine mesure une question politique. — Ce qu'on peut attendre de la collaboration économique. — Ses avantages pour les Etats intéressés. Son large champ d'action. — Sa forme en matière de politique commerciale. — La question de l'union douanière intégrale ; — de l'union douanière partielle ; — du régime des droits préférentiels. — La possibilité de l'établissement du système des droits préférentiels réservés aux Etats de l'Europe centrale dans les premiers temps d'après-guerre. — Les voies qui pourraient aboutir à une collaboration plus étroite : Les traités tarifaires conclus pour un certain nombre d'années. — Les traités bilatéraux avec les obligations trilatérales. — La participation des autres Etats européens, spécialement de l'Allemagne et de l'Italie à l'économie centroeuropéenne. — L'évolution générale de l'Europe entière favorise la collaboration économique des Etats de l'Europe centrale. — Le but de cette dernière est l'augmentation de production et de l'élévation du standard of life en Europe centrale. — L'intérêt de l'Europe centrale à la réalisation de la collaboration centre-européenne, qui n'est que l'un des côtés essentiels du problème de la collaboration européenne.

Les éléments qui sont arrivés au pouvoir après la guerre dans la plus grande partie de l'Europe centrale, et qui constituent la plupart des Etats envisagés dans nos explications, sont ceux dont le développement politique et économique était gêné par le régime austro-hongrois d'autrefois. Après la guerre, ces éléments ont créé en large mesure le nouvel état de choses en Europe centrale, dont l'organisation politique actuelle se présente comme le résultat des efforts desdits éléments en vue de modifier l'organisation politique de l'ancienne Autriche-Hongrie et de la baser sur les principes de l'égalité et de la démocratie moderne.

Dans tous les Etats de l'Europe centrale, sauf la Hongrie, la mentalité est tellement différente de celle qui régnait en Autriche-Hongrie avant la guerre que la collaboration sur les principes dont les nations opprimées n'ont jamais cessé d'être les partisans résolus au cours du dernier siècle et ne cesseront jamais de l'être, est devenue possible et s'approche de plus en plus de sa réalisation.

Seule la Hongrie semble n'avoir nullement changé son état d'esprit d'avant-guerre, comme l'attestent toujours de nombreux symptômes d'ordres divers. Quoiqu'elle ait été l'objet de deux changements politiques (1), elle ne semble pas avoir été suffisamment influencée par la révolution intellectuelle et morale qui n'a cessé de s'étendre progressivement après la Révolution française de l'Europe occidentale à l'Europe orientale. Elle garde toujours sa structure politique et sociale d'avant-guerre, ses règlements électoraux d'autrefois et elle a encore à accomplir la réforme agraire — ce grand problème d'ordre économique et en même temps social — dans une mesure plus grande qu'elle n'a fait jusqu'à présent. Cette vieille orientation est la principale difficulté qui subsiste toujours entre elle et ses voisins, elle est la source de la même différence d'idées qui les séparent comme au début de la guerre (2).

Pour l'évolution de l'Europe centrale, cette différence est un fait important, devant lequel on ne peut pas fermer les yeux. Cependant on n'a aucune raison de ne pas espérer que le changement des esprits, si désirable du point de vue de la nation magyare, s'accomplira dans un avenir plus ou moins éloigné.

On peut dire qu'en général, l'esprit de conciliation, de compréhension et de respect des intérêts de chaque Etat qui domine dans la plus grande partie de l'Europe centrale garantit une saine évolution dans les prochaines dizaines d'année. Des temps normaux se préparent lentement, tout se consolide dans l'Europe centrale et des bases durables s'établissent pour un solide développement économique.

La collaboration politique sur les principes d'égalité et de démocratie, tant désirée par presque toutes les nations de l'Europe centrale pendant le dernier siècle, se réalise de plus en plus depuis la guerre et crée une atmosphère favorable à leur collaboration économique plus étroite.

Les Etats dont on a envisagé les rapports basés sur les besoins économiques forment, comme on l'a vu, un système économique dont deux groupes d'Etats, les Etats industriels d'une part et les Etats agricoles d'autre part, échangent réciproquement leurs produits.

Quand on examine ce système de plus près, on se rend compte que ce n'est pas par hasard que les Etats envisagés se groupent en un tout plus large. Tout d'abord, ils sont liés d'une façon réciproque les uns aux autres, par des rapports étroits depuis longtemps. D'autre part, tous ces Etats sont moyens, c'est-à-dire qu'ils sont aujourd'hui à peu près de la même grandeur et de la même capacité économique.

Ces deux circonstances sont en parfaite harmonie avec les conditions qu'exige la formation d'un ensemble économique sur les principes qui sont conformes à l'état d'esprit de la plupart des Etats centro-européens. L'importance de la première circonstance s'explique sans

1. Voir Dr Edouard Benès, *Le problème des petites nations après la guerre mondiale*. « La Bibliothèque civile », n° 73-74, p. 46.

2. En 1848 et en 1918.

peine, car il serait difficile, même impossible, d'associer des éléments foncièrement hétérogènes et sans rapports réciproques. La liaison plus étroite ne doit être que la conséquence de l'utilité et de la nécessité économiques.

La seconde circonstance favorise l'idée de la collaboration tout autant que la première. Car un Etat d'une puissance économique très supérieure à la moyenne jouirait d'une très grande prépondérance qu'entraînerait forcément le jeu des lois économiques. Bien que par exemple l'Allemagne ait de date très ancienne d'importantes relations économiques avec tous les Etats en question, et son influence économique en Europe centrale va en augmentant, tout en laissant à part les considérations d'ordre politique, elle ne saurait cependant trouver place dans la collaboration économique envisagée à cause de sa puissance économique très grande. Ce fait ne prête pas, à notre avis, à discussion, car l'instinct naturel de conservation des Etats de l'Europe centrale, qui sont tous moins grands que l'Allemagne, s'y opposerait avec fermeté. Et en outre, l'Allemagne se présente comme un milieu économique de caractère différent et même à intérêts trop différents, de sorte qu'elle ne pourrait être facilement encadrée dans la collaboration des Etats moyens.

Ceux-ci présentent tous approximativement le même degré de grandeur et de développement économique et leur groupement ne saurait être qu'une association des Etats dont les droits seraient égaux et la puissance économique à peu près égale, de sorte qu'une hégémonie de l'un ou de l'autre ne serait pas à craindre. Cette conception démocratique devrait distinguer ladite association de la Mitteleuropa, projetée par les Allemands pendant la guerre. De cette sorte, l'idée de la collaboration économique de l'Europe centrale apparaît comme une application des principes de la S. D. N., ayant pour but en particulier la pacification et la consolidation de la situation d'après-guerre par la collaboration de toutes les nations.

Les explications sur leur commerce extérieur démontrent bien que les relations entre les Etats de l'Europe centrale sont très développées, quoique moins intensives qu'avant la guerre. On ne peut cependant dissimuler qu'il existe toujours entre eux des liens économiques très étroits et une interdépendance assez grande. On se rend suffisamment compte des intérêts communs et on reconnaît bien la nécessité d'une collaboration plus étroite sur le terrain économique.

Mais cette dernière se voit entravée par une politique plus ou moins protectionniste de tous les Etats de l'Europe centrale. Les Etats agricoles de l'Europe centrale visent avant tout l'indépendance plus grande de leur économie nationale et, en ce qui concerne la politique protectionniste des Etats industriels, elle est déterminée presque exclusivement par des raisons d'ordre tactique et social. On ne se dissimule pas les désavantages d'une protection douanière excessive, mais jusqu'à présent les Etats de l'Europe centrale se sont laissés entraîner en général à favoriser, quelquefois artificiellement, leur propre production nationale en vue d'une indépendance écono-

mique douteuse et méconnaissent les intérêts de l'Europe centrale entière. Chacun d'eux s'est efforcé dès le début de suffire à ses propres besoins et ils le font, on peut dire, encore, fût-ce aux dépens de leur intérêt commun.

Il est vrai que tous les Etats successeurs ont cherché, peu de temps après la fin de la guerre, à atteindre le plus grand degré de l'indépendance économique ; mais dans la plus grande partie de ces Etats il ne s'agissait pas d'un programme fixé d'avance en vue d'organiser une autocratie économique. Cette tendance se présentait plutôt comme la conséquence de la naissance des nouveaux Etats et on peut dire comme la conséquence de l'apparition d'un nouveau territoire douanier indépendant, qui provoque toujours une sorte de fièvre d'entreprise et de production. C'est seulement à l'époque où l'industrialisation faite en majeure partie par des capitaux étrangers, commençait à s'accomplir que les tendances protectionnistes se sont fait sentir avec vigueur.

Ces dernières peuvent d'ailleurs être caractérisées comme la continuation du protectionnisme d'avant-guerre qui avait cherché partout à favoriser la production indigène dans toutes les branches. Du fait que l'intérêt des entrepreneurs se présenta comme le facteur primordial, ce n'étaient pas les intérêts économiques, communs à toute l'Europe centrale, qui avaient prévalu, mais les intérêts de l'initiation des entrepreneurs protégés par l'Etat.

On ne peut pas constater que chacun desdits Etats présente les conditions d'une existence économique indépendante et que chacun d'eux constitue une unité économique au moins aussi naturelle que l'un quelconque des autres Etats européens et même l'empire dualiste disparu ; mais cependant l'intérêt de l'Europe centrale consiste dans la division du travail et dans l'organisation d'un système économique, bref dans leur collaboration économique.

Il n'est pas juste de leur reprocher trop vivement une sorte de mercantilisme qui a sévi tout de suite après la guerre et qui s'explique par un manque général de denrées et de matières premières et par l'instabilité des changes. Mais le contrôle sévère des importations et des exportations et les droits de douane ne peuvent plus être justifiés encore aujourd'hui de la même façon qu'après la guerre.

Sans doute le problème n'est pas si simple qu'on pourrait le penser au premier abord. Depuis quelque temps l'évolution de la politique commerciale de l'Europe entière s'est trouvée, pour ainsi dire, dans une impasse. Partout on a établi des droits de douane trop élevés, mais ce n'est qu'après la disparition des grands malaises de guerre et d'après-guerre qu'on a commencé à se rendre compte que la seule clef d'une amélioration générale de la situation actuelle consistait dans l'abaissement des droits de douane excessifs par voie d'ententes politico-commerciales à durée assez longue.

Les grands Etats et les petits sans distinction en général se sont vus trop largement attirés par l'idée d'autarchie industrielle. Il n'y

a presque plus de branches d'industrie où il ne se soit produit de tentative en vue de créer une propre production et de la protéger par des droits de douane qui entravent largement toute concurrence.

Il a été déjà bien des fois démontré qu'une telle évolution est en pleine disharmonie avec toutes les tendances économiques modernes. Tous les économistes européens considèrent cet état de choses comme insoutenable et malsain pour la production, les gouvernements de divers Etats ne se proclament nullement ennemis, au point de vue théorique, de la formation de territoires économiques plus grands, mais cependant la pratique présente toujours jusqu'à présent de nouveaux excès de protection douanière.

Chaque Etat justifie sa propre protection par la nécessité de se défendre contre celle des autres et, en présence de la protection douanière générale, les Etats de l'Europe centrale, qui ne sont d'ailleurs pas plus protectionnistes que les autres, n'ont qu'à suivre l'exemple de ceux dont la puissance économique détermine la politique commerciale des petits et moyens Etats.

Tout de même une amélioration sur ce terrain s'est produite depuis quelques années en Europe centrale. La période du contrôle sévère des importations et des exportations est terminée, les mesures préventives contre la dévaluation de la monnaie entraînée par des importations excessives, ne sont plus nulle part nécessaires et on est témoin des certains progrès obtenus par l'application de la clause de la nation la plus favorisée et par la conclusion des traités tarifaires.

L'attachement particulier des Etats de l'Europe centrale dans les premiers temps d'après-guerre au principe d'indépendance économique a été d'ailleurs assez compréhensible. Les Etats en question se sont laissés entraîner par les avantages spéciaux que l'indépendance économique était à même de leur apporter.

On sait bien que la dépendance économique de l'étranger a été assez gravement ressentie dans l'Europe centrale pendant la guerre, mais surtout avant sa fin et dans les premiers temps d'après-guerre. Cette circonstance a été, on peut dire, la principale cause qui a fait qu'on s'attachait à restreindre cette dépendance et à favoriser la production nationale dans toutes ses branches pour la mettre à même de satisfaire dans la mesure du possible tous les besoins économiques du pays et, en outre, pour permettre aux Gouvernements d'exercer un contrôle plus efficace au point de vue de la politique commerciale et financière.

En outre, il est à relever que, dans le premier temps d'après-guerre, on a cherché, dans tous les Etats de l'Europe centrale, le système de la politique économique à appliquer et parfois on a été témoin de discussions sérieuses concernant le degré de la protection douanière dont devaient jouir les diverses branches de production.

Certains partis politiques, de même que certains milieux économiques, ont à cette époque accepté avec réserve, même avec défiance les projets du rapprochement économique qui avaient été de nature à donner une direction nouvelle à l'évolution économique des Etats

intéressés. Cela s'explique en partie par le fait qu'il s'agissait en général des projets dont on n'était pas à même d'évaluer avec précision l'effet et la portée du rapprochement avec les autres Etats. Par toutes ces circonstances, on a été donc prédisposé à rejeter tous les projets en question sans une discussion sérieuse et on a été, pour ainsi dire, persuadé qu'il vaudrait mieux ne pas compter trop sur les autres et s'efforcer d'édifier l'économie nationale avec ses propres forces.

L'effet naturel de la politique visant l'indépendance économique était un développement de la production de chaque Etat dans ses diverses branches et une transformation partielle de l'économie nationale dans les Etats agricole de l'Europe centrale ainsi que, en partie, dans les Etats industriels de l'Europe centrale.

La tendance desdits Etats agricoles à augmenter leur indépendance économique se traduit dans le domaine de la politique économique par la naissance et le développement de nouvelles industries ; bref par l'industrialisation de ces Etats (1).

Il est vrai qu'au point de vue théorique, il n'y a pas d'objection contre cette industrialisation, mais on doit reconnaître qu'elle ne doit pas être précipitée et méconnaître toutes les lois économiques. En d'autres termes, les Etats agricoles de l'Europe centrale ne doivent pas perdre de vue que leur industrialisation doit se produire par étapes et qu'un sain développement industriel suppose plusieurs conditions qui seules peuvent servir de base à un essor économique et dont les principales sont celles-ci : des conditions géographiques et économiques favorables, l'abondance des capitaux, une bonne organisation et des ouvriers instruits. En plus ces Etats doivent se rendre compte que la protection douanière trop élevée, pratiquée par eux après la guerre, peut, il est vrai créer des industries factices, mais que celles-ci produisent à des prix de revient élevés et par suite, relèvent assez considérablement le coût de la vie.

A propos de l'examen des relations économiques des Etats agricoles de l'Europe centrale avec les autres Etats de l'Europe centrale, on a constaté qu'une partie de ces Etats agricoles commencent à pratiquer la politique économique conforme aux lois économiques et aux besoins réels de leur économie nationale. Espérons que l'autre partie le fera dans un bref délai.

En ce qui concerne les Etats industriels, ceux-ci témoignent une juste compréhension des besoins économiques de leurs voisins agricoles et en principe ils ne peuvent guère s'opposer à l'industrialisation organique de ces derniers. En outre, ils reconnaissent en principe qu'ils ne peuvent jamais être partisans d'une protection douanière élevée vis-à-vis de leurs voisins agricoles, car leur industrie travaille avant tout pour les exportations et le véritable intérêt de leur

1. Un aperçu de l'industrialisation des Etats de l'Europe centrale est présenté par M. V. Schuster dans sa conférence intéressante sur « Le problème de la communauté économique européenne, envisagée du point de vue tchécoslovaque », o. c., p. 4-12.

économie nationale est de voir les droits de douane de tous les Etats abaissés le plus possible. En outre, ils connaissent très bien les besoins économiques des Etats agricoles de l'Europe centrale et ils savent qu'ils sont parmi les premiers qui sont appelés à concourir largement à la rationalisation de la production agricole et à un développement de l'industrie agricole de leurs voisins et à contribuer de cette façon au relèvement du standard of life et du pouvoir d'achat de ces derniers et à en faire de bons clients.

Enfin, les Etats industriels de l'Europe centrale ne perdent guère de vue que la solution du problème économique de l'Europe centrale ne peut nullement négliger les besoins particuliers de l'agriculture de l'Europe centrale et que la prospérité de cette dernière ne doit pas être compromise par les changements survenant dans la politique économique de tous les Etats en question.

Après avoir expliqué le point de vue des Etats industriels de l'Europe centrale sur l'industrialisation des Etats agricoles de l'Europe centrale, il reste maintenant à envisager cette question au point de vue de l'Europe centrale entière. On peut s'en tenir à constater que l'industrialisation des Etats agricoles de l'Europe centrale touche les intérêts communs de l'Europe centrale entière et en particulier, il faut noter que, en présence de la grande importance de l'agriculture pour l'Europe centrale et de la demande relativement restreinte d'articles industriels, l'industrialisation des Etats successeurs au détriment de l'agriculture doit se faire par étapes et en harmonie avec l'élévation du standard of life et du pouvoir d'achat de la population ; car autrement il pourrait facilement se produire une surproduction industrielle, provoquant des crises très graves. L'Europe centrale très industrialisée ne pourrait qu'écouler très péniblement son surplus de production industrielle, tandis qu'aujourd'hui elle trouve relativement plus facilement des acheteurs pour ses produits agricoles.

Ayant constaté tous ces faits, on peut croire à l'idée de la collaboration économique de l'Europe centrale. La plupart des Etats successeurs reconnaissent bien qu'ils ne peuvent méconnaître que le principe d'indépendance économique a certaines limites, par suite desquelles on ne peut nullement éviter la dépendance économique de ceux qui sont voisins et qui sont prédestinés par la nature à constituer une partie d'une unité économique plus large ; enfin que le développement de l'Europe centrale nécessite un rapprochement et une coopération économique qui aboutiront à la formation d'un grand territoire économiquement unifié dans la plus large mesure. On ne perd pas de vue qu'il faut faire, pour ainsi dire, des préparatifs pour l'avenir ; on cherche et on cherchera de plus en plus des remèdes et, de cette façon, on se résignera à une collaboration plus étroite sur le terrain économique, qui sera à même d'empêcher le danger d'une politique protectionniste et d'apporter en même temps beaucoup d'avantages compensant largement les avantages de la politique d'indépendance économique.

* * *

Il est certain que la question du rapprochement économique est dans une certaine mesure une question politique, car l'économie politique est toujours et partout étroitement liée à la politique pure. Il en est de même en Europe centrale, car la collaboration économique étendue à tous les Etats, dont on se préoccupe, suppose tout d'abord, une certaine entente politique parmi eux. Pratiquement, cela signifierait pour l'Europe centrale que l'Autriche devrait renoncer à l'idée du rattachement auquel s'opposent, on l'a bien vu, toute son évolution économique depuis le Moyen Age et les intérêts économiques de l'économie autrichienne actuelle, idée dont les raisons politiques doivent être cherchées en majeure partie à Berlin et nullement dans l'Autriche elle-même. Quant à la Hongrie, elle devrait — l'évolution générale de l'Europe centrale et de l'Europe tout entière le démontre toujours de façon de plus en plus claire — renoncer aux espoirs de révision du traité de Trianon et s'entendre avec ses voisins.

L'entente politique en Europe centrale entraîne et entraînerait sans aucun doute des effets salutaires à beaucoup de points de vue et on en peut dire qu'elle se présente dès à présent comme l'une des principales conditions d'une collaboration économique plus étroite à laquelle participeront tous les cinq Etats de l'Europe centrale.

* * *

Avant de parler de grandes possibilités pour le développement de la collaboration économique plus étroite en Europe centrale et des grands avantages qui en résultent, il faut expressément constater que cette collaboration ne serait pas à même de remédier d'emblée à toutes les difficultés que l'Europe centrale a à l'heure actuelle à résoudre. Il ne faut pas oublier que, déjà avant la guerre, elle a eu un standard of life beaucoup plus bas que celui de l'Europe occidentale et de l'Allemagne et les difficultés économiques y ont été relativement plus grandes.

Après la guerre, l'appauvrissement général a provoqué partout en Europe des problèmes nouveaux, dont le ralentissement de la production et de la consommation, la non-participation de la Russie à l'économie européenne et l'essor considérable de l'Amérique sont les principales causes. Les progrès techniques et la puissance croissante des Etats-Unis contraignent l'Europe entière à organiser mieux son industrie sur la base de la rationalisation et des ententes industrielles internationales, qui commencent à l'enserrer par-dessus les frontières en faisant voir combien sont liées les unes aux autres les destinées de tous les Etats de l'Europe continentale.

Par la force des choses, tous ces problèmes de l'Europe entière se reflètent dans la situation de l'Europe centrale, en y provoquant des conséquences plus graves qu'ailleurs.

Il est vrai que le démembrement de l'Autriche-Hongrie a eu certains effets défavorables qui n'ont pas amélioré la situation actuelle de l'Europe centrale. Mais, en général, on exagère l'importance de ces effets auxquels il est impossible d'imputer de façon trop exclusive la pénible situation économique d'après guerre. Cependant il arrive que sous prétexte de récriminations d'ordre politique, les milieux qui dirigeaient les destinées de l'ancienne Autriche-Hongrie se laissent entraîner à exagérer l'importance des traditions économiques communes et de la division du travail dans le cadre de la monarchie disparue; de sorte qu'ils semblent oublier que la guerre a entraîné en Europe centrale un appauvrissement général relativement plus grand que dans les autres Etats qui y ont participé; ensuite que la situation économique de l'Europe centrale avait été déjà avant la guerre moins prospère que celle de l'Europe occidentale et de l'Allemagne, et enfin qu'une assez grande partie de difficultés ne se présentent que comme la conséquence de l'apparition de nouvelles branches d'industries dans les Etats de l'Europe centrale.

* * *

Les avantages de la collaboration économique plus étroite en Europe centrale seraient nombreux et les plus divers. On ne peut nullement les énumérer tous et on se bornera à indiquer quelques-uns des principaux. On peut citer d'abord que, par la dépendance économique, les Etats moyens de l'Europe centrale liés par une collaboration économique plus étroite vis-à-vis des autres n'auraient plus à subir si intensément toutes les crises, tous les changements monétaires, chaque amoindrissement du pouvoir d'achat et toutes autres causes réagissant sur les échanges économiques. Le second avantage se présenterait comme le résultat que chacun des Etats en question se consacrerait à une branche de production pour laquelle il possède des aptitudes particulières et des conditions favorables. Une intensification de la production et l'abaissement des prix de revient en résulteraient. Le pouvoir d'achat des salaires et par suite le standard of life s'élèverait au profit de l'Europe centrale entière.

La collaboration économique ne manquerait pas à coup sûr d'avoir aussi les effets heureux en matière financière. Les Etats successeurs en général se sont efforcés et — on peut dire — s'efforcent encore de se passer des crédits étrangers dans la mesure du possible pour ne pas rendre leur économie nationale trop dépendante des capitaux étrangers. On n'a pas l'intention d'examiner l'exactitude ou l'inexactitude de cette politique financière pour chacun desdits Etats, mais on constate que tout le monde est d'accord pour reconnaître que l'Europe centrale a besoin de capitaux pour mettre en valeur ses richesses et pour moderniser et rationaliser les diverses branches de ses industries susceptibles de prospérer.

Dans ces conditions, la collaboration des Etats de l'Europe centrale en matière financière pourrait consister dans l'octroi de crédits à

courte échéance, faits par les Etats industriels de l'Europe centrale à leurs voisins agricoles qui sont relativement plus pauvres en capitaux, dans la mesure où les propres besoins des Etats industriels le leur permettraient. De la sorte les Etats agricoles n'auraient plus tellement à craindre le déséquilibre temporaire de leur balance des paiements et pourraient acheter aux premiers ce dont ils ont besoin et de cette façon parfois procéder aux importations de matériel nécessaires au perfectionnement de leur production agricole, en profitant de diverses occasions d'achat sur les marchés des Etats voisins.

* * *

La collaboration économique des Etats de l'Europe centrale est appelée à donner des résultats heureux en beaucoup d'autres matières de la vie économique, spécialement en matière de transports qui, en comportant le minimum des questions politiques, se prête à des solutions relativement les plus faciles.

La possibilité de paralyser même les meilleurs effets et les avantages des traités commerciaux par l'application des tarifs de transports de caractère protectionniste rend une entente en cette matière pour l'Europe centrale d'autant plus importante que, parmi les Etats de l'Europe centrale, il y en a trois, c'est-à-dire la Tchécoslovaquie, l'Autriche et la Hongrie, qui ne touchent pas à la mer.

Les questions à résoudre en cette matière sont celles-ci : l'unification des régimes de chemin de fer et des tarifs (1) ; l'unification de la navigation intérieure, dont on a vu l'importance en examinant le rôle économique du Danube pour tous les Etats de l'Europe centrale ; la navigation maritime ; la navigation aérienne, le transport des voyageurs avec la suppression des visas de passeport ; les facilités des relations postales, téléphoniques et télégraphiques, etc., où partout on a déjà réussi à atteindre des résultats appréciables qui serviront de base à l'intensification et à l'achèvement de la collaboration économique des Etats de l'Europe centrale.

Il faut noter que, dans le cadre de l'Union internationale des chemins de fer, a été fondé le 4 avril 1930 « Le premier groupe régional des chemins de fer de l'Europe centrale dans le cadre de l'Union internationale de chemins de fer », dont les membres sont les chemins de fer polonais, tchécoslovaques, roumains, yougoslaves et bulgares.

1. La question des tarifs directs entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie a été résolue à Lubljana en mars 1929. L'entente prévoit la création de tarifs directs qui porteront sur les transports des marchandises présentant le mouvement le plus actif : à savoir dans la direction de la Tchécoslovaquie vers la Yougoslavie, le sucre, le fer, la porcelaine, les machines agricoles, les articles en argile, tissus divers, etc... dans la direction de Yougoslavie en Tchécoslovaquie, les produits agricoles, animaux vivants, vin, etc... Mais plusieurs administrations de chemins de fer devant participer à l'établissement des tarifs, on ne peut pas dire avec certitude quand ces derniers entreranno en vigueur.

Le but de ce groupe est de chercher à résoudre toutes les questions concernant le transport international, communes à tous les Etats participants. Son action ne doit nullement se limiter au transport par chemin de fer, mais elle doit envisager même la coopération des chemins de fer avec les autres moyens de transport, notamment avec les voies navigables où le Danube avec ses nombreux affluents se présente comme un large champ d'action.

On peut espérer que d'autres chemins de fer de l'Europe centrale participeront à ce groupe, ou qu'au moins leur coopération avec le groupe en question sera de plus en plus intensive, de sorte que ce dernier peut être caractérisé comme un pas important vers la réalisation de la coopération économique de l'Europe centrale.

Bien entendu, la collaboration est possible et même désirable en beaucoup de matières par voie d'ententes directes des industries intéressées ; et les tendances à établir divers cartels internationaux donnent des preuves suffisantes que les producteurs eux-mêmes commencent à se rendre compte qu'il faut changer ou, du moins, améliorer l'état des choses actuel.

On a vu dans les explications précédentes que c'était la métallurgie qui s'était engagée la première dans cette voie par la conclusion d'un cartel européen où même la métallurgie de l'Europe centrale se voit représentée. En dehors de la métallurgie, d'autres cartels ou au moins d'autres ententes d'ordres divers ont été déjà conclus ou quelquefois même renouvelés pour une certaine période par les industries centre-européennes, par exemple pour le fer laminé, pour les tuyaux, pour le papier, pour la porcelaine et le verre, pour le salami et on envisage la conclusion d'autres ententes, par exemple pour les produits meuniers.

Il y a même des cartels ou des ententes concernant l'Europe centrale au sens large (pour les tôles fines, pour les produits d'émail, pour le ciment et ceux qui sont conclus par les industries des deux Etats de l'Europe centrale seulement, par exemple par les industries autrichienne et tchécoslovaque, par les industries autrichienne et magyare, etc.). En outre, il y a des industries où des cartels ou des ententes sont encore à conclure, par exemple, certaines branches d'industrie textile.

On est loin d'exagérer l'importance de ces institutions pour l'idée de la collaboration économique des Etats de l'Europe centrale, mais on doit prétendre qu'elles joueront un grand rôle dans l'approfondissement de la conscience de l'unité économique de l'Europe centrale. Les intérêts privés de la politique économique des cartels encourageront certainement ces derniers à concourir à effacer dans une certaine mesure les frontières d'Etat, créées après la guerre, de sorte qu'on peut dire que, à côté des gouvernements des Etats de

1. Voir l'article très instructif : « L'aperçu des cartels en Europe centrale », publié par l'Institut centre-européen de Brno dans la *Hospodárská korespondence*, l'année 1930, n° 6, p. 18-30.

l'Europe centrale, facteurs principaux en matière de collaboration économique des Etats de l'Europe centrale, ce sont aussi les ententes industrielles internationales qui, étant appelées à coup sûr à jouer toujours un rôle permanent dans l'ordre économique de l'Europe et à diminuer les difficultés d'ordre extérieur pour tout rapprochement économique entre les divers Etats, préparent ladite collaboration de façon non moins efficace que les gouvernements eux-mêmes.

Le problème le plus délicat à résoudre se pose à propos du mode de collaboration économique à adopter en matière de droits de douane.

Tout d'abord, il est à noter que tous ceux qui connaissent l'état d'esprit et la situation de l'Europe centrale reconnaissent que l'union douanière entre tous les Etats de l'Europe centrale ne pouvait nullement, jusqu'à présent, et ne pourra encore longtemps être prise en considération. Tous les Etats successeurs tiennent beaucoup trop à l'intégralité de leur indépendance pour admettre une limitation quelconque, même seulement en matière de la politique commerciale et financière.

On sait bien qu'en Europe centrale, on n'a jamais aimé après la guerre à parler de l'union douanière, car d'après l'opinion commune à une grande partie de population, elle ne tendrait qu'à aboutir à l'union politique dont on s'est débarrassé du fait de la guerre. A propos de cette constatation, il convient de remarquer qu'il est vrai que personne ne doute que, si l'Europe veut s'engager dans une saine évolution, il faille créer des unités économiques plus larges ou même une unité embrassant l'Europe entière; mais on est d'accord qu'il faut y procéder autant que possible sans porter atteinte à l'indépendance politique des divers Etats et sans combinaisons politiques.

On peut dire que, si cela est vrai pour l'Europe entière, il en est d'autant plus pour les Etats successeurs. La preuve de cette nécessité de l'élimination de tous les buts politiques dans la mesure du possible a été largement fournie à l'occasion du projet de la confédération danubienne qui devait entraîner l'union douanière pour l'Europe centrale d'après-guerre. Et ce fut justement à cause des buts politiques, poursuivis par certains milieux de l'Europe centrale, qui apparurent, qu'on cessa bientôt d'en parler, car on en parle « non seulement que cela puisse être considéré comme quelque chose de sérieusement réalisable, mais également afin d'exercer de la sorte une certaine pression sur certains Etats de l'Europe centrale en vue d'obtenir diverses concessions » (1).

Autrement il faut franchement avouer que l'union douanière entre les Etats de l'Europe centrale, envisagée dans cette étude, trouve des conditions économiques et même politiques plus favorables que ne les trouverait une autre union quelconque entre les Etats euro-

1. Edouard Benes, *La politique extérieure de la République Tchécoslovaque*, p. 9.

péens (1). Car d'une part, les échanges économiques entre les Etats successeurs sont relativement plus considérables qu'ailleurs en Europe, et d'autre part, il n'est parmi eux aucun Etat qui puisse aspirer à une hégémonie ou à un rôle prépondérant quelconque.

Quant à la solution pratique, la présence de plusieurs (cinq) Etats soulèverait des grandes difficultés techniques aussi bien que celles de politique intérieure et extérieure qui seraient causées par les différents systèmes d'impôts, de consommation, par la différence du change et même par la différente politique de transport. Le degré de l'évolution économique des Etats envisagés est plus ou moins avancé, de sorte qu'on peut prévoir que l'union douanière embrassant tous les Etats de l'Europe centrale ne se passerait guère, au moins pour le premier temps, de divers droits de douane d'ordre intérieur, c'est-à-dire entre les Etats membres de l'union douanière. Ce serait seulement après une évolution plus ou moins longue qu'on aboutirait à une unité plus étroite permettant la simplification du statut de l'union douanière.

Ayant relevé plus haut que l'union douanière embrassant l'Europe centrale entière ne peut actuellement être prise en considération, ce n'est pas à dire qu'une partie des Etats en question ne pourrait déjà

1. Il est à noter qu'au *point de vue économique* l'établissement de l'Union douanière entre tous les Etats de l'Europe centrale aurait trouvé dans le *premier temps d'après guerre* les conditions les plus favorables et, par conséquent, les difficultés économiques, on peut dire, minimales, si les nations de l'Europe centrale s'étaient rendues dûment compte de leurs intérêts les plus importants. Mais en ce temps-là, les esprits, exposés aux influences immédiates de la fin de la guerre, étaient très agités de sorte que la prudence et le sang froid, nécessaires à la réalisation d'une œuvre de si grande envergure, manquaient en général.

Néanmoins il y avait des économistes qui ne perdaient nullement de vue la grande occasion d'établir et d'organiser l'Europe centrale, sans grandes difficultés économiques, en une grande unité, comme l'exige l'évolution économique du temps moderne. A titre d'exemple, on cite ici un article de l'économiste tchécoslovaque, Dr Hotowetz : « Mais il est nécessaire de s'efforcer dès à présent à ce que les susdits Etats (c'est-à-dire la Pologne, la Yougoslavie, la Roumanie, la Hongrie et éventuellement les Etats des Balkans), auxquels la Tchécoslovaquie est attachée par d'importants intérêts communs, cherchent dès à présent tous à ne pas rompre tout d'un coup les relations séculaires conclues en général sur un territoire commun, mais, au contraire, à les maintenir et à les affirmer. Il est de leur intérêt commun de s'assurer réciproquement une libre importation de divers produits, d'accepter un tarif douanier commun à tous et de créer ainsi un grand et vaste territoire douanier qui seul pourra soutenir la concurrence mondiale. Les petits territoires douaniers ne peuvent que vivoter et se rabougrir.

Nous voulons croire, nous voulons vivre une vie pleine, nous voulons largement participer au commerce mondial. Pour réussir, il faut créer l'union douanière avec la Pologne, la Yougoslavie, la Hongrie, la Roumanie et éventuellement avec la Bulgarie et la Grèce. Ainsi apparaîtrait un grand ensemble économique d'une importance remarquable dans la concurrence internationale.

Et si plus tard l'œuvre était complétée par la participation de la Russie, on aurait un système économique qui pourrait pleinement correspondre au grand système britannique et américain ». Dr Hotowetz, dans le *Prumyslovij vestnik*, n° du 11 décembre 1918.

à présent créer une union douanière. Les difficultés qu'occasionnerait une telle union douanière entre deux ou même trois Etats, seraient beaucoup moins grandes, notamment si c'étaient deux Etats de la même structure économique ou de structure économique tout à fait différente, c'est-à-dire l'un des deux Etats de structure agricole et l'autre de structure industrielle, de sorte que ces deux Etats se complèteraient dans une large mesure sur le terrain économique. L'accord entre les Etats agricoles est relativement le plus facile. Ils peuvent simplement lever les droits de douane d'ordre intérieur, le rapprochement économique entre eux ne modifiant guère la direction de leurs exportations et la provenance de leurs importations. Les articles d'exportation ne se font guère une concurrence sur leurs propres marchés et il est donc facile de s'entendre sur le tarif douanier commun et sur la politique commerciale basée sur les intérêts égaux.

En ce qui concerne les difficultés économiques, il est évident qu'un rapprochement économique, même le plus étroit, entre les Etats de la même structure n'est pas à même de les résoudre. Ce n'est que l'entente entre les Etats de structure économique différente qui peuvent se compléter dans leurs propres besoins économiques qui serait en état d'apporter une amélioration de la situation économique.

A l'heure actuelle, les possibilités pratiques de l'établissement d'une union douanière au moins partielle entre une partie des Etats de l'Europe centrale se sont assez renforcées. C'est surtout le grand fléchissement des prix des produits agricoles qui a attiré l'attention des Etats spécialement intéressés, ainsi que celle de tous les cinq Etats en question sur leur collaboration économique plus étroite.

Le cas des Etats agricoles du Bas-Danube laisse à espérer dans le dernier temps que l'évolution économique peut s'engager vraisemblablement dans cette voie, au moins dans une partie de l'Europe centrale.

Dans les premiers temps après la guerre, avant que les tendances centrifuges aient pris des formes plus précises, la voie qui aurait pu faire parvenir à un rapprochement économique des Etats de l'Europe centrale, qui aurait trouvé une expression claire en matière de droits de douane, aurait pu être celle du régime préférentiel, analogue à celui de l'Empire britannique ou des Etats scandinaves ou baltes.

On peut dire que l'établissement de ce régime aurait été relativement beaucoup plus facile à réaliser que l'union douanière, mais il n'aurait pas été, à coup sûr, sans comporter certaines difficultés. En outre, il est à remarquer que l'engagement dans cette voie sans comporter de difficultés trop considérables était possible en Europe centrale seulement avant l'époque où les Etats de l'Europe centrale ont commencé à compléter et à modifier leur appareil de production et à appliquer une politique commerciale visant une indépendance économique la plus grande possible. Car au moment où on s'est orienté vers l'indépendance économique, la réalisation des projets du rapprochement économique devenait de plus en plus impossible du

fait de l'accroissement de divers obstacles, notamment de ceux de politique intérieure. Cependant, d'après certains économistes, lesdits obstacles ne doivent pas être exagérés, car le rapprochement économique de certains Etats ne suppose pas nécessairement le même système des impôts de consommation, ni le même change, ni le même tarif douanier.

Il est vrai qu'avec le temps les nouveaux obstacles se joignent aux obstacles des premiers temps d'après-guerre et qu'à l'heure actuelle l'établissement de ce système entre tous les Etats de l'Europe centrale occasionnerait des obstacles économiques presque insurmontables, ne serait plus possible ; mais il sera, à notre avis, très intéressant et en même temps instructif d'expliquer brièvement comment aurait pu se produire une collaboration économique plus étroite sur la base des droits préférentiels réservés aux cinq Etats de l'Europe centrale. En en donnant au moins quelques traits essentiels, on caractérisera aussi de cette sorte la situation de l'Europe centrale d'après-guerre ainsi que celle d'aujourd'hui.

Un régime préférentiel, étendu à tous les Etats de l'Europe centrale, aurait supposé en premier lieu — comme d'ailleurs aussi l'union douanière — la volonté de ces Etats de se grouper sur la base des droits préférentiels et, en second lieu, celle de tous les autres Etats d'admettre leur groupement sur cette base. Quoique la première condition n'eût dépendu que des Etats directement intéressés, il semblait bien qu'elle aurait soulevé dans l'Europe centrale plus de difficultés que la deuxième.

La politique économique de ces Etats a donné cours pendant les années d'après-guerre aux tendances centrifuges qui se sont présentées comme la conséquence de la naissance de nouveaux territoires douaniers. Dans le premier temps d'après-guerre, leur groupement, même sous la forme d'un système des droits préférentiels, aurait réagi contre ces tendances qui n'ont pas encore pris de formes précises et d'ailleurs la situation a semblé devoir comporter la possibilité d'un changement, découlant des besoins économiques. Ce qui aurait été décisif pour un tel changement, c'eût été peut-être le sort réservé à la première tentative, qui aurait dû être bien et opportunément préparée par des études appliquées aux solutions pratiques des questions relevant du régime préférentiel. Le premier pas aurait pu consister, par exemple, à calculer pour une catégorie de marchandise déterminée les droits préférentiels entre deux Etats et à se mettre d'accord sur eux. Et on pouvait espérer que lorsque deux ou trois premières tentatives heureuses auraient influé sur les traités de commerce, les autres Etats de l'Europe centrale s'engageraient vraisemblablement dans cette voie nouvelle.

Les tendances centrifuges eussent causé de graves difficultés, mais les réactions psychologiques dans les Etats successeurs auraient été, à coup sûr, la source de difficultés beaucoup plus graves. Car les Etats successeurs, attachés à leur indépendance, ont étendu longtemps et étendent encore aujourd'hui involontairement leur manière

de penser politique au domaine économique ; et il peut être question de savoir si leur attachement à la notion d'indépendance, poussée à l'excès, ne leur rend moins facile la possibilité d'avoir une large compréhension des liens de solidarité économique nécessaire.

En outre, il est intéressant de constater qu'en Europe centrale on s'est habitué assez rapidement à l'indépendance politique qui a été si longtemps l'objet des aspirations nationales et qu'on ne pense même plus au point de vue économique par grands territoires comme on l'a fait avant la guerre. C'est même parce qu'on a cessé de penser à des territoires plus grands que les obstacles à un rapprochement économique apparaissent beaucoup plus grands qu'ils ne le sont en réalité. Mais on peut dire que, si la première tentative avait réussi, on n'eût pas peut-être manqué d'enregistrer ses effets salutaires et on se serait engagé assez vite dans la voie qui eût abouti aux résultats désirables.

De plus, les obstacles sur le terrain psychologique auraient été appelés, comme c'est d'ailleurs le cas aujourd'hui, à s'aplanir, car si l'on a oublié rapidement les avantages économiques de l'ancien territoire unique, on a conservé mieux le souvenir des mauvais effets de son organisation politique injuste, dont souffraient les nations opprimées.

Jusqu'ici, chaque idée de rapprochement plus étroit rappelait après la guerre à ces nations leur position politique subordonnée d'autrefois, leur faisait redouter le retour à une domination déguisée (1) et provoquait en même temps dans les nations dominantes, surtout chez les Magyars qui, en majorité, n'ont pas changé leur état d'esprit d'avant-guerre, ces espérances injustifiées d'un renversement de la situation actuelle. Temporairement alors l'idée d'un rapprochement plus étroit soulevait et soulèvera encore des inquiétudes chez toutes les nations de l'Europe centrale.

Mais il faut relever que les lois économiques sont beaucoup plus fortes que ne l'est l'opinion publique dans tel ou tel Etat et on peut donc dire que ledit état d'esprit tendra à disparaître et cela au grand avantage des nations intéressées elles-mêmes ; car, il faut le dire expressément, si la collaboration économique des Etats de l'Europe centrale doit être réalisée, elle le sera sur la base d'une confiance réciproque et sur celle des principes d'égalité et de démocratie dont la majeure partie des nations de l'Europe centrale sont les partisans résolus. On voit que ces deux principes sont les mêmes qui ont amené l'état de choses actuel en Europe centrale ; il est donc naturel que la collaboration économique doive respecter cet état de choses et cela d'autant plus que, l'ancien état de choses une fois renversé par la guerre, la situation actuelle ne se présente que comme la simple réalisation du programme des nations qui avaient toujours

1. Ce fait prouve combien les nations jadis opprimées sont heureuses que l'ancienne unité politique ait disparu et combien elles tiennent à ne pas la voir réapparaître.

réclamé dans l'ancienne monarchie une organisation qui aurait appliqué les principes démocratiques. A côté de ces difficultés, il y aurait encore des difficultés d'ordre technique résultant de la présence de plusieurs Etats qui seraient appelés à y participer, comme on l'a déjà remarquer à propos de l'explication concernant l'union douanière.

Il est vrai que dans le premier temps d'après-guerre, les problèmes économiques de chacun des Etats intéressés vis-à-vis des autres Etats, n'étaient pas si différents et si compliqués qu'ils le sont aujourd'hui, mais les obstacles à lever seraient cependant assez considérables. Quant à l'heure actuelle, ils sont indéfiniment multipliés, car d'une part les rapports commerciaux des Etats en question se sont de beaucoup agrandis, et d'autre part les Etats tiers auraient à cette époque admis une exception à la clause de la nation la plus favorisée beaucoup plus aisément qu'ils ne le feraient aujourd'hui.

C'est justement pour exclure la possibilité d'introduire les avantages spéciaux dans les rapports commerciaux que ladite clause figure dans les traités commerciaux et, au temps de son application générale, le régime préférentiel peut donc être caractérisé comme un paradoxe.

L'importance de la clause en question augmente avec l'accroissement et l'intensité des relations économiques, ce qui explique bien que le régime préférentiel n'est jusqu'à présent admis que dans une mesure très réduite. En outre, malgré le fait qu'on reconnaît qu'elle est peu élastique et qu'on cherche à adoucir sa rudesse au moins pour les besoins spéciaux à caractère régional, on ne peut trop espérer que les Etats tiers admettraient sans vives protestations et même sans retorses une atteinte à son efficacité qui toucherait trop largement leurs intérêts économiques. Il faut remarquer qu'une partie des Etats tendent à détester en principe chaque exception à la clause en cause, parce qu'ils tiennent cette exception pour capable de porter une grave atteinte au système politico-commercial actuel et même de le renverser. On prétend même qu'il est douteux qu'on puisse compter sur l'acceptation générale d'une stylisation nouvelle de la clause de la nation la plus favorisée qui atteindrait sa portée et son importance.

Toutes ces circonstances démontrent bien que l'établissement du régime préférentiel en Europe centrale aurait rencontré dans le premier temps d'après-guerre des difficultés considérables et qu'il en trouverait encore de plus grandes à l'heure actuelle.

Dans ces conditions, le rapprochement économique des Etats de l'Europe centrale n'est réalisable que dans une forme qui respecterait le plus possible le système de la clause de la nation la plus favorisée, généralement appliquée en Europe. Pour la solution du problème économique de l'Europe centrale, il serait donc très utile de s'efforcer en premier lieu de parvenir à la reconnaissance générale de sa nouvelle stylisation, qui ne serait que l'expression de la conviction que le principe de ladite clause néglige trop les besoins spéciaux de certaines régions. De cette façon, l'économie centre-euro-

péenne pourrait être perfectionnée par voie d'une rationalisation graduelle, facilitée par tous les Etats qui donneraient leur adhésion à la nouvelle stylisation de la clause de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne la forme du régime préférentiel, deux éventualités eussent pu être envisagées à l'époque où le système de droits préférentiels aurait pu être envisagé pour l'Europe centrale ; soit la négociation commune et une convention collective de tous les cinq Etats intéressés, soit des négociations et des conventions bilatérales entre les cinq Etats en question, entre l'Autriche et la Hongrie, par exemple, ou entre la Tchécoslovaquie et l'Autriche, la Yougoslavie et l'Autriche, entre la Roumanie et la Hongrie, etc...

On peut prévoir que le premier mode aurait été plus difficile à réaliser bien qu'il pût sembler plus simple à première vue. Chacun des Etats participants aurait eu à s'engager à accorder aux autres contractants un certain abaissement, allant par exemple de 10 à 30 % des taux minima conclus dans les traités de commerce, ce qui aurait été un système analogue à celui de l'Empire britannique où les Dominions appliquent les droits douaniers abaissés pour les marchandises anglaises.

L'autre mode est plus compliqué et aurait supposé des négociations peut-être plus longues, mais semble t-il, plus acceptables, parce que plus élastiques. Car il eût été peu recommandable d'attendre le moment où tous les Etats se grouperaient en un système, quand il eût été possible de concevoir très facilement que tel ou tel Etat d'entre eux aurait été plus ou moins économiquement attiré vers un autre et que plus tard seulement, le rapprochement des groupes, composés pour la plupart de deux Etats, aurait pu donner naissance à un ensemble. En outre, ce deuxième mode aurait laissé un champ assez large pour réaliser un abaissement des droits préférentiels suivant des modalités variées et adaptées aux différents intérêts et besoins locaux. De cette façon, il aurait pu augmenter alors dans une certaine mesure le grand avantage de chaque régime préférentiel, qui consiste avant tout dans la possibilité de s'adapter toujours assez exactement aux conditions données, en laissant de côté, soit d'une façon absolue, soit pour un temps seulement, tous les cas où on aurait rencontré des obstacles considérables à l'application des droits préférentiels. De cette façon, le rapprochement des divers Etats aurait pu se produire par étapes, et les économies nationales qui en seraient l'objet auraient été en mesure de se convaincre de son utilité. Il aurait fallu seulement que cette conviction fût commune et prit place partout, et le rapprochement n'aurait pas manqué de s'intensifier grâce à une extension graduelle du principe préférentiel aux groupes de marchandises ainsi qu'aux organisations économiques pour lesquelles cette politique serait devenue opportune.

Cette seconde modalité du régime préférentiel aurait pu être complétée, pour favoriser la formation du système économique centroeuropéen, par une clause spéciale stipulant que les droits préférentiels qu'un Etat aurait assuré à un autre Etat de l'Europe centrale,

par exemple, l'Autriche à la Yougoslavie, auraient pu être étendus par cette clause aux autres Etats de l'Europe centrale par voie de réciprocité. Bien entendu, cela aurait supposé un consentement préalable de tous ces Etats à accorder les droits préférentiels sur la base de cette clause spéciale. De cette façon, en pratique, il aurait suffi de conclure les conventions de cette sorte seulement entre l'Autriche et la Tchécoslovaquie puis entre la première et la Yougoslavie, ensuite entre la première et la Roumanie et enfin entre la Tchécoslovaquie et la Hongrie. Il s'en serait suivi une sorte d'union douanière préférentielle entre tous les Etats de l'Europe centrale.

Mais il faut reconnaître que ces derniers, ou au moins quelques-uns, auraient soulevé, à coup sûr, des objections diverses contre la clause préférentielle, réservée aux Etats en question. Il était alors à remarquer à leur adresse que les droits préférentiels n'auraient nullement valu l'union douanière et qu'ils auraient permis par contre une protection douanière suffisante. Pour les Etats agricoles, de grands avantages auraient pu en résulter sous forme de crédits nécessaires à la rationalisation de leur production et à la reconstruction générale du pays. Les Etats industriels de leur côté auraient dû se rendre compte qu'ils auraient en tout cas, à l'avenir, à collaborer avec les premiers et que, par l'effet d'une consolidation économique de ces Etats agricoles, ils auraient à subir, en l'absence d'une entente économique, de nouvelles pertes sur les marchés de ces derniers, parfois au profit des autres Etats.

Quant aux effets de la collaboration économique sur le terrain politique, il est certain qu'elle aurait favorisé par contre-coup une entente politique plus profonde et aurait contribué de cette sorte à la pacification de l'Europe centrale, à laquelle doivent s'attacher avant tout les Etats en question pour leur profit commun.

Les possibilités d'une réalisation du système préférentiel spécial pour l'Europe centrale dans les premiers temps d'après la guerre sont attestées par le fait que la Conférence de Paix s'est occupée de cette question. Il est intéressant de relever que ce sont les traités de paix eux-mêmes qui ont envisagé l'établissement du régime préférentiel entre trois Etats de l'Europe centrale, la Tchécoslovaquie, l'Autriche et la Hongrie. L'article 22 du Traité de Saint Germain et l'article 203 de Trianon ont assuré à ces trois Etats la faculté d'établir entre eux un régime douanier spécial en faveur de certains produits naturels ou manufacturés originaires ou en provenance de ces pays, qui seraient spécifiés dans les arrangements particuliers, pourvu que la durée de cet arrangement ne dépasse pas une période de cinq années à dater de la mise en vigueur des traités de paix.

On conçoit bien que c'était avant tout l'état d'esprit et le manque de confiance réciproque dont on a parlé plus haut qui ont paralysé ces dispositions des traités de paix. En outre, les tendances centrifuges n'ont pas manqué de prendre des formes plus précises et les Etats de l'Europe centrale ont commencé à renforcer en premier lieu leur indépendance économique. Aujourd'hui, ces dispositions n'ont

plus aucune valeur pratique, car d'une part les trois Etats envisagés ne pensent plus au moins actuellement à un tel système, et d'autre part, ils ont conclu avec presque tous les autres Etats des traités de commerce, basés sur la clause de la nation la plus favorisée, de sorte que ceux-ci se croiraient lésés dans leurs intérêts économiques.

Après avoir présenté ces quelques indications sur le régime préférentiel qui aurait pu se produire en Europe centrale dans le premier temps d'après-guerre, il faut remarquer que la situation générale de l'Europe centrale à cette époque-là n'était pas telle qu'on eût pu espérer que les Etats en question se grouperaient immédiatement et d'emblée selon un système économique et, en outre, que l'établissement des droits préférentiels ne fût même pas à cette époque-là l'objet de négociations commerciales. Mais on doit cependant insister sur le fait que, si les tentatives nécessaires avaient été entreprises et réalisées à temps, c'est-à-dire dans les premiers temps d'après-guerre, elles auraient été peut-être couronnées de succès.

On peut constater que, dans les premiers temps d'après-guerre, le système des droits préférentiels, réservé aux Etats de l'Europe centrale, était la seule voie que devait prendre l'évolution économique de l'Europe centrale pour aboutir à un développement sain et salutaire à tous les Etats intéressés. De cette façon l'Europe centrale aurait évité la pénible situation actuelle en matière politico-commerciale et il semble qu'elle n'aurait pas à chercher aujourd'hui la solution de son problème économique, dans sa plus grande partie au moins, dans la solution du problème économique de l'Europe tout entière.

Le fait que l'Europe centrale ne s'est pas décidée à temps à établir un système préférentiel a donné naissance à des conséquences qui aggravent sa situation économique actuelle et qui exigent de plus en plus une rationalisation de la politique commerciale de tous les Etats intéressés et des solutions au moins partielles de leurs problèmes économiques.

La nécessité de résoudre le problème économique de l'Europe centrale n'est guère moins grande qu'elle ne l'était après la guerre, mais la situation actuelle exige qu'on y procède avec beaucoup plus de prudence et avec une méthode comportant au moins pour une période transitoire des solutions graduelles, car la vie économique de l'Europe centrale ne pourrait nullement — semble-t-il — supporter sans grandes secousses de brusques et profondes modifications de la politique économique. Les diverses branches de l'industrie centre-européenne, qui ont eu à subir après la guerre des crises assez profondes et, en outre, à entreprendre des réorganisations nécessaires et à payer des grandes charges fiscales et sociales, n'ont pas encore réussi à créer des capitaux de réserve et par suite elles ne sont pas encore en état de subir des changements de grande portée sans éprouver de grands contre-coups. Il est donc certain qu'on ne peut obtenir une amélioration de la situation économique de l'Europe centrale d'un jour à l'autre, mais on pourra y aboutir lentement

par la levée successive des nombreux obstacles qui s'opposent à une collaboration économique plus étroite et dont une grande partie se sont accumulés depuis la guerre.

Avant de parler spécialement des moyens à prendre pour améliorer la situation économique de l'Europe centrale, on remarque que les Etats de l'Europe centrale, autant qu'ils n'ont pas encore réussi à le faire, doivent chercher à mettre en pratique les diverses résolutions prises par les Conférences économiques internationales d'après-guerre qui toutes ont recommandé les diverses mesures capables de faciliter les échanges économiques entre les Etats et d'harmoniser ainsi la vie économique de l'Europe centrale.

L'état de choses actuel en cette matière y est analogue à celui du reste de l'Europe ; et d'une façon générale, on peut dire qu'on est encore assez loin d'aboutir à une pleine application des diverses mesures recommandées par lesdites résolutions.

En ce qui concerne spécialement l'Europe centrale, il semble qu'il serait désirable d'abandonner le système appliqué aujourd'hui dans la politique commerciale, celui des traités résiliables à court terme, et de revenir au moins pour une période transitoire aux méthodes de la politique commerciale d'avant-guerre.

On sait qu'avant la guerre d'importants traités commerciaux ont été conclus en Europe centrale pour un certain nombre d'années, pour une période de dix années en général, et, comme c'était pour la plupart des traités tarifaires, les industries travaillant pour l'exportation ont pu calculer d'avance plus facilement les prix de revient et de vente qu'elles ne le peuvent aujourd'hui. Les frais de revient dans ce système des traités et par suite des prix de vente pouvaient être relativement plus bas qu'ils ne le sont à l'heure actuelle où l'on pratique en général, comme on l'a dit, le système des traités tarifaires résiliables à court terme. Car, dans ce système ci, l'industrie produit plus cher en raison de l'impossibilité de calculer d'avance les prix de revient et de vente d'une part, et en raison de l'accroissement des risques de production d'autre part. Par l'effet de ces deux circonstances, une hausse des prix se produit plus fréquemment et la rationalisation de l'industrie quelconque dans les Etats de l'Europe centrale, qui sont tous d'ordre moyen, se voit considérablement gênée.

Par contre, il est certain que ces deux circonstances disparaîtraient dans le système des traités tarifaires conclus pour une période la plus longue possible ; ceux ci concourraient, à coup sûr, efficacement à la stabilisation et à la consolidation dont l'Europe centrale a besoin pour sa prospérité économique. De tels traités pourraient même être conclus au prix de sacrifices plus grands, car ils auraient, à coup sûr, une valeur économique beaucoup plus grande qu'un excellent traité dont on ne peut profiter des avantages que jusqu'au moment incertain où l'autre partie contractante se prétend lésée et cherche à le résilier.

En outre, il faut constater que, si les traités tarifaires résiliables à court terme pouvaient trouver une justification aux époques d'incer-

titude sur la situation politique et d'instabilité des changes, ils ne la trouvent plus aujourd'hui où la situation économique commence à prendre des formes aussi précises que la situation politique. L'abandon de ce système de traités s'impose donc de plus en plus pour les Etats de l'Europe centrale afin de faire un pas en avant comme le commandent les véritables intérêts communs à l'Europe centrale entière.

Le système des traités tarifaires conclus pour un certain nombre d'années, recommandé même à l'Europe entière par la Conférence éco-internationale, tenue au mois de mai 1927 à Genève, pourrait, on peut dire, préparer au moins partiellement les voies à une étroite collaboration; mais on doit toutefois remarquer que cette sorte de traités ne serait nullement à même de satisfaire pleinement et pour une longue période aux besoins organiques, et qu'il conviendrait de *s'engager*, en dehors des autres voies visant à élargir la base commerciale en question, avec décision et avec courage même dans de nouvelles voies de la politique commerciale qui tendraient à aboutir, par étape, à *une unification économique de plus en plus étroite de l'Europe centrale*.

En faisant cette remarque sur l'opportunité de conclure des traités tarifaires pour un certain nombre d'années, on relève qu'il est très difficile d'indiquer dès à présent la forme politico-commerciale que devra prendre l'évolution économique de l'Europe centrale. Au prix d'éviter de lancer des projets qui peuvent plus tard se montrer vagues, trop abstraits, faux ou même impossibles à réaliser, on ne peut qu'esquisser très brièvement les diverses possibilités qui pourraient prendre des formes plus précises, ou reproduire les idées des autres, en ajoutant telles observations que la situation générale de l'Europe centrale oblige à faire.

Tout d'abord, on est d'accord que tous les projets et toutes les propositions pour aboutir doivent être concrets, précis, visant une certaine question à résoudre, psychologiquement opportuns et découlant des besoins vitaux naturels et des crises économiques vivement ressenties.

A l'époque actuelle, le grand fléchissement des prix des produits agricoles a occasionné des réflexions sur les possibilités de la diminution de la crise agricole par le rapprochement économique au moins de certains Etats de l'Europe centrale.

Les Etats agricoles du Bas-Danube, dont la plus grande partie de la population sera encore longtemps agricole, ressent une gêne économique par l'effet de la baisse des prix agricoles et par l'effet des prix relativement élevés de produits industriels. La situation économique de ces Etats n'est pas telle qu'on puisse la voir bientôt améliorée. Ils reconnaissent qu'ils sont allés dans la protection de leur industrie parfois plus loin qu'il n'était opportun et désirable et, en conséquence, ils se montrent prêts à abaisser la protection industrielle tant que ne seront pas compromises leurs propres industries, qui trouvent dans lesdits Etats la raison d'être et le développement

naturel ou telle protection qui n'est en grande partie que le résultat de considérations d'ordre politico-commercial.

Ce fait est, au point de vue politico-commercial, très important et peut même être le point de départ pour une collaboration plus étroite entre les Etats de l'Europe centrale.

On prétend même que la situation économique actuelle de l'Europe centrale renforce les chances d'établissement d'un régime préférentiel dont on a déjà parlé dans ce chapitre, ou d'établissement d'une union douanière partielle, analogue à celle dont avait discuté dans les années 1915-1918 l'Allemagne avec l'Autriche-Hongrie pour l'établir après la guerre. Cette dernière n'a été, jusqu'à présent, appliquée nulle part, mais elle est au point de vue théorique la plus discutée parmi les formes politico-commerciales de la collaboration économique, non appliquées jusqu'à présent.

A la différence de l'union douanière totale, l'union douanière partielle n'admet la suppression, ou au moins l'abaissement des droits de douane, que pour certains produits, provenant de certains Etats, à la suite d'un compromis entre les Etats intéressés. Cette union se distingue donc, dans le commerce entre les Etats intéressés, par l'absence de droits pour certains articles de production, par leur abaissement pour les autres et enfin par la pleine application des droits de douane à l'importation des articles qui ne sont pas l'objet de régime spécial entre les Etats intéressés. L'union douanière totale n'existe donc entre les Etats intéressés que pour les produits qui jouissent de l'absence de droits de douane dans leur commerce réciproque, et les droits de douane appliqués auxdits produits dans le commerce avec les Etats tiers sont donc égaux. Quant aux autres articles, les droits de douane peuvent être plus ou moins élevés, mais leur différence ne peut être plus grande que ne le sont les droits de douane réciproques entre les Etats en cause. Chaque Etat garde de la sorte une certaine autonomie dans la politique commerciale et applique vis-à-vis des autres ses propres droits de douane. Naturellement les Etats participant à une union douanière partielle appliquent dans leurs rapports réciproques la clause de la nation la plus favorisée.

Quant aux rapports avec les Etats tiers, ce système du rapprochement économique suppose la reconnaissance de la part de ces derniers, afin que les avantages qu'il présente ne soient pas regardés comme la violation de la clause de la nation la plus favorisée, ce qui occasionnerait de grandes difficultés.

Le nombre d'articles de production soumis au régime spécial peut varier, ainsi que la mesure de la protection douanière dans les rapports réciproques d'après les besoins économiques des Etats y participant. D'après le degré de son intensité, cette union peut entraîner les mêmes complications et les mêmes difficultés techniques que l'union douanière totale, parce que pratiquement elle équivaut plus ou moins à cette dernière.

Les difficultés qui s'opposent à l'établissement d'une union douanière partielle en Europe centrale sont très grandes, mais, comme on

l'a déjà relevé à propos de l'union douanière totale, il y a des possibilités qui pourraient être réalisées entre certains Etats de l'Europe centrale.

A titre d'information, on reproduit ici une proposition de M. Hugo Vavrecka (1) qui vise la solution du problème économique de l'Europe centrale.

L'auteur fait précéder sa proposition, avec juste raison, d'une constatation que la solution du problème en question serait de beaucoup facilitée par une modification de la clause de la nation la plus favorisée qui admettrait les échanges économiques sur la base préférentielle, et qui dédommagerait les Etats tiers d'une amélioration de la situation politico-commerciale. Puis il développe une proposition bien intéressante, qui consisterait dans l'adoption d'un système des *traités bilatéraux avec des obligations trilatérales*.

Son point de départ est la crise de l'agriculture, causée par les fléchissements des prix des produits agricoles et une résolution des Etats agricoles de l'Europe centrale d'abaisser et de rationaliser la protection de leurs industries en vue de vendre leurs produits agricoles à des prix plus avantageux et en vue de s'assurer les débouchés certains.

Il distingue trois catégories d'Etats qui viennent en considération dans la solution du problème économique de l'Europe centrale. Tout d'abord, les Etats de l'Europe centrale exportant les excès de leur production agricole (les Etats A) ; puis les Etats de l'Europe centrale qui sont obligés d'importer une grande partie des produits agricoles pour leur population et d'exporter les produits industriels (les Etats I), et enfin les Etats tiers qui sont soit de structure agricole, soit de structure industrielle, soit de structure mixte (les Etats T).

On peut espérer qu'un grand nombre des Etats T reconnaîtraient les avantages préférentiels, accordés par les Etats I aux Etats A pour les produits agricoles provenant de ces derniers, si les Etats A, à l'occasion de l'établissement desdits avantages préférentiels, abaissent leur protection douanière vis-à-vis de tous les Etats T qui reconnaîtraient lesdits avantages préférentiels.

Dans les Etats I, deux tarifs douaniers devraient être en vigueur, l'un général, pour les Etats T, et l'autre pour les Etats A, qui, bien entendu, devraient être en harmonie avec les intérêts agricoles des Etats I.

De la sorte, il y aurait un système de traités bilatéraux avec des obligations trilatérales, où la clause de la nation la plus favorisée se verrait formulée de façon différente :

1° Dans les traités entre les Etats A et les Etats I.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'une des Hautes Parties Contractantes, seront admis à l'importa-

1. Voir le dernier d'une série d'articles très intéressants, publiés par M. Hugo Vavrecka, ministre plénipotentiaire de Tchécoslovaquie à Vienne dans le journal tchécoslovaque *Lidové Noviny*, le 28 juillet, le 3, le 5 et le 10 août 1903, nos 374, 387, 390 et 400.

tion sur le territoire douanier de l'autre des Hautes Parties Contractantes sous bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée ; en outre, l'Etat I accorde à l'importation de certains produits provenant de l'Etat A les droits de douane préférentiels, énumérés à la liste ci-jointe « p » (la liste préférentielle) et cela dans la mesure où l'Etat A accordera à l'Etat I et aux Etats T, qui ont des relations contractuelles avec l'Etat I, des abaissements de taux des tarifs, énumérés dans la liste de compensation ci-jointe (la liste « c »).

2° Dans les traités entre les Etats A et les Etats T.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'une des Hautes Parties Contractantes, seront admis à l'importation sur le territoire douanier de l'autre des Hautes Parties Contractantes sous bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée, à l'exception de ceux que l'Etat A accorde en vertu de la liste « c ». Les avantages énumérés dans la liste « c » seront toutefois accordés à l'Etat I, si celui-ci donne son accord que les avantages que l'Etat I a offerts à l'Etat A en vertu de la liste « p » seront exempts de l'application de la clause de la nation la plus favorisée.

3° Dans les traités entre les Etats I et les Etats T.

Les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance de l'une des Hautes Parties Contractantes, seront admis à l'importation sur le territoire douanier de l'autre des Hautes Parties Contractantes sous bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée, à l'exception de ceux que l'Etat I accorde à l'Etat A d'après la liste « p ». L'Etat T donne son accord dans la mesure où l'Etat A lui accordera les avantages énumérés à la liste « c ».

En ce qui concerne l'effet de ces traités, il serait appliqué entre les Etats I et les Etats A le système préférentiel unilatéral consistant dans le fait que les Etats I accorderaient aux Etats A les droits préférentiels pour certains produits. Les Etats A accorderaient de leur part aux Etats I les réductions de compensation. En compensation de la reconnaissance des droits préférentiels accordés aux Etats A, ces derniers offriraient à tous les Etats T, qui ont des rapports contractuels avec les Etats I, les réductions de compensation, à condition que les Etats T admettraient l'exemption desdits droits préférentiels de l'application de la clause de la nation la plus favorisée. Enfin les Etats T déclareraient aux Etats I qu'ils renonceraient aux avantages préférentiels accordés par les Etats I aux Etats A, à condition que ces derniers leur accorderaient les réductions de compensation.

Le cas serait plus compliqué, si les Etats T n'avaient des rapports contractuels qu'avec l'Etat I ou qu'avec l'Etat A ; mais l'auteur prétend qu'on trouverait une solution pour ce cas, parce qu'on peut prévoir que ce système des traités serait un grand stimulant à la levée de tous les rapports non-contractuels entre les divers Etats.

A première vue, la solution expliquée n'apporterait pas des avantages assez grands aux Etats I, car ceux-ci accorderaient des droits de douane préférentiels en compensation desquels jouissent des avan-

tages non seulement eux-mêmes, mais aussi les Etats tiers. Cependant l'auteur affirme que les Etats I pourraient mieux bénéficier de la situation géographique avantageuse que ne le peuvent faire les Etats T et de la sorte tirer un plus grand bénéfice des réductions de compensation que les Etats A accorderaient à tous les Etats T ayant des rapports contractuels avec les Etats I. « En outre, les Etats T recevraient les remises « c » gratuitement, mais au prix de la non-réclamation des avantages préférentiels « p » que les Etats I accorderaient aux Etats A.

Le résultat des traités bilatéraux avec des obligations trilatérales serait l'intensification et la rationalisation des échanges commerciaux entre les Etats de l'Europe centrale, et la formation préférentielle établie par ces derniers pourrait être nommée le système de rationalisation politico-commerciale centro-européenne.

En ce qui concerne les chances de la réalisation pratique de cette proposition, l'auteur remarque que tous les Etats européens pourraient donner sans réserve leur adhésion à cette solution. Les Etats agricoles pourraient établir un système analogue pour leurs relations commerciales. Les Etats exportant des produits industriels ne seraient nullement désavantagés par les droits préférentiels en cause ; au contraire, ils bénéficieraient de réductions de compensation « c ».

En ce qui touche les Etats d'outre-mer, les Etats-Unis d'Amérique, partisans d'une haute protection douanière, ne seraient pas à même de protester avec succès contre un système qui apporterait en dernier lieu un abaissement de la protection industrielle, au moins dans une partie de l'Europe. A l'adresse des Etats d'outre-mer, intéressés aux exportations de leurs excès de production agricole vers l'Europe, il faut rappeler que l'offre irrégulière des produits agricoles provenant des Etats de l'Europe orientale a exercé jusqu'à présent une influence assez malsaine sur les prix européens de ces produits et que la valorisation des produits agricoles, provenant de l'Europe, apporteraient dans une certaine mesure des avantages appréciables aux producteurs d'outre-mer. En outre, ces derniers devraient reconnaître qu'il vaudrait mieux que l'Europe consommât avant tout les produits de sa propre récolte.

L'auteur démontre que le régime proposé serait applicable pour tous les Etats centro-européens, qui verraient dans une participation un avantage qui ne leur causerait pas de complications et de difficultés d'ordre politico-commercial et d'ordre international. Le régime en cause est proposé comme une solution facilitant la modification de la stylisation de la clause de la nation la plus favorisée pour les besoins spéciaux de l'Europe centrale, et est caractérisé par l'auteur lui-même comme le premier pas vers le rapprochement économique des Etats de l'Europe centrale.

La proposition sur la solution du problème économique de l'Europe centrale présentée ici est très ingénieuse et envisage le problème dans toutes les complications et dans toutes les difficultés de politique commerciale que pourrait soulever sa réalisation. On peut dire

que la crise économique actuelle augmente les chances de l'établissement d'un tel système en Europe centrale, et même en Europe tout entière, et que son grand mérite consiste notamment dans le mode qui pourrait faire aboutir à une modification de la clause de la nation la plus favorisée sans entraîner de grandes difficultés d'ordre politico-commercial.

Toutefois il est à observer qu'il est question que, si le régime proposé ne devait être limité dans son application qu'à l'Europe centrale, les avantages atteints par les Etats industriels de l'Europe centrale ne seraient pas moins grands que les avantages accordés par eux aux Etats agricoles de l'Europe centrale. Cette remarque est à faire parce que les Etats tiers bénéficieraient de réductions de compensation du seul fait de la reconnaissance des droits préférentiels accordés par les Etats industriels de l'Europe centrale à ses voisins agricoles de l'Europe centrale. L'auteur lui-même se rend compte de la possibilité de cette remarque et affirme que ces avantages seraient vraiment proportionnés aux avantages accordés aux Etats agricoles de l'Europe centrale.

Autrement, il faut avouer que si le régime envisagé était étendu à une plus grande partie de l'Europe ou à l'Europe entière, cette observation perdrait beaucoup de son bien-fondé. D'ailleurs, l'auteur laisse voir que l'application de sa proposition ne doit pas nécessairement se limiter à l'Europe centrale, quoique le système en question puisse être caractérisé à son avis comme le système de rationalisation politico-commerciale centro-européenne de l'Europe centrale.

En outre, il est à remarquer que ladite proposition serait à même d'apporter — semble-t-il — une solution plus ou moins temporaire qui devrait être plus tard remplacée par un système de droits préférentiels réciproques. Car les tendances à un rapprochement économique de l'Europe centrale, comme d'ailleurs de l'Europe entière, semblent résulter d'une part de la pénible situation *tant des Etats agricoles que des Etats industriels* et d'autre part de la nécessité d'une *défense commune* contre la concurrence des pays d'outre-mer qui s'est largement accrue depuis la fin de la guerre mondiale.

Le fait que le problème économique de l'Europe centrale et celui de l'Europe entière pourraient avoir à leur base la même proposition, caractérisée par M. Vavrecka comme le premier pas de la solution du problème économique de l'Europe centrale, démontre bien l'importance du premier problème en ce qui concerne la solution du second.

En outre la solution proposée donne des preuves indiscutables de l'attention que l'on apporte en Europe centrale à la solution de son propre problème économique, si l'on tient compte des points de vue et des besoins européens dans une telle mesure que ladite solution pourrait être appliquée à l'Europe entière ou au moins à sa plus grande partie.

Au moment où l'on termine ces explications, la politique commerciale de l'Europe centrale se trouve dans une pénible situation qui, à

notre avis, est la meilleure preuve de la nécessité d'une solution au moins partielle de son problème économique.

Dans tous les Etats de l'Europe centrale, les questions concernant la politique commerciale sont devenues un point important où semblent se concentrer les intérêts et les divers besoins de toutes les branches de la vie économique de chaque Etat. Les diverses institutions économiques ne manquent pas d'exprimer leurs idées et leurs résolutions en recommandant les voies à prendre, qui ne sont pas toujours identiques, mais qui toutes cherchent à concourir à l'amélioration de la situation actuelle.

Dans ce dernier temps, on parle beaucoup en Europe centrale des droits préférentiels, des traités du contingentement, des unions douanières et d'autres combinaisons encore, mais il semble qu'en général les solutions proposées ne sont pas encore suffisamment préparées. Cependant on reconnaît à l'unanimité que de telles solutions seraient à même à simplifier les problèmes économiques de l'Europe centrale et on discute beaucoup sur la modification de la clause de la nation la plus favorisée, ou même sur son abandon pour la remplacer par le système préférentiel.

Il semble bien qu'au moment où se passeront des changements importants dans la politique commerciale européenne, on en constatera les grands efforts en Europe centrale et on peut même dire qu'il est probable que ce sera l'Europe centrale elle-même, ou au moins quelques-uns de ses Etats, qui en prendra l'initiative.

Cette supposition est à notre avis assez justifiée, car depuis quelques temps, on constate en Europe centrale des symptômes divers de telle importance qu'on peut prévoir dans un proche avenir la réalisation d'un rapprochement économique plus étroit; de sorte qu'il convient, à notre avis, de rappeler que chacun des Etats de l'Europe centrale doit attirer son attention sur ce que ses intérêts économiques soient pleinement respectés de la part des autres, et à ce qu'on n'agisse nulle part sur le terrain du rapprochement économique sans lui et contre ses intérêts. En outre, les Etats de l'Europe centrale ne doivent pas perdre de vue que la réussite de cette grande œuvre de la collaboration économique de l'Europe centrale et de l'Europe entière peut être assurée, ou au moins rapprochée, par l'élimination dans la mesure possible de tous les buts politiques.

A propos des explications sur le système préférentiel qui aurait pu être établi en Europe centrale dans les premiers temps d'après-guerre, on a constaté que la solution du problème économique de cette partie de l'Europe se fera au moins dans la partie beaucoup plus grande de la solution du problème économique de l'Europe entière. En raison de cela, on s'efforcera de donner quelques indications essentielles sur les relations commerciales de toute l'Europe centrale avec l'Allemagne et l'Italie, dont les intérêts économiques sont actuellement en Europe centrale les plus importants parmi tous les autres Etats de l'Europe.

Avant d'aborder ces explications, il est à remarquer que la colla-

boration économique plus étroite des Etats de l'Europe centrale ne viserait en aucun cas l'isolement économique de l'Europe centrale vis-à-vis des autres Etats européens, ni une rupture quelconque de sa liaison économique avec ces derniers ; mais que le seul but de la collaboration envisagée résulte des raisons de la prospérité économique de l'Europe centrale et de l'élévation de son standard of life. En outre, il est intéressant de dire que ce sont justement les relations économiques avec l'Allemagne et avec l'Italie, comme d'ailleurs avec l'Europe entière, qui prouvent que l'Europe centrale envisagée dans ces explications constitue une unité économique et qu'elle a une économie propre.

Pour montrer l'étendue des relations économiques de l'Allemagne avec l'Europe centrale et l'importance de ses intérêts, on présente ici le tableau des importations allemandes dans les pays de l'Europe centrale, en en donnant le pourcentage par rapport à l'ensemble des importations de l'Allemagne.

IMPORTATIONS ALLEMANDES

Année	1920	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Valeur totale en millions de marks	99.077	6.150	9.083	12.438	10.039	14.264	14.033
Dont provenant de :	%	%	%	%	%	%	%
Autriche	0,90	2,1	1,5	1,4	1,2	1,5	1,7
Tchécoslovaquie	2,74	5,7	4,8	4,3	3,9	4	3,8
Hongrie	0,22	0,4	0,5	0,7	0,9	0,6	0,5
Yougoslavie			0,4	0,7	0,8	0,5	0,5
Roumanie.....			0,6	0,7	1,5	1,7	1,3
Pologne.....	1,16	7,7	4,4	3,4	2,8	2,4	2,5
Grande-Bretagne	8,44	16,5	9,1	7,6	5,7	6,4	6,8
Total en % provenant des Etats successeurs	3,86	8,2	7,8	7,8	8,3	8,3	7,8

On voit donc que les importations allemandes provenant des pays de l'Europe centrale ont représenté pendant les dernières années environ un douzième du total des importations de ce pays et se développent d'une façon satisfaisante.

Les exportations de ce pays dans les Etats en question représentent par contre toujours une valeur plus grande et un pourcentage plus élevé que ne le font les importations. Voici leur répartition dans les dernières années :

EXPORTATIONS ALLEMANDES

Année	1920	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Valeur totale en millions de marskr	69.424	6.102	6.551	8.798	9.818	10.234	11.661
Autriche	4,40	5,0	4,8	3,7	3,2	3,4	3,5
Tchécoslovaquie	3,49	4,0	5,9	5,2	4,3	4,8	5,4
Hongrie	0,41	0,9	1,2	1,1	1,1	1,3	1,3
Roumanie			1,4	1,2	1,2	1,5	1,4
Yougoslavie			0,7	0,7	0,8	1,1	1
Pologne	1,97	5,3	4,6	3,8	2,0	3,2	3,3
Grande-Bretagne	6,61	9,0	9,3	10,7	12,0	10,9	9,8
Total en % vers les Etats successeurs	8,3	9,9	14,0	11,9	10,6	12,1	12,6

On constate donc que les exportations allemandes dans les pays de l'Europe centrale représentent environ un huitième de la valeur des exportations totales et qu'elles vont en augmentant, surtout dans les dernières années, de sorte que pour l'avenir on peut prévoir un renforcement de l'importance économique de l'Allemagne dans les Etats de l'Europe centrale.

Pour compléter l'idée de l'importance de ces échanges économiques pour l'Europe centrale, on donne ici le pourcentage de la valeur qu'ils représentent dans le commerce extérieur des Etats de l'Europe centrale ; autrement dit, on les envisage maintenant du point de vue de ces derniers.

Pourcentage que représentent les importations en provenance d'Allemagne dans la valeur des importations totales des pays en question :

Année	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Autriche				14,9	15,8	15,8	16,9	19,9
Tchécoslovaquie		27,86	40,42	35,22	31,24	21,2	20,9	24,8
Roumanie	8,95	19,65	22,69	19,3	16,7		22,7	
Hongrie	12,9	16,6	14,3	12,5	15,0	16,3	17,8	19,45
Yougoslavie	4,23	7,17	8,71	8,30	9,90	12,03	13,34	13,6

Pourcentage que représentent les exportations en Allemagne dans la valeur des exportations totales des pays en question :

Autriche.....				13,1	15,1	11,7	18,4	18,3
Tchécoslovaquie		18,84	20,35	19,49	22,53	19,9	24,1	22,1
Roumanie	4,28	5,86	7,27	5,8	8,15		18,6	
Hongrie	9,3	9,1	6,2	7,9	9,9	12,9	13,3	11,7
Yougoslavie.....	16,5	8,43	4,22	4,08	7,15	9,27	10,6	12,1

Tous ces chiffres démontrent que l'Europe centrale subit une grande influence économique de l'Allemagne, ce qui s'explique très bien par le fait que cette dernière est sa voisine et, en outre, qu'elle constitue l'une des grandes puissances économiques du monde. D'ailleurs, les échanges économiques dans cette partie de l'Europe ont été très considérables avant la guerre. En 1913, l'Autriche-Hongrie a exporté en Allemagne des marchandises représentant 38,3 % de la valeur totale de ses exportations et les importations en provenance d'Allemagne se sont élevées à 39,8 % de ses importations totales.

L'autre puissance qui a des intérêts économiques importants dans l'Europe centrale, est l'Italie. Mais on peut dire que le volume de son commerce extérieur avec l'Europe centrale est de beaucoup moindre et, en outre, même relativement ses échanges économiques sont moins développés, car ils n'atteignent pas en général le pourcentage des échanges économiques de la valeur des importations italiennes en provenance des pays de l'Europe centrale, qui a été pendant les dernières années la suivante (en % des importations totales) :

Année	1920	1922	1924	1925	1926	1927	1928
La valeur totale en millions de lire	26.822	17.189	19.388	26.173	25.871	20.378	
Yougoslavie	0,23	2,85	2,87	2,98	3,76	3,0	2,4
Autriche	2,44	1,89	2,39	2,52	2,44	2,5	2,1
Tchécoslovaquie	0,91	0,98	1,58	1,78	1,23	1,3	1,4
Roumanie.....	0,74					1,9	1,8
Hongrie	0,08					0,6	0,4
Total en % provenant des Etats successeurs	4,40	5,72	7,04	7,28	7,43	9,3	8,1

Les Etats de l'Europe centrale fournissent à l'Italie environ un douzième de la valeur totale de ses importations totales, ce qui est à peu près la même part que celle des importations allemandes en provenance des Etats de l'Europe centrale.

La valeur des exportations que l'Italie dirige en compensation sur leurs marchés n'atteint pas le pourcentage de la valeur des importations. Elles s'élèvent seulement à un douzième de l'ensemble des exportations italiennes.

Voici le tableau qui donne le pourcentage des exportations de l'Italie vers les Etats de l'Europe centrale :

Année	1920	1923	1924	1925	1926	1927	1928
Valeur totale en millions de lires	11.774	11.086	14.318	18.276	18.670	15.615	
Dont vers :	%	%	%	%	%	%	%
Autriche	5,28	3,02	4,78	3,64	3,01	3,1	3
Yougoslavie	1,76	3,03	2,59	2,72	2,03	2,0	2,1
Tchécoslovaquie	0,90	0,61	0,98	0,94	0,99	1,2	1,3
Roumanie.....	4,50					1,8	1,5
Hongrie	0,18					1,0	0,9
Total en % vers les Etats successeurs	12,62	6,66	8,35	7,30	6,03	9,1	8,8

Maintenant, il reste à indiquer ici le pourcentage que représentent les relations économiques des Etats de l'Europe centrale avec l'Italie dans le commerce extérieur desdits Etats, en les envisageant, comme on l'a déjà fait à propos de l'Allemagne, du point de vue de leurs économies nationales.

Pourcentage que représentent les importations en provenance d'Italie dans la valeur des importations totales des pays en question :

Année	1920	1921	1922	1923	1924	1925	1926	1927
Yougoslavie.....	36,59	20,74	15,30	17,69	20,52	18,78	13,89	12,9
Autriche.....					7,2	5,7	4,7	4,2
Roumanie	24,65	17,85	5,91	7,46	10,0			
Hongrie.....	9,08	4,9	2,8	3,0	4,2	4,6	4,6	4,7
Tchécoslovaquie			2,33	4,53	6,24	4,1	2,2	

Pourcentage que représentent les exportations en Italie dans la valeur des exportations totales des pays en question :

Yougoslavie.....	26,98	23,43	28,05	28,91	25,26	25,07	24,84	
Autriche.....					10,1	10,4	10,2	8,1
Hongrie	2,8	3,5	4,3	5,0	3,6	4,0	6,7	3,7
Tchécoslovaquie			3,67	3,69	4,83	3,7	2,5	

Toutes ces indications font ressortir que les échanges économiques de l'Italie avec les autres Etats en question sont beaucoup moins

importants que ceux de l'Allemagne avec ces mêmes Etats. Ce fait est d'ailleurs naturel, si on considère la moindre puissance économique de l'Italie ; mais ce qui compte beaucoup plus, c'est que ces échanges représentent même une moindre importance, tant pour l'Italie que pour les autres Etats de l'Europe centrale.

Tandis que les importations en provenance de l'Europe centrale représentaient pour l'Allemagne un douzième de ses importations totales et les exportations vers ces mêmes pays un huitième de leur total, les mêmes importations et exportations ne constituent pour l'Italie qu'un douzième de son commerce extérieur total. Ce sont d'ailleurs les relations avec la Yougoslavie qui sont relativement les plus développées. La Yougoslavie exporte surtout en Italie des produits agricoles et des matières premières qu'elle possèdera encore longtemps en quantité suffisante, de sorte qu'elle pourra toujours assurer les besoins de l'Italie dans la mesure où elle le fait actuellement.

En 1913, l'Italie a importé des marchandises provenant d'Autriche-Hongrie, représentant en valeur 7,26 % de ses importations totales, et a dirigé sur le marché austro-hongrois 8,80 % de la valeur totale des exportations. Quant au commerce extérieur avec la Roumanie et l'ancienne Serbie, il a été minime.

Le total des importations en provenance de ces trois pays n'a fait que 10,19 % et les exportations vers leur marché 9,44 % des importations et des exportations totales. On voit alors que, même en 1913, les rapports économiques entre ces deux parties de l'Europe ont été loin d'atteindre l'importance de ceux avec l'Allemagne.

Ces quelques indications sommaires sur les rapports économiques entre les pays de l'Europe centrale d'une part, l'Allemagne et l'Italie d'autre part démontrent que les intérêts de ces deux puissances dans l'Europe centrale entière n'atteignent guère pour elles une telle importance que les intérêts d'un quelconque des cinq Etats de l'Europe centrale dans les quatre autres ; autrement dit, chacun des cinq Etats dépend, au point de vue économique, relativement beaucoup plus des quatre autres Etats de l'Europe centrale que l'Allemagne ou l'Italie de l'Europe centrale tout entière.

En ce qui concerne les effets de la collaboration économique plus étroite de l'Europe centrale sur le volume et la valeur des échanges réciproques avec l'Allemagne et avec l'Italie, il est plus qu'évident que ceux-ci ne diminueraient nullement et qu'au contraire, ils seraient appelés sans doute à augmenter grâce à une plus grande prospérité de l'Europe centrale. Car il ne faut pas perdre de vue que l'ensemble de l'Europe centrale, ayant en majeure partie un caractère agricole, ne peut être économiquement indépendant que dans une certaine mesure, et qu'il sera toujours contraint d'acheter à l'extérieur les divers articles finis. Les intérêts économiques de ces deux puissances, comme d'ailleurs de tous les Etats européens, ne seraient guère atteints, le but pratique de la collaboration envisagée n'étant en définitive que l'augmentation de la production et l'élévation du standard

of life de la population de l'Europe centrale, ce qui entraînerait un accroissement de consommation et par suite l'augmentation des importations des matières premières et des articles finis. On connaît déjà dès avant la guerre suffisamment ce fait que les Etats d'une richesse et d'une prospérité plus grandes et d'un standard of life plus élevé sont non seulement des concurrents, mais aussi de bons clients, en tous cas meilleurs que les Etats pauvres. Les rapports commerciaux entre les Etats de l'Europe occidentale comparés à ceux pratiqués avec la Russie déjà avant la guerre, si l'on ne veut pas considérer la situation tout à fait particulière d'après guerre, en sont une preuve suffisante.

Les Etats tiers doivent considérer la question de l'établissement d'une collaboration économique plus profonde en Europe centrale seulement comme celle d'une meilleure existence et d'un plus rapide progrès économique de cette partie de l'Europe centrale, qui seraient utiles à tout le monde et ne désavantageraient personne. L'intérêt économique de l'Europe centrale entière s'oppose à un isolement de moyennes économies nationales dont chacune est à même, il est vrai, de se suffire à elle-même, mais dont aucune n'est pas assez large pour constituer un grand ensemble économique comme l'exige la vie économique moderne. Un isolement, poussé à l'excès, ne pouvait qu'entraîner la création d'industries factices, produisant à de hauts prix de revient, la décadence des grandes branches d'industrie pour autant qu'elles existent déjà et par voie de conséquences inévitables le retard de l'Europe centrale par rapport au reste de l'Europe.

On prêche depuis longtemps que les barrières douanières constituent un grand malheur pour l'Europe et qu'il convient de créer de grandes unités économiques pour ne pas succomber devant les forces économiques d'Amérique. Dans les années d'après-guerre, l'Europe entière traverse une période de modification de sa structure économique. Les tendances vers des ententes internationales qui se sont manifestées à maintes reprises ne sont que l'expression des diverses tentatives en vue de faciliter la solution du problème économique de l'Europe et coïncident étroitement avec l'établissement d'un équilibre économique modifié de l'Europe.

L'idée de ces tendances internationales concerne, soit l'Europe entière, soit une de ses régions économiques : mais il est désirable que toutes les propositions soient bien étudiées et que leur nécessité ou au moins leur opportunité, soient dans chaque cas particulier attentivement examinées. En ce qui concerne spécialement les tendances à caractère régional, il faut remarquer que leur succès ne peut être assuré d'une façon générale que par l'élimination de toutes les visées impérialistes.

Au point de vue de l'Europe entière, le rapprochement économique des Etats de l'Europe centrale se présente comme un mouvement régional analogue à d'autres mouvements régionaux qu'on trouve en Europe, par exemple les tendances des Etats baltes à se constituer en un ensemble économique plus large, la question d'une coopé-

ration des Etats agricoles de l'Europe centrale et orientale en matière de l'exportation de leurs excédents de produits agricoles, l'idée de l'union douanière des Etats balkaniques, la question de l'union douanière franco-allemande, et plusieurs autres qui toutes démontrent les besoins de la vie économique moderne, imposant la création des larges systèmes économiques.

On sait bien que, parmi ces projets, il y en a qui ne se présentent que comme des plans à peine esquissés dont la vitalité et la nécessité économique n'étaient pas encore assez examinées. Mais en principe, toutes ces tendances de caractère régional doivent être sérieusement étudiées parce qu'elles sont les premières — peut-on dire — qui puissent faciliter la solution du problème économique de l'Europe entière, car, d'une part, le rapprochement d'un certain nombre d'Etats européens peut se produire plus facilement que le rapprochement de tous les Etats européens et, d'autre part, qu'une fois le rapprochement de plusieurs Etats européens ayant réussi, l'accession des autres Etats européens aura des chances de se produire plus facilement.

Il faut relever que les Etats de l'Europe centrale se rendent parfaitement compte que leur collaboration économique plus étroite ne constitue que l'un des côtés essentiels de ce grand problème qui se propose d'aboutir à la communauté économique de l'Europe entière. Les Etats de l'Europe centrale savent très bien que les intérêts économiques de tous les Etats européens s'entremêlent de plus en plus étroitement et ils ne veulent guère, dans la solution du problème économique de l'Europe centrale, méconnaître ce fait important que chacune de leurs économies nationales et même leur ensemble, qui se présente sous forme de l'Europe centrale, sont encadrés dans l'économie de l'Europe entière. Les points de vue qui résultent de leurs besoins économiques propres ne leur font pas perdre les points de vue européens. Ils veulent respecter les autres à condition que les autres respectent les besoins économiques particuliers de l'Europe centrale.

Comme partout en Europe, on sent spécialement en Europe centrale que l'avenir prochain doit apporter des solutions au moins partielles aux problèmes économiques. A notre avis, ce besoin est senti plus intensément en Europe centrale que dans le reste de l'Europe, ce qui peut bien s'expliquer par l'étendue moins grande des économies nationale des Etats en question et en tout cas, ce besoin est à coup sûr au moins aussi intensément senti que dans le reste de l'Europe. De cette sorte, il est certain que la collaboration économique plus profonde entre les Etats de l'Europe centrale peut se produire avant la réalisation de la collaboration économique plus étroite de l'Europe entière. Quant à sa forme en matière de politique douanière, il est très difficile de la prévoir, car elle ne pourrait dépendre que de la volonté et de la décision commune de tous les intéressés.

Dans ces conditions, il serait possible que *quelques uns* des Etats de

l'Europe centrale puissent créer entre eux un régime préférentiel ou une union douanière où *les autres Etats* de l'Europe centrale *ne participeraient pas tout d'un coup directement*. La collaboration économique entre ces deux catégories d'Etats ne s'exprimerait ainsi pour un certain temps que par la plus grande intensité possible des rapports économiques réciproques, et sa forme en matière de politique douanière serait donc comparable à celle des relations économiques avec les autres Etats de l'Europe centrale.

Puis, la collaboration européenne plus étroite, qui se réalisera à coup sûr plus ou moins tard, serait ensuite appelée à intensifier encore plus la collaboration de l'Europe centrale et à lui donner une forme en matière politico-douanière.

Plus tard, la collaboration centro-européenne plus étroite se réaliserait dans le cadre de la collaboration européenne et en même temps avec elle sous forme, semble-t-il, d'un système préférentiel (1) étendu à tous les Etats de l'Europe. Dans ce grand cadre, la collaboration de l'Europe centrale ne pourrait s'exprimer par l'intensité plus grande de rapports économiques entre les Etats de l'Europe centrale que ne le serait celle entre les Etats de l'Europe centrale d'une part et les autres Etats européens d'autre part.

1. Il est à noter que, si la collaboration européenne se produit sous la forme des droits préférentiels, la solution du problème de la collaboration de l'Europe centrale sera de beaucoup simplifiée. Car l'Europe centrale, étant dans son ensemble largement agricole et bénéficiant des droits préférentiels, pourra exporter ses excédents de produits agricoles dans le reste de l'Europe qui est déficitaire à ce point de vue et a besoin des importations provenant de l'outre-mer. Les Etats agricoles de l'Europe centrale pourront ainsi être certains de vendre leurs excédents de produits agricoles à des conditions avantageuses et les Etats industriels de l'Europe centrale pourront assez largement défendre leurs intérêts agricoles par les droits de douane préférentiels contre les importations provenant des Etats agricoles de l'Europe et par les droits de douane non préférentiels contre les importations en provenance d'outre-mer. La solution du problème agricole serait, par contre, beaucoup plus difficile dans un système préférentiel limité aux Etats de l'Europe centrale. Les Etats industriels de cette partie de l'Europe ne pourraient peut-être jamais acheter tous les excédents des produits agricoles aux Etats agricoles de l'Europe centrale et ceux-ci seraient contraints de vendre le reste de ces surplus non achetés par les Etats industriels de l'Europe centrale aux autres Etats de l'Europe qui n'auraient aucun intérêt de préférer les importations en provenance des Etats agricoles de l'Europe centrale aux importations en provenance d'outre-mer; et, au mieux, ils mettraient ces deux sortes d'importations des produits agricoles sur le pied d'égalité.

CINQUIEME PARTIE

Manifestation de l'idée de la collaboration économique dans la politique des gouvernements et des mouvements officiels.

CHAPITRE PREMIER

La Petite Entente.

L'unité économique de l'Europe centrale se révèle dans les idées et les programmes officiels sur l'organisation politique et économique de l'Europe centrale.

La Petite Entente — la première expression de l'unité économique dans la politique après la guerre. — La Petite Entente — l'idée de la collaboration. — Son caractère, ses buts, ses méthodes. — Ses dernières négociations. — La conférence économique préliminaire. — Programme des travaux pour les prochaines conférences économiques. — La Petite Entente — institution qui, en poursuivant certains buts, ne néglige pas certaines méthodes. — La Conférence de Bucarest. — La Conférence de Sinaia. — La volonté sincère d'atteindre des accords solides et durables. — La Petite Entente — garantie du développement prospère de toute l'Europe centrale.

Jusqu'à présent, on a examiné dans la situation générale de l'Europe centrale tous les éléments tendant à un rapprochement économique, en se plaçant au point de vue des cinq Etats intéressés.

Maintenant, on va essayer d'étudier comment l'unité économique de l'Europe centrale se manifeste après la guerre dans les idées et les programmes d'organisation politique et économique de l'Europe centrale, éventuellement dans les mouvements, ou même seulement dans les opinions qui sont l'expression du point de vue plus ou moins officiel de tel ou tel gouvernement, des milieux économiques de tel ou tel Etat ou même de l'Etat tout entier.

Les efforts tendant à une collaboration étroite dans l'Europe centrale ont trouvé leur première expression après la guerre dans la formation de la Petite Entente, dont la collaboration sur le terrain politique est bien connue. Dans l'Europe d'après-guerre, il ne s'est

créé aucun autre organe parmi les Etats qui pût résulter de conditions plus naturelles et trouver de bases plus rationnelles que la Petite Entente. Elle est une confédération des trois Etats de l'Europe centrale, de la Roumanie, de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, liés par les traités d'alliance qui forment la base juridique de cette confédération et qui contiennent, comme le démontrent la pratique politique de ces dix dernières années et leur renouvellement récent, des engagements de nature durable.

La conférence de la Petite Entente, tenue à Belgrade en 1929, a renforcé l'organisation de cette dernière par la conclusion d'une convention d'arbitrage trilatérale à caractère défensif. A la dernière conférence de Strbské Pleso, qui peut être caractérisée comme l'une des plus importantes conférences de la Petite Entente, on est allé un peu plus loin dans la voie engagée en 1929, c'est-à-dire dans la voie de la conclusion des traités trilatéraux. On y a donné à la Petite Entente une organisation plus précise, dans un statut qui avait été déjà préparé depuis quelque temps par les Etats en question. Ledit statut, appelé Statut de la Petite Entente, règle sur le principe de l'égalité absolue et en plein respect de la souveraineté des Etats intéressés toutes les questions concernant la présidence des conférences périodiques, la convocation de ces dernières, leurs programmes et la représentation des Etats de la Petite Entente par un délégué ou par une délégation auprès de la Société des Nations.

Il se présente donc comme un acte formel qui précise et sanctionne les formes et les habitudes pratiquées dès le début de l'existence de la Petite Entente jusqu'à présent par les Ministres des Etats intéressés, et donne des preuves indubitables de la solidité et de la stabilité de cette institution de la Petite Entente.

D'après les intentions des trois Etats, la Petite Entente doit se préoccuper des divers intérêts communs que lesdits Etats mettent d'un commun accord à l'ordre du jour de leurs conférences. C'est dans chacune de leurs réunions annuelles que les Ministres intéressés déterminent la texture des préoccupations communes.

Dans ces conditions, le champ d'action de la Petite Entente est indéfiniment extensible. Au début, elle n'a eu selon les traités qu'un but politique et assez restreint : défendre le statut, créé par les Traités de Paix, et écarter tous les troubles provoqués dans le but d'entraver la consolidation graduelle de l'Europe centrale. Dans ses entreprises, il n'y avait jamais quelque chose de surprenant, ses conférences se sont occupées des intérêts des trois Etats par rapport à la situation générale de l'Europe centrale et de l'Europe entière. Elles n'ont jamais apporté de surprises qui d'ailleurs ne peuvent exister là où l'organisme travaille avec la sûreté d'un mécanisme subtil où on a la pleine connaissance du but, où l'évolution ne cesse pas d'être appréciée en harmonie avec les règles de la logique et de la psychologie (1).

1. Voir un article sur la « Petite Entente Economique » publié par le journal quotidien de Prague, *Ceské Slovo* du 22 février 1929.

Plus tard, elle a élargi son champ d'action pour passer d'un rôle passif à un rôle actif. Elle s'attache maintenant à des considérations d'ordre économique et commercial, elle s'efforce d'affirmer sa position dans la politique européenne, elle cherche à établir des relations de bon voisinage avec les autres Etats de l'Europe centrale et même de l'Europe entière et elle règle le plan et même les détails d'une attitude, commune en particulier en ce qui concerne les directions d'ordre politique à suivre à Genève, à l'Assemblée ou devant le Conseil de la Société des Nations et en ce qui concerne les problèmes économiques dont la situation générale de l'Europe impose la solution. Toutes ces circonstances ne sont que les conséquences naturelles des rapports de la vie intellectuelle et économique qui existent depuis longtemps entre les nations constituant les Etats de la Petite Entente et qui se sont encore approfondis dans les années d'après-guerre.

Il n'est alors que naturel que la Petite Entente n'ait jamais voulu être une alliance telle que celles créées par la diplomatie d'avant-guerre; mais son programme dès le début se portait aussi sur le terrain des forces économiques en vue de compléter la communauté politique par la communauté économique. La solution des questions qui relèvent de son programme économique, se présentait comme d'autant plus importante que diverses tentatives ont été faites qui ont cherché à compliquer le processus de consolidation de l'Europe centrale. La question de l'Anschluss, la forme et les buts de la confédération danubienne et d'autres questions ont contraint la Petite Entente à accélérer la réalisation de ses plans économiques qui ne sont que la conséquence du renforcement et de l'extension de l'alliance politique.

C'est surtout dans les dernières années qu'on s'est rendu compte que, pour avoir des bases solides pour la Petite Entente, il faut compléter l'alliance politique par des relations économiques de plus en plus actives. Les trois Etats en cause sont unanimes à penser que la collaboration économique est la question la plus importante de leur politique commune et ils s'occuperont en première ligne de ce problème dans leurs travaux communs et conférences à venir (1).

Les gouvernements des Etats de la Petite Entente ne perdent guère de vue que plus la paix s'affirme, plus la situation se consolide et, en conséquence, plus grande devient l'influence des problèmes économiques sur l'orientation des relations internationales. Ils se préoccupent depuis longtemps de mettre toujours plus en harmonie le système économique de chacun d'eux et de l'adapter à ceux des deux autres Etats de la Petite Entente dans la mesure où leur situation économique le permet. Ils ne cessent pas de manifester une volonté sincère de s'efforcer de mettre en parfaite harmonie leur politique commerciale et de chercher les voies aboutissant à l'approfondisse-

1. Edouard Benes, *La situation internationale et la politique étrangère tchécoslovaque*, 1927, p. 21.

ment de relations économiques réciproques qui doivent aller en croissant. Ils savent en effet que les questions économiques sont appelées à avoir une signification primordiale pour leur avenir, car ils ne peuvent être libres de façon complète sur le terrain politique qu'autant qu'ils le seront sur le terrain économique. Tout le sens de la Petite Entente réside dans ces derniers faits et on comprend pourquoi la réalisation de l'idée de la Petite Entente ne manquera pas d'avoir des effets salutaires pour l'Europe centrale entière au sens de cette étude.

D'après les intentions des trois Gouvernements, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie, et on peut dire l'Europe centrale toute entière, doivent former un chaînon économique qui permettra d'assurer à tous les participants les échanges réciproques les plus intensifs et la meilleure distribution des produits de chacun de ces pays chez les autres (1).

On peut donc dire que l'Europe centrale telle qu'elle est envisagée dans la présente étude s'identifie avec le programme économique de la Petite Entente et que les tendances économiques de cette dernière ne sont que l'expression des conditions naturelles et des besoins économiques de cette partie de l'Europe. On peut dire que la Petite Entente est la manifestation vivante de l'idée de collaboration des nations de l'Europe centrale, collaboration reposant sur les principes démocratiques et conforme à celle qui avait été l'objet des aspirations séculaires de toutes les nations de l'Europe centrale, sauf de celles qui avaient été favorisées par l'ancienne monarchie dualiste. C'est en se plaçant à ce point de vue que nous avons fait porter nos précédentes explications sur le côté économique de ces aspirations, et, à nos yeux donc, le programme politique et économique de la Petite Entente dérive de l'évolution organique de l'Europe centrale entière. Cette constatation permet, à notre sens, de donner sa meilleure qualification à la mission de la Petite Entente et fournit en même temps la meilleure justification de son existence et du rôle important qu'elle est appelée à jouer dans l'avenir de l'Europe centrale.

Bref, la Petite Entente est une institution à base solide et de caractère durable qui répond à certaines forces constantes d'ordre politique et économique et le rôle qu'elle joue dans la politique européenne correspond pleinement à son importance réelle.

Les Gouvernements de la Petite Entente ont traité officiellement les questions économiques à la conférence de Jachymov au mois de mai 1927, et le 19 février 1929 les délégués experts des Etats en question se sont réunis à la Conférence économique préliminaire de Bucarest pour exposer leur point de vue au sujet du programme de travail des prochaines conférences économiques de leurs Etats.

D'après le délégué yougoslave, M. Slavko Secerof (2), deux buts

1. Voir la *Revue des Balkans*, février 1929, p. 44.

2. Dans son article, publié dans le journal *Politika* de Belgrade du 26 février 1929, il y subordonne le rétablissement des relations normales entre les Etats aux sept conditions suivantes :

1^o Conclusion de traités de commerce comprenant une liste de tarifs détaillés

s'imposent aux Etats représentés : tout d'abord le rétablissement de relations économiques parfaitement normales, et ensuite l'établissement de conventions pour développer ces relations et rapprocher les Etats de la Petite Entente les uns des autres, car les rapports économiques mutuels qui sont déjà importants sont susceptibles de se développer davantage si l'on prend les mesures convenables et si l'on réussit à écarter les obstacles existants. Comme but plus lointain, la Petite Entente pourrait s'assigner celui de s'efforcer de développer les relations économiques avec deux autres pays, c'est-à-dire avec l'Autriche et la Hongrie, afin d'obtenir leur participation complète au régime de facile échange de diverses marchandises auquel tend à aboutir le système économique de l'Europe centrale.

Les prochaines conférences économiques de la Petite Entente auront à continuer les travaux commencés à Bucarest. Pour montrer la nature et l'importance de ces travaux, on va indiquer ici le programme des prochaines conférences économiques au moins dans ses grandes lignes.

1^o Etude des échanges entre les Pays de la Petite Entente, des entraves qui les gênent et des possibilités de développement qu'ils offrent ;

2^o Création d'une Chambre de commerce commune ;

3^o Clauses qu'il conviendrait d'insérer dans un traité dont la négociation s'impose et relatives aux quatre points ci-après :

a) Facilités pour l'établissement, le séjour, les transferts de domicile et la circulation des citoyens des pays de la Petite Entente dans chacun de ces pays.

b) Créations d'entreprises et détermination de conditions appropriées au commerce et à l'industrie.

c) Transports des voyageurs, suppression des visas des passeports et des formalités douanières ou autres.

d) Régime des zones frontalières.

4^o Transports et transit (notamment projets de révision des tarifs de navigation à vapeur sur le Danube et du transit) ;

5^o Dispositions juridiques et légales (droit commercial, monnaie,

à l'appui et autant que possible, pour les principaux articles, des dispositions douanières aussi bien que la suppression des dispositions particulières concernant les importations.

2^o Conventions particulières se rapportant aux principaux articles importés ou exportés par les Etats en cause, tels que tabac, sel, pétrole, bière ou vins.

3^o Des accords sur l'admission réciproque des travailleurs suivant les nécessités de la main-d'œuvre dans les Etats en question et l'abolition des obstacles existant encore dans cet ordre de choses.

4^o Des accords sur le trafic ferroviaire en vue de l'abaissement des tarifs et de l'établissement de tarifs directs, ainsi que celui de tarifs directs combinés par voie ferrée ou par voie fluviale.

5^o Des accords sur la navigation danubienne.

6^o Des accords pour faciliter le trafic ferroviaire, simplifiant les formalités administratives et douanières et éventuellement supprimant les visas.

7^o Conventions sur le transit.

lettres de voiture, chèques, concurrence déloyale, conventions juridiques) ;

6° Coopération des banques d'émission ;

7° Coopération économique des organisations internationales ;

8° Propagande.

Ce programme fait voir que les trois gouvernements n'ont pas imposé à leurs représentants la solution des questions où on rencontrerait des difficultés d'ordre divers et qui peuvent attendre au moins pendant un certain temps. On a sagement limité leur travail à l'étude des solutions susceptibles d'apporter à bref délai des résultats pratiques qui présenteront ensuite la base la plus solide pour les solutions ultérieures des problèmes restant à résoudre. On se propose donc tout d'abord d'étudier la situation économique des trois Etats et, d'après les résultats obtenus, on cherchera ensuite à les rapprocher petit à petit économiquement afin d'aboutir dans un certain délai à une collaboration économique la plus étroite possible.

Il ne faut pas se dissimuler que les problèmes économiques sont beaucoup plus compliqués que ceux d'ordre politique. L'évolution économique obéit à ses propres lois et on ne peut pas la mettre en harmonie avec la politique et l'appliquer d'une façon mécanique à cette dernière sans préparation sérieuse et sans méthodes opportunes. La hâte et le radicalisme précipité ne sont pas susceptibles de concourir à une solution convenable que désirent les Etats intéressés et à laquelle la population des trois pays a déjà donné son adhésion.

Il est à noter que la Petite Entente cherche à être une institution qui relève non seulement les buts à atteindre, mais aussi la méthode. C'est pourquoi les conférences se sont occupées et s'occupent encore en première ligne du choix des méthodes pour faciliter le rapprochement économique. Pour cette raison, il est nécessaire de bien connaître toutes les questions concernant les rapports économiques parmi les Etats de la Petite Entente, de même que parmi ceux de l'Europe centrale entière, car les résultats des études approfondies sur la situation économique de tous les Etats en question permettront de déterminer les tendances de l'évolution générale et de choisir les moyens les plus convenables à la réalisation des buts voulus.

Les Etats de la Petite Entente ont la volonté de résoudre toutes les questions qu'apportera la pratique économique et politique dans tel ou tel cas, en respectant pleinement les intérêts économiques de chacun d'eux et en vue de faciliter les négociations commerciales à l'avenir. En outre, ils tâchent en même temps de se mettre d'accord sur la politique commerciale, au point de vue général, de chacun des trois Etats en question. Ils reconnaissent que ce sont les deux voies qu'ils ne doivent pas cesser de suivre parallèlement pour aboutir à une politique économique commune.

Le programme des prochaines conférences économiques montre qu'il s'agit avant tout de questions dont on a déjà beaucoup discuté, mais cependant qui ne sont pas encore étudiées d'une façon suffisante pour donner une idée tout à fait claire de la situation et pour permettre de

formuler un programme de travail bien déterminé ; ce sont en particulier les questions d'exportation et d'importation, les questions douanières, financières, celles de transport, de la collaboration des banques et enfin des problèmes posés par des relations économiques avec les autres Etats de l'Europe centrale. Les conférences ont maintenant à recueillir et classer les divers documents nécessaires pour pouvoir donner la solution des problèmes économiques.

D'une façon générale, on peut dire que lesdits travaux préliminaires sont d'une importance considérable pour la solution des problèmes économiques de l'Europe centrale, car l'étude approfondie de la situation des Etats de la Petite Entente a grand besoin d'être poussée à fond pour que chacun de ces trois Etats possède les informations précises sur la situation économique des deux autres pays.

Les négociations concernant ces travaux, quoique n'étant pas appelées à apporter elles mêmes les solutions, ne sont ni simples ni faciles, car on n'a nullement intérêt à se mettre trop hâtivement d'accord sur une collaboration économique qui comporterait des germes d'insuccès dans un avenir plus ou moins proche. Il ne s'agit nullement d'obtenir des succès momentanés mais de créer une plate-forme pour un programme systématique s'étendant sur une longue période en vue de se rapprocher des buts économiques et politiques à atteindre. A première vue, il peut sembler que la Tchécoslovaquie avec sa structure industrielle peut très bien sans difficulté échanger le plus possible ses marchandises contre celles de la Roumanie et la Yougoslavie, toutes deux étant de structure agricole. Mais cependant sans des études approfondies, il n'est pas certain qu'on réussisse à trouver la base pour une collaboration qui serait adaptée à tous les points de vue et viable pour une longue période.

Car il ne faut pas oublier que, d'une part, la Tchécoslovaquie a ses propres intérêts agricoles et que, d'autre part, la Yougoslavie avec la Roumanie ont leurs intérêts industriels. En outre, dans ces négociations, on ne peut négliger l'existence de la Hongrie, Etat agricole de premier ordre qui pourrait bénéficier des avantages de toute sorte accordés réciproquement par les Etats de la Petite Entente, car elle a la possibilité de transporter à bon marché ses produits agricoles. Il n'est que naturel que tous ces intérêts et toutes ces circonstances doivent être respectés et dûment appréciés pour que le rapprochement économique soit durable.

La Petite Entente économique doit être créée de façon graduelle et méthodique. Tout d'abord, on doit aborder les questions de transport, parce qu'elles sont communes à tous les Etats. Le transport, c'est la base de toutes les relations économiques et il présente cet important avantage de comporter le minimum de considérations politiques et par suite de se prêter à des solutions plus faciles. C'est seulement après la question des transports qu'on s'attaquera aux autres d'ordre divers.

Parallèlement avec la question des transports on peut résoudre les diverses questions d'ordre juridique, l'unification et le perfection-

nement du système douanier et l'unification graduelle de la législation et des mesures administratives nécessitées par les besoins de la vie économique. Toutes ces questions heureusement résolues et les relations économiques largement intensifiées, on abordera alors avec plus de facilité la solution des problèmes d'ordre politico-commercial, social et financier.

La ferme volonté de tous les trois Etats de la Petite Entente d'apporter une juste solution à tous les problèmes économiques communs est attesté de nouveau en juin 1930 par la Conférence de Strbské Pleso, qui s'est déroulée dans l'esprit du rapprochement économique des Etats en question. Le point important des négociations a été la question de la collaboration des Etats agricoles dans l'organisation des ventes communes de produits agricoles et on s'est mis d'accord que toutes les mesures qui seraient prises en vue de remédier aux effets de la crise agricole seraient entreprises en parfaite solidarité des trois Etats de la Petite Entente. En outre, il est à remarquer que c'était à la Conférence de Strbské Pleso qu'a été paraphé entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie le nouveau traité de commerce et de navigation qui concourra, à coup sûr, largement à l'intensification des relations économiques entre les deux Etats.

Un mois plus tard, en vue de se mettre d'accord sur la réponse au questionnaire du Comité économique de la S. D. N. concernant la trêve douanière, une Conférence s'est tenue à Bucarest où se sont fait représenter par leurs experts la Hongrie, la Roumanie et la Yougoslavie qui toutes ont été gravement atteintes par le grand fléchissement des prix de produits agricoles.

Déjà à la Conférence, dite de la trêve douanière, tenue au mois de février 1930 à Genève, les représentants desdits Etats ont discuté sur les questions concernant l'amélioration de leur situation économique. Et il est bien compréhensible que les Etats qui ont les intérêts égaux d'assurer l'écoulement de leurs surplus de produits agricoles sur les marchés des autres Etats européens, ont cherché à s'entendre sur ce point et à recommander les mesures à prendre en vue de l'élévation des prix d'importants produits agricoles. Leurs experts se sont donc réunis à Bucarest du 22 au 24 juillet 1930 pour élaborer une commune réponse audit questionnaire et ils ont en même temps recommandé à leurs Gouvernements la conclusion des droits de douane préférentiels sur leurs produits agricoles avec les Etats européens qui importent les produits agricoles ; puis la fixation des prix d'importants produits agricoles, ce qui entraînerait l'augmentation du pouvoir d'achat de leur population et par suite l'augmentation de l'écoulement de produits industriels, et enfin la liberté du commerce du blé sur les marchés européens et la suppression de tous les obstacles du commerce avec d'autres importants produits agricoles.

A leur avis, la suppression de la clause de la nation la plus favorisée pour le blé et même pour les autres produits agricoles de provenance européenne ne toucherait guère la protection douanière dont

les Etats industriels européens font jouir leur propre production agricole, les Etats agricoles européens ne fournissant au total que 15 % des importations du blé dans les autres Etats européens.

On n'a pas l'intention d'examiner l'exactitude desdites recommandations, surtout au point de vue des Etats industriels, et on fait remarquer seulement que cette conférence a démontré que l'idée d'un système économique, basé sur les droits préférentiels, semble regagner du terrain en Europe centrale et qu'elle est très importante pour l'Europe centrale, car elle a prouvé que la collaboration économique des Etats de la Petite Entente avec la Hongrie était déjà possible dans les circonstances actuelles de sorte qu'on peut bien espérer que les nécessités économiques y feront aboutir à une collaboration économique de plus en plus intense.

En ce qui concerne la Conférence de Sinaïa, le premier jour de la Conférence de Bucarest, le Ministre des Affaires Etrangères de Yougoslovaie a fait remettre au Gouvernement de Roumanie le mémorandum sur la nécessité d'une organisation de la collaboration économique entre les Etats agricoles et les Etats industriels, spécialement entre ceux de la Petite Entente.

Ce mémorandum, qui propose la solution des problèmes agricoles en harmonie avec les problèmes industriels et qui relève la nécessité d'atténuer la crise agricole par une entente directe entre les Etats agricoles et les Etats industriels, a été l'objet des examens et des discussions de la Conférence de Sinaïa qui a eu lieu du 30 juillet au 1^{er} août 1930.

A la conférence de Sinaïa, les représentants officiels de la Roumanie et de la Yougoslavie ont approuvé en premier lieu le texte de la réponse au questionnaire, conclue à la conférence de Bucarest, puis on a conclu un *modus vivendi* entre les deux Etats et enfin on a pris décision de reprendre dans un bref délai les nouvelles négociations, qui — comme le laissent espérer les diverses déclarations — pourraient aboutir à un plus étroit rapprochement politico-commercial. Ce dernier pourrait prendre la forme d'un système préférentiel ou même d'une union douanière, entre les Etats en question, car la Yougoslavie a offert à la Roumanie l'établissement d'une union douanière et les diverses déclarations de la Roumanie attestent bien que cette dernière prend son établissement pour convenable à ses propres intérêts et même possible à réaliser. D'après les résolutions de ladite conférence, un Comité permanent composé de représentants de deux Etats doit être créé pour examiner les diverses questions qu'entraînerait la réalisation de l'Union douanière envisagée.

Il est à remarquer que le communiqué concernant les résultats de la Conférence ne donne que les traits essentiels des buts envisagés par les deux Etats et que ce sont les déclarations des représentants, faites après la Conférence, qui en donnent plus d'informations. On y apprend que l'union douanière ne doit pas concerner toutes les industries et que ce sont avant tout les industries traitant les matières premières indigènes (les sucreries, brasseries, les distilleries, la

fabrication des conserves de viandes, des produits de lait, l'industrie du bois, et l'industrie minière), de même que l'industrie intéressant la défense nationale, qui doivent en être exclues. On se propose de conclure le plus tôt possible un traité qui doit fixer tous les détails de l'union douanière et sur la base de ce traité doivent être réglées les relations politico-commerciales avec la Tchécoslovaquie et puis avec les autres Etats. Tous les nouveaux traités de commerce, introduisant les droits préférentiels, doivent remplacer le système actuel, basé sur la clause de la nation la plus favorisée.

Il est à noter que les Etats recommandant les nouvelles voies politico-commerciales ont relevé que le système préférentiel, envisagé pour les produits agricoles de leur provenance, n'atteindra nullement la protection douanière de la production agricole des Etats industriels ; car, à leur avis, les prix des produits agricoles ne seront pas fixés par les droits préférentiels, mais seulement par les droits de douane d'ordre général qui seraient appliqués à des produits agricoles d'outre-mer. En outre, d'après les affirmations des représentants, le rapprochement économique envisagé ne doit pas être considéré comme l'organisation d'un bloc des Etats agricoles contre les Etats industriels, et les recommandations, conclues à la Conférence, sont dictées non seulement par les intérêts des pays agricoles, mais même par les intérêts des pays industriels, car on prétend que les méthodes recommandées par la Conférence seront utiles à tous les Etats intéressés.

Ayant présenté les résultats de la Conférence de Sinaïa, il faut relever que, si les recommandations de cette conférence ainsi que celle de Bucarest trouvaient une application réelle dans les traités de commerce, elles pourraient *apporter un important changement dans la politique commerciale*, car leur application se présenterait comme l'abandon du principe de la clause de la nation la plus favorisée qu'on applique en général jusqu'à présent en Europe.

En ce qui concerne les difficultés que soulèverait l'établissement de l'union douanière, soit partielle, soit même plus tard intégrale, il est à remarquer que celles-ci ne seraient pas relativement trop considérables, car les deux pays envisagés sont d'une structure économique presque égale, ont des intérêts politiques communs et, en ce qui concerne le commerce extérieur, leurs produits d'exportations ne se font guère une concurrence sur leurs propres marchés. Les conditions pour l'établissement d'un rapprochement économique se présentent donc comme extraordinairement favorables.

La meilleure preuve que le rapprochement économique entre la Roumanie et la Yougoslavie, envisagé à la Conférence de Sinaïa, doit se faire dans le cadre des tendances économiques de la Petite Entente, présente la circonstance que les délégations des Etats représentés à cette conférence ont demandé au Gouvernement roumain qu'il informât dans un bref délai avant tout le Gouvernement tchécoslovaque des travaux et des résultats de la Conférence. Cela prouve même le programme de ladite Conférence, qui portait sur l'examen

de toutes les questions à même de faciliter l'entente économique entre les Etats de la Petite Entente.

En ce qui concerne les travaux et les résultats atteints, il est à noter qu'ils sont en plein accord avec le programme, conclu par les experts des trois Etats de la Petite Entente, le 22 février 1929 à la Conférence économique préliminaire de Bucarest, où on n'a nullement exclu la possibilité d'une réalisation partielle du programme conclu en premier lieu entre deux Etats intéressés et puis en second lieu entre tous les trois Etats de la Petite Entente. En outre, il est, on peut dire, tout naturel que la Roumanie et la Yougoslavie, c'est-à-dire deux Etats d'une structure économique presque égale, aient manifesté des tendances identiques en vue de lever ou au moins d'atténuer les mauvais effets de la crise agricole ; et on comprend même bien que les deux Etats en question ont reconnu que lesdites tendances seraient à coup sûr plus efficaces, si elles étaient réalisées par voie commune.

Toutes ces circonstances font ressortir que la Conférence de Sinaïa peut être caractérisée comme le premier jalon d'un programme précis élaboré par la Conférence de Strbské Pleso où on avait décidé que, après la conclusion du traité de commerce entre la Roumanie et la Tchécoslovaquie, d'une part et entre la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie d'autre part, ce serait au tour de la Roumanie et de la Yougoslavie d'entrer en pourparlers en vue de l'établissement des conditions préalables d'une collaboration économique plus étroite ; et qu'une fois cette étape accomplie par les deux Etats agricoles, ces derniers doivent conclure une entente commune avec la Tchécoslovaquie qui représente parmi les trois Etats de la Petite Entente un élément avant tout industriel, de sorte que l'accord économique des Etats de la Petite Entente se rapprocherait de plus en plus de sa réalisation.

Il est à remarquer qu'après la Roumanie, c'est la Yougoslavie qui au mois de mars 1931 a conclu le traité tarifaire avec la Tchécoslovaquie, de sorte qu'on peut dire que les Etats de la Petite Entente ne cessent pas de réaliser petit à petit et avec prudence leur programme économique et qu'ils procèdent avec des méthodes qui feront aboutir leurs efforts économiques à de solides résultats.

Tout ce qui précède impose la conclusion que :

La Petite Entente économique a besoin de temps pour se constituer complètement ; elle se renforcera à coup sûr petit à petit parce qu'elle est appelée à correspondre et en même temps à satisfaire aux besoins vitaux de tous les Etats participants. Si l'on veut réaliser son idéal, il faut étudier avec attention les conditions pour sa réalisation et tâcher de la fonder sur une juste et solide appréciation de tous les intérêts engagés. C'est la seule voie pour resserrer de façon durable et au profit des trois pays intéressés leurs liens réciproques sur le terrain économique et de cette façon, on peut aboutir à des arrangements tels que les échanges économiques soient facilités le plus possible.

Les trois Etats, formant la Petite Entente, se rendent pleinement compte de toutes ces circonstances et manifestent la ferme volonté de respecter leurs propres intérêts de sorte que leur œuvre de collaboration sincère — la Petite Entente économique — ne peut qu'attendre des succès certains dans l'avenir et présenter un gage excellent de développement prospère dans toute l'Europe centrale.

CHAPITRE II

L'idée de la collaboration économique des Etats de l'Europe centrale dans les tendances des milieux économiques de l'Europe centrale.

Mitteuropäische Wirtschaftstagung. — Son but et son programme. — Son activité envisage l'Europe centrale au sens large. — La scission et la fondation de l'Institut centre-européen. — Mission analogue de l'Institut centre-européen. — La fondation des instituts filiaux dans les Etats de l'Europe centrale. — Le rapport des tendances de ces deux institutions avec les tendances à la collaboration économique des Etats de l'Europe centrale comme l'envisage cette étude. — La fondation du « Comité d'Etude Européen » en Tchécoslovaquie. — Son programme. — La fondation de « l'Institut de l'Europe centrale » à Budapest.

A côté des tendances et des efforts en vue d'aboutir à une collaboration économique des Etats de l'Europe centrale, poursuivis par les Gouvernements des Etats de la Petite Entente, il existe même des tendances des milieux économiques qui favorisent l'idée de la collaboration économique des Etats centro-européens.

Il y a, on peut dire, une action commune des milieux économiques *de tous* les Etats de l'Europe centrale au sens de cette étude et même au sens large. A côté de cela, on trouve dans certains Etats de l'Europe centrale des institutions qui sont constituées seulement par les milieux économiques d'un certain Etat, mais qui manifestent les tendances de même nature que l'action commune et entretiennent avec la dernière des relations.

L'action commune trouve l'expression depuis six années dans les Mitteleuropäische Wirtschaftstagungen, c'est-à-dire des Conférences périodiques où on examine les divers problèmes économiques de l'Europe centrale et dont l'auteur intellectuel a été le Dr Elemer Hantos, secrétaire royal de la Hongrie. Elles ont lieu toutes les années à Vienne et leur but est de travailler au rapprochement et à l'entente intellectuelle et économique des Etats de l'Europe centrale.

D'après les propositions des auteurs de ce mouvement, on devait préparer les bases théoriques et en même temps examiner les possibilités pratiques d'un rapprochement et d'une entente économique en Europe centrale. On ne devait s'occuper ni de questions de politique intérieure ni de questions de politique extérieure concernant les différents Etats de l'Europe centrale ; le but exclusif était d'examiner les problèmes économiques.

On se proposait de travailler en plein accord avec les gouvernements des Etats intéressés ainsi qu'avec la Société des Nations, avec la Chambre Internationale de Commerce et avec les diverses organisations économiques de la vie internationale. On se proposait aussi de rassembler les documents concernant la vie économique de l'Europe centrale et d'organiser des conférences sur les diverses questions économiques (le transport, le problème du Danube, les questions de banque, des droits de douane, etc...) On publie chaque année des rapports sur l'activité de ce mouvement, auquel ont pris part les diverses personnalités de la vie économique et commerciale de l'Europe centrale au sens plus large que celle qui fait l'objet de nos explications, de l'Europe centrale qui correspondrait à la « Mitteleuropa » de Naumann.

D'après la résolution, prise par la première « Mitteleuropäische Wirtschaftstagung », il est désirable en matière de la politique commerciale de créer un régime préférentiel dans les rapports commerciaux entre les Etats de l'Europe centrale et de lever dans la mesure du possible toutes les difficultés du trafic et du mouvement des personnes et des capitaux. Après la lecture de cette Résolution, on a répondu expressément à une question que l'Allemagne est naturellement comprise dans la notion de « l'Europe centrale » qui figure dans la Résolution.

A l'origine, ce mouvement semblait donner des grands espoirs pour l'avenir et les travaux auxquels on se proposait de procéder avec objectivité devaient traiter des problèmes économiques communs à tous les Etats de l'Europe centrale au sens plus large et laisser de côté les questions politiques. Mais il semble qu'avec le temps ce mouvement, dont l'idée de la collaboration économique de tous les Etats intéressés est très importante et exige leur attention sans cesse croissante, commençait à prendre un caractère trop autoritaire et ses partisans ne semblaient pas donner les mêmes garanties d'objectivité égale envers tous les Etats dont les problèmes économiques devaient être traités. Les questions politiques, spécialement celle de la position de l'Autriche en Europe centrale et de ses relations avec le Reich, ont menacé la solution désirable des problèmes économiques.

Une scission s'est produite et le Dr Hautos a créé en 1925 « Mitteleuropäisches Institut » de Vienne. Le but de cet Institut est de chercher à réaliser sur la base scientifique le rapprochement intellectuel et économique des Etats de l'Europe centrale au moyen des relations personnelles des milieux scientifiques et économiques des Etats en question, au moyen de négociations entre les divers groupes professionnels ou représentant d'autres intérêts, par l'organisation de la collaboration des instituts scientifiques, par l'organisation de congrès et de diverses conférences (1), par des travaux scientifiques, etc...

1. La dernière Conférence de l'Institut centre-européen a eu lieu du 18 au 19 mars 1931 et elle s'est préoccupée de la crise agricole actuelle et des relations de politique commerciale entre les Etats de l'Europe centrale.

En outre, l'Institut centre-européen s'est proposé d'établir dans tous les Etats de l'Europe centrale des instituts filiaux qui seraient chargés de concentrer toute la documentation concernant la vie économique de tel ou tel Etat et de tenir compte des besoins et des vœux économiques particuliers à chaque Etat intéressé. Ces instituts filiaux devraient organiser des conférences et présenter des rapports et des mémorandums au public de chaque Etat et de cette façon faire connaître les problèmes économiques communs et préparer la mentalité centre-européenne, favorable à la collaboration économique.

D'après les intentions de ses fondateurs, l'Institut centre-européen doit tenir compte, dans sa structure interne, de l'existence de plusieurs Etats indépendants en Europe centrale, respecter la pleine souveraineté de chaque Etat et laisser de côté toutes les questions d'ordre politique. Le choix des moyens d'action et même du siège de cette institution devait être fait en tenant compte des susceptibilités politiques de chaque Etat appelé à y participer (1).

M. Hainisch, ancien président de la République autrichienne, a accepté la présidence de l'Institut et les places des vice-présidents sont réservées dans les statuts aux représentants des Etats suivants : Allemagne, Tchécoslovaquie, Pologne, Hongrie, Roumanie et Yougoslavie. Les ministres plénipotentiaires desdits Etats à Vienne sont appelés à faire partie du bureau de cet institut et le personnel des légations desdits Etats doit, dans la mesure du possible, l'aider dans son travail.

L'énumération des Etats appelés à y prendre part montre bien que le champ d'action de cet institut ne se borne pas au territoire de l'Europe centrale à notre sens, mais qu'il comprend l'Europe centrale au sens plus large. Les problèmes examinés là ont par suite un caractère plutôt européen que centre-européen au sens de notre étude. Pour caractériser le rapport des questions économiques étudiées d'une manière plus détaillée ci-dessus avec les questions traitées par l'Institut centre européen, on peut dire que, en grande partie, la solution des questions économiques de l'Europe centrale au sens de cette étude n'est qu'une solution partielle des problèmes économiques de l'Europe centrale au sens large et que la solution de ces derniers n'est qu'une solution partielle des problèmes économiques de l'Europe entière.

Bien que le champ d'action de l'Institut centre-européen dépasse de beaucoup l'étendue du territoire de l'Europe centrale danubienne, il sera peut-être intéressant de donner ici quelques traits caractéristiques de ses tendances et de les présenter dans leurs rapports avec les tendances vers l'unité économique des Etats successeurs.

Il est évident que ces deux sortes de tendances peuvent se compléter parfaitement, travailler parallèlement, autant que possible, à la réalisation de leurs programmes qui cherchent à élever la prospérité économique de l'Europe centrale et de l'Europe entière, mais il est

1. Voir Hantos, *Kulturproblem in Mitteleuropa*, p. 36.

nécessaire de ne pas les confondre et de se rendre compte des points qui les distinguent.

On peut dire que l'Institut centre-européen se présente comme une conséquence de la nécessité d'une collaboration économique plus étroite entre les Etats de l'Europe centrale au sens large et spécialement entre les Etats successeurs. Quoiqu'il se propose d'étudier et d'aider la solution des problèmes beaucoup plus larges que ne le sont ceux qui concernent l'Europe centrale à notre sens, il est cependant l'un des éléments importants qui propagent la connaissance des intérêts communs des Etats successeurs, qui cherchent à faire comprendre au public les avantages des ententes sur le terrain économique et qui préparent la mentalité centre-européenne favorable à accepter la formation des ensembles économiques plus larges que ne le sont les cadres nationaux dans l'Europe centrale et prêt à travailler à la constitution d'ensembles économiques plus larges en considérant cette dernière comme la seule voie qui puisse dans l'avenir aboutir à une plus grande prospérité économique, base nécessaire à chaque relèvement du standard of life et par là au bien-être plus grand de toute population des Etats successeurs.

La meilleure preuve que l'Europe centrale au sens de notre étude et l'Europe centrale au sens large sont deux notions, bien distinctes même au sein de l'Institut centre-européen, est présenté par le fait que M. Hantos, son auteur intellectuel, ne propose pour l'Europe centrale au sens large qu'un rapprochement en matière de transports et de toutes les questions qui concernent ces derniers, tandis que pour l'Europe centrale au sens étroit, il recommande l'établissement d'un régime préférentiel en matière de douanes qui a été l'objet d'explications dans le chapitre relatif à la nature et aux formes possibles de la collaboration des Etats successeurs (1).

La dernière Conférence de l'Institut centre-européen a eu lieu à Vienne en mars 1931 et s'est terminée aux jours de la publication de l'accord sur l'union douanière austro-allemande.

L'évolution économique de l'Europe centrale met de plus en plus en relief qu'on ne peut pas se contenter de toutes les méthodes de l'Institut centre-européen, ni de toutes ses actions à tous les points de vue. Car les problèmes économiques prennent des formes concrètes et exigent des solutions si pressantes que tous les éléments économiques des Etats de l'Europe centrale intéressés doivent être dûment entendus et pris en considération.

Dans ces circonstances commencent à apparaître dans les Etats de l'Europe centrale des comités économiques pour la collaboration de l'Europe centrale, ce qui d'ailleurs est même l'un des buts à atteindre par l'Institut centre-européen. De cette sorte, dans chaque Etat, on étudie les problèmes économiques communs, on rassemble et prépare la documentation afférente, on fait cristalliser et formuler les reven-

1. Voir Hantos, *Denkschrift über die wirtschaftliche Problem Mitteleuropas*, p. 12 et s.

dications économiques et ainsi on se prépare à défendre le mieux possible les intérêts économiques de chaque Etat.

Les meilleurs économistes de chaque Etat s'y concentrent pour étudier les diverses questions économiques dans leurs détails grâce aux études approfondies et aux enquêtes dûment préparées et effectuées. On pénètre ainsi dans la vie économique de chaque Etat, on se fait une idée juste de l'importance de ses divers éléments, on met en relief ses traits caractéristiques, on se rend compte de sa capacité et de ses besoins organiques. Le résultat est qu'on arrive à connaître par là la puissance et le caractère de la vie économique de chaque Etat, ce qui est la première condition du succès, des conférences internationales et des ententes économiques entre les divers Etats de l'Europe centrale, c'est-à-dire spécialement entre les Etats successeurs.

En 1926, un tel Comité pour l'étude des questions concernant la collaboration économique des Etats européens, notamment centro-européens, « Comité d'Etude Européen », s'est créé en Tchécoslovaquie. On voit à sa tête les meilleurs économistes tchécoslovaques, partisans résolus de la collaboration économique de l'Europe centrale et de l'Europe tout entière : le Dr Vilem Pospisil, gouverneur de la Banque Nationale, M. Rudolf Hotowetz, ancien ministre, M. Vaclav Schuster, ancien ministre, M. Frantisek Hodac, secrétaire général de l'Union des industriels tchécoslovaques, etc. Le secrétaire de ce comité est M. J.-M. Kucera. Le comité de traité se compose des premiers économistes de l'Etat ; toutes les questions économiques concernant la vie de l'Etat, y font l'objet d'enquêtes et de discussions d'après un programme déterminé. Après un exposé détaillé sur chacune des questions, ces dernières y sont traitées dans des débats auxquels participent les représentants de toutes les branches de la vie économique. De cette sorte, on cherche à donner à l'économie tchécoslovaque la possibilité d'aborder en toute connaissance de cause la solution des problèmes économiques concernant tous les Etats de l'Europe centrale.

Le Comité pour l'étude scientifique des questions concernant la coopération économique des Etats européens, notamment contro-européens, est une association de caractère non politique et ses statuts indiquent comme but :

1^o L'examen critique des questions concernant le rapprochement économique et l'entente des Etats européens notamment contro-européens ;

2^o L'entretien des relations avec les milieux officiels tchécoslovaques ;

3^o L'examen critique des tendances poursuivies par les organisations et par les fédérations analogues ;

4^o L'organisation des conférences et des enquêtes et la publication des nouvelles et des études sur les questions économiques des Etats européens et centro-européens.

Pour propager l'idée de la collaboration économique des Etats de

l'Europe centrale dans le public, on publie en langues tchécoslovaque et allemande *La correspondance centro-européenne*, paraissant à partir du mois de mars 1930 sous le titre de *La Correspondance économique*, où sont publiées les études du Comité sur l'économie tchécoslovaque ainsi que les articles et toutes les nouvelles concernant la vie économique des Etats de l'Europe centrale.

En mai de 1929, on a pris la résolution de fonder l'Institut centro-européen de Bruno qui est chargé de s'occuper de la production centro-européenne, des ententes industrielles, des cartels et des trusts, bref de toutes les questions de collaboration centro-européenne en matière de production. C'est spécialement la question des cartels en Europe centrale qui est, non seulement au point de vue économique, mais aussi au point de vue juridique et social, un des principaux problèmes à l'ordre du jour dans tous les Etats successeurs, et tout effort en vue d'obtenir des résultats positifs et de s'entendre sur cette matière présente une grande importance pour l'économie centro-européenne. Une autre filiale du « Comité d'Etude européen » a été fondée à Bratislava.

Le 10 mai 1930, un « Institut de l'Europe centrale » a été fondé à Budapest. Son but essentiel, comme celui des deux Instituts analogues en Autriche et en Tchécoslovaquie, est d'étudier et de favoriser les échanges de la Hongrie avec les autres pays de l'Europe centrale. C'est M. O. Gratz, ancien ministre des affaires étrangères qui sera à la tête de l'Institut de Budapest.

CONCLUSION

Avant de conclure, il nous semble nécessaire de résumer l'essentiel des développements de cette étude et de mettre ainsi mieux en relief l'Europe centrale telle qu'elle nous est apparue déjà au cours de ce travail. Cette méthode simplifiera notre tâche délicate, car, en présentant les résultats de nos précédentes études, on pourra en tirer plus aisément *des conclusions plus ou moins partielles* pour encadrer, à la fin, l'Europe centrale dans l'Europe entière en une *conclusion finale*, qui, en se présentant comme un couronnement des conclusions partielles, fera clairement comprendre la grande connexion entre les problèmes examinés dans cette étude et ceux de l'Europe entière.

Dans la première partie, après avoir défini et délimité l'Europe centrale, on s'est efforcé de mettre en lumière tous les éléments géographiques qui donnent à cette dernière une unité géographique uniforme. On a noté l'importance du réseau fluvial centreeuropéen, spécialement celle du Danube, dans l'évolution économique et politique de l'Europe centrale. Après avoir marqué le rôle du Danube dans l'histoire et dans la politique économique de l'Europe centrale au *xix^e* siècle, on a montré l'état de choses actuel, créé par les traités de paix et ses conséquences pour la navigation danubienne. A titre d'exemple, les chiffres concernant le développement de la navigation tchécoslovaque sur le Danube indiquent le rôle joué par ce fleuve dans l'économie tchécoslovaque pendant les dix années qui ont suivi la guerre. En outre, on a donné quelques indications sommaires sur la navigation yougoslave.

Ayant ainsi étudié l'Europe centrale au point de vue géographique, on constate dans la deuxième partie de ce travail que ce sont avant tout les échanges économiques d'avant-guerre et ceux d'après-guerre qui confirment d'une façon très claire le fait que l'Europe centrale constitue un ensemble dont l'unité économique a été complétée jusqu'à la fin de la guerre mondiale dans une large mesure par l'unité politique sous la forme de l'Autriche-Hongrie.

Une attention spéciale a été consacrée à l'Autriche qui, quoique allemande, par toute son évolution politique et économique depuis le Moyen Age, par ses traditions et par sa culture propre, a toujours appartenu et appartient encore à l'Europe centrale au sens donné dans cette étude. Pour faire résulter cette vérité économique de nos explications, on s'est efforcé de donner un aperçu de l'histoire de la formation de l'Autriche et de ses rapports économiques avec les

autres parties de l'Europe centrale. Il est vrai que l'organisation de l'Europe centrale en vertu des principes modernes a eu pour conséquence la nécessité d'une transformation partielle du mécanisme économique de l'Autriche et a entraîné la crise autrichienne dans les premières années d'après-guerre, mais l'Autriche n'a pas cessé de faire partie intégrante de l'Europe centrale. Les diverses causes politiques font apparaître après la guerre la question de l'Anschluss, qui se présente comme une question d'ordre avant tout politique, bien que ses promoteurs cherchent à la présenter sous la forme simplement économique. Depuis la guerre, l'Autriche a fait de grands progrès en matière économique et la thèse de sa « non-vitalité » s'est montrée erronée. Le caractère de notre étude nous oblige à ne pas envisager ladite question sous l'angle politique et c'est donc seulement sur la base des causes économiques, résultant de la situation de l'Europe centrale d'après-guerre et des intérêts économiques de l'Autriche elle-même, ainsi que de son rôle dans l'économie centre-européenne, qu'on se prononce contre l'Anschluss. Le récent accord préparatoire sur l'union douanière germano-autrichienne n'a guère modifié nos points de vue contre l'Anschluss.

Dans la troisième partie, on a cherché à donner les traits caractéristiques de la structure et de la capacité économiques de l'Europe centrale par les indications sur l'agriculture et sur toutes les industries centre-européennes. On remarque, que dans ces explications, la Pologne est par exception envisagée au même titre que les autres Etats de l'Europe centrale, ce qui démontre bien qu'on se rend dûment compte des grands intérêts économiques communs qui unissent les Etats de l'Europe centrale d'une part et la Pologne d'autre part, en un ensemble économique plus large.

On a ensuite examiné la situation et l'importance économique, ainsi que la politique commerciale de chacun des Etats de l'Europe centrale. On a essayé d'encadrer lesdits Etats dans l'économie centre-européenne. On a commencé par les Etats industriels, la Tchécoslovaquie et l'Autriche, pour passer ensuite aux trois Etats agricoles.

L'étude des échanges économiques nous a largement fourni la preuve que l'Europe centrale se présente comme un ensemble économique avec des besoins propres, et lesdits Etats nous sont apparus comme les éléments constitutifs d'une économie centre-européenne.

Les explications consacrées à chaque Etat particulier nous ont montré quelle importance jouent les Etats de l'Europe centrale dans l'économie de chacun d'eux et on a constaté que le volume du commerce extérieur de chacun d'eux avec les quatre autres Etats de l'Europe centrale constitue une partie importante de leur commerce extérieur total qui s'élève jusqu'à plus de la moitié au maximum et en atteignant plus d'un quart au minimum.

Les tableaux statistiques nous ont permis de mettre en relief d'une façon claire la mesure dans laquelle les Etats centre-européens ont collaboré sur le terrain économique depuis la guerre ; en même temps les données concernant les échanges économiques avec les

autres Etats européens ont donné une idée claire sur la participation de ces derniers dans l'économie centre-européenne et ont montré ainsi l'importante connexion de cette dernière avec l'économie de l'Europe entière.

Après avoir envisagé l'économie de l'Europe centrale et la collaboration économique de ses Etats du point de vue *de chacun desdits Etats*, on s'est efforcé de l'envisager du point de vue *de son ensemble*. On remarque qu'on a examiné dans cette partie — comme d'ailleurs dans l'étude entière — les problèmes économiques qui peuvent être résolus totalement ou au moins en grande partie dans le cadre de l'Europe centrale, et qu'on a, pour ainsi dire, laissé à part tous les problèmes — ou au moins leur examen détaillé — dont la solution exige la participation de tous les pays européens.

Tous les éléments d'ordre économique présentés dans nos précédentes études et appréciés d'après leur importance dans l'économie centre-européenne nous font apparaître l'Europe centrale comme *un ensemble économique constitué par plusieurs Etats* qui sont tous à l'heure actuelle une puissance économique moyenne et dont les économies nationales se *complètent réciproquement*, dans une large mesure.

Les examens faits sur la capacité économique et sur les échanges économiques des Etats de l'Europe centrale nous ont montré la prépondérance de l'agriculture, encore que l'industrie y tienne une place toujours plus importante. C'est surtout dans les deux Etats dits industriels, l'Autriche et la Tchécoslovaquie, où l'industrie joue un rôle si considérable que, au cours des premières années d'après-guerre, où l'économie européenne cherchait à s'adapter à l'équilibre économique nouveau, ces deux Etats appliquaient pendant quelque temps une politique commerciale des Etats industriels. En ce qui concerne les trois Etats agricoles de l'Europe centrale — la Hongrie, la Roumanie, et la Yougoslavie —, ceux-ci se sont mis peu de temps après la guerre à créer des industries nouvelles, quelquefois factices, et à appliquer une politique commerciale protectionniste.

Tous les Etats en question avaient après la guerre à accomplir de grandes tâches dans l'organisation de leur économie nationale et c'étaient parfois les éléments d'ordre politique qui influençaient en partie leur politique commerciale. Ainsi on a été et on est encore en Europe centrale témoin de divers phénomènes qui opposent à un sain développement économique. Cependant on peut admettre que les événements de cette sorte ne se présentent que comme les phénomènes passagers et que les lois économiques prennent et prendront le dessus sur tous les éléments non politiques.

L'état de choses d'après-guerre, ainsi que celui d'aujourd'hui, rend l'intensification des échanges économiques dans le cadre de l'Europe centrale de plus en plus désirable et il ne laisse aucun doute que cette dernière serait appelée à être utile à tout le monde et ne désavantagerait personne. Il est à rappeler que la situation économique de l'Europe centrale d'avant-guerre a été moins prospère que celle

de l'Allemagne et de l'Europe occidentale et que c'est donc avant tout par la collaboration plus étroite sur le terrain économique qu'on se propose d'atteindre l'augmentation de la production et l'élévation du standard of life de toute la population.

La collaboration économique dont on envisage l'intensification dans le cadre de l'Europe centrale ne poursuit aucun but politique et se distingue par sa conception démocratique de la Mitteleuropa allemande. Il est à noter que l'idée de cette dernière semble revivre dans la conclusion de l'accord sur l'union douanière germano-autrichienne comme le confirment dans une large mesure les diverses circonstances d'ordre politique.

Les besoins de la vie moderne exigent au moins sur le terrain économique un rapprochement le plus étroit possible entre tous les Etats de l'Europe centrale et même de l'Europe entière. La nécessité d'un tel rapprochement en Europe centrale se voit, à notre avis, accrue par l'étendue moyenne des économies nationales des Etats de cette partie de l'Europe, quoique chacune d'elles constitue une unité parfaitement viable et aussi naturelle que celle d'un quelconque des autres Etats européens.

Le grand problème à résoudre se pose par la question de savoir *quelle forme* devrait prendre ledit rapprochement *en matière de droits de douane*.

Il faut remarquer que l'établissement d'une union douanière ou d'un système préférentiel trouve en Europe centrale des conditions économiques et même politiques peut-être plus favorables qu'on les trouverait ailleurs en Europe, sauf dans les cas où existe dès à présent un régionalisme économique en cette matière. Car d'une part, les relations économiques sont relativement plus intenses qu'ailleurs en Europe et d'autre part, on ne trouve dans cet ensemble aucun Etat qui puisse aspirer à une hégémonie ou à un rôle prépondérant.

Depuis la guerre, plusieurs projets ont été élaborés et plusieurs propositions ont été faites. Leur réalisation ne manquerait point à coup sûr d'apporter les diverses difficultés. En ce qui concerne leurs chances d'une réussite, il est tout naturel que celles-ci aient été plus ou moins grandes et ne pouvaient que s'augmenter par l'élimination des divers buts politiques.

Parmi lesdits projets, on en trouve qui pourraient servir de base à la solution du problème économique de l'Europe centrale, et même tels dont la réalisation supposerait l'application à une plus grande partie de l'Europe ou à l'Europe entière.

On en peut conclure que l'Europe centrale se rend parfaitement compte que, d'une part, ses propres intérêts économiques se mêlent étroitement avec les intérêts économiques de l'Europe entière et, d'autre part, que ses propres besoins économiques ne lui font nullement perdre les points de vue européens. Cette attitude de l'Europe centrale vis-à-vis de l'Europe entière ne peut être considérée, à notre avis, que très juste, car l'Europe centrale est encadrée dans l'économie européenne dans une telle mesure que, du moment où une quel-

conque puissance économique de l'Europe intervient dans la solution du problème centre-européen, ce dernier ne manque pas de prendre un caractère éminemment européen. A notre avis, on pourrait donc parler spécialement du problème économique de l'Europe centrale, seulement dans le cas où une solution se bornerait au cadre de l'Europe centrale considérée comme elle est définie dans cette étude. A notre avis, une telle solution serait possible, parce que, d'une part, en présence de plusieurs Etats en Europe centrale qui ont à peu près la même grandeur et la même capacité économique, elle n'entraînerait nullement des changements considérables dans l'équilibre économique de l'Europe centrale et pourrait se limiter seulement au territoire de cette dernière et que, d'autre part, l'Europe centrale, renforcée par son rapprochement économique, ne se présenterait vis-à-vis des autres Etats européens que comme un ensemble économique plus uniforme et avec un pouvoir d'achat accru, sans être à même d'entraîner de modifications fondamentales dans l'économie européenne. Par contre, si une solution devait comprendre l'Europe centrale et en même temps une autre puissance européenne — qui pourrait être caractérisée comme une *altera pars* —, une telle solution perdrait par là le caractère centre-européen au sens de cette étude et même le caractère centre-européen au sens large, en devenant nécessairement une solution qui toucherait largement les intérêts économiques de l'Europe entière.

L'Europe centrale, avec ses Etats d'ordre moyen, se présente comme un territoire où un système de traités régionaux, dont on parle depuis quelque temps dans toute l'Europe, pourrait former, sans attirer de griefs d'ordre politique de la part des autres Etats, un large ensemble avec lequel ces derniers pourraient conclure plus facilement les traités commerciaux.

La dernière partie de cette étude concerne la manifestation de l'idée de la collaboration économique dans la politique des Etats de l'Europe centrale et dans les mouvements plus ou moins officiels.

La Petite Entente qui, sous sa forme politique, est le meilleur exemple d'un régionalisme politique, a commencé depuis quelques temps à jeter les bases de l'organisation d'un régionalisme économique. Ses tendances économiques se présentent comme l'expression des conditions naturelles et des besoins économiques de l'Europe centrale. Son programme économique peut être caractérisé comme une manifestation vivante de l'idée de la collaboration des nations de l'Europe centrale. *Les buts* qu'on s'y propose d'atteindre, c'est-à-dire un rapprochement économique des trois Etats de la Petite Entente pour satisfaire au mieux leurs intérêts vitaux et *la méthode*, basée sur une juste et solide appréciation de tous les intérêts économiques engagés, sont en parfaite harmonie avec les intérêts de l'Europe centrale entière; de sorte que la Petite Entente économique, élément important pour la solution de tous les problèmes économiques qui peuvent être résolus dans le cadre régional de l'Europe

centrale, est appelée à jouer un rôle important dans le développement prospère de toute l'Europe centrale.

A côté de la Petite Entente économique, on trouve en Europe centrale l'Institut centre-européen de Vienne, le Comité d'Etude Européen de Prague, l'Institut Centre-européen de Brno et l'Institut Centre-européen de Budapest qui, tous, cherchent à préparer une solution équitable des problèmes économiques et à concourir à la création d'une vraie mentalité centre-européenne.

On peut espérer que leurs efforts ne seront pas vains et que leur succès facilitera dans une large mesure l'amélioration de la situation économique de l'Europe centrale.

A l'heure actuelle, où on est, en Europe, à la veille de prendre des mesures et des solutions en vue d'insérer l'accord sur l'union douanière entre l'Allemagne et l'Autriche dans le cadre européen et d'en tirer les conséquences possibles pour la solution du problème européen, il nous semble utile de remarquer que la publication dudit accord a mis en relief une fois de plus et de façon très claire la grande connexité du problème économique de l'Europe centrale avec celui de l'Europe entière. Actuellement, la situation semble être telle qu'il est assez difficile de parler spécialement du problème économique de l'Europe centrale sans parler en même temps de celui de l'Europe entière; mais on s'est efforcé de s'en tenir, même dans les explications d'ordre plus général, uniquement à la collaboration économique des nations de l'Europe centrale et de laisser à part tout ce qui relève des problèmes économiques d'ordre européen. Il peut sembler que le premier problème, plus étroit, disparaît et s'identifie avec le second, plus large; mais, à notre avis, quoique le premier soit compris dans le second, il réapparaîtra après quelque temps avec toute sa force comme un problème partiel d'un problème plus large, c'est-à-dire comme un problème d'ordre régional dans celui de l'Europe entière.

Il est hors de doute que l'importance du premier problème pour une juste solution du second est très grande; elle résulte d'une façon très claire des diverses circonstances d'ordre politique et économique qui n'étaient pas l'objet de nos études spéciales. On est d'accord que l'une de ces circonstances est le maintien de l'équilibre économique d'après-guerre, qui se présente comme un élément très important pour ladite solution.

L'évolution économique de l'Europe centrale dans les dix années qui ont suivi la guerre, et surtout l'accord sur l'union douanière germano-autrichienne, ont montré d'une façon indiscutable que la question du maintien de l'équilibre économique actuel en Europe centrale joue, à notre avis, dans la solution du premier problème un rôle au moins aussi important que dans la solution du second.

Or, on en peut conclure que la collaboration économique des nations de l'Europe centrale peut être envisagée au moins avec certaines chances de justesse et, toutes proportions gardées, comme une sorte de problème économique européen en miniature.

Sa solution équitable dans une large solution du problème économique européen se présente comme une des conditions importantes du succès d'une étroite collaboration économique de l'Europe entière pour constituer un gage excellent du développement prospère de toute l'Europe.

Vu : le Président de la thèse,

OUALID.

Vu : le Doyen,

BERTHÉLEMY.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- C. J. BAICOIANU. — *Le Danube*. Aperçu historique, économique et politique, avec une préface de Vintila J. Bratiano. Paris, 1917, p. 289. Recueil Sirey.
- D^r A. BASCH et Ing. J. DVORACEK. — *Rakousko a jeho hospodárská existence* (L'Autriche et son existence économique). Prague, 1925, p. 96, in-16, Orbis, la Bibliothèque politique, série I, livre VI.
- D^r Edouard BENES. — *Le problème autrichien et la question tchèque*. Thèse de doctorat de Dijon, 1908, p. 312, in-8°.
- *La politique extérieure de la République tchécoslovaque*. Prague, 1921, p. 37, in-8°. Edition de la Gazette de Prague.
- Berichten über die Mitteleuropäische Wirtschaftstagung* (Rapports concernant la Mit. W.) I-IV, 1925-1928.
- R. COUDENHOVE-KALERGI. — *PanEuropa*. Traduction tchèque avec une préface de M. E. Benes. Prague, 1926, p. 111, in-8°, Aventinum.
- N. DANAÏLA. — *Le commerce extérieur de la Roumanie*. Paris, 1919, p. 50, in-16°, Imprimerie générale Lahure.
- Deset let Československé Republiky* (Dix années de la République tchécoslovaque), II, p. 162-179, 1928.
- L. EISENMANN. — *Le compromis austro-hongrois de 1867*. Thèse de doctorat de Dijon, 1904, p. 683, in-8°.
- D^r Max FLUSS. — *Donaufahrten und Donauhandel im Mittelalter und in neuen Zeiten*, Prague, 1920, p. 78, in-16°, A. Haase.
- Dragischa M. GLICHITSCH. — *La Politique commerciale et le commerce extérieur du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*. Thèse de doctorat de Paris, 1929, p. 190, in-8°.
- D^r Elenér HANTOS, kgl. ung. Staatssekretar a. d. *Die Handelspolitik in Mitteleuropa*, Jena, 1925, p. 111, in-8°, mit 8, Tafeln.
- *Das Kulturproblem in Mitteleuropa*. Stuttgart, 1926, p. 46, in-8°.
- *Denkschrift über die wirtschaftlichen Probleme Mitteleuropas*. Wien, 1927, p. 27, in-8°.
- *Das Donauprobem in der Mitteleuropäische Wirtschaft*. Wien, 1928; p. 22, in-8°.
- D^r Franz HEIDERICH. — *Die Donau als Verkehrstrasse*. Wien et Leipzig, 1916, p. 55, in-8°, Franz Deutiche.
- La Hongrie actuelle* : Mémoire sur la situation de la Hongrie, rédigé par la Société nationale de l'agriculture de Hongrie, par l'Union des fabricants hongrois, par l'Union des Caisses d'Epargne et de banque, par la Chambre de Commerce et d'Industrie de Budapest et par l'Union générale du commerce hongrois. Budapest, 1922, p. 120, in-8°.

D^r Rudolf HOTOWETZ. — *Les conférences tenues dans la Société économique tchèque* :

Úkoly naší politiky hospodářské, zejména obchodní a valutární (Les problèmes de notre politique économique, notamment commerciale et monétaire). Prague, 1922, p. 30, in-8°.

Aktuální otázky naší politiky obchodní a ménové (Les questions à résoudre de notre politique commerciale et financière). Prague, 1925, p. 32, in-8°.

Hospodářské sblizení evropských států (Le rapprochement économique des Etats européens). Prague, 1926, p. 18, in-8°.

Náš hospodářství roku 1926 a jeho další vývoj (Notre économie nationale de 1926 et son développement dans l'avenir). Prague, 1927, p. 35, in-8°.

Stav Československého hospodářství v roce 1927 (La situation de l'économie nationale tchécoslovaque en 1927). Prague, 1928, 18 in-8°.

Conseiller ministériel de Hongrie M. Eugen VON KVASSAY. — *Die Ungarische Donau als ein Teil der Verkehrstrasse nach dem Orient*. Stuttgart, 1916, 41 p., in-8°.

Josef KAPLICKÝ. — *Vývoj čl. přístavu a čl. plavby na Dunaji* (Le développement des ports et de la navigation tchécoslovaques sur le Danube), 1925, p. 12, in-16°.

Charles LORTSCH. — *La Hongrie économique et les intérêts français en Hongrie*. Paris, 1927, p. 178, in-16°, Marcel Giard.

Ing. V. MORAVEC. — *Činnost čl. Republiky na Dunaji za první světové války 1918-1928* (L'activité de la République tchécoslovaque sur le Danube pendant la première dizaine d'années 1918-1928). Bratislava, 1928, p. 37, in-8°, Chambre de Commerce et d'industrie.

Albert MOUSSET. — *La Petite Entente*. Paris, 1923, p. XVI-192, in-61°, Bossard. *La Roumanie économique*, Publication de l'Union des Chambres agricoles de Bucarest. Bucarest, 1928, p. 93, in-6°, Imprimerie Oltenia.

C. G. ROMMENHOELLER. — *La Grande Roumanie*. La Haye, 1926, p. 634, in-8°.

D^r Václav SCHUSTER. — *Zvývoiových tendencí naší obchodní politiky* (Les tendances de notre politique commerciale). Olomouc, 1923, p. 18, in-8°.

Les conférences tenues par le D^r Václav SCHUSTER dans la Société économique tchèque :

Z poválečného vývoje naší obchodní politiky (Le développement de notre politique commerciale d'après-guerre). Prague, 1923, p. 25, in-8°.

Směry naší obchodní politiky (Les tendances de notre politique commerciale). Prague, 1923, p. 17, in-8°.

Problém evropské hospodářské spolupráce s hlediska československého (Le problème de la communauté économique européenne envisagé au point de vue tchécoslovaque). Prague, 1927, p. 30, in-8°.

Rozprava o obsahu přednášky Dra V. Schustera (La discussion concernant la conférence de M. V. Schuster). Prague, 1927, p. 22, in-8°.

Co přinesly výsledky mezinárodních hospodářských konferencí ? (Quels sont les résultats pratiques des Conférences économiques internationales ?). Prague, 1927, p. 17, in-8°.

Celní válka nebo celní mír ? (La guerre douanière ou la paix douanière ?). Prague, 1931.

La situation économique en 1929. Résumé des rapports des comités nationaux. Supplément au n° 6 de l'Economie internationale, avril 1930, publié par la Chambre de Commerce internationale, Legram Press, p. 111, in-8°.

Dr Alexander SZANA. — *Die neuen Wirtschaftsprobleme der Donau.* Stuttgart, 1920, p. 33, in-8°, Finanz-u. Volkswirtschaftliche Zeitfragen.

Hans TUGENDHAT. — *Ein Handelspolitischer Konsolidierungsplan.* Brno, décembre, 1930, p. 16, in-8°.

Josef RITTER VON WENUSCH. — *Der Donau-Oderkanal.* Wien et Leipzig, 1909, p. 66, in-12°, Wilhelm Braumüller.

PÉRIODIQUES EN FRANÇAIS.

L'économiste Roumain, revue mensuelle, Bucarest, l'année III, IV, V.

L'Europe Centrale, Revue de la Semaine. Prague, l'année I-VI.

Le Monde Slave, Revue mensuelle. Paris, nouvelle série, l'année II, III, IV, V.

La Revue Economique de Belgrade, Revue mensuelle. Belgrade, l'année III, IV.

La Tchécoslovaquie économique et financière, Organe mensuel de la Chambre de Commerce Franco-Tchécoslovaque. Paris, l'année III.

PÉRIODIQUES TCHÉCOSLOVAQUES.

Hospodárská politika (La politique économique), Revue de la Semaine. Prague, l'année I, II, III, IV, V.

Hospodárská Korespondence (La correspondance économique), Revue mensuelle qui paraissait jusqu'au mois de mai 1930 sous le titre de *Středoevropské Korespondence* (La correspondance centro-européenne). Prague, l'année I, II.

Hospodársky archiv s přílohou bilancních kritik (L'Archive économique), Revue de la Semaine. Prague, l'année VIII-X.

Národohospodarský Obzor (La Revue économique), Revue mensuelle. Prague, l'année XXX-XXXVI.

Plavební ročenka, vyd. Čsl. plavebním úřadem v Praze (L'annuaire de navigation publiée par l'Office tchécoslovaque de navigation), année 1924-1928, in-16°.

Zahranicní politika (La politique étrangère), Revue mensuelle. Prague, l'année IV-X.

Les divers articles concernant les questions économiques de l'Europe centrale, parus dans les journaux tchécoslovaques.

LES STATISTIQUES OFFICIELLES.

L'annuaire statistique de la Hongrie, années 1922-1924, 1925, 1926, 1927. Rédigé et publié par l'Office Central Royal hongrois de statistique, Budapest.

Comertul exterior al Romaniei si miscarea porturilor (Commerce extérieur de la Roumanie et le mouvement des ports). Publié par le Ministère des Finances, l'année 1923, 1924, 1925.

Csl. statistika, Rada III, Zahrmicni obchod C. S. R. (La statistique tchéc., série III, Le commerce extérieur).

Mémorandum sur les balances des paiements et sur les balances du commerce extérieur, publié par la Société des Nations, les dernières années.

Statistik der auswärtigen Handels Österreichs im Jahre 1926, 1927, publié par le « Bundesministerium für Handel und Verkehr ».

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
PREMIÈRE PARTIE	
CHAPITRE PREMIER. — Notions générales.....	7
CHAPITRE II. — Le réseau fluvial de l'Europe centrale.....	12
DEUXIÈME PARTIE	
Comment se révèle l'unité économique de l'Europe centrale dans les échanges économiques	31
La question de l'Autriche.....	37
TROISIÈME PARTIE	
La collaboration économique envisagée du point de vue de chacun des Etats de l'Europe centrale	49
CHAPITRE PREMIER. — Aperçu de la capacité économique de l'Europe centrale	49
CHAPITRE II. — La Tchécoslovaquie.....	61
CHAPITRE III. — L'Autriche.....	84
CHAPITRE IV. — La Yougoslavie.....	98
CHAPITRE V. — La Roumanie.....	110
CHAPITRE VI. — La Hongrie	121
QUATRIÈME PARTIE	
La collaboration économique envisagée du point de vue de l'Europe centrale entière	139
CINQUIÈME PARTIE	
Manifestation de l'idée de la collaboration économique dans la politique des gouvernements et des mouvements officiels.....	174
CHAPITRE PREMIER. — La Petite Entente	174
CHAPITRE II. — L'idée de la collaboration économique des Etats de l'Europe centrale dans les tendances des milieux économiques de l'Europe centrale	187
CONCLUSION	193

1335. — Imp. Jouve et Cie, 15, rue Racine, Paris. — 5-31
